LE

THÉATRE MODERNE

EN ALLEMAGNE.

I.

M. CHARLES GUTZKOW.

Karl Gutzkow's dramatische Werke. Leipzig, 1843-1847.

Il y a cinquante années à peine, le théâtre allemand, après de longues hésitations, après mille essais infructueux, semblait entré décidément dans des voies originales et fécondes. Éveillée par la critique ardente de Lessing, la poésie dramatique avait reçu de deux grands artistes une consécration aussi éclatante que rapide. Le génie réfléchi de Goethe, l'enthousiasme de Schiller, enfantaient une série de créations sublimes, et la scène qu'avaient illustrée *Goetz de Berlichingen* et *don Carlos, Egmont* et *Guillaume Tell*, la scène que l'Europe enviait à Weimar pouvait se féliciter d'avoir conquis à l'Allemagne la plus haute gloire littéraire et préparé de beaux jours aux générations à venir. Hélas! un demi-siècle s'est écoulé depuis *Guillaume Tell*, et le théâtre allemand n'est pas encore fondé. Les poètes rencontrent au-

jourd'hui les mêmes obstacles qui arrachaient à Lessing des plaintes si éloquentes. Ces ennuis de chaque instant, ces difficultés de mille sortes qui eussent arrêté un esprit moins rusé que l'auteur de *Faust*, un cœur moins ardent que l'auteur de *Wallenstein*, tout cela existe encore. Aujourd'hui comme alors, les gouvernemens sont hostiles, le public est la proie des faiseurs vulgaires, et le sol ingrat refuse la divine semence. Tant de chefs-d'œuvre ont-ils donc été inutiles? Est-ce en vain que le vieux Goetz et le brillant Egmont, en vain que Thécla et Piccolomini, le marquis de Posa et Jeanne d'Arc, Fiesque et Guillaume Tell, ont réuni dans un généreux enthousiasme tout un auditoire immense, présage glorieux de l'unité future de la patrie? Ce beau résultat n'est-il que le triomphe passager d'un génie individuel, et faut-il répéter les tristes paroles que Lessing, dans une heure de doute et de découragement, a jetées avec tant d'amertume à la fin de sa *Dramaturgie:* « La plaisante bonhomie, en vérité! Vouloir créer aux Allemands un théâtre national, quand les Allemands ne sont pas une nation! »

Oui, ces paroles sont vraies, et si elles ne s'appliquent pas à l'Allemagne présente avec la même rigueur qu'autrefois, si l'Allemagne commence à être une nation, il s'en faut bien cependant que l'anathème de Lessing ne justifie pas sur bien des points la fâcheuse situation du théâtre. Tant que cette conscience nationale, lentement et laborieusement éveillée, ne se sera pas créé une vie puissante, le théâtre demeurera impossible. Il y aura çà et là d'intéressans efforts, il y aura des œuvres nées d'une inspiration particulière, il n'y aura pas une poésie vivante et qui soit l'expression de la patrie. Cette forte poésie qui s'adresse au peuple assemblé et qui mûrit au souffle fécond des grandes foules se flétrira dans les petits centres, dans les résidences provinciales; privée de son appui naturel, elle subira des influences funestes, et tantôt l'on verra triompher les idées bourgeoises, tantôt on verra éclater ces réactions littéraires qui ne prennent aucun souci des exigences de la réalité et des conditions de la scène. Ces deux dangers, très graves partout, le sont particulièrement en Allemagne. Dans aucun autre pays, le public à demi lettré n'est plus considérable. Or, cette société moyenne, cette bourgeoisie des petites résidences a toujours agi d'une manière fatale sur la littérature dramatique. C'est pour elle que les écrivains sans art ont inondé les scènes allemandes de productions communes et répandu le goût des fadaises sentimentales. C'est pour satisfaire ce public fâcheux que la Muse, changée en une honnête ménagère et réduite à l'étroite enceinte du foyer domestique, n'a plus élevé ses pensées au-dessus du monde réel. Quand l'art est ainsi abaissé, les protestations éclatent, les vrais poètes s'indignent, et, comme un excès amène toujours l'excès opposé, les défenseurs de l'imagination, dédaignant le monde visible, se réfugient dans le mys-

tique pays des chimères. Comment cette réaction si légitime ne produirait-elle pas chez nos voisins des résultats extravagans? Comment l'horreur de la poésie vulgaire n'entraînerait-elle pas des imaginations rêveuses dans tous les ridicules d'un idéalisme sans mesure? Certes, le mysticisme allemand n'a pas besoin de telles excitations. Ainsi, d'un côté des œuvres triviales, de l'autre des fantaisies sans corps, voilà ce que produiront les lettres dramatiques. Au milieu de ces tentatives contraires, où donc sera le théâtre? où sera la vivante reproduction de l'ame humaine idéalisée par une intelligence supérieure? A qui demander cette forme suprême de l'invention poétique? Encore une fois, ne cherchez pas un vrai théâtre là où le poète n'est pas soutenu par la pensée de tout un peuple; vous ne trouverez que des œuvres bourgeoises écrites pour une caste à demi lettrée, ou les réclamations ingénieuses des dilettanti. Si quelque grand maître apparaît tout à coup, ce sera une bonne fortune sans résultat; les sublimes créations de son génie ne réussiront pas à constituer une scène durable, et, quand il sera mort, on verra recommencer de plus belle et les plates compositions des uns et les mystiques raffinemens des autres.

L'histoire du théâtre allemand ne confirme que trop ces réflexions. Ce que j'indique ici rapidement s'est produit au temps de Schiller et se renouvelle aujourd'hui sous nos yeux. Quand Schiller parut, la poésie était encore loin des voies heureuses où elle devait trouver de si magnifiques inspirations. Lessing, au milieu de tant de vérités fécondes, avait fait triompher des théories bien fausses. Schiller et Goethe durent traverser ce drame bourgeois dont l'auteur d'*Émilia Galotti* s'était servi habilement contre l'influence française, mais qui, tombé aux mains des écrivains médiocres et adoré d'un public ridicule, devenait pour la poésie allemande un danger tout aussi grave que l'avait été l'imitation classique. Kotzebue, Iffland et leurs amis, tous ces poètes sans poésie, ces inventeurs sans invention, accoutumaient les esprits aux niaiseries d'un art qui ne se doute pas de l'idéal. Ce triste Kotzebue, particulièrement, est le héros de la trivialité. Jamais le médiocre, sous toutes ses formes, n'a été plus copieusement exploité que par lui. Soit qu'il imitât Diderot dans des pièces prétendues philosophiques, soit que dans ses tableaux de ménage il portât jusqu'aux limites du genre la niaiserie sentimentale, soit que, séduit par *les Brigands* de Schiller, il eût recours vers la fin de sa vie aux bandits et aux assassins, jamais ce manœuvre infatigable ne s'éleva jusqu'au sentiment de l'art qui transfigure tout ce qu'il éclaire. L'influence de ses écrits fut désastreuse. Gâté par cette littérature affadie, trompé par cette fécondité stérile qui est toujours un signe de force aux yeux des profanes, le public semblait incapable de ressentir les saintes émotions du beau; on vit même des esprits distingués céder au puéril entraînement de la vogue.

Wieland fondait sur Kotzebue les plus grandes espérances, et Jean-Paul, cet admirable Jean-Paul, dont l'ame était si profondément poétique et le goût si mélangé, n'a-t-il pas osé le comparer à Molière? Je ne puis m'empêcher en passant de signaler aux Kotzebue qui abondent chez nous depuis une dizaine d'années le sort mérité qui les menace. Kotzebue a écrit plus de deux cents drames ou comédies, sans compter les livres, les mémoires, les romans, les journaux sous lesquels il a noyé l'Allemagne; il a obtenu l'admiration de la foule et l'estime de quelques natures d'élite; ses pièces ont été représentées sur tous les théâtres de son pays et traduites dans toutes les langues de l'Europe; il était, en un mot, ce que sont aujourd'hui les *princes* et les *maréchaux* de notre littérature courante. Eh bien! quel a été pour l'écrivain le salaire de toutes ces œuvres entassées pêle-mêle et que n'éclaira jamais un rayon de l'idéal? Le mépris de son pays et le discrédit universel.

Du vivant même de ce producteur si fêté, la réaction fut vive. Tandis que Kotzebue et ses amis faisaient la joie d'une bourgeoisie prétentieuse, une école se forma qui voulut venger l'idéal, et tomba dans des erreurs nouvelles. C'étaient des esprits enthousiastes, subtils, que la poésie exaltait, mais qui en connaissaient bien mal les conditions sévères; en haine de ce théâtre banal qui leur répugnait si fort, ils en vinrent à mépriser toutes les exigences de la réalité. Kotzebue et Iffland se préoccupaient de la scène sans avoir souci de la poésie; Tieck, et avec lui toute l'école romantique, crut venger la poésie en dédaignant la scène. C'est Tieck, en effet, qui a été long-temps le chef de cette école romantique, bien peu connue en France, et qui n'a guère d'autre ressemblance que celle du nom avec notre romantisme de 1825. Il avait commencé par de petites comédies satiriques où le public de Kotzebue est ingénieusement persifflé. Il aimait à montrer quelque noble amant de l'idéal égaré, dépaysé dans des régions subalternes, ou bien, nouveau contraste, c'était un esprit bourgeois dans une société dont il n'est pas digne, comme le grossier Puck dans les féeriques jardins de Titania. L'ingénieux poète tirait de ces oppositions piquantes de vives et curieuses leçons qui allaient parfaitement à leur adresse et pouvaient préparer à merveille l'éducation du public. Quelle finesse dans *le Prince Zerbin!* Quelle critique charmante dans *Octavien* et *le Chat botté!* En même temps, il opposait Shakespeare et Calderon aux plates inventions qui encombraient le théâtre, il commentait les deux maîtres et voulait faire briller aux yeux de la foule le type divin d'une poésie supérieure. Rien de mieux jusque-là; mais l'école romantique se livra bientôt aux fantaisies et aux chimères, et, ne se sentant pas assez forte pour traiter résolûment le difficile problème de la régénération du théâtre, elle aima mieux se perdre dans le mysticisme. Novalis venait de jeter au milieu des intelligences éblouies les clartés su-

blimes et fantasques de son christianisme panthéiste, il avait imprimé à ses amis une direction entièrement nouvelle, et certes l'école qui produisait *Henri d'Ofterdingen, Sternbald, le Solitaire cloîtré*, et proclamait que la poésie est toute dans le moyen-âge, cette école, il faut bien le dire, renonçait aux ambitions qu'elle avait eues en traduisant Shakespeare; elle s'avouait incapable de constituer jamais la scène allemande. Entre Kotzebue et les poètes romantiques, le choix ne saurait être douteux, et cependant, si l'on ne songe qu'à cette question du théâtre, il est permis de les mettre au même rang, et d'affirmer qu'ils ont tous été aussi hostiles aux progrès de l'art dramatique. Ceux-ci abaissaient la poésie devant un public grossier, ceux-là l'enfermaient dans le cénacle; personne n'avait compris la mission de ce grand art, qui est d'amener la foule aux autels de la Muse.

C'est au milieu de ces écoles que Goethe et Schiller, également éloignés de la réalité commune et des subtilités mystiques, jetèrent par leurs créations hardies un si glorieux éclat. Suspects d'abord aux uns et aux autres, trop élevés pour l'école bourgeoise, trop francs pour l'école romantique, ils avaient à lutter contre deux ennemis redoutables. Kotzebue et les siens redoublaient d'activité pour défendre leur public; les tragédies domestiques étaient remplacées par des tableaux plus compliqués et des émotions plus bruyantes; les noirs mélodrames succédaient aux drames larmoyans, mais l'inspiration poétique ne succédait pas aux grossières combinaisons du métier. Les romantiques, de leur côté, regardaient avec défiance une école peu soucieuse d'un idéalisme chimérique, et qui devait seconder fort mal leur projet de restaurer le moyen-âge. A leurs yeux, Schiller et Goethe étaient des transfuges, qui ne pouvaient être admis sans restriction sur le livre d'or des artistes. Une telle opposition, aujourd'hui, paraît à peine croyable, mais les pièces du procès sont nombreuses. Novalis a comparé le *Wilhelm Meister* à une marchandise anglaise, à quelque chose de net, de comfortable, de durable, mais de complétement anti-poétique. « C'est un *Candide* dirigé contre la poésie, ajoute-t-il, c'est l'athéisme de l'art. » Et Tieck, dans *le Prince Zerbin*, faisant le dénombrement des grands poètes de l'Allemagne, n'a-t-il pas supprimé le nom de Schiller? Cette polémique avait lieu de 1790 à 1800, au moment où les deux maîtres abordaient courageusement la solution du problème, s'efforçaient d'unir l'idéal et le réel, de réconcilier la poésie et la scène, et remportaient chaque année sur le théâtre de Weimar les plus glorieuses victoires. Ils triomphèrent en effet, ils réunirent l'auditoire dispersé et créèrent un instant par l'autorité de leur génie cette nation une et puissante dont la poésie dramatique a besoin. Quand ils frémirent tous ensemble aux accens sublimes de Schiller, les peuples allemands sentirent naître en eux cette conscience nationale que Lessing appelait avec une impa-

tience irritée. Divisés dans le monde réel, ils se réconciliaient dans le pur domaine des esprits. Que ce soit là l'éternel honneur de Schiller! Ce magnifique résultat est le plus glorieux titre de celui qui a écrit *Wallenstein*.

Une fois que la main des maîtres se fut retirée, on retomba en un instant dans les œuvres de pacotille et dans les rêveries absurdes. L'école romantique n'a pas seulement suscité des natures fines, subtiles, comme Tieck et Novalis, comme Frédéric Schlegel et Wackenrœder, elle a troublé les esprits et produit chez plus d'un écrivain d'incroyables mélanges. Excité par la fumée des légendes et très peu hostile cependant à la réalité la plus grossière, Zacharias Werner porta au théâtre la fougue désordonnée de son mysticisme sensuel. Les hallucinations qui hantaient ce cerveau fantasque pénétrèrent jusque dans les sévères sujets qu'il empruntait à l'histoire moderne. A côté de lui, Adam Müllner, Houwald, Grillparzer enfin dans de certaines pièces, continuèrent d'énerver la poésie et cherchèrent dans les drames fatalistes un aliment aux émotions du public. Cette muse virile, qui doit élever l'ame et redresser son courage, fut condamnée à effrayer l'intelligence de l'homme, à l'obséder de visions malsaines, à faire revivre pour le monde nouveau les puissances démoniaques qui régnaient sur l'imagination effarouchée du moyen-âge. Le mysticisme conduit souvent au sensualisme, l'histoire l'a prouvé plus d'une fois, et l'école romantique a donné de ce fait une démonstration piquante; ses derniers représentans sont allés rejoindre les chefs de l'école bourgeoise; Houwald et Müllner lui-même ne sont pas très éloignés de Kotzebue.

Tel fut le prompt abaissement de la poésie depuis Schiller. Les événemens seuls pouvaient apporter le remède, et, fortifiant la conscience publique, agrandir par là les destinées de l'art. C'est après la guerre de 1813, après la réunion des membres dispersés de l'Allemagne, que le théâtre commença, non pas encore à refleurir, mais à occuper l'attention des esprits d'élite. C'est un heureux signe quand on sent son mal et qu'on en souffre. Les intelligences distinguées n'ignoraient pas la cause de cette décadence précoce du théâtre, et un des plus dignes publicistes contemporains, Louis Boerne, consacrait volontiers à la critique dramatique cette plume excellente qui a rendu tant de services à la liberté. En faisant cela, il croyait ne pas changer de sujet, et je m'assure qu'il avait raison. La critique de Boerne peut être comparée sans trop de désavantage à celle de Lessing. C'est la même ardeur, le même désir de régénérer la scène, ce sont surtout les mêmes principes. Boerne sait encore mieux que Lessing combien la gloire du théâtre suppose une vie forte et puissante chez le peuple qui la produit. Cette idée, qui éclate comme un trait de lumière dans les dernières pages de *la Dramaturgie de Hambourg*, fait le fonds même de l'esthétique de Louis Boerne. Il

sent que tous les coups doivent porter là, il frappe donc, il redouble, il est sans pitié. « Le théâtre, écrit-il quelque part, est le miroir de la vie et l'expression du peuple. Le jour que j'y regardai, je trouvai l'image si laide que je brisai le miroir. Vraie colère d'enfant! Quand le miroir fut en pièces, les mille fragmens me renvoyèrent mille fois l'odieuse image que je voulais anéantir. » Il a beau dire, c'est bien là ce qu'il voulait. Ce miroir, il l'a brisé à dessein, pour montrer à tous les tristes images qui le désolent. Quand on lit les œuvres de ce noble esprit, on est étonné de le voir aux prises, non-seulement avec les vrais poètes, mais avec tel drame, avec telle comédie sans valeur, avec des centaines de pièces ridicules. Pourquoi cette critique que rien ne fatigue? Parce qu'il voulait dire et répéter sans cesse à ses concitoyens : « Vous n'avez pas de théâtre et vous n'en pouvez pas avoir. Ayez d'abord la liberté politique, ayez une vie publique, ouverte aux grandes émotions, sympathique aux intérêts de tous; sortez de votre isolement, fraternisez les uns avec les autres, unissez-vous dans un sentiment général, soyez une nation enfin, et le théâtre pourra naître. Jusque-là, voyez dans les morceaux de ce miroir que je brise pour vous tous, voyez à nu, mes frères, votre difformité! » Voilà ce que Louis Boerne a dit à son pays pendant de longues années, ce qu'il lui a dit sans ménagement, sans pitié, dans ce style vif, ingénieux, hardi, qui a renouvelé la prose allemande et inspiré Henri Heine.

Lorsqu'on sent si vivement le péril d'une situation mauvaise, encore une fois c'est un heureux symptôme. Tandis que Louis Boerne harcelait l'Allemagne avec son audacieuse franchise, un vrai poète travaillait de son côté à restaurer le théâtre. Immermann s'était établi à Düsseldorf, et là, aidé de quelques amis, il ne négligeait rien pour créer une scène vraiment élevée. Si les drames d'Immermann, *Alexis, Andreas Hofer, Ghismonda,* ne réalisent pas complétement l'idéal qu'il a poursuivi; si les œuvres désordonnées de Grabbe, *Hannibal, le duc de Gothland, Don Juan et Faust,* et toutes ses tragédies empruntées à l'histoire des Hohenstauffen, contiennent trop de pauvretés pour quelques inventions où éclate un génie inculte; si, en un mot, la colonie poétique de Düsseldorf a paru échouer dans son entreprise, gardons-nous bien de méconnaître tant de généreux efforts. Les œuvres d'Immermann ont souri comme d'heureux présages à l'imagination sévère de Louis Boerne. Un des écrivains associés à sa tâche, M. Frédéric Uechtriz, a écrit, sur ces belles et laborieuses années passées à Düsseldorf, deux volumes de mémoires très intéressans, et il est impossible de ne pas concevoir la plus profonde sympathie pour le poète qui dirigeait avec tant d'intelligence et d'enthousiasme la poursuite d'un grand problème littéraire. Quels que soient les succès différens de leurs travaux, Grabbe, M. Uechtriz, d'autres encore, et surtout leur noble chef Immermann, ont bien mérité de l'art et de la poésie. On n'est pas inutile à son pays

lorsque l'on combat, même sans bonheur, pour une cause féconde, et lorsque, ne pouvant atteindre un but glorieux, on le fait luire pourtant aux regards étonnés de la foule.

Quand la révolution de juillet éclata, ce mouvement littéraire, commencé vers 1815, dut s'accroître et se propager. L'Allemagne actuelle date de 1830; c'est la commotion politique partie de la France qui a réveillé les ames endormies et ouvert aux intelligences des perspectives profondes. De là une littérature nouvelle, de là des œuvres très mélangées, je l'avoue, très confuses, très irrégulières, mais dont les irrégularités même sont pleines d'intérêt. Le sentiment du monde moderne s'agite au fond de cette poésie contemporaine, et, si plus d'une fois nous avons discuté sévèrement les œuvres qu'elle a produites, cette rigueur attestait notre sollicitude. L'influence des nouvelles années se manifesta d'abord dans le roman, et puis dans la poésie lyrique; elle devait enfin éclater sur la scène. C'est dans ces derniers temps surtout que la question du théâtre a inspiré aux poètes et aux critiques d'ardentes et sérieuses études. Les scènes importantes de l'Allemagne étaient, comme toujours, en proie aux entrepreneurs littéraires; digne héritier de Kotzebue, fournisseur indispensable des plaisirs publics, M. Raupach mettait régulièrement en drames tous les travaux historiques de M. de Raumer et de M. Ranke. D'un autre côté, beaucoup d'écrivains distingués publiaient des études, des compositions souvent pleines de mérite, mais qui ne devaient ou ne pouvaient jamais subir cette grande épreuve sans laquelle la poésie dramatique n'existe pas. La situation était la même qu'au temps de Schiller et de Goethe. Une jeune et brillante école voulut s'emparer de la scène et en chasser, s'il se peut, tous les Raupach que maudissait Louis Boerne. A Berlin, à Leipzig, à Francfort, à Stuttgart, à Hambourg, dans des villes même moins considérables, à Oldenbourg par exemple, des tentatives courageuses ont été faites. On appelle *dramaturge*, en Allemagne, le critique qui surveille les destinées d'un théâtre, qui sert de conseiller à la direction et d'interprète auprès du public, et qui, chaque jour sur la brèche, fait l'éducation du peuple en le préparant à l'intelligence de l'art. C'est le rôle que Lessing a rempli à Hambourg pendant deux années, et *la Dramaturgie de Hambourg* n'est autre que le recueil des critiques, des leçons, des arrêts du célèbre écrivain, à l'occasion des œuvres représentées sur la scène dont les intérêts littéraires lui étaient confiés. Chaque théâtre a son dramaturge, comme il a parfois son poète ordinaire. Or, poètes et dramaturges, inventeurs et critiques, redoublent d'activité depuis bientôt dix ans. La pléiade est presque complète; nommons, parmi les critiques, M. Roetscher à Berlin, et M. Adolphe Stahr à Oldenbourg; parmi les poètes, M. Gutzkow, M. Julius Mosen, M. Prutz et M. Henri Laube. De tous ces écrivains, celui qui, malgré des défauts bien graves, occupe peut-être le premier rang, celui du moins qui, par son activité,

par son obstination invincible, est le plus en vue et mérite d'être cité avant tous les autres, c'est M. Charles Gutzkow.

M. Charles Gutzkow est un esprit vif, une intelligence rapide, qu'une infatigable ardeur a poussé de mille côtés à la fois. Romancier, poète, critique, publiciste même, il a tenté toutes les voies les plus différentes, non pas toujours avec succès, mais avec une persévérance qui n'est pas un médiocre avantage dans la pratique des arts. Jeté dans la vie littéraire peu de temps après 1830, il s'est livré d'abord aux fantaisies confuses que cette période a fait naître dans les cerveaux fumeux de la jeunesse. C'est lui qui a été, avec M. Ludolph Wienbarg, le chef de la *jeune Allemagne*; mais, au lieu de suivre la route sévère où était entré son ami, au lieu de chercher le rajeunissement des lettres allemandes dans un enthousiasme sérieux, dans la foi à certains principes bien établis, il a pris des métaphores pour des idées et de vagues sentimens pour des croyances. Il avait voulu emprunter à Byron son ironie hautaine, et rien n'était plus déplaisant que cette leçon si mal apprise; le saint-simonisme ajouta à cette mélancolie superbe des inspirations très différentes, et Manfred, au lieu de converser avec les esprits immortels sur les cimes des glaciers, réhabilitait, comme on dit, la matière dans maintes productions épicuriennes. Tous ces mélanges, très bizarres déjà, étaient rendus plus singuliers encore par les prétentions politiques du romancier; mais ne revenons pas sur des reproches un peu anciens. Alors même qu'il s'égarait de la sorte et s'attirait les réprimandes de la critique, M. Gutzkow faisait encore preuve d'un talent réel, et l'on pouvait espérer que cette activité opiniâtre, servant une intelligence plus mûre, porterait un jour ses fruits. M. Gutzkow a traversé enfin cette crise difficile, il a renoncé aux faux systèmes et pris rang parmi les artistes. C'est le théâtre surtout qui a provoqué cet esprit âpre, belliqueux, et que le danger appelle : rien de mieux; il trouvera là d'utiles occasions pour ses énergiques facultés, et nous pourrons être aussi sympathique à ses efforts que nous avons dû être sévère pour ses anciens travaux.

Les premiers drames de M. Gutzkow portent encore l'empreinte des fausses idées auxquelles il avait donné sa jeunesse. Je ne parle pas de sa tragédie de *Néron* (1835), composition étrange, vraie débauche d'esprit, dans laquelle le poète a jeté toute l'amertume de son ame ulcérée, et où il défigure l'antiquité pour mieux injurier son temps. Je ne parle pas non plus du drame de *Saül*, écrit quatre années plus tard sous des préoccupations moins fâcheuses, et qui n'est guère plus qu'une brillante ébauche. M. Gutzkow a supprimé lui-même ces deux ouvrages. L'édition complète de ses compositions dramatiques, publiée par lui, embrasse les huit pièces qu'il a fait représenter depuis 1839; c'est là-dessus que nous devons le juger. Or, dans les premiers ouvrages qu'il a donnés au théâtre, le poète ne s'est pas encore débarrassé du lourd

fardeau de ses mauvais systèmes. Comment l'en blâmer? c'est le théâtre précisément qui fera son éducation, c'est la pratique d'un art sérieux qui redressera son esprit faussé. On peut bien, durant les nuits solitaires, s'exalter à froid et s'entêter par orgueil dans de funestes théories; mais, quand on s'adresse à la foule assemblée, on se surveille plus rigoureusement, et peu à peu, avant de s'en apercevoir, on est devenu sincère avec soi-même. M. Gutzkow aimait à représenter des esprits inquiets, maladifs, en révolte ouverte contre la société, et sa philosophie était celle-ci :

. . . . . Je vis les hommes, et j'en pris
En haine quelques-uns, et le reste en mépris.

Disposition excellente peut-être chez un héros ténébreux, mais détestable assurément pour un poète dramatique. Tous les artistes qui ont fait agir et parler les hommes dans des compositions immortelles, Molière, Shakespeare, n'étaient pas dupes du genre humain; qu'il y a loin de là cependant à le haïr et à le mépriser! quelle sollicitude, quelle compassion sérieuse se mêlait chez ces grandes ames à une sagacité supérieure! combien c'étaient là des natures sympathiques et profondément humaines! Mais on ne débute pas par ce qui est le comble de l'art, surtout quand on a été presque le chef d'une émeute socialiste; il faut payer le tribut aux inspirations douteuses, il faut traverser les landes et les marais.

M. Gutzkow du moins fit cette épreuve avec assez de bonheur. *Richard Savage* est un drame intéressant, et si l'on n'admet pas le ton général de l'ouvrage, s'il en faut blâmer sévèrement la composition systématique, on ne saurait méconnaître les qualités distinguées qui s'y font jour çà et là. Il y avait d'ailleurs des tentations bien périlleuses dans le sujet que M. Gutzkow a choisi. Ce jeune poète renié par sa mère semblait provoquer la verve irritable de l'auteur de *Néron*, et il était bien difficile qu'il échappât aux déclamations. J'aurais mieux aimé que M. Gutzkow ne séparât pas les personnages de son poème en deux classes si distinctes, qu'il ne mît pas en face les élus et les réprouvés, qu'on ne vît pas d'un côté le poète, les journalistes, les comédiens, tout le libre et vertueux peuple de la Bohême, de l'autre les grands seigneurs et les grandes dames de l'aristocratie de Londres. Ces colères systématiques sont singulièrement froides et compassées. Aussi, voyez la punition de cette vilaine idée! voyez comme l'auteur est pris dans son piége! Il a voulu donner à la lutte qu'il décrit une physionomie plus dramatique, et tout au contraire il a affaibli son sujet. Lady Maccleady est moins coupable, si la société qui l'entoure mérite la même condamnation, et Richard Savage est-il vraiment noble parce qu'il appartient à une caste privilégiée chez qui seule se trouvent la loyauté et

la justice? Je croyais assister à un terrible duel; je croyais que la douleur du fils illégitime demandant une mère à la femme orgueilleuse de qui il tient la vie, je croyais que ses instances, ses efforts, son obstination à vaincre par la gloire cet implacable orgueil, je croyais enfin que cette lutte désespérée suffirait à l'imagination du poète, et qu'il y avait là de quoi faire frémir devant nous les plus vives passions du cœur de l'homme. L'auteur en a décidé autrement, il a préféré les déclamations et les antithèses. Voilà où l'ont conduit ses mauvaises préoccupations sociales. Rendons-lui du moins cette justice, qu'un talent moins heureux que le sien aurait succombé sous le poids d'un système si faux, et qu'il s'en est tiré fort habilement. Une fois ces réserves faites, je n'ai plus qu'à louer les allures vives et animées du dialogue, la dextérité du style, et, dans plusieurs parties du drame où la poésie reparaît, certains développemens passionnés, certains cris du cœur, qui suffisent à racheter bien des fautes. A tout prendre, ce début promettait un poète.

M. Gutzkow avait hâte de montrer qu'il possédait avec la science du dialogue cette fertilité d'esprit, cette invention rapide, qui, contenue dans les justes limites de l'art, est un des signes auxquels se reconnaît une véritable vocation dramatique. Depuis le jour où il a abordé le théâtre, l'ardent écrivain ne s'est plus détourné de son but, et chaque année a apporté son succès, car n'est-ce pas un succès de passionner sérieusement la foule, alors même que l'on se trompe, et de mériter la discussion des juges éclairés? *Richard Savage* a été représenté à Francfort en 1839; l'année suivante, M. Gutzkow faisait jouer à Hambourg un nouveau drame intitulé *Werner*.

Werner est jeune, riche, envié de tous. Sorti d'une pauvre et honnête famille, il a étudié dans les hautes écoles de l'Allemagne et est devenu en quelques années un jurisconsulte éminent. Sa renommée lui a ouvert le chemin des honneurs; un patricien, un grand magistrat, lui a donné sa fille, exigeant seulement qu'il prît le nom de sa famille nouvelle : Henri Werner s'appelle aujourd'hui Henri de Jordan. Que lui manque-t-il? Placé très haut dans les fonctions publiques, appelé à des destinées plus élevées encore, la fortune, s'il est ambitieux, fournira à son mérite des occasions éclatantes. S'il aime l'étude paisible au sein de l'opulence, certes il a le bonheur sous la main. Si les joies de la famille suffisent à son cœur, il est chéri de tous, sa femme l'aime avec dévouement, et ses deux beaux petits enfans ouvrent à son ame toutes les perspectives dorées de l'espérance. Encore une fois, qu'est-ce donc qui lui manque? Pourquoi son cœur est-il inquiet? pourquoi son front soucieux? Rien n'est changé pourtant dans l'existence de Werner; les mêmes joies l'entourent, les mêmes occasions sont offertes à son activité. Chose étrange, subtile, inexplicable, ce qui

tourmente l'heureux parvenu, c'est le souvenir du passé. Où sont les belles années studieuses, et la pauvreté si gaiement soufferte, et l'enthousiasme désintéressé de la jeunesse? Où est surtout celle qu'il a aimée à vingt ans? Il voit encore la petite chambre de Marie; les rosiers sont en fleur sur la fenêtre, le mur est couvert de jolis dessins et de fines aquarelles; à genoux près de sa bien-aimée, l'étudiant s'enivre des promesses de la vie, et tous deux déroulent ensemble les beaux songes d'or de leur destinée. Pourquoi a-t-il renoncé à ce calme bonheur? L'ambition l'a rendu parjure, et il a renié son nom, il a déchiré le roman de sa jeunesse, il a abandonné sa fiancée. Phénomène bizarre, singulière punition de la Providence! c'est aujourd'hui seulement, après dix années d'oubli, quand une vie nouvelle l'a comblé de biens et d'honneurs, c'est aujourd'hui que le souvenir de ce premier amour s'empare de toute son ame et ne lui laisse plus de repos! Marie est près de lui, il la voit, il l'entend, non pas irritée et la voix pleine de reproches, mais douce, aimante, aimée comme autrefois. Cette charmante et cruelle image l'obsède sans cesse, et, devant les splendides rayons des heures printanières, toute son existence présente se décolore : la loyale jeunesse se venge des perfidies de l'âge mûr. Telle est l'idée qui a inspiré le poète, et le développement qu'il lui donne dans les deux premiers actes ne manque ni d'originalité ni de finesse; seulement il était difficile de trouver là une action forte, et M. Gutzkow n'a pas triomphé de l'obstacle. C'est une nouvelle psychologique, animée d'une exaltation subtile, qui ne messied pas en Allemagne; ce n'est nullement un drame. L'auteur amène dans la maison d'Henri de Jordan cette belle Marie que Werner a aimée si passionnément et si lâchement abandonnée; Werner croit tout réparer en la comblant de soins, et il prétend persuader à sa femme qu'elle doit l'aider dans cette réparation solennelle. Tout le drame est là. Werner étouffera-t-il son repentir par respect pour les convenances, ou bien lui sera-t-il permis d'exprimer franchement ce qui remplit son cœur? Cette petite querelle de ménage, cette guerre aux convenances, est un étrange sujet de tragédie, et l'auteur fait singulièrement oublier dans les derniers actes tout le talent, toute la grace qu'il a donnée à son exposition. Les révoltes de Werner contre la société sont bien ridicules, amenées par un intérêt si mince.

« Ah! ils veulent que le repentir soit un crime!... La situation où je me trouve, des milliers d'hommes la connaissent. Toute la différence, c'est qu'ils ont assez de force pour maîtriser leurs sentimens, assez d'effronterie pour ne pas rougir d'un passé criminel. Oui, je suis plus lâche que vous, hommes intrépides, qui savez si bien arracher la moindre épine qui croît dans votre conscience. Que de sacrifices j'ai faits à mon ambition, et à ce moderne destin, héritier du *fatum* antique, que nous nommons les convenances! Tout, je lui ai tout donné, mon

nom, ma vocation, mes principes... Mais mon ame, mais le petit jardin de mon cœur que j'ai planté entre les grands murs sombres de notre existence officielle, mais la seule chose que je possède encore pour me rappeler que je suis homme, ah! je ne l'abandonnerai pas... Je veux garder les passions que Dieu m'a données en me créant, dussé-je blesser toutes les lois dont le hasard de l'histoire a fait pour nous une obligation sociale. »

Disons-le franchement, tout cela est aussi mauvais que possible. M. Gutzkow ne profitera de ses rares facultés que lorsqu'il sera débarrassé de ce triste bagage, emprunté si mal à propos à nos grandes théories socialistes. Qu'y a-t-il donc, en résumé, dans *Werner?* Le sujet d'une nouvelle où s'annonce une piquante étude psychologique, beaucoup d'éclat et de finesse dans l'exécution de la première partie, une véritable habileté à manier le langage de la scène, et puis une action impossible, un drame languissant, une conclusion ridicule.

Il est bien temps que M. Gutzkow se surveille avec sévérité et réfléchisse aux conditions de son art. Ses deux premiers drames révèlent des qualités précieuses, mais on voit trop que le poète est dupe de son talent. Comme il possède déjà, et à un degré remarquable, la science difficile du dialogue, comme sa plume incisive, sa verve brillante, donnent aisément à tout ce qu'il exprime une physionomie dramatique, il ne s'inquiète pas de la pensée et croit remplacer l'action par le mouvement du style. A chaque pas qu'il fera cependant, il sentira le vide des creuses théories qui l'inspirent. Prenons garde de faire parler à la Muse le triste langage de nos systèmes d'un jour; son idiome n'admet que les sentimens éternels. Si elle aime à marquer d'une empreinte particulière, selon le temps et le lieu, les immortelles pensées qui appartiennent à tous les temps et à tous les pays, gardons-nous de croire qu'elle consente facilement à n'être que l'écho d'un système isolé. J'aime à me figurer que M. Gutzkow, éclairé par l'expérience de son travail, aura compris tout ce qui manquait à son *Werner*. Tandis que les spectateurs l'applaudissaient, l'artiste, plus exigeant, se sera demandé s'il avait mérité son triomphe. Quels nobles sentimens en effet, quelles passions fécondes avait-il remués dans leurs ames? Il avait peint les luttes de la famille et en avait fait le texte d'une prédication prétentieuse. Était-ce bien là tout ce que pouvait accomplir la poésie dramatique? N'y a-t-il pas dans la situation présente de l'Allemagne des inspirations plus pressantes, plus impérieuses? M. Gutzkow sans doute a fait ces réflexions, et, condamnant lui-même ces premiers essais, il a écrit son drame de *Patkoul*.

Le poète a renoncé cette fois aux déclamations du socialisme; il a renoncé aussi à ces sujets domestiques, à ces drames de famille, que l'on ne peut guère conseiller aux écrivains de son pays : cette vie intime, en Allemagne, est trop en dehors des intérêts généraux, pour que le

poète dramatique y puisse trouver l'étoffe d'une œuvre sérieuse. Les sujets familiers, qui se prêtent si bien aux longs détails du récit, aux nuances délicates de l'idylle, au cadre resserré de la ballade, seraient mesquins sur la scène. *Louise, Dorothée, la Fille de l'Orfèvre*, toutes ces ravissantes créations de la poésie moderne, brillent d'une grace incomparable sur la toile modeste où les maîtres les ont placées; transportez-les dans le cadre immense du drame, et aussitôt tout est perdu. Le poète allemand qui veut reproduire sur la scène la société de son pays ne saurait puiser, comme en France, à une mine féconde. Il n'y a pas là de centre actif, de foyer tumultueux, auquel l'artiste puisse dérober des figures vivantes et qui lui permettent d'agrandir naturellement son sujet, d'en franchir les limites et de peindre dans un événement particulier une société tout entière. Lorsque Molière écrit *Tartufe* ou *le Misanthrope*, *les Femmes savantes* ou *George Dandin*, il peint une famille, un intérieur, une maison; son sujet ne s'étend pas bien loin, et six ou sept personnages lui suffisent : mais bientôt comme l'intérêt s'accroît! comme l'horizon s'ouvre! Derrière cette maison, au-delà de cette famille, j'aperçois le siècle tout entier, je vois la cour et la ville, et, si tous les renseignemens venaient à me manquer sur la société du temps de Louis XIV, je reconstruirais sans peine ce monde disparu avec ces six personnages qui conversent dans un salon. Voilà ce qui est interdit au poète allemand et ce qui demeurera impossible tant que les révolutions à venir n'auront pas changé les conditions de ce pays. Jusque-là, la peinture dramatique de la société ne fournira à l'écrivain que des sujets sans grandeur, et ceux qui voudront échapper à la vulgarité de Kotzebue tomberont dans le déclamatoire et le faux. Schiller lui-même, malgré la puissance de la passion, et Goethe, malgré toutes les séductions de l'esprit, n'eussent pas triomphé long-temps d'un tel obstacle. C'est le drame historique qui appelle les poètes de l'Allemagne, c'est sur ce terrain que l'imagination reprendra ses droits et que le théâtre pourra unir la grandeur à la vérité. M. Gutzkow a donc été bien inspiré de suivre cette route nouvelle, et j'aime à signaler ici un heureux développement de sa pensée. Voyons maintenant ce qu'il a fait.

Jean Reinhold de Patkoul est un gentilhomme livonien qui a donné sa vie à une seule idée, la délivrance de sa patrie. Son père, officier supérieur au service de la Suède, avait été jeté en prison pour avoir perdu une place qu'il défendait contre l'armée polonaise. C'est dans cette prison qu'est né le jeune Patkoul. Revenu en Livonie avec sa mère, il n'a pu entendre sans une sympathique indignation les sourds gémissemens de ses concitoyens, forcés de courber la tête sous le joug suédois. Le douloureux souvenir de son père, sa naissance dans un cachot, sa jeunesse passée loin de la lumière du jour, l'humiliation, la honte, tout disposait son ame à la vengeance. Il prit du service et at-

tendit l'occasion. La Suède, épuisée par la guerre, jetait des regards de convoitise sur ses provinces allemandes. Les impôts, les exactions, les violences, commencèrent bientôt dans le malheureux pays de Patkoul. La Livonie était au pillage. C'est Patkoul qui fut choisi pour aller demander justice au roi de Suède, Charles XI. Il arrive, ardent, impétueux, et, parlant au prince comme le Germain du Danube avait parlé au sénat de Rome, il fait un tableau terrible des dévastations commises par les Suédois. Sa hardiesse lui réussit moins bien qu'au paysan; il est condamné à mort, et le voilà de nouveau dans cette prison où sa mère l'a mis au monde. Il s'échappe à grand'peine, se réfugie en Suisse, où il se cache sous le nom de Fischering, et gagne sa vie avec sa plume. Après la mort de Charles XI, quand l'altier Charles XII fut monté sur le trône, et que Patkoul, désigné à la vengeance impatiente du nouveau roi, eut perdu tout espoir de rentrer libre dans son pays, il trouve un asile auprès de Frédéric-Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne, qui se disposait en secret à attaquer la Suède. Nommé conseiller intime et général, il emploie toute son activité aux préparatifs de la guerre, en même temps qu'il fait connaître les injustices du roi de Suède dans un mémoire célèbre, approuvé et signé par les jurisconsultes de deux universités allemandes. Il est donc en guerre ouverte avec Charles XII, mais bientôt il doute de l'énergie de son protecteur et va offrir sa haine et son génie à Pierre-le-Grand. Il est nommé lieutenant-général, puis ambassadeur à la cour de Saxe, auprès de ce Frédéric-Auguste, toujours aussi séduit par l'ardeur généreuse de l'exilé qu'épouvanté de ses audacieux projets. L'ambassadeur de Pierre-le-Grand était aimé de Frédéric-Auguste, mais la faiblesse et l'irrésolution du prince étaient incurables. Poursuivi par les ministres de l'électeur de Saxe, dont il avait dévoilé les trahisons, il va achever une vie de luttes et de dangers héroïques dans les misérables intrigues d'une petite cour. Le faible roi de Pologne, menacé par les Suédois, se soumet lâchement aux conditions impies qu'on lui dicte et livre Patkoul à la haine implacable de Charles XII. L'intrépide Livonien est enfermé et assassiné à Cazimirzc, le 11 octobre 1707.

Il y a là certainement la matière d'un beau drame. Cette lutte infatigable d'un grand cœur qui veut arracher sa patrie au joug étranger, tant de péripéties éclatantes, un courage si obstiné, une fin si tragique, tout cela, entre les mains d'un maître, pouvait former une œuvre pleine de vie et d'intérêt; mais il fallait de l'audace, il fallait donner au sujet un développement hardi, et embrasser, comme Shakespeare dans ses admirables *Chroniques*, toute l'existence du héros. L'unité de cette tragédie était dans la passion invincible, exclusive, unique, qui remplissait l'ame du gentilhomme livonien. Dans le cachot de Stockholm, au fond de sa retraite en Suisse, à la cour de Frédéric-Au-

guste, chez Pierre-le-Grand, puis à Dresde, entre le Suédois furieux et le Saxon tremblant, partout enfin, depuis la jeunesse de Patkoul jusqu'à l'heure de sa mort, partout une inflexible pensée donnait un lien puissant à tant de péripéties diverses. Or, M. Gutzkow s'est défié de ses forces et n'a pas osé peindre ce grand tableau. L'épisode qu'il a choisi dans la carrière de Patkoul, c'est celui qui met fin à cette existence dévouée. Je ne blâme pas encore l'auteur, et je me garde bien, en principe, de lui contester son droit; nous verrons tout à l'heure s'il a raison contre nous; je remarque seulement qu'au lieu d'un drame nous aurons une comédie, et que le poète sera bien loin de réaliser tout ce que le nom de Patkoul fait rêver à l'imagination. Oui, à part le meurtre qui ensanglante la dernière scène, cet épisode, si on le considère isolément, est bien plutôt une comédie qu'un drame, un tableau qui fera sourire plutôt qu'une action forte et émouvante. Patkoul n'agit plus, il est perdu au milieu des petites intrigues d'une cour abaissée, le lion est pris dans les filets. La seule action de la pièce, c'est le mémoire que Patkoul écrit, par ordre du roi, sur la situation de l'état et sur les moyens de soutenir la lutte avec Charles XII. Écoutez cette fin du premier acte, qui contient le nœud de l'action, si ce mot peut convenir ici.

Einsiedel. — La Pologne, la Russie et la Saxe sont battues, Patkoul.

Patkoul. — Que me parles-tu de la Saxe? N'ai-je pas quitté ce faible état pour aller trouver le czar Pierre? Les ressources de la Russie sont inépuisables; la Russie a de l'or et du fer. Ce n'est pas l'épée des Suédois qui nous a vaincus. La jaune furie de l'intrigue s'est glissée dans nos rangs. Le Saxon n'obéissait plus au Russe, ni le Russe au Polonais. Et l'argent de la guerre? l'intrigue aussi l'a dévoré. Ah! comment compter sur la Saxe, un état dont le crédit est mort, dont le trésor est vide, dont les ministres et les magistrats sont à vendre?

Einsiedel. — Qui te prouve cela?

Patkoul. — Des palais de marbre et des huttes de paille! Une garde royale tout étincelante d'or et point d'armée! De magnifiques jardins avec des plantes des deux Indes et des campagnes en friche! De la compassion pour les héros de théâtre et nulle pitié pour le compatriote expulsé de sa pauvre hutte! Les statues de la Grèce, les tableaux de l'Italie achetés au prix de la misère de tout un peuple!

Einsiedel. — Patkoul! j'ai là, sur les lèvres,... dans mon cœur,... un secret qui me brûle... une mission... Le roi...

Patkoul. — Le roi?

Einsiedel. — Oh! plût à Dieu que ce fardeau fût pour moi seul et qu'il m'écrasât!

Patkoul. — Qu'as-tu?

Einsiedel. — Le roi connaît notre amitié. Il m'a fait appeler auprès de lui et m'a donné mission de te dire en secret... qu'il attendait de toi un tableau de la situation présente.

Patkoul, avec joie. — Ah! enfin! voilà ce que j'espérais, voilà ce que je demandais à la destinée!

EINSIEDEL. — Voici la lettre du roi.

PATKOUL, prenant la lettre. — Encore la couronne de Pologne pour cachet! Écoutez la vérité, princes, et vous ne perdrez jamais de couronnes! (Il brise le cachet.) « Mon cher monsieur de Patkoul, vous savez quelle confiance j'ai toujours eue dans la sagacité de votre esprit. Je vous le demande aujourd'hui sur l'honneur, faut-il renoncer à toute espérance? Une fois la paix conclue, quelle politique me conseillez-vous pour que je puisse renouveler plus tard mes justes prétentions sur la Pologne? Dressez-moi un tableau de mon pays! Entouré de flatteurs, aucun rayon de lumière n'éclaire à mes yeux les choses telles qu'elles sont, et cependant c'est mon désir sérieux, sacré, de connaître les lâches exécuteurs de ma volonté et les oppresseurs de mon pays! J'attends de vous, dans la langue des chiffres dont vous avez le secret, un mémoire sur la Saxe, sur la Pologne, sur tout ce qui se rapporte et à la couronne que j'ai perdue et à ma souveraineté électorale. Il faut que je sache comment je puis conquérir de nouveau ce que je suis forcé de perdre en ce moment. La Livonie... »

EINSIEDEL, voulant l'empêcher de lire davantage. — Patkoul, donne-moi la lettre! Rien ne t'oblige à devenir la victime de ta franchise.

PATKOUL, continuant avec enthousiasme. — « La Livonie a mon serment : je jure sur la vie de la délivrer du joug de la Suède. Marchons tous deux, en nous tenant par la main.

« FRÉDÉRIC-AUGUSTE,

« Aujourd'hui vaincu, mais non découragé. »

EINSIEDEL. — Eh bien! Patkoul, tu oseras?...

PATKOUL. — Je le veux. La Livonie m'a fait naître dans une prison, la Livonie m'a donné des chaînes, la Livonie m'a fait monter les degrés de l'échafaud...

EINSIEDEL. — Patkoul, je t'en conjure.

PATKOUL. — O ma Livonie! petite tache verte sur le sein de la Baltique! c'est là que la vague se brise en gémissant sur la dune! Qui connaît ce pays? Personne sans doute, et c'est pour eux seuls que les bouleaux et les tilleuls embaument l'air... Qu'importe? je ne serai pas venu inutilement ici sous ce costume russe. C'est moi que le choix de mon pays a désigné autrefois; des milliers d'hommes espèrent en moi pour briser leur joug... Je les entends... ils me chantent tout bas la vieille chanson du pays :

Le bouleau pleure par toutes les fentes de son écorce.

EINSIEDEL. — Tu rêves, Reinhold!

PATKOUL. — Rêver pour la liberté, c'est croire au ciel; rêver pour la liberté, c'est veiller pour l'éternité. Il s'agit du sort de la Livonie! — J'écrirai... oui, j'écrirai le mémoire! (La toile tombe.)

Ainsi, vous le voyez, cet infatigable personnage dont toute la vie n'est qu'une guerre à outrance avec l'impossible, nous est représenté ici dans des conditions telles que c'est pour lui une véritable témérité d'écrire ce mémoire, où il dénonce la vénalité d'un ministre. C'est là toute la part qu'il prend à tout ce qui se passe sous nos yeux; supprimez ce point, le voilà inutile dans ce drame, qu'il pourrait remplir à lui seul. On voit les ministres, dévoilés par le héros, conspirer dans

l'ombre contre lui; on voit Frédéric-Auguste, amoureux d'une dame d'honneur de la cour fiancée en secret à Patkoul, livrer son rival à la Suède; on ne voit pas assez Patkoul représenter jusqu'au bout la sainte cause qu'il défend, et couronner par un martyre une vie toute dévouée à l'indépendance de sa patrie. C'est là une faute grave que la critique doit signaler franchement à l'ingénieux écrivain. Cette faute, nous pouvons maintenant l'affirmer sans crainte, cette faute tient à la manière dont le poète a conçu son sujet, et il était difficile de l'éviter en ne prenant que ce dernier épisode. Une fois le sujet admis, l'auteur n'a plus que des éloges à recevoir. C'est une comédie piquante et d'un ordre élevé, que le tableau de ce vaillant homme, guerrier, homme d'état, écrivain, entouré ainsi de diplomates sans cœur et pris dans une ridicule intrigue. Patkoul n'agit pas, mais il parle, et les nobles sentimens qui agitent son ame donnent à l'ouvrage une rare élévation morale. Le caractère de Frédéric-Auguste est interprété d'une manière intelligente et fine; ce mélange de frivolité et de bonté, d'insouciance et de résolution, forme un contraste heureux avec la constance de Patkoul. M. Gutzkow, en écrivant ce drame, a fait un pas décisif; il s'est rapproché des voies où l'attend un succès durable. Sa vocation, je crois le savoir à présent, c'est la comédie plutôt que le drame, la comédie sérieuse, j'oserai dire la comédie politique, diplomatique, celle qui saurait pénétrer les secrets des cours et interpréter les événemens de l'histoire en devinant les tortueux manéges de l'intrigue. Une chose manque à l'auteur de *Patkoul*, la passion vraie, naïve, profonde, qui est indispensable au drame; mais, s'il ne peut guère atteindre à un pathétique naturel et sincère, il possède d'autres qualités, bien rares aussi, dont il devra tirer un parti éclatant. Son esprit fin et rusé, sa verve incisive, et même cette raillerie amère où il excelle, tout enfin lui promet des victoires complètes sur le terrain que je lui indique. Cette comédie historique, telle que M. Gutzkow nous la fait entrevoir, n'existe encore dans aucune autre littérature; ce serait une création originale, bien propre à tenter son ambition.

Il est difficile, à ce qu'il semble, de comprendre et d'accepter franchement sa destinée. L'histoire des poètes et des artistes est pleine des mécomptes qu'ils ont dû subir pour avoir fermé l'oreille à la voix intérieure. M. Gutzkow était plus exposé qu'un autre à ce danger; sa volonté opiniâtre, son ardeur obstinée, vertus excellentes, mais périlleuses, ont failli lui être funestes. Il sentait bien, j'en suis sûr, que le drame exigeait des facultés plus fortes, un cœur plus abondant et plus riche, il sentait bien qu'il devait vaincre par la finesse de l'intelligence et non par les entraînemens pathétiques; mais il s'est révolté contre l'obstacle et a voulu triompher de sa nature même. Le temps et le talent qu'il a

dépensés sans profit ont été perdus, hélas! pour les œuvres distinguées qu'il nous devait. Je faisais cette réflexion en lisant les deux drames qui ont suivi *Patkoul;* certes, il y a beaucoup d'habileté, beaucoup d'esprit, beaucoup de détails excellens dans *l'École des riches* et dans la pièce bizarre intitulée *Une Feuille blanche*, et cependant quelle faiblesse, si on juge l'ensemble! quelle insuffisance! combien ce sont là des œuvres incomplètes, des créations superficielles, et bien peu dignes de ce qu'il a entrevu dans les bonnes scènes de *Patkoul!*

L'École des riches est un long roman dialogué. Un riche marchand de Londres, Walther Thompson, perd en un jour son immense fortune, et ses fils, que l'opulence a abrutis, se réhabilitent dans la pauvreté. L'aîné des fils de Thompson, Harry, est la principale figure du drame. C'est un roué de bas étage dans les deux premiers actes; insolence, dureté de cœur, lâcheté stupide, le poète a accumulé tous les vices sur cette tête maudite, avant de la faire plier sous la main de Dieu. Cette conception ne manque pas de vigueur, et, comme l'auteur a su éviter l'emphase, elle séduit par un caractère de franchise et de vérité. Nos don Juan, en effet, sont aujourd'hui des Harry Thompson, et c'est la banqueroute qui joue le rôle du commandeur. Quand cette froide main de pierre frappe le front de Harry, l'auteur obtient quelques beaux effets dramatiques. Le premier saisissement, le tremblement subit du coupable en face de la justice d'en haut est rendu avec une hardiesse qui mérite des éloges. C'est une scène originale et forte que celle où Harry, arrivant dans la maison paternelle, abandonnée déjà de la famille en pleurs, et repoussé par les constables qui viennent de sceller la porte, reste seul, la nuit, dans la rue sombre, pour recevoir les railleries de ses compagnons de débauche. Quelle est cette bière qui passe portée par deux hommes noirs? C'est un enfant que le cheval de Harry a tué le matin même. Ce pauvre cercueil qui s'en va au cimetière sans escorte, Harry, le fier Harry, Harry, qui se glorifie de n'avoir pas de cœur, Harry l'accompagnera en sanglotant, et ce sera le commencement des réparations qu'il doit à la société. Par malheur, tout ce qui suit est très faible, et il s'en faut bien que l'auteur ait peint avec la même netteté la réhabilitation morale de Harry. Que le roué se fasse jardinier fleuriste, qu'il bêche des plates-bandes pendant deux actes en conversant avec Jenny et Nicolas sur la douce influence de la nature, je crois que cette idylle semblera singulière, et que la niaiserie n'est pas la grace. Un de nos écrivains, M. Jules Sandeau, a tiré de la même situation, dans *Madeleine*, des effets vraiment gracieux et d'une distinction parfaite. C'est que l'auteur de *Madeleine* avait choisi un sujet tout approprié à la poétique élégance, à la tendresse sympathique de son talent, et que M. Gutzkow, au contraire, a voulu contraindre son imagination à des travaux qui ne sauraient lui convenir.

Je ne sais comment exposer au lecteur le singulier drame que le poète appelle *Une Feuille blanche.* L'action a pour base une subtilité si étrange, qu'il semble impossible, je ne dis pas de la discuter, mais seulement de la faire connaître. Gustave Holm est un jeune naturaliste qui a fait de lointains voyages et cherché la science sur les rives inexplorées. Avant de quitter l'Allemagne et l'Europe, il a été fiancé à une jeune fille qu'il aimait. Plus de cinq ans sont écoulés; il arrive de Londres en compagnie d'une famille allemande qu'il a rencontrée en Angleterre. Cette famille venait de perdre son chef, et des affaires graves pesaient sur elle quand Gustave Holm lui offrit ses services. Il est tout naturel que Gustave soit aimé de la fille de la maison, et la gracieuse Éveline ne dissimule qu'à demi le secret désir de son cœur: vain espoir! Gustave ne voit rien; il est forcé de quitter ses amis, il a hâte de retourner dans la petite ville où sa fiancée l'attend. Hélas! cinq ans sont un long terme pour la fragile espèce humaine, et il n'en faut pas tant pour dissiper bien des rêves. Cette fiancée qu'il va retrouver, ce n'est plus l'élégante jeune fille, la poétique apparition qui enivrait son ame à vingt ans; c'est une femme de ménage, une bonne et vulgaire créature dont l'intelligence ne s'élève guère au-delà du livre de recettes et de dépenses. On comprend le désespoir de Gustave Holm, mais sa promesse l'enchaîne. Une chose pourtant, un sentiment indéfinissable l'attriste et l'inquiète; si décidé qu'il soit à accepter le sacrifice, il y a je ne sais quelle préoccupation qui le tourmente; il lui semble qu'il a oublié d'accomplir un devoir, de remplir une obligation sacrée, et quand il se demande quel est ce devoir, quelle est cette obligation, d'où lui vient enfin ce vague et bizarre remords, c'est vainement qu'il interroge sa conscience alarmée, vainement qu'il frappe son front et qu'il s'impatiente contre lui-même. Voulez-vous avoir la clé de ce mystère? Le jour où Gustave a quitté Éveline, Éveline, que ce départ remplit de deuil, le prie au moins de laisser à la famille un souvenir de son passage. Gustave emporte l'album d'Éveline et promet de remplir une page qu'il lui enverra dans quelques jours. Or, Gustave a oublié cette page blanche, et c'est là le souvenir confus qui l'agite. Telle est la puérile situation que l'auteur développe dans maintes scènes avec une insistance ridicule, et qui fait le nœud même du drame, comme si le récent souvenir d'Éveline ne devait pas se réveiller tout à coup dans l'ame de Gustave Holm après les mécomptes dont il est victime! comme s'il lui fallait cet étrange avertissement de la feuille blanche! et comme si un doute d'un instant, une hésitation, un manque de mémoire, pouvaient se transformer en une situation théâtrale et occuper un drame tout entier! En vérité, on a peine à comprendre l'extrême puérilité d'une invention pareille, et cependant il y a un tel mérite de style, il y a des qualités littéraires si rares, un dialogue si vif et si ingénieux, que l'un

des meilleurs critiques de l'Allemagne, M. Adolphe Stahr, ne craint pas de placer cette pièce au premier rang dans le théâtre de M. Gutzkow. Pour moi, je ne pense pas manquer à la sympathie que commande l'activité du poète en déplorant cet inutile emploi de sa verve et de son talent.

Le jour où M. Gutzkow se décidera à suivre la direction naturelle de son esprit, il produira des œuvres très distinguées. Il l'a prouvé déjà dans certaines scènes de *Patkoul*, il l'a prouvé surtout dans *la Queue et l'Épée*. Nous arrivons enfin au chef-d'œuvre de M. Gutzkow. *La Queue et l'Épée* est une de ces comédies politiques, un de ces tableaux animés, ingénieux, plaisans, comme l'auteur de *Patkoul* en fera toujours avec succès, s'il sait mettre à profit ses vives et brillantes facultés. Nous sommes à Berlin, dans la première moitié du XVIIIe siècle, et c'est la cour de Frédéric-Guillaume Ier que le poète va nous peindre avec cette verve hardie et spirituelle qu'il manie si bien. Le sujet est parfaitement choisi; c'est un excellent théâtre pour la raillerie de M. Gutzkow que cette cour bizarre, gouvernée, disciplinée, alignée militairement par un roi qui a passé sa vie à jouer aux soldats. A une époque où tous les souverains du Nord prenaient modèle sur Louis XIV et tâchaient de reproduire l'éclat et la solennité de sa cour, le père de Frédéric-le-Grand se faisait gloire d'être le premier caporal de son armée. Aligner de vigoureux grenadiers, s'enivrer du bruit du tambour, le soir fumer sa pipe dans une tabagie cachée au fond des appartemens secrets et qui n'admettait que les familiers du prince, c'était le bonheur de Frédéric-Guillaume. Aussi fidèle à la queue poudrée du bourgeois allemand qu'à l'épée du soldat, il voulait être l'idéal parfait du véritable Prussien. Voilà un type comique autour duquel se grouperont d'une façon plaisante les événemens politiques et les affaires d'état. Au fond de ce tableau, faites apparaître la jeune et ardente figure de celui qui sera un jour le grand Frédéric, et amenez au milieu de cette cour bourgeoise et militaire une intrigue diplomatique; vous aurez une œuvre certainement très piquante et très originale, pour peu que M. Gutzkow lâche la bride à sa verve moqueuse. C'est ce qu'il a fait, et jamais il n'a mieux réussi. De quoi s'agit-il? quelle est l'intrigue qui va se débrouiller ici? La reine veut marier sa fille, la princesse Wilhelmine, au prince de Galles, son neveu, et le roi espère la donner au fils de l'empereur d'Autriche, l'archiduc Léopold. Cependant un jeune homme vient d'arriver à la cour, qui prétend battre et le prince de Galles et l'archiduc d'Autriche. C'est un bien mince seigneur, il est vrai, il s'appelle tout simplement le prince héréditaire de Bayreuth, mais il aime la princesse et il est aimé d'elle; de plus, l'esprit ne lui manque pas, et n'est-il pas soutenu par le prince royal de Prusse, par le jeune Frédéric, qui, du fond de son exil, surveille son père et combat sa tyrannie domestique? C'est cette lutte des trois jeunes gens contre le vieux roi qui

fait le sujet de la pièce. D'un côté, tout est vieux : le roi, son valet de chambre Ewersman, ses ministres, le comte Schwerin, le général de Grumbkow et le comte Wartensleben; de l'autre, tout est jeune, tout est frais et souriant. La poésie et l'ironie se succèdent dans le tissu de l'ouvrage avec un art extrêmement habile. Ces printanières amours qui s'épanouissent gracieusement, au milieu de cette royale caserne, en dépit de la discipline, en dépit des tambours postés à chaque porte, produisent mille effets charmans. Je ne raconterai pas la marche de la pièce. Pourquoi enlever à l'intrigue sa vivacité capricieuse, sa fantaisie légère? Toutes les situations s'enchaînent avec tant d'habileté, que l'on ne saurait en détacher une seule. L'ouvrage étincelle d'esprit, de grace, de finesse; les qualités de l'auteur s'y développent à l'aise; rien de contraint, pas une invention forcée qui arrête le sourire; tout y est bien venu et tout concourt à l'harmonie de l'ensemble. M. Gutzkow a fait ici un grand pas, et cette comédie est un sérieux engagement pour l'avenir. L'auteur de *Richard Savage*, de *Werner*, de l'*École des riches*, est un homme d'un talent incontestable qui écrit des drames pour exercer son imagination, mais qui pourrait très bien, sans nuire à sa renommée, produire sous une autre forme les rêves de son esprit. Au contraire, celui qui a écrit *Patkoul* et surtout *la Queue et l'Épée* est appelé à de vrais succès dramatiques, il a deviné une comédie nouvelle, et, s'il sait encore fortifier ses inventions et préciser sa pensée, il aura conquis une place originale.

Pourquoi donc M. Gutzkow, après cette heureuse tentative, revient-il encore à ces sujets tragiques qui l'ont si mal servi? Je signalerai, mais seulement pour mémoire, son drame de *Pugatscheff*. Malgré de beaux vers, malgré la distinction de quelques parties lyriques, *Pugatscheff* est une œuvre froide et languissante. La rudesse de l'aventurier est pauvrement reproduite. Ce Cosaque hardi, qui, se donnant pour Pierre III, récemment assassiné, souleva une partie de la Russie contre Catherine II, pouvait être, je le veux bien, une ame faible, superstitieuse, qu'un prêtre fanatisait et conduisait au combat; le caractère slave ne s'oppose nullement à cette interprétation du poète; mais alors il fallait peindre avec plus de vigueur ce mélange de soumission et d'audace, ce fanatisme enfin qui a failli porter un serf grossier sur le trône des czars. Que Pugatscheff soit le jouet de quelques aventuriers plus audacieux que lui, qu'il n'ose ni accepter son rôle ni reprendre son ancienne vie, et qu'il attende en soupirant la révolte de son armée, je crois que cette invention, aussi contraire à l'histoire que défavorable au drame, ne témoigne pas d'un progrès sérieux chez l'auteur de *Werner*. Je louerai tant qu'on voudra le mérite du style et l'éclat du dialogue, à la condition de répéter, sous une forme plus sévère, les reproches que j'adressais tout à l'heure à M. Gutzkow.

Pugatscheff n'a eu qu'un succès médiocre; mais peu de temps après, l'année dernière, M. Gutzkow a donné *le Modèle de Tartufe*, et il a obtenu un vrai triomphe. Jamais les applaudissemens n'avaient éclaté avec tant d'enthousiasme, jamais la joie du public n'avait été si franche et si unanime. Tandis que tous les théâtres importans de l'Allemagne livraient la pièce de M. Gutzkow aux bravos de la foule, les juges les plus accrédités en commentaient les beautés avec une sympathie cordiale. Il semblait que la poésie dramatique fût renouvelée, et que le chef-d'œuvre si long-temps poursuivi, si impatiemment attendu, eût enfin illuminé la scène. Hélas! mon rôle est ici bien difficile et bien pénible; je suis obligé de contredire absolument l'opinion de la critique allemande. La pièce de M. Gutzkow ne vaut rien; soyons franc, elle est détestable, et, quel que soit l'esprit de certains détails, c'est là, sans nul doute, le plus faible, le plus faux, le plus mauvais ouvrage que M. Gutzkow ait écrit. M. Gutzkow est un talent d'élite, un talent hardi à qui l'on doit toute la vérité; on n'a pas à craindre ici de décourager une muse indécise. D'ailleurs, il s'agit de Molière; c'est la société du temps de Louis XIV, c'est le plus grand poète de la France que M. Gutzkow a voulu peindre; on nous accordera peut-être que nous sommes plus compétent ici que les critiques d'outre-Rhin. J'exposerai la pièce aussi fidèlement que possible, et le lecteur portera son arrêt.

Nous sommes dans la maison de Chapelle. L'ami de Molière, transformé par M. Gutzkow en un rival bassement envieux, a lu au théâtre du Palais-Royal sa tragédie de *Nabuchodonosor*, qui vient d'être refusée à l'unanimité. Chapelle jure de se venger, et, pour l'exciter encore, un de ses commensaux, un notaire nommé Lefèvre, lui adresse maintes consolations envenimées qui redoublent sa fureur contre Molière. En même temps, l'officieux ami conseille au poète de laisser là pour toujours ces sujets antiques dont personne ne se soucie, et d'emprunter ses inspirations au spectacle des mœurs contemporaines. Chapelle a plus d'esprit, plus d'imagination que Molière, et, quand Chapelle voudra entrer en lutte avec Molière, Molière sera perdu. Pourquoi ne peindrait-il pas, par exemple, un hypocrite, un charlatan de piété? Chapelle est transporté de joie; il a une idée, une idée qu'on lui a donnée sans doute, mais il croit l'avoir découverte, et cela lui suffit; de cette idée naîtra un chef-d'œuvre qui fera rentrer Molière dans le néant. Cependant un bourgeois de Paris, M. Mathieu, vient présenter à Chapelle une jeune comédienne nouvellement arrivée de province, et qui, devant paraître bientôt sur la scène, veut se ménager l'appui des écrivains célèbres. Madeleine Béjart, car c'est elle-même, est interrogée par Chapelle, et, comme elle va débuter dans une pièce de Molière où les faux dévots sont démasqués, Chapelle est pris d'une nouvelle fureur et va criant qu'on l'a indignement dépouillé. Madeleine

reste seule, et aussitôt arrive un personnage que l'auteur a déjà annoncé comme le chef des faux dévots et des hypocrites; on ne le devinerait jamais : c'est l'ami de Boileau, le président Lamoignon. La scène est incroyable, et ici, de peur qu'on refuse d'ajouter foi à ce fidèle compte-rendu, je traduis.

LAMOIGNON, parlant du côté par où il est entré. — Laurent, si l'on me demande, dites que je suis allé à la prison pour y exercer, selon mon habitude, les douces œuvres de la charité.

MADELEINE. — Eh! qu'est-ce que cela? En voici un qui met mon rôle en prose. Bon Dieu! c'est le faux dévot en personne.

LAMOIGNON. — Laurent, remettez en place ma discipline et ma haire, et priez Dieu qu'il éclaire votre ame!

MADELEINE. — Aussi vrai que je vis, c'est la paraphrase de ma scène. M. Chapelle veut-il me faire subir une épreuve?

LAMOIGNON. — Que voulez-vous? qui êtes-vous?

MADELEINE, à part. — Toujours comme dans la pièce! (Elle prend une pose théâtrale.)

Que d'affectation et de forfanterie!

LAMOIGNON. — Je veux parler à M. Chapelle. Qui êtes-vous?

MADELEINE, à part. — Que penser de tout cela?

LAMOIGNON, à part. — O l'adorable créature! (Il cherche son mouchoir.)

MADELEINE, à part. — Bon Dieu! il tire son mouchoir de sa poche.

LAMOIGNON, à part. — Quelle taille ravissante!... quelles gracieuses épaules!... Je veux employer mon moyen habituel.

MADELEINE, à part. — Il connaît la scène, telle que Molière l'a écrite... C'est un envoyé de l'Académie qui veut m'examiner.

LAMOIGNON. — Mais, saint Dieu du ciel, comment souffrir, mon enfant, que vous alliez ainsi décolletée... Comment parler à une femme qui découvre ainsi...

MADELEINE, à part. — Le sens des paroles est exact, mais il ne donne pas la réplique. N'importe! disons notre rôle...

Vous êtes donc bien tendre à la tentation?

LAMOIGNON. — Charmante petite sorcière! couvrez avec ce mouchoir, couvrez cette belle, cette infernale, cette charmante, cette affreuse, cette blanche, cette noire poitrine. Petite Ève!

MADELEINE. — Monsieur, vous ajoutez tant de mots à votre rôle, qu'il m'est impossible de vous suivre.

LAMOIGNON. — A mon rôle? Ce n'est pas un rôle.

MADELEINE. — Mon Dieu! je sais tout. Vous voulez mettre à l'épreuve une pauvre fille de province, mais il faut vous en tenir au texte que M. Molière vous a imposé.

LAMOIGNON. — Un texte! M. Molière m'a imposé un texte! Eh! eh! je le vois, aimable dame, vous êtes une comédienne au service des arts de perdition.

MADELEINE. — Madeleine Béjart, de Châlons, engagée au théâtre du Palais-Royal pour six mois.

On comprend déjà sur quelles méprises repose la comédie de M. Gutzkow; mais ceci n'est rien, nous en verrons bien d'autres. — Le second acte se passe chez un des ministres de Louis XIV, M. de Lionne. Molière est venu plaider pour son œuvre, car déjà l'intrigue s'agite, et deux cent soixante-dix bourgeois de Paris, ameutés par le président Lamoignon, ont signé un placet qui demande au roi la défense expresse de représenter *Tartufe*. Molière a reçu de M. de Lionne une réponse favorable, lorsque Lamoignon, arrivant après lui, appelle à son aide toutes les figures de la rhétorique, fait apparaître le fantôme de la religion détruite, le génie de l'impiété, le démon de l'anarchie, et obtient du ministre épouvanté l'interdiction de la pièce maudite.

C'est chez Louis XIV que s'ouvre le troisième acte. Le roi est de bonne humeur, et plaisante agréablement le ministre de la police sur sa prétention à juger les affaires littéraires. Le médecin Dubois, le poète Chapelle, le notaire Lefèvre, ont beau invoquer la protection du monarque contre cet impudent comédien qui ne respecte ni les médecins ignorans, ni les gens de loi rapaces, ni les poètes ridicules; ils ont beau s'unir à Lamoignon et associer leur cause à celle de la religion outragée, toutes leurs invectives, toutes leurs lamentations sont vaines; Louis XIV a décidé que Molière jouerait *Tartufe*. Lamoignon est désespéré, mais bientôt son courage se relève; il a surpris un secret qui peut lui rendre la victoire. Le roi aime et poursuit Armande Béjart. Irrité de la résistance qu'il rencontre chez une comédienne, l'orgueilleux prince brûle de découvrir le rival qu'on lui préfère; ce rival, c'est Molière, Molière aimé d'Armande et qui n'attend pour l'épouser que le succès de *Tartufe*. Voilà le secret de Lamoignon, et certes il n'en fallait pas tant pour enflammer la colère du roi. Le chef-d'œuvre du poète est de nouveau frappé d'interdiction. Or, des bourgeois de Paris venaient remercier Louis XIV d'avoir permis la représentation de *Tartufe;* ils ne trouvent plus que Molière désolé, et le grand artiste, préparant sa vengeance, s'écrie avec une solennité de mélodrame : « Eh bien! j'écrirai sur la toile du théâtre, j'écrirai sur les tables de l'histoire, et ce sera le commencement de la lutte; j'écrirai : Parisiens, je voulais représenter devant vous la comédie de *Tartufe;* mais le président Lamoignon ne veut pas qu'on le joue! »

Allons maintenant au théâtre, dans la loge d'Armande Béjart. C'est le soir. Tandis que Molière et Armande sont occupés sur la scène, Lamoignon, introduit par une soubrette, vient poursuivre cette petite Madeleine qu'il a rencontrée chez Chapelle, et de qui il a appris le prochain mariage de Molière et d'Armande. Si Lamoignon s'acharne avec tant de fureur contre le chef-d'œuvre du poète, ce n'est pas seulement parce que Lamoignon, dans l'esprit de M. Gutzkow, représente l'hypocrisie et l'imposture; l'écrivain allemand ne s'est pas contenté d'ou-

trager ainsi un de nos grands magistrats, il en a fait un voleur et un assassin. L'intrigue de *Tartufe* est une aventure réelle, et Lamoignon est bien véritablement le modèle de l'homme qui a porté le trouble dans la maison d'Orgon. Il y avait à Châlons-sur-Saône une riche et honorable famille dont le chef, M. Duplessis, fut victime de sa générosité; un faux ami qui s'était emparé de sa confiance à force de ruses et de grimaces le dépouilla, le tua, et, laissant dans la détresse la veuve et les deux filles, accourut à Paris, où il parvint, grace à sa fortune, aux charges les plus élevées de l'état. Ce misérable n'est autre que le premier président du parlement de Paris, Jean-Baptiste Lamoignon! Lamoignon a eu dans les mains le manuscrit de *Tartufe*, il a vu dans l'histoire d'Orgon l'histoire de son propre crime, et, comme il veut savoir à qui Molière doit des renseignemens si exacts, il assiége Madeleine, espérant arracher encore ce secret à la naïve étourderie de la jeune fille. Or, cette Madeleine Béjart est précisément la fille de Duplessis, et le nom qu'elle porte est un faux nom. Tandis que Lamoignon cause avec Madeleine, Armande revient accompagnée de Molière, et Madeleine, craignant une réprimande, se hâte de cacher Lamoignon dans un cabinet de costumes. La scène suivante amène Louis XIV toujours épris d'Armande, et nous voyons la rusée comédienne lui arracher gaiement la permission de jouer *Tartufe*. Lamoignon, dans son armoire, assiste à cette petite bataille si lestement gagnée, et il en frémit de rage. Enfin, quand tout le monde est sorti, Madeleine le pousse dehors; mais comment échapper à la vigilance de Molière? Il faut prendre un costume et se mêler aux acteurs. Le président du parlement de Paris s'enfuit déguisé en Turc.

Le dénoûment approche. Nous sommes au théâtre, dans une antichambre de la loge du roi. Entendez-vous ce bruit confus d'une grande assemblée? La salle est déjà pleine, et la foule se presse aux portes. Quel moment! quelle heure solennelle! N'est-ce pas une des plus glorieuses journées de l'art, et connaissez-vous un sujet plus grand pour inspirer un poète? On va donner la première représentation de *Tartufe!* — Mais silence! Molière paraît,... je veux dire le Molière de M. Gutzkow. Il porte l'habit et la perruque de Lamoignon, car il importe que la vengeance soit terrible et que l'assassin de Duplessis soit désigné à l'exécration publique. La ressemblance est si complète, que tous les ennemis de Molière, Chapelle, Dubois, Lefèvre, M. de Lionne, prennent d'abord le poète pour le président et ne le reconnaissent qu'avec peine. Bientôt Lamoignon arrive, et cette fois c'est lui qui va passer pour l'auteur de *Tartufe* et recevoir les complimens du roi. Ces quiproquos se prolongent assez long-temps, jusqu'à ce que Lamoignon et Molière se rencontrent dans un entr'acte. Là, le poète immortel du *Misanthrope*, enflant sa voix comme un héros de mélodrame, met sous

ses pieds l'orgueil et l'impudence de Lamoignon. Il lui rappelle son crime de Châlons-sur-Saône, la famille Duplessis perdue par son abominable rage, le père assassiné, la mère séduite et les filles plongées dans la misère. Or, il faut que l'assassin répare au moins une faible partie des maux qu'il a causés; s'il ne restitue pas à Madeleine Duplessis cette fortune qu'il lui a volée, s'il ne donne pas à Molière une somme assez considérable pour fonder une école dramatique et perpétuer en France l'art de démasquer les fourbes, Molière va paraître sur la scène, et tout le monde reconnaîtra dans Tartufe l'assassin, le séducteur, le voleur devenu président du parlement de Paris! S'il accepte ces conditions, Molière change de costume, et ce ne sera plus Lamoignon, ce sera un type, un genre, ce sera l'hypocrite en général que le poète aura livré au mépris de la France et du monde. Lamoignon se soumet; le roi, qui, de sa loge voisine, a tout entendu, félicite Molière sur son courage et achève d'accabler Lamoignon. Celui-ci pourtant, tout atterré qu'il est, ne se décourage pas encore; il exhale sa rage en imprécations et en menaces... « Ils m'ont perdu. Attendez! attendez! On peut nous chasser comme des loups, nous revenons comme des renards. Vengez-vous! je me vengerai aussi. Demain matin, je pars pour Rome, et, tremblez-en tous! j'entrerai publiquement dans l'ordre des jésuites. »

Ainsi finit cet inconcevable ouvrage. Est-il besoin maintenant d'en signaler toutes les fautes, d'en relever toutes les énormités? Il faudrait, hélas! biffer la pièce entière, depuis la première scène jusqu'à la dernière. D'ailleurs, un simple exposé ne suffit-il pas à des lecteurs français, et qu'ajouterais-je à l'arrêt que chacun, j'en suis sûr, a déjà porté sur l'œuvre de M. Gutzkow? Le poète a-t-il assez défiguré l'histoire, assez abaissé les grands noms auxquels il a touché? Est-ce là assez de contre-sens et de caricatures? Si l'auteur a parié qu'il traiterait le plus grand sujet de notre histoire littéraire et qu'il se ferait applaudir de son pays en violant à chaque pas l'exactitude des faits et la vérité des caractères, il a gagné sa triste gageure. S'il est dupe lui-même de ses inventions, on ne sait ce qu'il faut admirer davantage, ou son incroyable légèreté, ou les énormes erreurs qu'il a commises dans l'interprétation de Molière. En vérité, M. Gutzkow nous fait presque regretter le temps où M. Guillaume de Schlegel refusait le génie de la comédie à l'auteur du *Misanthrope*, et ne voyait en lui qu'un bon écrivain didactique, un poète moraliste, dont les plus divins chefs-d'œuvre font suite tout simplement aux épîtres de Boileau. M. de Schlegel dénigrait Molière, M. Gutzkow l'admire; mais je ne sais si l'admiration de M. Gutzkow n'est pas plus fausse et plus fâcheuse que l'absurde dédain de M. de Schlegel. Quoi! Molière transformé en un pamphlétaire grossier! Molière écrivant des mélodrames! Une ridicule anecdote, mille fois re-

jetée par la critique moderne, attribue à l'auteur de *Tartufe* un mauvais jeu de mots sur M. de Lamoignon, et c'est cette pasquinade qui devient le fond même de la comédie de M. Gutzkow! Un magistrat austère, un des plus dignes représentans de ce grand et sévère tiers-état qui, sous l'ancienne monarchie, préparait laborieusement ses destinées futures, le protecteur de Boileau, de Corneille, l'admirateur de Pascal, M. de Lamoignon enfin va devenir tout à coup le plus grotesque des tartufes et le plus infame des assassins! Le joyeux Chapelle, qui a eu, je le sais, bien des torts envers Molière, mais qui lui a gardé une amitié constante, et qui, à la mort du poète, indigné du refus de sépulture, a jeté *les bigots à la voirie* dans des vers que chacun sait par cœur, Chapelle est un académicien pédant, envieux, hypocrite, qui dénonce Molière au nom d'Aristote et de la morale, au nom des rimes défectueuses et de la vertu offensée! Et quel portrait de Louis XIV! comme nous reconnaissons bien l'orgueilleux et majestueux monarque dans ce petit prince allemand dupé par une comédienne! Et ce médecin Dubois, et ce notaire Lefèvre, et ce M. de Lionne! quelle heureuse image de la brillante société du XVIIe siècle! Je ne demande pas à M. Gutzkow où sont les défenseurs naturels de Molière, où est Boileau, où est Condé, où est M. de Montausier, où est Mme de Sévigné, où sont tous ces esprits sévères et charmans, tous ces patrons illustres qui n'ont pas manqué à sa gloire. Quand je vois ce que l'écrivain allemand a fait de M. de Lamoignon et de ce pauvre Chapelle, je ne regrette pas dans son drame l'absence de ces éminens personnages. Je ne lui parle pas non plus des peccadilles de sa comédie : de Madeleine Béjart, qui devient, en dépit de l'histoire, la jeune sœur d'Armande; du mariage de Molière, placé par M. Gutzkow après *Tartufe*, quoique Molière ait épousé Armande Béjart dix années avant cette date, etc. Tout cela n'est rien après ce que nous avons vu, et d'ailleurs n'insistons pas davantage, ce serait triompher trop cruellement sans doute. M. Gutzkow est un esprit élevé : qu'il oublie la police allemande, les censeurs allemands, les ministres allemands, si ce sont là les fâcheuses préoccupations auxquelles il faut imputer ces incroyables fautes; qu'il se transporte par sa rapide imagination dans la France du XVIIe siècle; qu'il s'initie aux secrets, aux détails familiers de cette brillante histoire; qu'il lise dans Mme de Sévigné le récit charmant de ce qui se passa chez M. de Lamoignon le jour où Boileau fit l'éloge de Pascal en présence d'un père jésuite avec un si plaisant et si énergique enthousiasme; qu'il voie revivre enfin cette noble et élégante société si singulièrement travestie par lui; surtout qu'il relise Molière, et, j'en suis sûr, doué comme il l'est d'une intelligence subtile et pénétrante, il sera bien honteux d'avoir écrit *le Modèle de Tartufe*.

J'ai commencé cette étude avec beaucoup de sympathie pour M. Gutz-

kow, et il m'en coûte de rester sur une œuvre que j'ai dû condamner sans réserve. Les intérêts de la poésie dramatique sont si précieux, les efforts des poètes méritent tant d'estime et d'encouragemens, que mon plus sincère désir était de signaler les résultats de la renaissance qui s'accomplit en Allemagne; mais c'est travailler aussi à cette régénération de la scène que de ne point épargner les avertissemens sévères de la critique aux écrivains qui sont dignes de les entendre. Il y a peu de temps encore, l'actif écrivain a fait jouer un drame, *Uriel Acosta*, qui, s'il faut en croire des juges habiles, est son véritable chef-d'œuvre. Revenu dans son pays, aux prises avec des mœurs qu'il connaît bien, l'ingénieux auteur de *Patkoul* a retrouvé, dit-on, et agrandi ses inspirations les plus heureuses. Le drame d'*Uriel Acosta* n'est pas encore publié, mais nous nous empressons de signaler ce succès, afin de ne pas quitter M. Gutzkow sur une impression trop peu favorable. Que résulte-t-il, d'ailleurs, de notre impartial examen? Si nous avons dû blâmer avec franchise quelques-unes des productions du poète, refusons-nous de nous associer aux sympathies que lui témoigne aujourd'hui l'Allemagne? Bien loin de là; nous fondons sur son talent de sincères espérances. Sans croire avec le public allemand que M. Gutzkow ait déjà donné à son pays un grand écrivain dramatique, nous pensons qu'il possède tout ce qu'il faut pour se créer dans un genre spécial une vive originalité. M. Gutzkow ne se connaît pas, il se cherche, il hésite; encore quelque temps, il trouvera sa voie et ne la quittera plus. Cette route heureuse où sa vocation l'appelle, il y est entré déjà à deux reprises différentes, et, s'il en est sorti presque aussitôt, ce n'est pas à l'indécision de sa pensée qu'il faut attribuer cette faute, c'est à la vigueur de son caractère et à son activité opiniâtre. Il a poursuivi obstinément des triomphes interdits à la nature de son imagination. C'est souvent un malheur d'avoir un de ces talens audacieux que la difficulté irrite et qui se révoltent contre eux-mêmes : on aurait toutefois bien tort de s'en plaindre, car la volonté est certainement un des mérites les plus rares, et l'homme qui possède ces ressources fécondes peut obtenir un jour, après des erreurs passagères, de grands et durables triomphes. Le genre auquel M. Gutzkow devra ses meilleurs ouvrages, disons-le-lui encore, c'est la comédie historique et celle-là surtout qui se propose de mettre vivement en relief les intrigues secrètes de la diplomatie. Il a fait preuve d'une brillante aptitude pour ces sortes de sujets dans maintes scènes de *Patkoul* et surtout dans l'étincelante comédie *la Queue et l'Épée*. Pourtant, direz-vous, huit batailles et deux victoires, est-ce une campagne décisive? Non, sans doute, mais ce n'est pas seulement ces deux victoires que je veux louer chez l'auteur de *Patkoul;* dans chacune de ses œuvres, dans celles-là même qui appellent toutes les rigueurs de la cri-

tique, il a montré une ardeur persévérante, il a fait éclater d'énergiques ressources, il a prouvé enfin qu'un jour viendrait où, sûr de sa route, il y marcherait d'un pas ferme.

Maintenant, peut-on prédire de belles journées à cette renaissance dramatique qui préoccupe l'Allemagne et dont nous avons étudié l'un des ouvriers les plus actifs? Oui, je le crois; le goût du public et des juges n'est pas encore formé, mais il y a là ce qui manque à tant de scènes déchues, ce qui nous manque peut-être, l'enthousiasme naïf et une généreuse ambition. Un vif sentiment politique s'ajoute encore à cette ardeur; l'Allemagne pense que la fondation d'une scène vraiment nationale doit servir à la conquête des institutions qu'elle réclame. Ce qui est bien certain, c'est que l'irrésistible développement de l'esprit moderne amènera à la fois, dans l'ordre des choses politiques, la constitution d'une société meilleure, et, dans l'ordre des intérêts littéraires, la formation de cette poésie dramatique dont le seul fondement solide est l'unité de la patrie. Ces deux résultats viendront ensemble. Pensons-y bien pourtant, et prenons garde de confondre la polémique quotidienne avec ces inspirations élevées que le vrai poète demande à son temps et à la situation de son pays. L'Allemagne se sent renaître à la vie publique, l'Allemagne combat par la plume et par la parole pour des droits sacrés; c'est dans ces sentimens qu'il importe de puiser comme à une source pleine de vie et non dans les tristes discussions de chaque matin. Si M. Gutzkow eût toujours songé à cet écueil, il n'aurait pas certainement, pour attaquer la censure allemande, défiguré, dans *le Modèle de Tartufe*, le grand sujet qu'il avait choisi, et compromis la finesse habituelle de son talent. La réalité, qui est la matière de la poésie dramatique, doit être sans cesse transfigurée par un sentiment supérieur. Défiez-vous sans doute d'un idéal abstrait, mais ne craignez pas moins cette réalité que ne modifie pas la pensée de l'artiste. C'était le problème qui agitait les lettres allemandes au temps de Goethe et de Schiller, c'est le problème éternel! La question aujourd'hui paraît bien comprise, et la lutte, en général, est bien engagée. Tandis que Raupach et ses imitateurs, sans se soucier de la poésie, découpent en drames vulgaires l'histoire du moyen-âge, tandis que, d'un autre côté, une multitude de poètes, Hebbel, Rückert, Geibel, Marbach, se livrent à la fantaisie et dédaignent toutes les conditions de la scène, l'ardente école dont nous avons parlé poursuit avec persévérance l'union féconde du réel et de l'idéal. Que produira ce mouvement? Un Goethe? un Schiller? Il faut le souhaiter; mais quand le poète si désiré se ferait attendre plus d'un demi-siècle, qu'importe? Ceux qui lui auront frayé la voie auront droit à la reconnaissance de tous, et l'Allemagne n'oubliera pas leurs noms.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

FAMILLE ALAIN.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XXVI.

D'autres événemens se passaient à Dive. Le grand pianiste, M. de Morgenstein, avait retrouvé aux bains Mme la vicomtesse du Mortal et sa fille, ils avaient fait ensemble de la musique et quelques petites excursions. M. de Morgenstein avait fini par avouer sa flamme; la jeune personne avait laissé voir quelque sensibilité et en avait référé à sa mère. Mme la vicomtesse avait demandé un peu de temps pour se décider; mais de ce moment sa bienveillance pour M. de Morgenstein s'était accrue si visiblement, que l'affaire avait paru arrangée, et que leur existence était devenue presque commune. Cependant M. de Morgenstein ne laissait pas d'avoir quelques inquiétudes, et son ciel n'était pas précisément sans nuages. Après de longues méditations, il résolut de sortir d'embarras par un coup hardi.

Mlle du Mortal et sa mère achevaient toutes deux leur toilette et s'entretenaient de leur côté d'un sujet qui les tracassait également un peu.

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre, et 1er octobre.

— Mais enfin, maman, disait la jeune personne, comment sortirons-nous de l'embarras où nous jette ta manie de te créer vicomtesse de ta propre autorité? que pensera Adalbert quand il apprendra que nous ne sommes point nobles, et que nous nous appelons simplement madame et mademoiselle Dumortal?

— A quoi lui sert un nom que tu dois perdre en lui donnant ta main?

— J'ose espérer, dit Mlle Claire en baissant les yeux, que ce n'est pas là seulement ce qu'il aime en moi; mais sa famille, cette famille si fière de son blason, dont il ne nous parle plus depuis quelque temps, peut-être parce qu'il craint que même la noblesse que tu as inventée ne soit insuffisante, savons-nous ce qu'elle pensera de ce changement dans notre condition sociale?

— Je ferais, à ta place, bien peu de cas d'un amour qui ne saurait pas triompher et de ce ridicule orgueil des castes et de l'injustice tyrannique de parens aveuglés par la vanité.

— Alors pourquoi nous être parées de ces titres que tu méprises si souverainement? Certes, si, m'ayant toujours connue ce que je suis, c'est-à-dire la fille de bons et simples bourgeois, Adalbert eût renoncé à moi pour cela, je ne lui aurais pas fait même l'honneur de le regretter; mais ici c'est bien différent, il a le droit de nous accuser de fourberie.

— Allons, allons, tout s'arrangera.

— Et quand il saura que je n'ai pas de dot?

— Comment, pas de dot! Mais n'est-ce rien qu'un trousseau magnifique, qu'un appartement chez moi, que la table pour les deux époux? n'est-ce rien que mes relations? Crois-tu donc que l'homme qui t'aime ait l'ame si intéressée.

— Non, ma mère, non; Adalbert a le cœur mieux placé; mais sa famille n'a-t-elle pas dû concevoir pour son établissement de plus hautes espérances, et, si elle passe par-dessus le défaut de noblesse, ne s'attendra-t-elle pas à une compensation en argent? Il faut absolument s'expliquer avec Adalbert. Chaque jour cet aveu devient plus difficile, et chaque jour je suis plus honteuse de ne pas l'avoir fait encore.

A ce moment, on apporta une lettre pour ces dames de la part de M. de Morgenstein. Mme du Mortal se hâta de l'ouvrir; elle contenait ces mots :

« Madame la vicomtesse, et vous, trop adorée Claire,

« Je ne puis attendre plus long-temps pour vous faire un aveu nécessaire, mais je n'en subirai pas la honte. Je vais en finir avec la plus cruelle destinée. La mort va venir mettre un terme à une vie depuis long-temps décolorée. Oui, le ciel, qui m'avait donné l'aristocratie de l'ame, et, — oserai-je le dire? — celle du talent, m'a, par un odieux et cruel sarcasme, fait naître dans une classe dont m'éloignent et mes

goûts et mon organisation. Je ne suis pas noble! ou du moins je ne le suis que par les sentimens. Pourquoi ne puis-je sur les champs de bataille conquérir une couronne de duc et la déposer à vos pieds? Mais que faire en ces temps prosaïques, sinon s'élever par les dons de la nature, sinon devenir comte par le talent et prince par le génie? C'en est fait! je ne veux pas m'exposer aux dédains d'une race orgueilleuse. Pendant que vous lisez cette lettre, je charge les pistolets, et, comme Werther, j'abandonne cette vie trop étroite pour mon ame.

« Adieu, madame la vicomtesse; adieu, Claire, adieu! »

— Oh! mon Dieu! courons, ma mère, s'écria la jeune fille; sauvons-le s'il en est encore temps.

— Il en est parfaitement temps, répondit froidement Mme du Mortal. Tout ceci veut simplement dire que M. de Morgenstein ne s'appelle pas M. de Morgenstein, et n'est noble que de sa façon.

— Eh bien! ma mère, tant mieux... Mais allons.

— Tout de suite.

— Mais s'il était trop tard?

— Il ne sera pas trop tard. Je me demande seulement si ce mariage peut encore me convenir.

— Ah! ma mère, ne serons-nous pas indulgentes pour une supercherie dont nous sommes coupables nous-mêmes?

— Ceci n'est pas une raison; mais on peut faire quelque chose de ce jeune homme. Il ne manque pas d'entregent; on le poussera avec les journaux, comme disait un homme très habile de ce temps-ci : « Prenez rien du tout, faites-le beaucoup annoncer, et vous en vendrez immensément. »

— Mais, ma mère, par pitié. Quand je devrais me perdre, je cours à sa chambre.

— Ce pauvre garçon, vous ne lui laisserez pas le temps de charger ses pistolets. Allons, laissez-moi parler, ou tout est rompu.

Claire précéda sa mère en courant. Il n'y avait qu'un corridor à traverser pour arriver à la chambre de M. de Morgenstein; elle frappa avec violence; une voix faible répondit : Entrez. Pendant ce temps, Mme du Mortal avait rejoint sa fille, et c'est elle qui ouvrit la porte en disant : Ah! la clé est sur la porte; la mise en scène est médiocre.

On trouva Adalbert debout, deux pistolets sur une table.

— Adalbert! s'écria Mlle du Mortal, qu'alliez-vous faire?

— Infortuné jeune homme! dit Mme du Mortal. Heureusement nous n'arrivons pas trop tard. Renoncez à ce fatal projet; ma fille est à vous.

Adalbert se précipita sur une main de Mme du Mortal et la couvrit de baisers; en se relevant, il rejeta ses cheveux en arrière, absolument comme au piano.

— Comme il est pâle! dit Mme du Mortal; et Adalbert, très étonné

d'être pâle, faisait toutes sortes de manœuvres pour se voir dans une glace.

— Laisse-nous, Claire, ajouta la vicomtesse; je vais faire un tour de promenade et causer avec lui.

Claire sortit en échangeant un long regard avec M. de Morgenstein. Mme du Mortal prit le bras d'Adalbert, et ils allèrent au bord de la mer.

— Voyez un peu le beau malheur! Parce que vous n'êtes pas noble, faut-il donc mourir? Les vertus que l'on a soi-même ne valent-elles pas celles qu'ont eues nos aïeux? Croyez-vous que ma fille se contenterait de la preuve qu'il y a eu sous Philippe-le-Bel un Morgenstein très aimable et très bien fait? N'aime-t-elle pas mieux que vous soyez tel vous-même? Le cœur n'est pas si bête qu'on le dit, et il a souvent raison. Que fait un *de* ajouté devant un nom? Ces deux lettres ont-elles donc un charme magique qui rend un homme plus beau, plus noble, plus généreux? dites, Adalbert.

— C'est un sot et ridicule préjugé, reprit Adalbert.

— N'êtes-vous pas noble par le talent et le génie, noble par le cœur et par l'ame?

— Je le crois, madame.

— Croyez-vous que le *de* ajoute beaucoup de charmes à ma fille? Est-ce au *de* qu'elle est redevable de sa peau de camélia, de ses cheveux souples et épais, de sa taille fine et cambrée?

— Oh! non.

— Et vous-même, qu'est-ce que le *de* vous donnerait? Auriez-vous plus de verve, plus de rapidité? Était-ce pour ces deux lettres que Claire vous aimait? Est-ce pour cette syllabe que vous aimez Claire?

— Non, madame. Je voudrais, pour le prouver, être né sur le trône et que Claire fût une simple bergère.

— Adalbert, voilà la véritable noblesse; elle est dans les sentimens. Eh bien! voyons, que penseriez-vous de vous-même si ce que vous disiez tout à l'heure venait à se réaliser, si vous, né sur le trône, vous refusiez la main de Claire, simple fille des champs?

— Ah! madame, je serais le plus lâche des hommes. Je vous le répète, je voudrais qu'elle n'eût ni titre ni naissance.

— Soyez donc heureux. Claire n'est pas plus noble que vous.

— C'est pour m'éprouver que vous parlez ainsi...

— Non, vraiment... C'est mon mari qui avait pris ce titre. A mes yeux, il ne valait même pas l'honneur d'être quitté. D'ailleurs, cela jette de la poudre aux yeux des imbéciles. Aux philosophes, aux gens distingués, on montre par quoi l'on est vraiment noble; au vulgaire, on se contente de jeter un titre.

— Mais, madame,... c'est que je ne suis pas plus riche que je ne suis noble.

— Qu'est-ce que cela fait?

— Ah! madame...

— Si vous n'êtes pas riche, vous le deviendrez. Tenez, Adalbert, voici assez long-temps que nous jouons la comédie; je vais vous parler franchement, et ne vous avisez pas de continuer votre rôle avec moi. Vous n'êtes pas assez fort pour me tromper un instant au point où nous en sommes maintenant. Nous ne sommes pas plus riches que vous; mais j'exerce une industrie qui à la fois me donne une position et me permet de vivre dans le monde : j'écris dans certains journaux d'une manière productive. Vous avez ce qu'on appelle pour le moment du talent, ou du moins vous passez pour en avoir : cela suffit. Presque tous ceux qui ont aujourd'hui le plus de succès et gagnent le plus d'argent n'en savent et n'en font pas plus que vous. Le monde et les femmes surtout vous aimeront bien plus pour le talent qu'on vous trouvera que pour celui que vous aurez réellement. Vous n'êtes pas musicien; vous tapez très vite sur les touches noires ou blanches d'un piano; vous prenez des airs inspirés en répétant un passage pour la centième fois, chose d'ailleurs purement mécanique que l'inspiration vous rendrait tout-à-fait impossible. Vos manières désolées sont une imitation; mais ce n'est pas mal imité, et cela réussit....

— Madame...

— Attendez un peu. Je suis répandue dans un certain monde; je dispose des journaux auxquels vous savez avoir recours dans l'occasion. On vous connaît déjà, mais je vous ferai une grande réputation. Nous gagnerons de l'argent, nous vivrons très heureux tous trois. Vous continuerez au dehors votre rôle, comme moi je joue le mien. Qui est-ce qui ne joue pas un rôle? Par exemple, votre suicide a été très mal joué. Si vous donnez jamais une seconde représentation, je ferai la critique de la première et vous réussirez mieux. Je ne reçois votre suicide qu'à correction.

— Je vous jure, madame...

— Ne jurez pas; je laisserai Claire croire au suicide. Soyons amis; je ferai quelque chose de vous; mais plus de comédie. Si vous me trompiez, ce ne serait pas pour long-temps, et je ne pourrais vous être bonne à rien. Dites-moi la vérité, n'importe laquelle, et j'en tirerai parti.

Cette vérité, on la devine : c'est que l'origine de M. de Morgenstein était des plus humbles, et que l'illustre pianiste n'avait pour père qu'un obscur ouvrier. Mme du Mortal n'en voulut pas savoir davantage, et cet aveu termina l'entretien.

. . . .

M. Edmond *** à M. Bréville, au château de Beuzeval, près Dive.

« Je suis en route pour Beuzeval, mon cher ami, mais je vous amène un hôte bien maussade. Il m'est arrivé l'aventure la plus déplorable qui se puisse imaginer.

« J'étais allé voir des amis à Lisieux; ils m'ont fait conduire jusqu'à Honfleur, où j'ai couché. Une voiture partait le matin pour Trouville. J'étais déshabillé et j'allais entrer dans mon lit, lorsque le garçon de l'hôtel vint me dire qu'on me priait d'envoyer ma malle dès le soir à la voiture, qu'on allait charger d'avance, parce qu'on partait le lendemain à cinq heures du matin. J'étais fatigué, j'avais sommeil; je fis cependant ce qu'on me disait. Le garçon prit la malle, et moi je m'endormis d'un profond sommeil, qui ne cessa qu'à quatre heures et demie. On vint me réveiller pour le départ; je me levai en toute hâte, je voulus m'habiller; mes habits avaient disparu. J'appelai le garçon.

— Je vais chercher vos habits, monsieur, me dit-il. On les aura portés dans la chambre où on brosse tous les habits de la maison.

« Dix minutes après, il revint me dire qu'il ne les avait pas trouvés. Je l'envoyai au bureau de la voiture pour la faire attendre, et je me remis à chercher avec l'aubergiste sous le lit, dans les tiroirs, partout. Le garçon rentra bientôt et me dit : — La voiture est partie; je l'ai retenue plus de dix minutes, mais il a bien fallu la laisser partir.

— Ah! mon Dieu! m'écriai-je alors, je sais où sont mes habits.

— Et où cela, monsieur?

— J'étais fatigué hier soir, je tombais de sommeil; on m'a dit de faire ma malle, j'ai très bien plié et enfermé dedans le pantalon et l'habit que je venais de quitter. Quand part-il une nouvelle voiture?

— Demain matin, monsieur.

— Ce sera un jour de retard; mais on peut bien passer une journée à Honfleur... Remontez-moi ma malle, je vais m'habiller.

— Mais elle est en route, monsieur, votre malle.

— Comment! en route?

— Oui, votre place était retenue, vous la devez au voiturier; il a dit qu'on vous rendrait votre malle à Trouville contre le prix de votre place.

— Imbécile!

— Pardon, monsieur, mais le voiturier a raison; il n'est pas juste qu'il perde le prix de votre place, qu'il aurait donnée sans doute à d'autres s'il ne vous l'avait pas réservée.

— C'est bien de cela qu'il s'agit! Mes habits sont dans ma malle, et vous avez envoyé ma malle à Trouville. Me voici en chemise pour jusqu'à demain matin.

— C'est désagréable, mais ce n'est pas ma faute.

« J'entrai alors dans une telle colère que je renversai les chaises et brisai un pot à l'eau. L'aubergiste finit par me dire : — Monsieur, ma maison est une maison honnête, dans laquelle on ne fait pas en six mois le bruit que vous faites depuis une demi-heure. — J'étais hors de moi, je m'emportai en invectives. Il me dit : — Monsieur, obligez-moi de débarrasser ma maison d'un hôte aussi bruyant et aussi incommode, et cela tout de suite, ou je vais vous faire sortir au moyen de la garde, qu'on va appeler.

— Mais, sot que vous êtes, comment voulez-vous que je sorte dans l'état où je suis? Mon portefeuille est dans la poche de mon habit, ma bourse est dans celle de mon pantalon; tous deux sont sur la route de Trouville.

— Alors, monsieur, dit l'hôte, comment allez-vous me payer?

« Je pensai à vous, je demandai si la poste était partie; on me dit qu'elle ne passait qu'à deux heures; c'est en l'attendant que je vous écris si longuement, mon cher ami. Cette lettre arrivera ce soir à Trouville; vous ne l'aurez à Beuzeval que demain matin; envoyez-moi promptement un homme avec de l'argent, des habits et une voiture.

« Tout à vous,

« Edmond ****. »

. . . .

M. Bréville se mit en route à l'instant même pour aller au secours de son ami.

XXVII.

Bérénice, dont la noce devait être célébrée le lendemain matin, se promenait depuis le coucher du soleil jusqu'à la nuit avec le fils Glam au bord de la mer, tous deux parlant de l'avenir.

— Mon père, disait Glam, a amassé quelque argent; il est vieux, il me donnera son bateau, en se réservant un lot sur la pêche. Pour vous, Bérénice, vous laisserez là la dentelle; vous aurez bien assez à raccommoder les filets; il faudra aussi que vous continuiez à aider votre mère dans son ménage; vos parens ne sont plus jeunes; loin de leur ôter une si bonne fille, je veux remplacer pour eux un des fils qu'ils ont perdus. Ce pauvre Onésime, j'ai prié pour lui de bien bon cœur ce matin. Notre premier enfant s'appellera Onésime.

Bérénice devint toute rouge et demanda à rentrer. D'ailleurs il allait faire de l'orage; les arbres frissonnaient sans qu'il fît de vent; puis des bouffées subites venaient faire ployer les peupliers jusqu'à terre, et on retombait dans un calme pesant; des éclairs, les uns d'un blanc bleuâtre, les autres d'un violet pâle, déchiraient la voûte noire et abais-

sée que formaient d'épais nuages; aux éclairs succédaient des bruits de tonnerre, tantôt roulant sourdement, tantôt éclatant en sons aigus. Entre les coups de tonnerre, des fauvettes chantaient dans les arbres, et écartaient leurs ailes pour recevoir la pluie qui allait tomber.

Pulchérie, suivie de Mopse, avait remonté la rivière de Beuzeval, et était allée s'asseoir sous le saule d'Onésime; elle se laissait bercer à des rêveries qui faisaient passer devant elle les fantômes de ses journées écoulées; mais bientôt, voyant le jour presque fini, elle se disposa à redescendre à Dive, d'où elle comptait se faire reconduire à Cabourg par quelqu'un du village. Cependant elle voulut passer par Beuzeval, où son existence avait changé si complétement. Déjà elle n'était plus qu'à quelques pas du château, quand elle rencontra Épiphane qui allait y rentrer. Mopse grogna en montrant ses dents blanches et aiguës. Épiphane salua Pulchérie, et lui offrit, si elle avait peur, de l'accompagner jusqu'à Dive ou jusqu'à Cabourg.

— Vous voyez, dit-elle en montrant Mopse, qui, le poil hérissé, continuait à le regarder en grognant, que j'aurais au besoin un bon défenseur.

— Qu'est ceci? demanda maître Garandin; ne vois-je pas quelqu'un qui rôde autour du château?

Et il s'avança au moment où un étranger venait de sonner; une femme ouvrit la porte.

— M. Bréville est-il chez lui? demanda l'étranger.

— Il est en voyage, monsieur.

— Pour long-temps?

— Il reviendra sans doute ce soir, mais pour sûr demain matin.

— Alors je ne pourrai pas le voir. Vous lui direz que c'est M. Hubert qui n'a pu l'attendre et est reparti tout de suite.

Mopse avait recommencé à grogner de plus belle; puis tout à coup, malgré les efforts de Pulchérie qui le rappelait, il s'élança sur l'étranger; mais, au lieu de le déchirer ou de le mordre, il sauta sur lui, léchant ses mains, ses habits; il se roula par terre en gémissant; puis il recommença ses gambades, courant autour de lui en cercle et sautant assez haut pour lui lécher le visage.

— Mopse, Mopse! cria l'inconnu, et lui-même prit le chien dans ses bras et le couvrit de caresses.

Épiphane s'avança : — Vous avez, monsieur, demandé M. Bréville?

— Êtes-vous de la maison?

— Oui, monsieur.

— Eh bien! j'ai laissé mon nom.

— M. Hubert?....

— Oui, monsieur....

— Écoute, Onésime, si c'est pour moi que tu cherches à déguiser

ton nom et ta voix, cela ne te servira pas à grand'chose. Je te reconnais parfaitement; que viens-tu faire ici, malheureux Onésime?

Pulchérie s'était approchée en croyant entendre le nom d'Onésime, et déjà surprise de la joie du chien; mais, quand elle entendit Garandin nommer Onésime pour la seconde fois, elle jeta un grand cri et tomba à genoux.

— Pulchérie! s'écria Onésime.

— Est-ce toi, Onésime, qu'on nous disait mort?

— Ce n'est pas le moment de causer, dit Épiphane; si on sait qu'Onésime est ici, il est perdu.

— Et on ne tardera pas à le savoir par ton moyen, lâche et traître que tu es; mais ce n'est pas encore le moment de régler nos comptes, seulement disparais à l'instant.

Et, en disant ces mots, Onésime mit la main sur un poignard de marin qu'il portait à la ceinture. Épiphane était déjà loin.

— Chère Pulchérie, reprit Onésime, ce n'est pas seulement la peur qui fait fuir Épiphane; d'ailleurs le temps n'est pas arrivé où je veux être au milieu de vous, mais je n'ai pu résister au besoin de vous voir de loin hier à l'église. De qui étiez-vous donc tous en deuil? Je n'ai appris la mort de personne.

— Onésime, c'était un service pour le repos de votre ame qu'on célébrait hier.

— Chère Pulchérie, ma seule pensée, tout ce que j'aime au monde, vous avez donc adopté mon pauvre Mopse?

— Êtes-vous en sûreté, Onésime?

— Moi, pas le moins du monde.

— Fuyez alors, malheureux!

— Il faut que je voie quelqu'un qui ne sera ici que demain.

— Mais si Épiphane vous trahit.... c'est possible.

— C'est même parfaitement sûr. Aussi je ne voulais être reconnu par personne; j'aimais mieux qu'on me crût mort; il faudra peut-être que mes amis me perdent une seconde fois.

— Et cette horrible affaire....

— Je suis innocent, Pulchérie; mais je n'en suis pas moins condamné à mort.

— Comme vous êtes changé, Onésime!

— J'ai étudié, j'ai travaillé depuis que nous ne nous sommes vus; mais... tenez, j'aimerais mieux que nous ne nous fussions pas rencontrés. Adieu, ne parlez de moi à personne, pas même à Bérénice, si toutefois il n'arrive rien de mal; car, si je suis trahi et arrêté, vous n'entendrez que trop parler de moi. Soyez sûre d'une chose, Pulchérie, ma vie entière vous appartient; quoi qu'il arrive, elle sera à vous jusqu'à la fin; mon dernier soupir sera pour vous. Adieu.

Et Onésime disparut sous les saules et les arbres de la rivière. Mopse voulut le suivre, mais il le chassa. Pulchérie n'osa pas entrer à Dive, où elle devait cacher un si grand secret et où on aurait remarqué sans peine son émotion; elle alla droit à Cabourg; son oncle était couché depuis long-temps.

Il était près de minuit lorsque M. Bréville arriva à Beuzeval avec son ami, M. Edmond. M. Edmond était un homme d'un embonpoint peu ordinaire; il n'aurait pu mettre aucun des habits de M. Bréville, qui n'avait pas cru devoir lui en faire porter, et ne s'était muni que d'argent; on appela des fripiers, on eut beaucoup de peine à trouver ce qu'il fallait pour mettre en état de sortir de l'auberge M. Edmond ***, dont les formes démesurées n'avaient pas été prévues par les tailleurs. On finit cependant par trouver un habit à peu près à sa taille. Pendant le cours de ces recherches, M. Bréville demanda avec empressement le prix d'une redingote qui était mêlée aux hardes qu'on leur montrait; il la paya sans marchander, et fit beaucoup de questions au fripier.

La voiture qui ramenait M. Bréville et M. Edmond n'était plus qu'à quelques pas du château, quand un homme arrêta brusquement le cheval. En même temps une voix cria : — C'est moi, Hubert.

— Malheureux! imprudent! quelqu'un vous a-t-il vu?

— Oui, Épiphane.

— Diable!

— Et tout porte à croire qu'il a déjà pris ses mesures pour me faire arrêter. Aussi, si je ne vous avais pas rencontré ce soir, je serais parti dans la nuit.

— Il faut que vous entriez au château; nous allons voir ensuite ce qu'il y a à faire. Attendez que tout soit fermé. Quand vous verrez une lumière en dehors de la porte du salon, vous entrerez par la porte du jardin, où je vous attendrai.

— Très bien!

Il se passa au moins une demi-heure; après quoi, la lumière s'étant fait voir, Onésime fut reçu à la porte du jardin par M. Bréville, qui l'embrassa tendrement.

— Je suis bien mécontent de vous, Onésime. Comment, malgré ma défense.....

— Je ne pouvais plus attendre...

— Vous êtes un fou... Épiphane est allé prévenir les gendarmes; il est déjà revenu.

— Je m'en doutais.

— Il m'a parlé de votre rencontre. Ce qu'il fait, c'est dans votre intérêt et dans celui de votre famille. Il vous a d'abord conseillé de prendre la fuite, vous avez refusé de l'écouter; alors, pour vous sauver malgré vous, il est allé mettre les gendarmes en campagne, mais les

renseignemens qu'il leur a donnés les feront promener inutilement demain toute la matinée. Il a pensé que, voyant le danger si imminent, vous vous décideriez sans doute à fuir. Voici dans quel ordre il a indiqué au brigadier de gendarmerie les recherches à faire : d'abord ici, où il est bien sûr que vous ne serez pas, ensuite chez vos parens, puis à Cabourg, chez M. Malais ; enfin chez les Glam, dont le fils va épouser votre sœur. Il pense que ces fausses démarches vous donneront, et au-delà, le temps de vous mettre à l'abri.

— Quelle trahison cachent ces précautions?

— Pas celle que vous croyez. Épiphane aime mieux, en réalité, vous voir en fuite qu'arrêté. Les gendarmes viendront ici à la pointe du jour. Soupez et dormez ; nous causerons pendant que vous souperez.

Il était à peine six heures du matin ; Bérénice se réveillait heureuse fiancée. Pulchérie était venue surveiller sa toilette. Tout à coup le fils Glam arriva, il apportait la nouvelle qu'Onésime n'était pas mort, qu'on l'avait vu dans le village, et qu'il avait été arrêté par les gendarmes au moment même où il prenait la fuite par-dessus les murs du château de Beuzeval. Cette nouvelle livra tout le monde aux impressions les plus diverses et même les plus opposées. Onésime était vivant, mais il ne vivait sans doute que pour mourir d'une mort infamante. Il ne fut plus question de mariage pour ce jour-là. Pulchérie alors put dire qu'elle l'avait rencontré la veille. Tout le monde caressa Mopse, qui avait si bien reconnu son maître. — Oh ! dit Pélagie, si je l'avais au moins embrassé et serré sur mon cœur !

On remarqua avec étonnement que les gendarmes, après avoir conduit Onésime dans la prison de Caen, revinrent à Beuzeval, et ne s'en écartèrent pas pendant quelques jours. On ne tarda pas à citer les témoins, maître Épiphane Garandin et sa femme, ainsi que la servante du meunier ; mais, ainsi que nous l'avons dit, Désirée avait quitté le pays sans laisser de traces.

M. Bréville alla souvent à Caen. Lorsque le jour du jugement fut fixé, il demanda à Tranquille Alain et à Pélagie s'ils voulaient y assister. Ils hésitèrent long-temps, mais ils reçurent une citation comme témoins, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. M. Malais, également cité, emmena sa nièce Pulchérie.

XXVIII.

Le jour du jugement arrivé (peu de nos personnages avaient dormi pendant la nuit), les témoins se rendirent à leur poste. Bérénice et Pulchérie se tenaient à l'écart avec Pélagie ; toutes trois étaient pâles et se parlaient à peine. M. Malais, Tranquille Alain, Épiphane et sa femme étaient au banc des témoins. Les juges ne tardèrent pas à monter sur

leurs siéges, puis le président ordonna d'introduire l'accusé. Alors Onésime parut entre deux gendarmes, et s'assit au banc des prévenus. Les trois femmes, en le voyant, se prirent à pleurer en silence. Tranquille Alain évita de regarder du côté de son fils; sa tristesse était mêlée de sévérité. On fit l'appel des témoins; tous répondirent, à l'exception de Désirée, la servante du meunier, dont on n'avait pu retrouver la demeure, et de M. Bréville, dont on ne put expliquer l'absence. Le président annonça que les débats étaient ouverts. L'accusé ayant répondu aux questions d'usage qu'il était marin et capitaine marchand, le procureur du roi l'interrompit, et dit : Le prévenu n'avait pas ce titre lors de l'instruction qui précéda son évasion ; ce titre est-il réel ?

— Monsieur, reprit Onésime, je me suis enfui, parce que, bien qu'innocent, je voyais accumulées contre moi des probabilités qui auraient pu tromper la sagesse des juges. J'espérais que le hasard ou plutôt la Providence m'apporterait quelque preuve de mon innocence que je serais venu moi-même mettre sous les yeux de la cour. En attendant, sous le faux nom de Hubert, j'ai travaillé, je me suis fait recevoir capitaine et j'ai fait un voyage dans les Indes. Voici les papiers qui en font foi.

Le procureur du roi, donnant lecture alors de l'acte d'accusation, commença par rappeler la mort du meunier, qui avait évidemment perdu la vie en défendant son trésor. « La justice, continua-t-il, fut un moment embarrassée. Un seul homme était entré la nuit et avait accès chez Éloi Alain; mais cet homme était son neveu, cet homme était son héritier, ainsi qu'en fait foi le testament, et il le savait, comme l'ont établi non-seulement plusieurs témoignages, mais aussi ses réponses et ses aveux à lui-même. La défiance de la justice reculait devant un crime aussi odieux, lorsque les révélations d'un témoin oculaire vinrent l'obliger à croire à une perversité heureusement peu commune. Un personnage que des liens d'amitié et d'intérêt attachaient à cette famille, le nommé Épiphane Garandin, qui, maître d'école, avait élevé le prévenu, dit que, vaincu par la force de la vérité et par l'horreur du crime, il venait révéler aux magistrats un épouvantable forfait. Quelques heures avant le crime, il avait laissé Éloi Alain en parfaite santé partant pour un petit voyage. Onésime Alain, marin réfractaire, caché dans le pays, s'était introduit chez son oncle, et peu de temps après on l'avait vu s'échapper par une fenêtre. Le lendemain, on avait trouvé mort le meunier, qui était rentré dans la nuit au lieu de ne rentrer que le lendemain, comme on s'y devait attendre.

« Le prévenu, qui avait cette nuit même quitté le pays, fut arrêté au milieu d'un repas de matelots, au Hâvre, et amené en prison. Là, dans l'instruction, il avoua qu'après avoir épuisé toutes les prières afin d'obtenir quelques délais pour un débiteur du meunier, qui était de

ses amis, il avait cru pouvoir prendre à son oncle, dont il se savait le seul héritier, une somme qui serait rentrée quelques heures après entre ses mains, puisqu'elle devait lui être remise par ce débiteur aux abois. Il s'était, en effet, introduit chez le meunier de Beuzeval pendant l'absence de ce dernier, et avait ouvert une cachette dans laquelle il savait être renfermées des sommes importantes. Au moment où il venait de prendre l'argent dont il avait besoin, il avait entendu du bruit, et, regardant à travers la serrure, il avait vu un œil qui, de l'autre côté de la porte, suivait tous ses mouvemens. Effrayé, il s'était enfui et n'avait appris la mort de son oncle que long-temps après et seulement lors de son arrestation au Hâvre. Il avait enfoui, en effet, la somme au pied d'un arbre, où les personnes auxquelles cet argent était destiné furent invitées par une lettre à l'aller chercher; mais celles-ci s'empressèrent de remettre entre les mains de la justice le résultat d'un crime dont il ne peut retomber sur elles le moindre soupçon de complicité. — Cette défense manquait complétement de la vraisemblance même la plus vulgaire. Le prévenu avouait toutes les choses matériellement prouvées et niait toutes les autres. L'instruction crut devoir le renvoyer devant la cour d'assises; mais, lorsque vint le jour du jugement, Onésime Alain s'était évadé. C'est seulement il y a quelques jours qu'il a reparu dans le pays, ramené par son imprudence, par sa confiance dans une trop longue impunité, ou plutôt par un arrêt de la Providence, qui ne laisse quelquefois les plus grands crimes impunis que pour leur infliger ensuite leur châtiment avec plus d'éclat. Onésime Alain, aujourd'hui entre les mains de la justice, est donc appelé de nouveau à se défendre; mais les preuves accumulées contre lui ne permettent guère d'espérer qu'il puisse le faire avec succès. »

Cette exposition de l'affaire fut suivie de la plaidoirie du ministère public. Il démontra l'épouvantable ingratitude d'Onésime, qui, comblé des bienfaits de son oncle, l'avait lâchement assassiné dans l'impatience que lui causait l'attente du testament. Il félicita Épiphane Garandin qui, saisi d'horreur à la vue d'un pareil forfait, avait rejeté loin de son cœur honnête une vieille amitié et n'avait pas hésité à faciliter à la justice l'accomplissement de ses rigoureux devoirs. Il termina en demandant contre Onésime l'application des articles 296, 297 et 302 du Code pénal.

Le président demanda à Onésime s'il avait quelque chose à dire pour sa défense et s'il avait fait choix d'un avocat. Un homme grand et sec perça la foule alors, s'avança jusqu'au pied du tribunal et dit :

— Monsieur le président, témoin cité, je demande, du consentement du prévenu, à prendre sa défense devant messieurs les jurés et les juges.

— Prévenu, dit le président, prenez-vous le témoin ici présent pour défenseur?

— Oui, monsieur.

— Comment vous appelez-vous?

— Hector-Eugène, comte de Sievenn.

Les habitans de Dive et de Beuzeval se regardèrent les uns les autres avec étonnement. Le président avait parlé assez bas, et M. Bréville, qui s'appelait maintenant le comte de Sievenn, avait répondu à l'instant même, lui qui semblait si souvent avoir peine à entendre les voix les plus fortes et les plus stridentes.

— Le témoin, dit le procureur du roi, n'est assigné que sous le nom de M. Bréville.

— Mettez Bréville, si vous voulez, c'est peu important. Voici cependant des papiers qui constatent mon identité.

— Ah çà! mais il n'est plus sourd, murmura Épiphane.

— C'est une singulière transformation, dit M. Malais. Du reste, je ne suis pas fâché que le propriétaire actuel de Beuzeval soit un homme tout-à-fait comme il faut; je m'en étais douté.

— Puis-je prendre la parole?

— Parlez, monsieur.

« Messieurs les jurés et messieurs les juges, je me trouvais sur la jetée du Hâvre au moment où un navire allait se perdre. Le danger était si effroyable, que les plus hardis pilotes hésitaient à se mettre à la mer. Onésime Alain se présenta, son exemple encouragea d'autres matelots. La fureur de la mer fut vaincue, et six hommes furent arrachés à une mort certaine. Le lendemain, au milieu d'un repas auquel on me fit l'honneur de m'admettre, Onésime Alain fut arrêté comme coupable d'un assassinat commis sur la personne de son parent et de son bienfaiteur dans l'intention de le voler. Moi qui avais vu le dévouement d'Onésime pour des inconnus, moi qui avais vu aussi de quel air il m'avait repoussé quand je lui avais sottement offert de l'argent, je trouvai l'accusation invraisemblable et absurde. Je n'abandonnai pas cet homme si brave et si généreux; je ne tardai pas à apprendre qu'il avait, il y a quelques années, exposé sa vie pour sauver celle de ce parent qu'on l'accusait d'avoir lâchement assassiné. Néanmoins des témoignages accablans se réunissaient contre lui. Des circonstances qui ressemblaient singulièrement à des preuves s'accumulaient. Je m'informai; je vis qu'Onésime allait être condamné; excusez mon audace, messieurs, mais je pensai que la justice se trompait, et qu'elle allait commettre une de ces très rares, mais très déplorables erreurs qui ont taché son hermine de quelques gouttes de sang innocent. Je n'avais absolument rien à répondre à l'accusation; mais une

voix éloquente me disait dans le cœur : Cet homme est innocent. Je le fis évader. Je fus aidé, je dois le dire, par un homme dont M. le procureur du roi vient de faire un remarquable éloge, par Épiphane Garandin, qui montra le plus grand zèle et le plus grand courage pour faciliter cette évasion. J'eus quelque peine à décider Onésime Alain à prendre la fuite. Il prétendait qu'étant innocent, il ne courait aucun risque d'être condamné. Votre sagesse, messieurs, était par lui dignement appréciée; mais je suis moins jeune, j'ai vécu, j'ai vu le monde, cela m'a donné une défiance sans aucun doute exagérée : je fis partir Onésime. J'ai quelques amis, quelque influence, même un peu d'argent. Onésime, dont l'éducation était nulle, travailla dans la retraite, travailla avec intelligence et opiniâtreté. Au bout d'un an et demi, il était reçu capitaine au long cours sous le nom d'Hubert, laissant, par mon conseil, de côté son nom d'Onésime Alain, en attendant qu'il pût le porter de nouveau sans tache et sans soupçon. »

— Mais, monsieur, dit le procureur du roi, il me semble que vous nous contez là des histoires qui vous sont parfaitement personnelles; ces épisodes n'appartiennent que très indirectement au procès, fatiguent l'attention de messieurs les jurés, et....

— Monsieur, répondit M. de Sieverin, vous avez parlé pendant deux heures et demie pour soutenir l'accusation, je ne demande qu'une demi-heure pour la détruire. Laissez-moi employer ma demi-heure à ma fantaisie. Messieurs les jurés, j'en suis sûr, ont trop d'intérêt à ne pas condamner un innocent pour s'ennuyer de mes paroles; d'ailleurs je vous ménage des détails qui à vous-même, monsieur le procureur du roi, procureront quelque satisfaction. — Puis-je continuer?

— Continuez, dit le président.

« Mon ami était à l'abri; je dis mon ami, messieurs, parce que l'homme assis là entre deux gendarmes m'avait fait l'honneur de m'appeler son ami, honneur que j'avais brigué le jour du sauvetage du navire, honneur que je trouvais plus grand encore depuis qu'il était malheureux, injustement accusé, et abandonné de tout le monde : le malheur donne aux hommes une sorte de consécration et les rend vénérables. Pour moi cependant, ce n'était point assez qu'Onésime Alain fût en sûreté contre l'erreur probable de la justice; je croyais, je sentais, je savais qu'il était innocent, et je n'avais pas la moindre preuve à en donner; cette preuve, il me la fallait, quand j'aurais dû consacrer ma vie entière à la chercher; c'était une grande et noble occupation, je m'y dévouai entièrement.

« J'arrivai à Beuzeval comme par hasard; je me montrai le plus sourd et le plus crédule de tous les hommes; je n'entendais rien, et je croyais tout. Ces deux infirmités écartèrent de moi toute défiance; on parlait librement devant moi comme si j'eusse été absent; je courus tout le

pays, je voulus savoir la vie de tout le monde. Il n'y a presque personne qui ne m'ait raconté à deux ou trois reprises l'histoire du meunier Éloi Alain trouvé mort dans sa chambre. Cent fois j'ai cru voir un commencement de clarté, cent fois je me suis heurté contre le faux et l'absurde. J'enregistrais tous les rapports, toutes les contradictions. Cela a duré trois ans, messieurs, et c'est seulement il y a trois semaines que j'ai eu la dernière preuve qui me manquait, non pas pour ma conviction, elle n'est pas plus forte que le premier jour, mais pour la vôtre, messieurs, et aujourd'hui je viens vous dire et vous prouver d'une manière irréfutable, d'abord, qu'Onésime Alain, mon ami, est innocent, ensuite que l'auteur de l'assassinat du meunier Éloi Alain est cet homme, Épiphane Garandin, dont M. le procureur du roi vient de faire l'éloge. »

En prononçant ces paroles, M. de Sievenn, la taille droite et majestueuse, les yeux étincelans, s'avança vers Épiphane, pâle comme un mort, le saisit par le bras, et, avec une force invincible, le traîna, jusqu'au milieu du prétoire, devant les juges et les jurés, muets d'étonnement et de terreur. Là, il répéta : Oui, messieurs, cet homme, Épiphane Garandin, est à la fois l'accusateur d'Onésime et l'assassin du meunier!

— Messieurs, s'écria Épiphane, c'est une calomnie; cet homme est fou.

Toute l'assemblée était dans la stupéfaction. Quand Épiphane, sur un signe du président, se remit à sa place, les témoins assis à côté de lui s'écartèrent, par une sorte d'horreur instinctive, pour ne pas le toucher. La cour délibéra. Les assistans, malgré les fréquentes invitations au silence, se communiquaient leurs impressions. Les femmes pleuraient. Le président, après avoir conféré avec les autres juges et avec le procureur du roi, fit conduire les témoins dans la salle qui leur est réservée, et ordonna qu'Épiphane resterait seul devant la cour. M. de Sievenn demanda alors que M. le président voulût bien faire introduire comme témoin la fille Désirée Maurel, qui avait été servante du meunier jusqu'à sa mort. Ce témoin, ajouta-t-il, n'a pas répondu à l'appel de son nom, pour des raisons que je me réserve de vous expliquer.

On appela, sur l'ordre du président, la fille Désirée Maurel, qui répondit aux questions d'usage, et alla rejoindre les autres témoins.

— Monsieur de Sievenn, demanda le président, voulez-vous continuer votre plaidoirie?

— Oui, monsieur le président. Je désirerais seulement qu'Épiphane Garandin répondît à une question.

— Dites-moi cette question, monsieur, et je la transmettrai au..... témoin.

— Voulez-vous, monsieur le président, demander au... témoin, pour parler comme vous, s'il persiste dans sa déclaration?

— Témoin Épiphane Garandin, que savez-vous de l'assassinat d'Éloi Alain, meunier à Beuzeval?

Épiphane se leva et dit : Je maintiens ce que j'ai dit dans l'instruction.

Le procureur du roi lut à haute voix la déposition d'Épiphane.

— Ainsi, dit le président, vous maintenez tout ce qui est contenu dans cette déposition?

— Oui, monsieur le président.

— Et votre conviction est que le meunier a été assassiné par Onésime Alain?

— Oui, monsieur le président.

— Est-ce là, monsieur de Sievenn, ce que vous désirez?

— Oui, monsieur.

— Il me semblerait juste et convenable, interrompit le procureur du roi, que, dans la nouvelle position que le défenseur du prévenu essaie de faire à un témoin, ce témoin fût, dès à présent, assisté d'un avocat. Est-ce l'avis de la cour?

Le président recueillit les avis, et demanda s'il se trouvait des avocats dans la salle. Plusieurs se présentèrent. — Épiphane Garandin, dit le président, je remets d'office votre défense à maître ***, c'est un de nos plus éloquens avocats; l'acceptez-vous?

— Oui, monsieur.

L'avocat se plaça auprès d'Épiphane, avec lequel il échangea de temps en temps quelques paroles à voix basse. Le président invita M. de Sievenn à reprendre la parole.

« Installé dans le pays, messieurs, ayant établi convenablement ma réputation de surdité et de crédulité, je pris pour gouvernante la fille Désirée Maurel, servante du défunt meunier, et pour secrétaire M. Épiphane Garandin, avec qui je n'avais eu que des rapports indirects lors de l'évasion d'Onésime. Maître Épiphane avait été tour à tour maître d'école, ferblantier, soldat, ménétrier, chantre, pharmacien, puis, en dernier lieu, assassin et faux témoin. Pour trouver de l'occupation au... témoin, comme l'appelle M. le président, je fis semblant de composer un ouvrage savant sur les huîtres. De ce moment, le combat fut engagé : tantôt je faisais vivre en paix Épiphane, sa femme et la fille Désirée; alors ils causaient sans se défier de moi; tantôt je jetais parmi eux quelques germes de discorde, et chacun d'eux, sous l'empire de la colère, me parlait des autres avec assez de liberté; j'écrivais, je composais mon dossier. Enfin, aujourd'hui, messieurs, je puis vous apprendre comment le crime a été commis en réalité. Je n'avancerai rien dont je n'aie à fournir les preuves les plus complètes.

« Onésime, poursuivi comme réfractaire, retenu dans le pays par une passion plus noble que raisonnable, trouvait un asile chez son oncle, auquel il avait sauvé la vie avec un rare dévouement. Voici une médaille qui constate sa belle action. Éloi Alain, — il faut le dire, malgré l'usage qu'ont les vivans de se débarrasser en faveur des morts de toutes les vertus qui les embarrassent, — Éloi Alain faisait l'usure. Il s'était approprié, par toute sorte de moyens peu honorables, la plus grande partie des biens de M. Malais de Beuzeval, et il le poursuivait à outrance pour faire vendre sa maison, tout ce qui lui restait d'une fortune considérable.

« Depuis long-temps, un lien d'amitié existait entre la famille d'Onésime et celle de M. Malais. Les enfans des deux maisons avaient été élevés ensemble. Onésime supplia son oncle d'avoir pitié d'un vieillard déchu d'une grande position de fortune, accablé par des malheurs de tout genre, et qui allait être réduit à la mendicité et au désespoir. Le meunier fut inflexible; le vieillard et le reste de sa famille allaient être chassés. Leur maison, leur dernier asile, allait être vendue, les affiches étaient apposées, lorsque Onésime, après s'être une dernière fois jeté aux genoux de son parent, ne prit plus conseil que de son désespoir. Il résolut de lui prendre la somme qu'il réclamait à M. Malais, pour que M. Malais la lui rendît le lendemain, sous forme de paiement. Éloi Alain était en voyage; Onésime ouvrit une cachette dont il soupçonnait la place, compta juste la somme nécessaire, puis, entendant du bruit, voyant un œil à travers la serrure, il prit la fuite et fit parvenir cette somme au malheureux débiteur du meunier, lequel, du reste, refusa d'en profiter, et la rendit quelques jours après à la succession. L'homme qui avait surpris Onésime et qui l'avait vu sans être vu par lui n'était pas le meunier, mais bien Épiphane Garandin, qui avait, comme Onésime, accès facile dans la maison. Soit qu'il eût voulu, comme Onésime, profiter de l'absence du meunier pour ouvrir la cachette, soit que, témoin par hasard de ce qui se passait, il eût songé qu'il lui était facile de faire retomber le vol sur un autre, il vida le trésor. Onésime avait enlevé huit mille sept cents francs, qui ont été restitués à la succession par M. Malais de Beuzeval; mais il restait en papier et en or vingt-huit mille francs, qu'Épiphane Garandin allait emporter lorsqu'il fut surpris à son tour, mais cette fois par le meunier, qui le saisit au collet, voulut crier, et qu'Épiphane étrangla, après quoi il emporta les vingt-huit mille francs.

« Le lendemain, on trouva le meunier mort et la cachette vide. Le cadavre avait dans la main un morceau de drap qu'il avait arraché probablement à l'habit de son assassin. On négligea de le mettre sous les scellés; quelques heures après, le morceau de drap avait disparu. Le voici.

« Épiphane, en rentrant chez lui, fut obligé d'avouer à peu près à sa femme ce qui s'était passé. Il avait, disait-il, trouvé le meunier assassiné, agonisant. Le voleur n'avait pas tout pris; il avait, lui, ramassé le reste, qui sans cela devait revenir à Onésime, assassin et héritier de son oncle. Dans les convulsions de son agonie, Éloi Alain, qu'il avait voulu secourir, avait déchiré sa redingote, sur laquelle avaient jailli aussi quelques gouttes de sang. Il ordonna à sa femme de brûler la redingote : celle-ci la mit au feu; mais, craignant que l'odeur du drap qui commençait à brûler ne se répandît dans le voisinage, poussée aussi peut-être par un sentiment d'avarice sordide ou par un aveuglement providentiel, la femme Garandin se hâta de retirer du feu la redingote, et la cacha. Depuis, elle la vendit à Caen à un fripier, nommé Samuel, qui la raccommoda et la revendit à un de ses confrères, Salomon, demeurant à Trouville, où je l'ai achetée. Voici la redingote, avec deux pièces d'un autre drap de même couleur, et remplaçant, l'une la partie arrachée par le meunier expirant, l'autre le morceau brûlé. Des chimistes retrouveront peut-être les traces du sang. M. le président peut faire citer les deux fripiers.

« Pendant qu'Épiphane croyait, comme il l'a toujours cru jusqu'à ce jour, que sa femme brûlait ce fatal vêtement, il allait trouver la fille Désirée, lui faisait la même fable qu'il avait faite à sa femme, mais avec quelques changemens dans les détails : il ne parla pas des vingt-huit mille francs. Il lui persuada d'enlever le morceau de drap laissé dans la main crispée du cadavre; mais cette femme, à laquelle certaines circonstances étaient suspectes, garda précieusement ce morceau de drap, que j'ai fini par me faire remettre. Elle était fort attachée à son maître. Épiphane la décida à tromper la justice, surtout en lui faisant espérer qu'on ne saurait pas que le meunier avait été assassiné par son neveu, ce qu'il serait, lui Épiphane, obligé de dire, s'il se trouvait en danger. Plus tard, quand elle fut suffisamment compromise par l'enlèvement du morceau de drap et par son mensonge à la justice, on se gêna moins avec elle, et elle en apprit un peu plus; mais elle crut toujours qu'Onésime était l'assassin. Aussi lui persuada-t-on de le laisser accuser, lorsqu'Épiphane, croyant voir planer quelques soupçons sur lui-même, se décida à perdre Onésime, contre lequel il n'était pas difficile d'accumuler des preuves apparentes. Cependant, tout pris qu'était Onésime dans les toiles qu'avaient ourdies autour de lui et le hasard et la perfidie de Garandin, celui-ci craignait qu'aux débats une lumière subite ou la prudence des juges ne vînt éclairer et faire apparaître la vérité. Aussi s'employa-t-il de son mieux à l'évasion de l'accusé. Quand j'eus pris la résolution de découvrir la vérité pour venir ensuite vous la dire, messieurs, je ne voulus pas par trop de précipitation rendre impossible une entreprise déjà au moins difficile. Aussi ai-je mis trois ans

à ramasser des preuves, et mon trésor est-il rassemblé grain à grain, comme celui d'une fourmi. Je réserve ce que j'ai à dire pour les témoins, quand M. le président voudra bien les interroger. »

Le président demanda alors à Épiphane ce qu'il avait à répondre à l'accusation que venait de porter contre lui M. de Bréville. Épiphane se leva et retomba sur son banc sans avoir pu prononcer un mot, puis il se releva et dit : — Il n'y a pas dans tout cela un mot de vrai, mais mon avocat répondra en plaidant.

L'avocat prit la parole, et dit : — J'ai conseillé à mon client de ne répondre à aucune question jusqu'à ce que j'aie conféré avec lui.

— Alors, dit le président, nous allons entendre d'autres témoins. Appelez la femme Garandin. Faites retirer Garandin, et que les gendarmes ne le quittent pas.

— Monsieur le président, demanda M. de Sievenn, puis-je adresser quelques questions aux témoins?

— Vous me les communiquerez.

Après les premières questions d'usage, le président demanda à Mme Garandin si elle reconnaissait la redingote achetée par M. Bréville. Elle affirma ne pas la connaître.

— Avez-vous vendu une redingote à Samuel, fripier?

— Je n'ai jamais vu Samuel, et je ne connais personne de ce nom.

— Asseyez-vous. Qu'on appelle le témoin Samuel.

Samuel fut interrogé : il reconnut au milieu des assistans la femme Garandin, qui lui avait vendu la redingote que lui avait achetée depuis Salomon de Trouville. D'ailleurs, cette vente était inscrite sur ses livres; seulement Mme Garandin avait un peu altéré son nom et avait dit s'appeler Mme Parentin.

— Et vous, femme Garandin, persistez-vous à nier avoir vendu au fripier Samuel la redingote qui vous est représentée?

— J'avoue que c'est vrai, mais j'ai peur. Je ne sais pourquoi on me fait toutes ces questions; je crains de faire des réponses qui me compromettent.

— Il n'y a que le mensonge qui puisse vous compromettre. Dites la vérité, ainsi que vous l'avez juré devant le Christ. Est-ce vous qui avez mis ces deux pièces, l'une remplaçant une déchirure, l'autre une brûlure?

— Non, monsieur.

— Votre mari ne vous avait-il pas ordonné de brûler cette redingote et n'avez-vous pas préféré la vendre?

— Tout ce que je me rappelle, c'est que je l'ai vendue.

— Le jour de l'assassinat du meunier, votre mari n'a-t-il pas apporté beaucoup d'argent à la maison?

— Non, monsieur, jamais nous n'avons été si pauvres que depuis ce malheur-là; tout le monde le sait bien.

— Monsieur le président, interrompit M. de Sievenn, voulez-vous demander à Mme Épiphane si ce n'est pas là une ruse imaginée par son mari, et qui la contrariait beaucoup. Demandez-lui aussi, je vous prie, si elle n'avait pas fini par obtenir de lui la permission d'acheter certains ornemens qu'elle mettait chez elle en fermant bien les portes. Demandez-lui si la première fois que je suis allé chez eux, dans sa précipitation, elle n'avait pas gardé un collier d'or, et si Épiphane, se fiant à ma surdité, ne lui a pas à ce sujet dit des injures à demi-voix en ma présence.

— On peut bien chercher à la maison, on n'y trouvera pas de collier d'or.

— Cela dépend du lieu où on cherchera. Si on lève une pierre sous les cendres, au fond du foyer de la cheminée, on trouvera le collier d'or et d'autres bijoux, et aussi la presque totalité des vingt-huit mille francs volés par Épiphane.

— Que répondez-vous à cela, femme Garandin ?

— Monsieur le président, je dis que cela n'est pas vrai.

— On va aller faire des recherches.

— Eh bien ! c'est vrai qu'il y a de l'argent, mais Garandin l'a trouvé.

— Monsieur le président, veuillez, je vous prie, demander à Mme Garandin si, dans une des querelles que j'avais soin de susciter entre elle et la fille Désirée, celle-ci n'a pas fait des allusions au crime d'Épiphane, qu'elle ne connaissait qu'en partie. Ne lui a-t-elle pas dit une fois entre autres : — Quand je voudrai, j'enverrai ton mari aux galères. A quoi Mme Épiphane a répondu d'un air suppliant et en me désignant; mais la fille Désirée a rappelé par un signe que j'étais sourd.

Mme Épiphane parut accablée et ne répondit pas. On fit paraître la fille Désirée, dont les réponses furent conformes aux assertions de M. de Sievenn. Elle se plaignit de M. Bréville, qui l'avait trompée si long-temps en faisant semblant d'être sourd; et puis, il avait l'air si bonasse, si crédule! on ne pensait pas à se défier de lui. Cependant elle se rappelle comment il avait soin tantôt de la brouiller, tantôt de la raccommoder avec les Alain. C'est par son conseil qu'elle avait quitté le pays.

On fit revenir Garandin. Le procureur du roi lui demanda où il avait trouvé l'argent qui était chez lui. Il répondit qu'il n'avait pas trouvé d'argent.

— Ce n'est pas la peine de nier plus long-temps, répliqua le magistrat; votre femme vient d'avouer que vous avez trouvé de l'argent.

— J'ai trouvé une fois un écu sur la route de Trouville.

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit de vingt-huit mille francs qui sont sous une pierre de votre cheminée. Votre femme, interrogée sur l'origine de cette somme importante dans votre situation, dit que vous l'avez trouvée.

L'avocat se leva et dit qu'il engageait derechef son client à ne pas répondre. — Messieurs les juges et messieurs les jurés, ajouta-t-il, la position du client qui m'a été donné ne me permet pas de le défendre sans quelques préparations et sans avoir conféré avec lui. Je demande donc que l'affaire soit remise à quelques jours. Nous aurons sans doute quelques témoins à faire citer, et nous demandons des délais convenables.

Le tribunal pensa que, de son côté, il avait des témoins à faire mander. Les distances étant fort rapprochées, il remit l'affaire au surlendemain ; mais il décida qu'Épiphane Garandin serait retenu en prison ainsi que sa femme et la fille Désirée, que tous les prisonniers seraient tenus au secret et ne pourraient conférer, même avec leurs défenseurs, qu'à partir du lendemain à midi, attendu que la nouvelle face qu'avait prise l'affaire exigeait un supplément d'instruction. Les gendarmes emmenèrent d'abord Onésime, puis Épiphane Garandin, sa femme et Désirée.

Je n'ai pas besoin de dire à quelle émotion tous nos personnages furent en proie jusqu'au jour du jugement. Tranquille et sa femme s'embrassaient, pleuraient et remerciaient le ciel. Pulchérie et Bérénice se vantaient de n'avoir jamais cru Onésime coupable; tout le monde maudissait Épiphane et son double crime; mais surtout on s'entretenait de M. de Sievenn, de sa patience et de son dévouement à l'innocence; on rendait grace à la Providence qui lui avait inspiré une ténacité si extraordinaire.

Le surlendemain arriva; l'avocat d'Épiphane plaida longuement, mais il ne dit pas grand'chose. D'ailleurs, M. de Sievenn avait un inflexible cahier rempli de notes accablantes, qui, lorsqu'elles étaient niées par un des accusés, étaient prouvées et reconnues vraies par les témoins. Il y avait là des observations pour chaque jour pendant trois ans, et souvent même il y avait trois ou quatre observations pour le même jour. La cour et les assistans furent très scandalisés d'entendre le chef du jury déclarer que les jurés reconnaissaient en faveur d'Épiphane des circonstances atténuantes. On ne manqua pas de rappeler que, dans le jugement qui avait frappé par contumace Onésime innocent, celui-ci n'avait pas rencontré le même bénéfice et avait été bien et dûment condamné à mort. Épiphane fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, sa femme à cinq ans de prison et la fille Désirée à un an, dont elle ne fit que trois mois, M. de Sievenn s'étant intéressé à elle comme il le lui avait promis.

Pour Onésime, il fut déclaré qu'*il n'y avait lieu à suivre contre lui*, et la cour ordonna qu'il fût sur-le-champ *relaxé* et mis en liberté *s'il n'était détenu pour autre cause*. C'est par là que commença et que commence d'ordinaire le dispositif du jugement quand il y a plusieurs ac-

cusés. Par une attention délicate de la justice, l'innocent acquitté apprend ainsi son sort le premier. Onésime, bien que conscrit réfractaire, fut immédiatement relâché, M. de Sievenn s'étant porté caution pour lui et le président ayant promis d'obtenir sa grace. L'assistance vit avec attendrissement ce grand et beau jeune homme, auquel les gendarmes livraient passage, s'aller mettre à genoux devant son père et sa mère, qui le bénirent avant de l'embrasser. M. de Sievenn avait des voitures toutes prêtes, et tout le monde se mit en route pour Dive.

Ce n'est que quelques jours après qu'un autre jugement rendu devant un tribunal civil ordonna la délivrance à Onésime Alain du legs de son cousin Éloi Alain, conformément au testament de celui-ci; mais c'était là une affaire de forme dont on n'apprit le résultat que par une lettre de l'avoué. Je n'ai pas besoin de dire quelle fut la joie de toute la famille Alain quand elle se retrouva dans la chaumière de Dive, où Onésime coucha cette nuit-là. Pélagie, par une douce et délicate prévision de femme, appela Pulchérie et, la serrant dans ses bras, lui dit : Ma fille !

XXIX.

Les jours suivans, on ne vit plus ni Pulchérie, ni Onésime. Onésime ne quittait pas le château de Beuzeval, où il était probablement occupé avec M. de Sievenn. Pulchérie, sous divers prétextes, resta chez elle à Cabourg. Une indisposition de M. Malais vint d'ailleurs remplacer les prétextes par une raison. Certaines révélations qui s'étaient faites au procès relativement à sa ruine l'avaient profondément humilié. Il s'écriait sans cesse : Que dira-t-on, mon Dieu ! je n'oserai plus montrer ma figure dans le pays; j'avais caché ma misère avec tant de soin et de succès, et voilà que ces maudits bavards en font le texte de leurs plaidoiries. — Pulchérie n'osa pas lui dire que personne n'avait jamais été dupe de sa triste comédie. Bérénice vint souvent voir Pulchérie; mais Bérénice elle-même était embarrassée. Contre l'attente de toute la famille, Onésime ne parlait pas d'épouser Pulchérie, on n'osait pas lui en parler non plus; mais Pélagie et Bérénice en causaient entre elles. — Cela manquerait à mon bonheur s'il ne me donnait pas Pulchérie pour fille, disait la bonne mère; je sens que je hais déjà celle qu'il épousera à sa place.

— On ne peut forcer personne pour ces choses-là, disait le père Alain; mais j'espère que ce n'est pas parce qu'il est devenu riche et que Pulchérie est pauvre qu'il est changé à son égard, j'espère que ce n'est pas cela.

— Oh! non, bien sûr, s'écria Bérénice, et je suis certaine qu'il ne pense

pas à autre chose qu'à épouser Pulchérie; je gagerais qu'il viendra ce soir, mes chers parens, vous demander votre consentement.

— Il ne l'attendra pas long-temps, dit Pélagie.

Mais il ne vint ni ce soir-là, ni les soirs suivans, et Bérénice commença à s'inquiéter. Aussi ses conversations avec Pulchérie étaient-elles embarrassantes; elle craignait de froisser le cœur ou de blesser l'orgueil de Mme de Morville. Pulchérie pleurait et disait : — Il a raison, il me rend mes dédains. Ne l'ai-je pas dédaigné, moi, quand il m'aimait tant et qu'il était pauvre? Hélas! le ciel m'est témoin que ce n'est pas sa pauvreté qui m'empêcha alors de songer à lui. Comme il est changé! comme son visage a pris de la noblesse! comme sa démarche est imposante! Et, depuis si long-temps que je sais qu'il s'était sacrifié pour moi, comment ne l'aurais-je pas aimé pour tant de misères endurées à cause de moi! mais aujourd'hui je dois l'éviter et lui cacher ma tendresse; quel malheur qu'il soit riche!

M. Malais l'appela auprès de son lit.

— Pulchérie, dit-il, je n'ose pas trop te demander de quitter tes amis; mais, moi, il faut que je m'éloigne de Beuzeval : on sait maintenant que je suis pauvre, je n'ose pas sortir; les enfans me montreront au doigt, je ne resterai pas ici.

— Nous partirons quand vous voudrez, cher oncle, cher père; je ne demande pas mieux, pourvu que j'aie quelques nouvelles des amis que je laisserai ici, pourvu qu'une lettre de temps en temps m'apprenne qu'ils sont heureux. Je pense que vous et moi nous serons mieux partout ailleurs; je vais écrire à Mme de Fondois, mon ancienne amie, je vais la prier, elle qui va dans le monde, de me trouver à Paris des leçons de piano. Nous irons à Paris : là on paraît ce qu'on veut, personne ne sait ce qui se passe chez vous et n'en prend souci; je vous soignerai bien, nous vivrons heureux.

— Merci, merci! ma douce Pulchérie, s'écria le vieillard, je n'aurais pas osé te le demander, mais tu me sauves la vie; je ne voulais pas te laisser seule, et cependant je ne pourrais plus vivre ici, ici où tout le monde me sait dans la misère, ici où le meilleur sentiment que je pourrais inspirer serait de la pitié; merci, merci! Quand partirons-nous?

— Quand vous voudrez, mon oncle; mais ne pensez-vous pas qu'il faille attendre la réponse de Marie?

— Comme tu voudras; toujours est-il que je ne mettrai pas les pieds hors de la maison, si ce n'est pour quitter Dive et n'y jamais rentrer. Oh! non; je ne donnerai pas aux gens le plaisir de rencontrer pauvre et humilié par les chemins le seigneur de Beuzeval qu'ils ont vu riche et heureux. J'attendrai; d'ailleurs je n'ai pas bien besoin de sortir : qu'est-ce que je vois quand je sors? Des terres qui ont été à moi, des

bois à moi que l'on abat, le château de Beuzeval, un château où j'ai dépensé tant d'argent et de soins, et où je ne puis promener mes regards qu'à travers une grille. On dit que ce M. de Sievenn, qui a fait une belle action en sauvant un innocent de l'échafaud, mais qui a parlé de choses et de gens dont il aurait pu se dispenser de parler, fait énormément travailler à Beuzeval, comme si j'y avais laissé quelque chose à faire. Je suis sûr qu'il gâte tout; je voudrais seulement y entrer une fois pour voir le mauvais goût de ces gens-là.

— Pourquoi faire, mon oncle? ce serait vous donner encore de nouveaux chagrins; pour moi, pourvu que j'apprenne quelquefois que mes amis d'enfance sont heureux, et ils le seront, — ils ont maintenant tout ce qui leur manquait, — je ne regretterai ici que des tombeaux.

Le vieillard revint en peu de jours à la santé par l'espoir de quitter bientôt Dive; il ne voulait pas même ouvrir une fenêtre, et ne prenait l'air que le soir pour ne pas être vu.

On reçut bientôt une lettre de Marie de Fondois. Le ton de cette lettre était un peu protecteur. Cependant Marie s'était occupée de ce que lui avait demandé Pulchérie; elle lui avait déjà trouvé deux leçons et était sûre d'en trouver d'autres. La lettre renfermait beaucoup de doléances sur le malheureux sort de Mme de Morville, et cela sous une forme assez peu obligeante. Il faut dire pour l'explication de ceci que Marie de Fondois n'avait pas supporté avec patience d'être éclipsée dans le monde par Pulchérie de Morville, qui, pendant un temps du reste assez court, avait été plus riche et plus élégante qu'elle, et n'avait pas cessé d'être plus belle. Malgré le ton dédaigneux de son amie, Pulchérie fut enchantée de cette lettre, et, d'accord avec M. Malais, elle pressa les préparatifs de leur départ.

Un jour, Bérénice rentra à la maison, tomba dans les bras de Pélagie, et fondit en larmes. — Tu ne sais pas, maman, Pulchérie va quitter le pays. Je l'ai trouvée faisant des paquets. Elle va à Paris avec M. Malais; elle dit que M. Malais ne peut supporter d'être pauvre là où il a été riche, surtout depuis qu'on a parlé dans le procès d'Onésime d'une misère qu'il croyait avoir cachée à tout le monde. Depuis ce temps-là, il n'a pas voulu sortir une seule fois de sa maison, tant il est honteux, et tu ne saurais croire combien il est changé. Pulchérie va donner des leçons de piano à Paris, et je pense aussi qu'elle n'est pas décidée seulement par le chagrin de M. Malais : Onésime et son inexplicable indifférence y sont pour beaucoup. Elle a souvent les yeux rouges. Je ne lui parle pas d'Onésime, car, à vrai dire, je ne sais que penser de lui; elle ne m'en parle pas non plus, mais je vois bien que cela lui ronge le cœur. Il faut dire aussi qu'Onésime est bien singulier. Lui qui n'a jamais vécu que pour elle, au moment où il peut l'avoir, il a

l'air de ne pas seulement y penser. Je ne veux cependant pas croire qu'il soit changé ainsi parce qu'il est devenu riche. D'ailleurs, que pourrait-il désirer? Pulchérie est si belle, si distinguée, et elle l'aime! Je lui ai tant parlé, depuis trois ans, de l'amour, du dévouement et des chagrins de mon frère! Enfin Pulchérie va partir, et en effet je comprends qu'elle ne veuille pas rester ici. Je n'ai rien pu lui dire; j'étouffais et je suis accourue pour pleurer avec toi.

— Mais c'est affreux, s'écria Pélagie; je ne veux pas que Pulchérie s'en aille. Il est vrai qu'Onésime ne nous gâte pas non plus; il est toujours en course au château de M. de Sievenn. Ce M. de Sievenn lui a rendu un grand service, et c'est un véritable ami; mais enfin il ne peut pas lui faire oublier sa famille et sa maîtresse. Écoute, Bérénice, cela ne peut pas aller ainsi; il faut au moins qu'il s'explique. Prends ta cape, et allons toutes les deux au château, nous lui parlerons; il faudra bien qu'il nous laisse voir ce qu'il a dans le cœur.

— Allons, ma mère.

Toutes deux se mirent en route. Comme elles passaient à une petite distance du cimetière de Beuzeval, elles virent Pulchérie qui était à genoux sur la tombe de son enfant, et qui alla ensuite prier sur celle de sa tante; puis elles la virent cueillir des fleurs sur les deux tombes et baiser la pierre qui les recouvrait.

— Ma mère, dit Bérénice, vois-tu, elle vient leur dire adieu.

Elles ne furent pas long-temps sans arriver au château. Elles demandèrent Onésime. On leur dit qu'il était parti le matin à cheval, mais qu'il ne tarderait pas à rentrer. Elles attendirent une demi-heure, et il arriva. Il embrassa sa mère et sa sœur avec effusion.

— Onésime, dit Pélagie, nous venons de passer auprès du cimetière de Beuzeval; nous avons vu Pulchérie qui disait adieu aux morts qu'elle y laisse.

— Adieu?

— Oui, ajouta Bérénice, elle s'en va à Paris avec M. Malais; elle quitte Dive pour n'y plus revenir.

Onésime devint pâle, et, prenant sa sœur par le bras, il s'écria : — Elle n'est pas partie, au moins, elle n'est pas partie?

— Oh! maman, s'écria Bérénice en pleurant de joie, il l'aime; tu vois bien qu'il l'aime toujours.

— Que veux-tu dire? demanda Onésime.

— Nous pensions que tu n'aimais plus Pulchérie.

— Moi! Et pourquoi donc ai-je vécu? quel a donc été toujours le but de ma vie? en quoi a-t-on pu en douter?

— Mais, dit Pélagie, ta conduite a été bien singulière, et Pulchérie a dû se croire dédaignée.

— Dédaignée, Pulchérie! Mais je l'adore, ma mère, mais je ne respire que pour elle! Je n'ai pas cru un moment qu'elle en pût douter ni vous non plus.

— Eh bien! ton silence, dont elle ne dit rien, est sans aucun doute ce qui la fait partir, quoiqu'il y ait aussi le vieux Malais qui meurt de chagrin et ne veut rester ici à aucun prix.

— C'est une idée de M. de Sievenn qui me retient ici; mais tout est fini. Comment! vous avez pu croire que j'oubliais Pulchérie? Vous êtes sûres qu'ils ne partent pas aujourd'hui, au moins?

— Oh! non, Pulchérie ne nous a pas dit adieu.

— Mais êtes-vous certaines qu'elle veut vous dire adieu? Redescendez bien vite, surveillez tout; mon père est-il à la maison?

— Oui.

— Eh bien! je vais chercher M. de Sievenn, attendez-moi à Dive.

Pulchérie resta plus d'une heure dans le cimetière à pleurer, à prier, à répéter : Adieu, adieu! Puis elle rentra à Cabourg, où elle trouva le vieux Malais tout joyeux, car on devait partir le soir même, et Pulchérie laissait le vieillard arranger les choses au gré de sa triste et maladive vanité. Ils avaient vendu leurs meubles, et n'emportaient que leurs vêtemens et leur linge. M. Malais, se voyant un peu d'argent, voulait sortir *décemment* du pays qui lui paraissait triompher de sa pauvreté. Il voulait se faire conduire *en chaise de poste* jusqu'à Honfleur. — Là, dit-il, on ne nous connaît pas, nous pourrons voyager dans la rotonde de la diligence, et nous rattraperons ce que nous aura coûté la chaise de poste. Ici, nous allons dire que nous partons pour Paris à cause d'un héritage important qui nous est survenu; j'en ai déjà dit un mot au maire de Dive, qui passait devant la porte et que j'ai fait entrer un moment : cela va bientôt courir tout le pays; j'ai écrit pour avoir une chaise de poste, cela confirmera l'histoire de l'héritage; de cette manière, quand on parlera de moi à Dive ou à Beuzeval, au lieu de dire : C'est un pauvre diable qui s'est ruiné et qui est mort dans la misère, on dira : Oh! oh! M. de Beuzeval, voilà un homme qui avait du bonheur; on l'avait ruiné en abusant de sa générosité; eh bien! il lui est survenu une fortune plus belle encore que la première. — Vois-tu, quand les gens sont pauvres, on dit toujours que c'est leur faute, c'est plus commode; mais, si on nous croit redevenus riches, on trouvera toute sorte d'excuses à mes sottises.

— On ne dira que la vérité, mon cher oncle, en disant que vous vous êtes ruiné par votre générosité.

— Et un peu aussi par la vanité de m'allier à un comte, petite nièce. C'est égal, j'ai écrit à la poste d'envoyer ce soir à six heures une chaise de poste pour M. Malais de Beuzeval et Mme la comtesse de Morville. A six heures, les pêcheurs seront rentrés, je veux qu'on nous voie partir,

qu'on nous voie partir en chaise de poste. As-tu fait tes adieux à la famille Alain?

— Pas... tout-à-fait... mon oncle; ils sont de ma famille aussi, et si vous vous accusez d'un peu de vanité, je puis, moi, m'accuser avec au moins autant de raison d'en avoir eu beaucoup et de la plus mauvaise espèce. Je n'ai pas toujours été pour la famille Alain ce que j'aurais dû être, et cependant je les ai toujours trouvés bons, tendres et dévoués, sans parler du dévouement sublime de l'un d'eux. Je vais aller à Dive. Je voudrais bien que cette pénible épreuve fût passée; je vous avoue que je la redoute plus que tout le reste.

— N'oublie pas de leur faire part de l'héritage, parce que, si nous ne disons pas la même chose à tout le monde, on finira par découvrir la vérité.

Pulchérie mit sa mante et allait sortir, lorsqu'on frappa à la porte, et on vit entrer Tranquille Alain avec Pélagie et Bérénice en habits de dimanche. Ils étaient suivis de M. de Sievenn, d'Onésime et du fils Glam, qui resta en dehors avec M. de Sievenn.

— Bien le bonjour, monsieur de Beuzeval, dit Tranquille Alain; mais qu'est-ce que ces paquets? est-ce que vous allez en voyage?

— Oui, mon cher Alain, oui, mon bon ami; j'avais un cousin qui s'est laissé mourir, le cher homme, c'est le seul plaisir qu'il ait fait à quelqu'un dans sa vie; pendant que je me ruinais bêtement ici, lui s'enrichissait à Paris, et il est mort juste à temps pour rétablir mes affaires. Me voici un peu plus riche que je n'étais auparavant. Nous allons à Paris, où nous devons nous fixer.

— Oh! alors, monsieur de Beuzeval, je ne sais plus s'il faut vous dire ce que... Non... je crois que non.

Pélagie entraîna Pulchérie dans une autre chambre, et lui dit : — Est-ce vrai cet héritage? Alors il n'y faut plus penser. Ce pauvre Onésime va te perdre encore une fois. Il t'aime;... il en mourra cette fois... Je sais pourquoi il ne disait rien...

— Ma bonne mère, dit Pulchérie, c'est parce que ce n'est pas vrai qu'il me perd et que je le perds aussi, car je n'ai appris à le connaître que pour le regretter.

— Rentrons, dit Pélagie.

— Mon bon ami, disait M. Malais à Risque-Tout, si je puis vous être utile à Paris, vous me le direz; je serai enchanté de vous servir.

Pélagie prit à part son mari, Onésime et Bérénice. Alors Alain s'avança vers M. de Beuzeval : — Écoutez, monsieur de Beuzeval, lui dit-il, ce n'est pas pour votre argent que nous vous avons toujours aimé dans notre famille; nous ne vous respectons pas moins depuis que vous êtes ruiné. Je ne sais si vous avez bien voulu y faire attention. Ce n'est donc pas à nous qu'il faut faire des histoires.

Ici Pélagie fit des signes à son mari pour l'empêcher de continuer; mais ce fut parfaitement inutile. Alain poursuivit : — Il ne s'agit pas de ça. Je sais la distance qu'il y a entre vous et nous, monsieur de Beuzeval; nous ne vous méconnaissons pas, et ce n'est pas parce que vous avez un peu moins d'argent aujourd'hui que nous nous en ferons accroire. C'est un peu hardi ce que je vais vous dire, mais il faut pourtant que je vous le dise : vous connaissez Onésime depuis son enfance; on l'a élevé avec Pulchérie; ç'a été son dieu toute sa vie; il s'est toujours dévoué à elle; il a pour elle exposé sa vie, son honneur. Il nous a rendus bien malheureux tous pendant plusieurs années; il m'a fait bien des fois désirer d'être mort; enfin, c'est fini, n'en parlons plus. Onésime n'est plus un paysan; il a étudié, il parle comme un monsieur; il est capitaine au long cours, il est riche. Ce n'est pas quelque chose qui peut vous toucher; mais, pour diminuer un peu la distance qu'il y a entre vous et nous, il ne faut rien négliger de nos petits avantages. Eh bien! monsieur de Beuzeval, voulez-vous lui donner Pulchérie?

M. Malais allait répondre et commençait : — Ma nièce, Mme la comtesse de Morville... Pulchérie le pria de l'excuser si elle l'interrompait, et dit : — Je ne veux pas avoir dédaigné Onésime quand j'étais riche, et l'accepter quand il est riche à son tour et que je suis devenue pauvre. Certes, depuis que je le connais, depuis que je sais ce qu'il a fait pour moi, j'ai conçu pour lui des sentimens aussi affectueux qu'il pourrait le désirer; mais il faut que je parte.

— Pardon, dit Onésime. Pulchérie, au nom de l'amour le plus profond, au nom d'une existence qui vous a été consacrée tout entière, est-ce la seule cause qui vous empêche d'être à moi?

— Je voudrais être riche ou que vous fussiez pauvre, Onésime.... mais cessez de me mettre à une épreuve trop cruelle. Il faut que je parte, et je partirai.

Onésime alla appeler M. de Sievenn. Celui-ci s'avança vers M. Malais et lui dit en ouvrant une tabatière pleine de cendres :

— Que voyez-vous là-dedans, monsieur de Beuzeval?

— Pourquoi cette question, monsieur?

— Vous le sauriez déjà, si vous m'aviez répondu.

— Eh bien! je vois quelques pincées de cendres.

— Ah!... Eh bien! ces cendres sont tout ce qui reste de l'acte de vente du château de Beuzeval et des titres de ce que vous deviez au meunier. Peut-être même s'y mêle-t-il un peu des cigares qu'Onésime et moi nous avons allumés avec ces paperasses.

Tous les assistans restèrent ébahis.

— De sorte que vous ne m'avez jamais vendu Beuzeval, de sorte que vous n'avez jamais dû un sou dessus.

— Mais, monsieur, dit M. Malais, je ne sais si...

— Cela ne me regarde pas, monsieur de Beuzeval; j'avais acheté Beuzeval pour le compte d'Onésime, qui m'a parfaitement remboursé. Il m'a dit ses raisons pour allumer nos cigares avec les papiers en question; je les ai trouvées bonnes, et jamais cigares ne m'ont paru aussi délicieux. Si vous voulez qu'il vous dise ses raisons, j'espère que vous serez de mon avis.

— Monsieur de Beuzeval, dit respectueusement Onésime, je suis, vous le savez, je crois, héritier de mon cousin le meunier de Beuzeval. J'ai trouvé dans ses papiers des preuves qu'il y avait eu des erreurs graves dans les affaires qu'il avait faites avec vous et avec votre parent M. le comte de Morville. Ces erreurs ont porté les intérêts des sommes prêtées à un taux exorbitant et ruineux. Mon cousin est mort subitement, et j'ai cru, pour sa mémoire, devoir effacer une injustice qu'il n'avait pas eu le temps de réparer. Les hypothèques sur le château de Beuzeval et sur une partie de ses dépendances m'ont paru devoir être annulées. Vous ne pouvez, monsieur, refuser d'accepter ce qui est à vous, ce qui ne vous avait été enlevé que par une erreur de comptes.

— Eh quoi! Onésime, c'est toi, toi qui me rends le château de Beuzeval, mon château où ma pauvre Dorothée est morte! Je pourrais encore demeurer à Beuzeval!

— Soufflez là-dessus, monsieur, dit M. de Sievenn à M. Malais en lui présentant la tabatière où était la cendre. Vous ne voulez pas? je vais souffler moi-même. — Et la cendre s'envola et tomba dans la chambre. — Voilà qui est fini, ajouta M. de Sievenn. Mais qu'est-ce que cette voiture qui s'arrête devant cette porte?

— C'est une voiture que j'ai demandée pour la comtesse de Morville, ma nièce, et pour moi, à cause de notre départ.

— Elle va vous conduire chez vous, à Beuzeval, où vous retrouverez tout comme vous l'avez laissé. Nous avons eu assez de peine à remettre tout en ordre, Onésime et moi.

Le vieillard, succombant à tant d'émotions, tomba assis et pâle dans un fauteuil. Pulchérie se précipita pour le secourir. On donna de l'air, il ouvrit presque aussitôt les yeux.

— N'ayez pas peur, dit-il, cela ne fait pas de mal. Mais enfin, Onésime, que veux-tu, mon garçon? je n'ai rien au monde que ce que tu me donnes. Demande à Pulchérie si elle est plus riche que moi.

Onésime se tourna vers son père et lui donna des papiers que lui tendit M. de Sievenn : — Un fils, dit-il, ne peut pas être plus riche que son père. Ces papiers vous donnent tout ce qui vient du cousin Éloi. Tout est à vous et à ma mère. Vous prendrez chez vous Bérénice et Glam, moi et Pulchérie, si elle y consent. Puis, s'adressant à Pulchérie : — Pulchérie, ajouta-t-il, ma vie tout entière a été à vous jusqu'ici;

voulez-vous en accepter le reste? Je ne suis digne de vous que par mon amour.

Pulchérie se jeta dans les bras de Pélagie, puis dans ceux de Bérénice, qu'elle embrassa sur les deux joues. Onésime cueillit ces baisers sur les joues de sa sœur.

Il y a une douzaine d'années à peu près, par une chaude journée d'août, je me promenais sur la côte de Beuzeval. Le soleil brûlait la terre; les oiseaux se taisaient; on n'entendait que les sauterelles dans les chaumes. Je m'étais assis à l'ombre des saules, au bord de la riante et limpide rivière de Beuzeval, qui murmurait sur les cailloux, en baignant le cresson et les myosotis aux fleurs bleues.

Non loin de moi s'était mis aussi à l'ombre un vieux berger, vêtu d'une souquenille brune; d'un chapeau à larges bords s'échappaient de longues mèches de cheveux blancs qui venaient se mêler à une barbe également blanche; malgré cela, il était loin d'avoir l'air vénérable. Sous ses sourcils épais on voyait des yeux pleins de ruse, qui semblaient éviter les regards. Ses chiens haletaient couchés à ses pieds. Les moutons cherchaient, dans les chaumes coupés, de petits liserons à fleurs rose pâle, qui exhalent une odeur d'amande, seule verdure que le soleil eût laissée dans le champ où ils se trouvaient. Quelques-uns broutaient un peu d'herbe sous les arbres, ou s'efforçaient d'atteindre quelques feuilles aux branches pendantes des saules.

Je voulus faire causer le berger. Je risquai l'observation usitée en pareil cas, qu'il faisait bien chaud. D'une part, il ne pouvait nier la chose; d'autre part, j'en paraissais tellement convaincu, que je n'avais pas besoin d'être confirmé dans cette opinion par l'assentiment du berger. Il n'y avait pas besoin de réponse, il ne me répondit pas. Je lui demandai alors combien il y avait de chemin de Beuzeval à Dive, où je logeais, et quel était le chemin le plus court. Il se leva, rassembla ses moutons, siffla ses chiens et se mit en marche sans m'avoir répondu. Je ne tardai pas à le voir disparaître derrière les haies.

Je m'égarai un peu en rentrant à Dive; mon hôtesse me dit : Monsieur, ce n'est pas ma faute si votre dîner ne vaut rien; il n'y a réellement pas de bon sens à rentrer dîner à sept heures.

— Ma foi, dis-je, c'est la faute d'un berger qui n'a pas voulu m'enseigner mon chemin, et je me suis un peu égaré.

— Je ne risque rien, murmurai-je en m'adressant à la fille de l'hôtesse, de mettre la chose sur le dos à l'homme que j'ai rencontré. Si sa

physionomie ne me trompe pas, il en a d'autres et de plus lourdes sur la conscience.

— Si c'est celui que nous savons bien, dit l'hôtesse qui écoutait toujours ce qu'on disait à sa fille, surtout quand on parlait bas, si c'est un homme très vieux, très maigre, à cheveux blancs et à barbe blanche, vous n'en imaginerez jamais sur lui autant qu'il en a fait. Aujourd'hui il est sorcier, il jette et lève des sorts, il préserve les jeunes gens de la conscription; mais il est sombre et taciturne, il y a des endroits où il ne passe jamais. Vous ne le feriez pas descendre jusqu'au moulin de Beuzeval pour tout l'or du monde. Je parle du moulin qui est au bord de la mer. Il y a bien long-temps, il a assassiné un meunier à qui était, non pas le moulin, mais un autre bâti à la même place. Il ne passe pas non plus sur l'emplacement où était autrefois le château de Beuzeval. Il y a là-dessus une histoire... terrible, où il est question de bien du monde; mais la plupart des gens d'alors sont morts, les autres ont quitté le pays et ne sont plus jeunes. Le berger Garandin a, dit-on, quatre-vingt-seize ans, mais il mourra ici. Il avait, dans le temps, été condamné aux galères à perpétuité; il a eu sa grace au bout de douze ans. Seulement on ne lui permet pas de s'écarter du pays où, tout vieux qu'il est, on le surveille sévèrement.

Je demandai si on pourrait me raconter cette terrible histoire. L'hôtesse me mena chez une très vieille femme sourde qui faisait de la dentelle noire. Elle avait connu tous les personnages de ce récit, et était parente de Désirée, la servante du meunier. Elle mit plusieurs jours à se rappeler et à me conter l'histoire.

Je viens de vous la conter à mon tour.

ALPHONSE KARR.

STATISTIQUE LITTÉRAIRE.

DE

LA PRODUCTION INTELLECTUELLE

EN FRANCE DEPUIS QUINZE ANS

I. — *La Littérature française contemporaine*, dictionnaire bibliographique, 1840-47.[1]
II. — *Journal de la librairie*, 1830-47.

Théologie, Droit, Philosophie, Économie politique.

I.

Positive comme la statistique, aussi aride en apparence, mais non moins féconde en enseignemens inattendus, parce qu'elle groupe les idées comme la statistique groupe les faits, la bibliographie, qui touche à toutes les sciences, qui les embrasse, les éclaire, les rattache entre elles, est généralement, malgré son extrême utilité, renfermée en France dans un cercle restreint d'hommes spéciaux, et c'est peut-être à cette indifférence du public et même des gens de lettres et des savans pour les études bibliographiques que nous devons tant d'ouvrages inutiles sur des sujets déjà plus heureusement traités, tant d'omissions inexcusables dans les livres les plus sérieux, et surtout cette ignorance de notre

(1) Chez Félix Daguin, quai Voltaire, 11.

histoire littéraire que nous reprochent les Anglais et les Allemands, mieux renseignés que nous, il faut en convenir, sur les écrivains qui font leur gloire. L'homme de lettres qui écrit son livre s'inquiète peu de ce que d'autres écrivent autour de lui. Le public, de son côté, lit souvent sans chercher ce qu'il doit lire, sur l'enseigne trompeuse d'un nom, sur la foi plus trompeuse encore d'une mention complaisante ou intéressée, et, pour un volume qu'on ouvre au hasard, on en laisse passer mille sans en soupçonner même l'existence. Le bibliographe, au contraire, fidèle à sa devise : *Livres nouveaulx, livres viels et anticques*, s'embusque à l'affût de tout ce qui s'imprime et se réimprime. Il dresse le bilan de toutes les idées humaines; il sait tous les détours des nécropoles silencieuses de la science et des lettres, et, cicerone intelligent, il indique à chacun la place où dorment les morts qu'il cherche, ce que ces morts ont laissé de leur passage dans ce monde, et les volumes qu'il faut fouiller.

Au XVI[e] siècle, quand on touchait aux origines de l'imprimerie, quand l'apparition d'un livre était encore un événement, la bibliographie était nécessairement fort restreinte, et tout se bornait à quelques catalogues qui ne donnaient que des titres; mais, dans le siècle suivant, les progrès furent rapides. Les catalogues s'éclairèrent par la critique, se complétèrent par l'histoire littéraire et par la biographie. De nos jours, la science bibliographique, par l'accumulation même des livres, a pris une extension nouvelle. Elle a produit des travaux également utiles à ceux qui lisent, composent, achètent ou vendent des livres. Il suffit de nommer parmi les auteurs de ces travaux MM. Van Praët, Barbier, Renouard, Brunet, auteur du *Manuel du libraire*, vaste encyclopédie à laquelle l'Allemagne elle-même n'a rien à opposer; Nodier, qui porta dans l'étude des livres la science de Bayle, l'esprit de Sterne et la mélancolie d'un poète; M. Quérard, qui, après vingt ans d'un travail assidu, et par un véritable tour de force de patience, a dressé, sous le titre de *la France littéraire*, l'inventaire de tous les livres français publiés soit en France, soit à l'étranger, dans le cours du XVIII[e] siècle et la première période du XIX[e], inventaire que complète jusqu'à l'année 1845 le dictionnaire bibliographique intitulé : *la Littérature française contemporaine*, dictionnaire qui renferme, outre les titres des livres français publiés depuis vingt ans, des notes critiques, historiques, littéraires et biographiques.

Pour quiconque veut embrasser d'un coup d'œil rapide et sûr le mouvement intellectuel d'une époque, un catalogue annoté comme l'ouvrage dont nous venons de parler sera toujours un guide utile, car les bibliographes donnent surtout des faits. Ils savent de quel côté se tourne la curiosité des esprits, la faveur du public, parce qu'ils ont compté pour chaque genre le nombre des volumes, pour chaque auteur le nombre des éditions. Ils savent les phrases que les changemens de règne ont fait disparaître, les dédicaces pour lesquelles on a fait des cartons, les comédies en cinq actes qu'on a réduites en vaudevilles; enfin ils peuvent compter pour toutes les gloires la hausse et la baisse, car ils ont le tarif exact par le catalogue des ventes au rabais. L'histoire des livres, on l'a dit souvent, est aussi curieuse, aussi instructive que celle des hommes : c'est là qu'il faut chercher la vie morale d'un peuple, et cette remarque, banale à force d'être vraie, est surtout vraie pour notre époque, où tout individu qui pense ou qui croit penser s'empresse de prendre le public pour confident; mais nous avons marché si vite dans les voies les plus diverses, les plus contraires même, que nous n'avons guère eu le temps de mesurer la route parcourue. Nous croyons donc qu'il n'est pas

sans intérêt d'utiliser dans une sorte de tableau synoptique les renseignemens contenus dans *la Littérature française contemporaine*, et de dresser, à l'aide de quelques autres publications bibliographiques, telles, par exemple, que les tables du *Journal de la librairie* du savant M. Beuchot, un résumé sommaire du mouvement intellectuel de ces quinze dernières années dans ses rapports avec la production matérielle des livres. Nous procéderons dans ce travail comme les bibliographes eux-mêmes. Nous donnerons d'abord, aussi exactement que possible, la moyenne approximative du nombre des ouvrages publiés dans la période qui nous occupe; il sera plus aisé de constater ensuite les envahissemens de l'industrie dans la littérature, les branches que la spéculation a exploitées avec le plus d'ardeur, les évolutions de l'opinion publique, et sur les divers points le progrès ou la décadence, l'échec ou le succès. En partant de la théologie pour arriver aux journaux, nous parcourrons le catalogue complet de l'immense bibliothèque qui s'étale devant nous, et nous aurons soin surtout de laisser parler les faits, qu'on se montre en général trop disposé à remplacer par des phrases, quand il s'agit de mettre en scène le siècle où nous vivons.

Ce qui frappe d'abord, lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur les années qui viennent de s'écouler, c'est la confusion extrême des idées, la rapidité avec laquelle elles se succèdent, les contradictions qui éclatent à chaque pas, d'une part l'attachement obstiné à des traditions vieillies, de l'autre l'engouement irréfléchi pour toutes les nouveautés, l'absence de passions profondes au milieu d'une agitation fébrile, et la puissance du bon sens public en présence des excentricités individuelles les plus étranges. Tous les désordres de l'esprit se montrent à la fois, et parmi ces désordres il n'en est aucun qui ne soit à son tour jugé, condamné, puni comme il le mérite. Tout est spontané, le succès comme le revers. Les idées se produisent par explosion. On peut marquer par une date précise leur avénement et leur disparition, comme on peut marquer dans la biographie des hommes le quantième de la naissance et de la mort. Les médiocrités vaniteuses et les talens sérieux affluent jusqu'à l'encombrement. On se permet tout en fait de tentatives hasardées, d'excès téméraires, de hardiesses heureuses, et, en politique comme en littérature, c'est tout à la fois le chaos et la création. A peine la révolution de juillet avait-elle donné gain de cause aux espérances des partis, que, le lendemain même de la victoire, les esprits ardens formaient des espérances nouvelles. La souveraineté des rois et la souveraineté des peuples, le mariage, les croyances, la famille, la propriété, tout fut mis en question. La théocratie du moyen-âge eut ses apologistes comme la démocratie de 93, et chaque fois que ceux qui vivaient au milieu de ce tourbillon se demandaient: — Que se passe-t-il autour de nous? Sommes-nous en progrès? sommes-nous en décadence? Nos victoires compensent-elles nos défaites? — ils entendaient s'élever les voix les plus contradictoires : — « Rien n'a dégénéré, la France est toujours le flambeau des nations... Cette époque est grande... Elle est grande par la science, grande par l'éloquence, grande par l'industrie, grande par la poésie et par l'art... Il n'y a plus à cette heure, dans l'univers, qu'une seule littérature allumée et vivante, c'est la littérature française. » — Voilà ce que disait M. Victor Hugo à l'Académie française, dans son discours de réception, en juin 1840, et, trois ans auparavant, un penseur qui certes sait aussi juger son

époque proclamait précisément le contraire devant une autre académie. — « Le culte vrai et désintéressé de la science s'est affaibli parmi nous, disait M. Guizot en 1837; on veut du bruit ou du profit, une prompte satisfaction d'amour-propre ou un avantage matériel. » — Faut-il, dans un sujet aussi grave, en croire le grand poète ou le grand historien? ou bien encore s'en tenir simplement à cette maxime de Montaigne : « L'écrivaillerie est symptôme d'un siècle débordé. » — Nous ne décidons pas; nous nous bornons à constater cette contradiction qui éclate à tout instant dans les jugemens portés sur l'époque contemporaine.

Si les avis sont partagés en ce qui touche la question du progrès ou de la décadence, on est d'accord sur la prodigieuse activité des presses françaises, parce qu'ici du moins on peut marcher appuyé sur des données précises. En suivant, depuis les dernières années de l'empire jusqu'à nos jours, le mouvement de la production littéraire ou scientifique, on reconnaît que cette production est aujourd'hui plus que triplée relativement à ce qu'elle était dans les premières années du siècle. Nous donnons ici, comme point de comparaison, le mouvement des presses françaises dans les six premiers mois de l'an x :

Théologie.	25
Mythologie.	2
Philosophie.	46
Législation, jurisprudence.	41
Agriculture, commerce, finances.	42
Antiquités, biographie.	67
Astronomie, géographie, voyages.	26
Peinture, architecture, musique, art militaire.	47
Mathématiques, arithmétique.	19
Botanique, minéralogie.	31
Physique, chimie.	7
Anatomie, chirurgie.	39
Grammaire, dictionnaires, mélanges.	55
Poésie.	57
Théâtre.	53
Romans.	128
Journaux littéraires, ouvrages périodiques consacrés aux sciences et aux lettres, almanachs.	36

Soit en six mois 721 ouvrages, soit enfin pour l'année entière 1,450 environ. En 1814, le chiffre est de 2,683. En 1828, il s'élève à 7,616, tandis que l'année 1826 n'en donne que 4,347. Depuis 1830, on est resté constamment au-dessous de 1828; mais le nombre des journaux est plus que sextuplé. Ces journaux ont considérablement agrandi leur format en resserrant leur texte. On a, en outre, dans la librairie sérieuse, multiplié les volumes compactes, et il en résulte qu'une quantité de lignes et de phrases égale, sinon plus grande, a été mise dans la circulation. En dressant depuis quinze ans, d'après les tables du *Journal de la librairie*, qui renferme cependant encore un très grand nombre d'omissions, la moyenne des produits de la librairie française, on se rappelle en souriant cette phrase de Nodier : « Le livre imprimé n'existe que depuis quatre cents ans au plus, et s'accumule déjà dans certains pays de manière à mettre

en péril le vieil équilibre du globe. La civilisation en est arrivée à la plus inattendue de ses périodes, l'âge du papier. » Le spirituel bibliographe a raison, car la production du papier a pris un tel développement, que ce qui s'en fabrique en France dans le cours d'une année suffirait à mettre le royaume sous enveloppe. Ce calcul a été établi par l'un de nos principaux fabricans. Que de feuilles et de rames ne faut-il pas, en effet, pour suffire à la consommation de ces presses toujours actives, dont la vapeur vient encore redoubler l'activité, et qui nous donnent, dans les quinze ans qui nous occupent, une moyenne annuelle de 5,862 volumes ou brochures, éditions nouvelles ou réimpressions, non compris les périodiques, c'est-à-dire les journaux et les *revues*, soit un total de 87,930! Or, en supposant en moyenne à chaque ouvrage deux volumes et demi, ces 87,930 ouvrages donnent environ 220,000 volumes, et, en portant chaque édition à douze cents exemplaires, ce qui certes est bien restreint, on arrive au chiffre total de 264 millions de volumes. Ce premier chiffre une fois posé, voyons comment la production s'est répartie entre les diverses branches des connaissances humaines, et, en fouillant dans ce passé qui nous touche encore et qui pourtant est déjà si loin, cherchons ce qui reste de tant de livres entrés dans le monde au bruit de mille fanfares, de tant d'essais qui, patiemment mûris, auraient pu faire des œuvres durables, de tant d'utopies qui promettaient le bonheur, de tant de rêves poétiques qui promettaient la gloire.

II.

La première science qui se présente à nous est celle qui traite de Dieu mis en rapport avec l'homme par la révélation. Les bibliographes, quand ils ont dans cette série à classer d'anciens livres, comptent ordinairement six grandes sections, qui sont : l'Écriture sainte, la liturgie, les sermonnaires, les catéchistes, les mystiques, les apologistes, auxquels on ajoute, comme appendice, les théologiens hétérodoxes et les illuminés. Nous suivrons les bibliographes, et nous nous arrêterons d'abord à l'Écriture sainte, car c'est là l'éternel point de départ.

Au XVIIe siècle, la publication, la traduction des textes bibliques agitait le monde et armait les peuples; au XVIIIe siècle encore, c'était la source d'ardentes discussions, et Moïse se trouvait sans cesse aux prises avec les encyclopédistes. Aujourd'hui il s'est fait de ce côté un apaisement complet : tandis que les sociétés bibliques de l'Angleterre inondaient le monde entier de leurs publications et répandaient, de 1827 à 1846, 19,771,770 exemplaires de la Bible, tandis que le protestant Daniel Kieffer, savant orientaliste né à Strasbourg, traduisait l'Ancien Testament en langue turque et distribuait pour sa part, dans la seule année 1832, 160,000 exemplaires des saintes Écritures, le clergé catholique abandonnait aux éditeurs de livres illustrés la propagande biblique (1). Le succès qui couronna ce nouvel empiétement de l'illustration excita l'émulation des spéculateurs, et on vit paraître, entre *les Femmes de Shakespeare* et *les Belles Femmes*

(1) Une maison de Paris, qui a publié de 1824 à 1836 une Bible en 3 volumes in-4° au prix de 75 francs, est parvenue, en appliquant à ce livre l'offre à domicile, à en placer 65,000 exemplaires, représentant une valeur de 4,875,000 francs.

de Paris, les Femmes de la Bible, dessinées et gravées par nos meilleurs artistes.

L'exégèse, la critique sacrée, qui soulève encore en Allemagne des polémiques brûlantes et qui forme l'une des branches les plus importantes de notre ancienne littérature religieuse, n'a rien produit chez nous qui mérite d'être noté. On a vécu sur les anciens auteurs, Guenée, Nonotte et Bergier. L'église de France, qui, dans l'origine, prit part à toutes les grandes luttes, qui combattit Arius par saint Hilaire de Poitiers, Pélage par saint Germain, Luther et Calvin par Bossuet, l'église de France semble aujourd'hui désarmée dans la guerre que la science sceptique livre à la tradition. Elle a laissé passer sans réponse, sans réfutation sérieuse, l'ouvrage le plus menaçant peut-être qu'on ait écrit depuis Voltaire, la *Vie de Jésus,* du docteur Strauss. C'est là un grave symptôme d'indifférence ou d'impuissance. On se détourne des hautes questions pour escarmoucher dans des polémiques compromettantes. Les ouvrages sur l'Écriture sainte, sur les points fondamentaux du christianisme, figurent dans la bibliographie contemporaine pour une moyenne de vingt-cinq par année, et cette moyenne est de beaucoup inférieure à celle des livres écrits en faveur de l'ultramontanisme, des jésuites et des petits séminaires. Faut-il conclure de ce rapprochement que, même en religion, les intérêts actuels et mondains ont le pas sur les intérêts éternels?

La seconde subdivision de la littérature religieuse se compose de la liturgie, qu'on peut subdiviser elle-même en trois sections : l'une historique, l'autre purement théologique, contenant les livres du culte; la troisième littéraire et toute mondaine, dans laquelle nous placerons les prières poétiques et les cantiques.

Mabillon et dom Martène, entre autres, ont montré quel parti on peut tirer de l'ancienne liturgie pour l'histoire des mœurs, des croyances et des arts; mais cette étude, exclusivement cultivée par les hommes savans des ordres religieux, était complétement abandonnée depuis plus d'un siècle. Elle a repris faveur dans ces derniers temps. Les bénédictins, qui se sont reconstitués à Solesmes depuis la révolution de juillet, ont publié les *Institutions liturgiques;* les archéologues, de leur côté, ont étudié avec grand soin tout ce qui se rattache aux vêtemens sacerdotaux, aux objets servant à la célébration du culte, aux cérémonies ecclésiastiques, et de la sorte ils ont posé, vers 1834, les bases d'une branche nouvelle de l'érudition à laquelle on a donné le nom de *symbolique chrétienne.*

Les livres destinés aux usages du culte forment une librairie exceptionnelle placée sous la tutelle du clergé, nécessairement soumise à sa censure et exploitée par lui conjointement avec les éditeurs. On sait en effet que dans chaque diocèse il existe un libraire qui, moyennant privilége, est autorisé par l'évêque à reproduire, à l'exclusion de tous autres, les livres d'offices et de prières. De récens débats judiciaires nous ont appris que ce privilége est quelquefois payé par un versement à la caisse diocésaine, ce qui donne matière à procès et peut exposer le clergé au reproche de simonie, lorsqu'on le voit prélever ainsi indirectement une sorte de droit d'auteur sur les prières de saint Ambroise et des docteurs du moyen-âge, qui certes ne songeaient pas à se faire payer leurs hymnes, fût-ce même pour en répandre les profits en aumônes. Toujours lucra-

tive, la branche de librairie qui nous occupe a pris depuis dix ans un développement nouveau par la grande quantité d'associations pieuses qui se sont établies tant à Paris que dans les provinces, et pour lesquelles il a été fait, ainsi que pour les couvens, un nombre considérable de livres spéciaux. On pourrait se croire parfois au cœur même des âges mystiques en parcourant le catalogue de ces livres où figurent *le Cérémonial des sœurs augustines*, *le Saint rosaire vivant*, *le Vestiaire des vierges*, *la Messe du précieux sang*, *le Coutumier du monastère de l'Annonciade céleste*, *les Neuvaines de la sainte robe*, etc.

Si nous arrivons maintenant à la liturgie que nous avons appelée mondaine et qui parle français, nous rencontrons, parmi les auteurs des recueils de prières ou de cantiques, d'une part des femmes, de l'autre des abbés. Les femmes s'adressent aux ames tendres *qui demandent un Dieu comme une jeune fille un premier amour*, et souvent leurs livres sont signés de noms qu'on retrouve, dans *le Livre rose* ou le *Journal des Modes*, au bas d'une nouvelle *de cœur* ou d'un premier-Paris sur les magasins de nouveautés. La foi n'est là qu'un caprice, et Mmes de Lamartine et de Duras ont seules dans ce groupe mystique trouvé des accens vraiment dignes de l'ascétisme chrétien. Les abbés s'adressent principalement aux affiliés des associations pieuses, aux jeunes filles qui suivent les *stations du mois de Marie*, et l'on peut dire que, sous le rapport de la poésie, les cantiques modernes sont loin des noëls du vieux temps. Ajoutons cependant que quelques éditeurs de cantiques spirituels ont compris combien ces pauvretés littéraires étaient compromettantes auprès des esprits sérieux. Reconnaissant que l'inspiration n'est pas moins rebelle que la grace, ils ont pris le parti de l'emprunter à ceux qui l'avaient trouvée, et on a mis en musique, pour l'usage des associations de piété, quelques-unes des odes de M. de Lamartine et la *Prière pour les petits enfans, improvisée dans une école de village*. C'est là certes, parmi tant d'autres triomphes, un triomphe flatteur pour le grand poète que de donner ainsi aux fils du pauvre des hymnes pour converser avec Dieu.

A la suite de la liturgie viennent se placer les apologistes, c'est-à-dire les écrivains qui défendent la vérité du christianisme et qui cherchent à la prouver, soit par la démonstration philosophique, soit par l'histoire, soit par la science. La production de cette série a été très nombreuse, et elle a porté principalement sur les écrivains de la primitive église et du moyen-âge, se rattachant ainsi non pas seulement au mouvement théologique, mais à l'histoire et à la philosophie. Vers 1836, les frères Gaume et M. l'abbé Migne, fondateur de l'imprimerie catholique du Petit-Montrouge, la plus active peut-être de toutes les imprimeries parisiennes, commencèrent la série complète des écrivains chrétiens, et donnèrent, en fait d'ancienne littérature ecclésiastique, de très estimables éditions qui se répandirent sur tous les marchés de l'Europe. On a même, dans ce genre d'entreprises, poussé la témérité jusqu'à publier, sous le titre de *Patrologiæ cursus completus*, une collection d'écrivains ecclésiastiques qui ne formera pas moins de 200 volumes in-4°. Les éditeurs ne surent point s'arrêter à temps; ils exhumèrent des livres que le moyen-âge a profondément marqués de l'empreinte de son ignorance et de sa barbarie, et qu'il eût été prudent de laisser dormir dans leur tombe, par exemple *la Légende dorée* de Jacques de Vorage, que déjà les catholiques du XVIe siècle avaient mise à l'index comme un ramas de fables qui outrageaient à la fois la religion et la raison humaine.

Cette renaissance de la littérature religieuse du moyen-âge, qui coïncide avec les études des archéologues sur l'art chrétien et les dithyrambes des poètes sur les cathédrales, a déjà fait son temps. On a reconnu que, pour convaincre les sceptiques du XIXe siècle, il fallait d'autres argumens que ceux qui servaient à combattre Arius ou Pélage, les manichéens ou les païens. On s'est donc rapproché un peu de notre époque, et les apologistes du siècle de Louis XIV, Bossuet, Fénelon, Fleury, Pascal, ont eu, non pas une résurrection, car l'oubli n'était jamais venu pour eux, mais une popularité nouvelle qui s'est révélée par une succession rapide d'éditions. Il semblait qu'on voulût offrir à notre génération inquiète tous les élémens d'une enquête solennelle sur les preuves du christianisme.

Malgré cette résurrection des vieux livres, les apologistes contemporains sont fort nombreux, et ils se divisent en deux classes, les ecclésiastiques et les laïques; par une bizarrerie singulière, les ecclésiastiques sont en minorité. Nier la raison, s'insurger contre la science, récuser l'histoire et surtout déclamer contre la révolution française, telle est trop souvent la tactique des apologistes du clergé. On peut citer comme exemple M. Lacordaire, qui voit dans la raison une fille de Satan. La science est souvent traitée comme la raison, et un écrivain ecclésiastique est allé jusqu'à défendre récemment le système de Ptolémée contre celui de Copernic. Quant aux apologistes laïques, ils forment la plus étrange église qu'on puisse imaginer, et l'on voit figurer parmi leurs docteurs des poètes, des femmes, des auteurs dramatiques, des ingénieurs, des juges de paix, des avocats, des officiers des armes spéciales. Leurs ouvrages se produisent avec les allures les plus bizarres; ils *rechristianisent* les *décatholiseurs*, composent des *préservatifs contre l'incrédulité*, des *dynamiques intellectuelles* dans lesquelles ils appliquent les formules algébriques à la théologie, comme autrefois les alchimistes les appliquaient aux sciences occultes. Dans les livres du XVIIe siècle, on sent que les apologistes s'adressent à des hommes convaincus, avec calme, avec sérénité, sans craindre de rencontrer jamais la négation absolue. Aujourd'hui au contraire, en tout ce qui touche au dogme, on semble éviter les mystères, comme en philosophie on évite les grands problèmes, parce que d'un côté comme de l'autre on sent la certitude échapper. On discute avec emportement, comme il arrive toujours quand on redoute la contradiction; enfin, au lieu de démontrer le catholicisme, on s'attache, en partant de l'*Essai sur l'indifférence*, à démontrer la nécessité de la foi.

Les mystiques, qui ne s'adressent qu'au sentiment, sont beaucoup mieux accueillis que les apologistes, qui s'adressent à la raison, et ici encore le grand succès appartient aux morts des vieux âges. *Le Château intérieur*, *l'Horloge de l'ange gardien*, *l'Aimable virginité*, *le Gémissement de la colombe*, *le Zodiaque chrétien* et autres opuscules du même genre écrits au XVIe ou au XVIIe siècles occupent dans les tables du *Journal de la librairie* une place beaucoup plus grande que les livres les plus populaires des grands écrivains. C'est ainsi qu'il a été fait depuis 1827 trente-huit éditions du chanoine Boudon, mort archidiacre d'Évreux en 1702. Quant aux mystiques modernes, il semble qu'ils ne savent plus converser avec Dieu. Des hauteurs infinies de l'ascétisme ils sont tombés dans une dévotion étroite et mesquine; ils n'ont plus la passion du ciel, mais la passion des confréries. Descendans directs des porteurs de rogatons du

XVIe siècle, ils matérialisent le culte et le réduisent à des pratiques extérieures, comme on peut le voir dans le *Manuel du Rosaire vivant*, le *Manuel de la confrérie du Scapulaire*, *l'adoration du Sacré-Cœur*, *du précieux Sang*, *de la vraie Croix*, etc.

Les miracles ainsi que les confréries ont repris faveur. La robe sans couture de Trèves, la sainte robe d'Argenteuil, la statue merveilleuse de Notre-Dame de Paris, et surtout les médailles de l'immaculée conception que la Vierge en personne distribue dans les campagnes, font le sujet, chaque année, d'une dizaine d'ouvrages. Nous remarquerons à ce propos que les choses se passent exactement comme au XIIe siècle. C'est presque toujours la Vierge qu'on met en scène, surtout quand il s'agit de convertir des pécheurs ou de guérir des malades. Quant aux saints, qui jouent un si grand rôle dans les anciens miracles, ils ont à peu près disparu des légendes, et le diable en est tout-à-fait banni.

Comparés aux apologistes et surtout aux mystiques, les prédicateurs, qui tenaient une si grande place dans l'ancienne bibliographie théologique, ne donnent dans la bibliographie contemporaine qu'un chiffre fort restreint. On va entendre M. Lacordaire et M. de Ravignan; on achète Massillon, Bossuet, Bourdaloue. Ainsi, depuis quinze ans, Massillon a eu trente éditions. Bourdaloue en a eu quinze. Combien pourrait-on citer de prédicateurs contemporains qui en aient compté deux? Les sermons, recueillis, comme les plaidoyers, par des sténographes, sont allés mourir la plupart dans les colonnes de quelques recueils périodiques complétement inconnus du public. Cette décadence de l'éloquence religieuse tient, nous le pensons, à deux causes : la première, c'est qu'au lieu de rester simplement chrétienne, elle s'est faite tour à tour ultramontaine, absolutiste, démocrate, légitimiste, nationale, humanitaire et romantique; la seconde, c'est qu'elle s'est faite marchande : on a pu lire, en effet, au bas des sermons et des conférences publiés en manière de feuilleton ou de premier-Paris dans les journaux dits religieux, une note qui en interdisait la reproduction, sous peine de procès, comme cela se pratique pour les romans ou les œuvres littéraires. En voyant ainsi la parole évangélique soumise à la législation sur les droits d'auteurs, les sceptiques et même les croyans sincères n'ont-ils pas le droit de se demander ce que devient le précepte du maître : *Ite et docete* (1)?

Vous avez parlé de la liturgie, des apologistes, des mystiques, des prédicateurs, nous dira-t-on peut-être; pourquoi donc n'avez-vous point parlé de la morale, qui forme avec le dogme l'inaliénable domaine de la littérature religieuse? — C'est, hélas! que les moralistes chrétiens sont remplacés dans cette littérature par les catholiques humanitaires, descendans romantiques des millénaires. Les catholiques humanitaires, qui donnent la main aux socialistes, font descendre

(1) Nous avons déjà plusieurs fois rencontré les marchands dans le temple. Il serait facile de multiplier les exemples. Nous nous bornerons au fait suivant : les prospectus et le titre de l'ouvrage intitulé *Encyclopédie catholique* disent que ce livre est placé sous la surveillance d'un comité d'orthodoxie. Or, un récent procès vient de nous apprendre que ce comité, cette Sorbonne, c'était une seule et même personne, engagée vis-à-vis de l'éditeur, moyennant 400 francs par an, dont 100 francs en livres, à relire les épreuves pour en extirper les hérésies, et obligée de plus, pour cette somme modeste, à faire passer tous les mois une note en faveur de l'*Encyclopédie catholique* dans quatre des journaux dits religieux.

sur la terre la Jérusalem céleste; ils suppriment les frontières qui séparent les peuples, convertissent les Turcs, donnent à la société le véritable point d'appui de sa hiérarchie, et réhabilitent *les anges de la terre, personnifiés dans les femmes considérées à tous les âges et dans toutes les circonstances*. De plus, ils font disparaître chez les rois les abus de l'autorité, dans la société la misère, dans le ménage l'infidélité, dans le cœur humain les passions. Ils prédisent *l'avénement de l'humanité* et lui apportent une seconde rédemption en l'affranchissant, dès cette vie, de la lutte et de la souffrance. C'est un nouvel Apocalypse, mais un Apocalyse hétérodoxe, qui nous annonce l'âge d'or pour la fin des temps, au lieu de ce règne de l'antechrist que la tradition sacrée nous prédit comme une épreuve suprême. L'intention sans doute est excellente, mais supprimez la lutte : où sont les mérites du chrétien? supprimez la souffrance : où sera le dogme de l'expiation?

La polémique, pour laquelle les théologiens ont eu de tout temps des sympathies particulières, est à peu près restée aujourd'hui ce qu'elle était dans le passé, la branche la plus stérile de la littérature religieuse sous le rapport intellectuel et moral; mais, à part ce point de similitude, elle s'est complétement modifiée. Dans le moyen-âge et le XVII[e] siècle, les disputes portent avant tout sur le dogme et les mystères; elles se prolongent pendant plusieurs années, et provoquent souvent une agitation profonde. Aujourd'hui, la polémique des livres ecclésiastiques se rattache plutôt à la politique qu'au dogme, et elle a perdu cette puissance qu'elle avait autrefois d'ébranler l'opinion. Les questions d'ailleurs se succèdent avec une rapidité qui laisse à peine le temps de les débattre. Qu'on examine en effet ce qui s'est passé depuis quinze ans. Quelques ecclésiastiques, obstinés aux vieilles querelles, viennent de loin en loin rompre une lance contre le protestantisme ou contre le fantôme du jansénisme. M. Châtel un instant fait oublier les protestans. M. de Lamennais, à son tour, fait oublier ceux qui parlent ou écrivent à ses côtés. Une rumeur étourdissante s'élève autour des *Paroles d'un Croyant*. En deux ans, toute cette rumeur est calmée. Vers 1838, les jésuites apparaissent brusquement sur la scène; les attaques et les apologies se croisent comme au temps des *Provinciales;* la question du jésuitisme se complique bientôt de la question de l'éclectisme, de la question du rationalisme, de la question du panthéisme; enfin, en 1845, le gallicanisme est à l'ordre du jour, et tous ces conflits divers viennent se fondre en se mêlant dans une guerre générale, la guerre de l'enseignement. On exhume les vieux livres, les *Monita secreta* et toute la casuistique. Des évêques et des romanciers, des professeurs et des pamphlétaires sont en présence, et ce fanatisme rétrospectif, cette agitation pacifique, ces persécutions sans victimes, cette guerre acharnée où les ennemis se touchent la main, montrent après tout le progrès de la raison publique, trop éclairée pour se laisser égarer par de pareilles disputes.

Ainsi, en moins de quinze ans, nous avons vu se débattre sous nos yeux, sans que la paix en fût troublée autrement que par les luttes inoffensives de la plume, huit ou dix grandes querelles de théologie, dont la moins ardente aurait suffi autrefois à mettre le royaume en feu. Nous avons vu surgir du choc de ces querelles plus de quatre cents ouvrages; combien en reste-t-il dont on se souvienne aujourd'hui? *Les morts vont vite;* c'est toujours la devise de notre temps. Ils vont vite en effet, car, en additionnant la moyenne des livres de théologie et

en faisant seulement la part de la littérature orthodoxe, ou du moins de celle qui s'annonce comme telle, nous trouvons en fait de réimpressions ou d'éditions nouvelles le chiffre suivant par année :

Écriture sainte.	35
Liturgie.	55
Catéchistes et sermonnaires.	50
Apologistes.	90
Polémique.	25
Mystiques.	250
Mélanges.	70

soit pour chaque année un total de 575, soit enfin pour quinze ans un total de 8,525 ouvrages. Sur ce nombre, la popularité est restée uniquement concentrée sur les vieux livres, et c'est là sans aucun doute la plus irrécusable critique qui puisse être faite des livres modernes : de plus, les mystiques formant plus d'un tiers de la production totale, on est autorisé à conclure que, dans l'état actuel des croyances, le côté sentimental prédomine sur le côté pratique, l'aspiration rêveuse et flottante sur la foi réfléchie. Enfin on peut dire aussi qu'à de très rares exceptions près, la littérature religieuse de notre temps est restée au-dessous de sa mission et surtout au-dessous de ce qu'elle a été dans le passé et même pendant la restauration.

III.

Comme appendice à la théologie orthodoxe, les bibliographes ont établi une subdivision dans laquelle ils rangent les déistes, les incrédules, les disciples de la religion naturelle, les Juifs, les hérétiques de toutes les sectes et les illuminés. Commençons par les déistes et les incrédules.

Le seul fait que nous ayons à constater dans cette catégorie, qu'on pourrait appeler la théologie négative, c'est la disparition à peu près complète des écrits brutalement hostiles au christianisme, et dans lesquels l'incrédulité est ouvertement professée, tels que le *Testament du curé Meslier, le Citateur* de Pigault-Lebrun, etc. Dans les dernières années de la restauration, ces livres se réimprimaient constamment et se vendaient à grand nombre. A la révolution de juillet, ils disparaissent rapidement, au moment même où disparaît la religion de l'état. N'est-ce pas là, nous le demandons, l'argument le plus plausible qu'on puisse invoquer en faveur de la liberté de conscience, dans l'intérêt même de la religion? Disons-le d'ailleurs pour l'honneur de notre pays, pour l'honneur du catholicisme français : chez aucun autre peuple de l'Europe, cette liberté, l'une des plus précieuses conquêtes de l'esprit moderne, n'est aussi bien comprise, aussi bien respectée qu'en France. Il suffit, pour s'en assurer, de jeter un coup d'œil sur la théologie israélite. Des cinq ou six ouvrages dont se compose chaque année le contingent bibliographique de cette théologie, le tiers au moins a pour objet l'amélioration morale des Israélites, et quelquefois aussi l'amélioration de leur condition sociale, car il est à remarquer que, parmi les Juifs, les discussions politiques même relèvent encore de la théologie, et qu'elles se produisent souvent sous la forme mystérieuse et symbolique des lamentations ou

des prophéties. Or, c'est de la France que partent les prophéties et les lamentations, telles qu'*Israël vengé*, *l'Avenir du Judaïsme*, *la Régénération d'Israël*, et d'autres livres du même genre. Quand les Juifs en Orient, et même chez quelques peuples de l'Europe, sont encore mis hors la loi par un fanatisme intolérant, hors la société par les préjugés d'un autre âge, c'est le consistoire de Paris, c'est M. Crémieux, vice-président de ce consistoire, qui les défend à Damas et au Caire contre une populace féroce, en Italie contre une encyclique sauvage, et, comme témoignage de reconnaissance, on trouve dans la théologie rabbinique des prières en vers hébraïques pour appeler la bénédiction du ciel sur la France, le seul pays du monde peut-être que depuis la chute de Jérusalem aient célébré les harpes exilées de Sion.

La théologie protestante, qui figure dans les tables du *Journal de la librairie* pour vingt-cinq ouvrages environ par année, a pour principaux centres de production Paris, Strasbourg et Nîmes. Elle compte, outre les livres, vingt-quatre journaux, formant par an cinq cent soixante-deux feuilles d'impression, soit environ vingt-deux volumes in-8°. Dans leurs journaux comme dans leurs livres religieux, les protestans sont aujourd'hui supérieurs aux catholiques leurs contemporains. Ils pèchent encore souvent, comme au temps de Calvin, par la sécheresse et la raideur, mais ils ont du moins la sagesse de ne point mêler la politique et la religion; ils se préoccupent beaucoup plus qu'on ne le fait dans l'église romaine des questions morales et de la discipline de la vie. Ils ont eu surtout le bon goût et le bon sens de résister à l'envahissement du romantisme et des idées humanitaires; on peut prendre pour point de comparaison les éloquens sermons de M. Coquerel, président du consistoire de Paris, et les conférences de M. Lacordaire, ou, dans un autre ordre de publications, l'*Assomption de la Femme*, de M. l'abbé Constant, et *le Mariage au point de vue chrétien*, de Mme de Gasparin, ouvrage qui fut simultanément mis à l'index par l'église et couronné par l'Académie française. On trouverait d'un côté un supplément au *Mérite des femmes*, de l'autre un bon manuel de vertus et de bonheur domestiques.

Quant à la polémique, elle est restée dans le protestantisme ce qu'elle était au XVIe siècle. Les réformés, beaucoup plus agressifs et plus intolérans que les catholiques, en sont encore à débattre les questions qui les occupaient à l'origine. Ils attaquent le purgatoire, *l'idolâtrie de la messe*, *le culte des saints*, *les reliques juives et païennes de M. l'archevêque de Paris*, et ils vivent de Calvin comme leurs adversaires de de Maistre et de Bonald, sans oublier et sans apprendre. Tout en combattant l'église romaine, ou, comme on dit encore quelquefois, le papisme, les protestans se livrent entre eux depuis quelques années, sur le terrain même de la réforme, des batailles fort vives. C'est ce qu'on pourrait appeler la guerre du méthodisme.

Lors de leur apparition en France, vers 1830, les méthodistes, qui prétendaient rétablir dans les églises réformées la pure doctrine de Calvin, altérée au XVIIIe siècle par l'incrédulité philosophique, commencèrent par proclamer, comme M. de Lamennais, l'indépendance absolue de l'église vis-à-vis de l'état, et ils élevèrent, dans le faubourg du Temple, une chapelle sur la porte de laquelle on lisait : *Culte non salarié*. Leur premier triomphe fut de convertir une trentaine de jansénistes. A la fin de 1833, ils ouvrirent des cours publics, des conférences

dans les salles de la *Société de civilisation*. Depuis ce temps, ils ont gagné un terrain considérable, et aujourd'hui ils sont en majorité dans le consistoire de Paris, où ils font une propagande active par les livres, les journaux, et même, autant qu'ils le peuvent, dans les maisons particulières, où ils vont lire la Bible et chanter des psaumes (1).

Nous venons de faire la part de ce qu'on pourrait appeler la théologie officielle et légale, c'est-à-dire la théologie des cultes reconnus et salariés par l'état, des cultes qui ont des temples, des ministres, des fidèles. Pour en finir avec la littérature religieuse, il nous reste à parler maintenant des écrits publiés par les messies, les prophètes, les voyans, rêveurs isolés, famille impérissable, qui, sous des noms nouveaux, se reproduit sans cesse à travers les âges. Ramener l'homme à l'Évangile primitif, le mettre en rapport avec Dieu, rétablir entre les membres de la grande famille humaine la prétendue fraternité des premiers temps, tel est le but que les rêveurs et les mystiques poursuivaient au milieu des ténèbres du moyen-âge, tel est le but qu'ils poursuivent encore aujourd'hui.

Parmi les sectes qui se rattachent directement au passé, nous trouvons au premier rang les *templiers*. S'il fallait en croire les publications des affiliés, cette secte, descendante directe d'un ordre célèbre, n'aurait jamais été complétement détruite. Tout ce que nous savons, c'est qu'en 1804 il y eut à Paris un *couvent* général de l'ordre, qu'en 1811 les templiers, avec l'autorisation de la police impériale, firent célébrer à Notre-Dame un service solennel pour le repos de l'ame de Jacques de Molay, enfin que le dernier grand-maître était le docteur Fabré Pélaprat, mort tout récemment et intronisé, dans le *couvent* général de 1804,

(1) La secte des méthodistes paraissant destinée à faire dans les églises réformées une véritable révolution, nous croyons devoir donner ici quelques détails sur son origine. D'Alembert, dans l'*Encyclopédie*, avait reproché aux ministres de Genève d'en être arrivés à un parfait socinianisme, c'est-à-dire à nier la divinité de Jésus-Christ. Cette accusation fut renouvelée vers 1813 par quelques étudians en théologie qui, trouvant les instructions qu'ils recevaient du clergé de Genève trop tièdes pour leur piété, se réunissaient pour lire la Bible, discuter les matières religieuses et prier en commun. Empaytaz, l'un de ces étudians, publia sur le prétendu socinianisme moderne des lettres qui firent grand bruit dans le monde protestant. Les ministres répondirent qu'ils croyaient ce que dit la Bible, mais qu'ils ne devaient enseigner que ce qu'elle dit clairement, et soumettre leur esprit aux mystères par obéissance, sans chercher à les pénétrer ni surtout à les expliquer. Ils ajoutaient que la Bible déclare le Christ notre Dieu sauveur et rédempteur, mais qu'elle est complétement obscure sur la question de savoir quelle est la nature de sa divinité; que par conséquent, d'une part, Socin, qui ne voyait dans le Christ qu'un simple envoyé de Dieu, et de l'autre, la nouvelle secte, qui le regardait comme étant Dieu même et l'égal du Tout-Puissant, tombaient dans une même erreur, en ce qu'ils présentaient pour article de foi des opinions humaines, des spéculations sur des matières que Dieu a voulu laisser voilées pour nous. La compagnie des pasteurs, pour être conséquente avec ses principes, ne discuta point les doctrines mises en avant par la nouvelle secte, et, le 8 mai 1817, elle prit un arrêté en vertu duquel elle obligeait les jeunes gens qui voulaient être reçus dans son sein à ne point écrire et à ne point parler : 1° sur la manière dont la nature divine est unie à la personne de Jésus-Christ; 2° sur le péché originel; 3° sur la manière dont la grace opère ou sur la grace efficace; 4° sur la prédestination. — Malgré cette défense, ou plutôt en raison de cette défense même, les méthodistes se sont rapidement propagés en Suisse, en Angleterre et en France.

sous le nom de Bernard Raymond; nous ajouterons que les templiers ont résumé leurs doctrines dans divers livres publiés principalement de 1831 à 1834. Pour l'illuminisme, la politique ou la littérature, c'est là, en effet, l'époque de toutes les excentricités, de toutes les résurrections, de toutes les tentatives aventureuses. Parmi ces livres, nous indiquerons *Levitikon*, *Jérusalem et Rome*, et *de l'Église chrétienne primitive*.

Jérusalem reparaît encore dans les publications d'une autre secte qui a dans l'histoire des racines beaucoup moins profondes, mais qui, en fait de rêveries bizarres et de somnambulisme intellectuel, ne le cède en rien aux visionnaires les plus troublés. Cette secte paraît vers 1838; elle procède de Swedenborg, qui avait déjà obtenu, dans les dernières années du XVIIIe siècle, un assez grand succès en France et une quinzaine d'éditions. Les affiliés ont pris sur leurs livres le nom de *Novi-Jérusalémites, ou Disciples de la nouvelle église du Seigneur Jésus-Christ*, et ils ont publié, sous le titre de *la Nouvelle Jérusalem*, un journal qui paraissait à Saint-Amand, département du Cher, et qui apportait au public le compte-rendu des miracles accomplis dans le monde des esprits.

Moins heureux que Swedenborg, les illuminés qui, de notre temps même, se sont relevés spontanément, sont restés isolés dans leurs rêves, et la plupart, pour arriver au public, ont été obligés de se faire imprimer à leurs frais et de distribuer leurs livres gratis. A la révolution de juillet, nous voyons reparaître M. Coessin, qui s'était rendu célèbre dans les dernières années de l'empire en fondant à Paris, sous le titre de *Maison Grise*, un établissement où il se proposait de réunir la *famille spirituelle des enfans de Dieu*. Pour élever les membres de cette famille au plus haut degré de la perfection chrétienne, il leur recommandait l'abstinence de nourriture et la société des femmes. M. Coessin trouva des disciples; mais le bruit qui s'était fait autour de lui s'apaisa rapidement, et, lorsqu'en 1834 il adressa aux *personnes de bonne volonté de l'un ou de l'autre sexe le bulletin des familles spirituelles*, il s'aperçut que son rôle de révélateur était terminé, et il rentra prudemment dans l'ombre. La place cependant fut bientôt reprise; M. Gabriel Galland, *envoyé de Dieu pour annoncer la vérité aux hommes*, vint à son tour leur expliquer l'Apocalypse et leur prédire le second avénement du Christ. M. François Bon, du Puy-en-Velay, publia en 1839, pour éclairer le monde à la fin des temps, l'*Avénement de l'esprit de vérité* et l'*Histoire de la vérité sortie du fond du Puy*, sans doute du Puy-en-Velay. M. Cheneau, *le serviteur des hommes de progrès rationnel*, a établi vers 1840, rue Croix-des-Petits-Champs, *la librairie de la troisième et dernière alliance de Dieu avec la créature*, et là il a édité une douzaine de brochures dans lesquelles il annonce, entre autres, qu'en janvier 1841 il a eu avec l'empereur Napoléon un long entretien, dans lequel l'empereur l'a chargé d'instituer un nouveau baptême. M. Augustin Gauthier, *envoyé de Dieu* et rédacteur de *l'Esprit de Vérité*, *professe la croyance à laquelle se soumettra l'univers*, et M. Glouton, *prophète du Seigneur*, s'annonce comme *le Christ du second avénement*. En 1831, M. Hoéné Wronski nous donne le *Messianisme*, importation slave, qui reparaît en 1845 dans un livre de M. Mickiewicz, le grand poète polonais, qu'on rencontre à regret dans cette énumération des messies contemporains. N'oublions pas M. Châtel. Rappelée en peu de mots, l'histoire de l'église française montrera quelles sont au XIXe siècle les destinées d'une hérésie.

La loi naturelle, toute la loi naturelle, et rien que la loi naturelle, telle était la profession de foi de M. Châtel. M. Châtel, proclamé en 1831 *primat des Gaules par l'élection du peuple et du clergé* (1), déclara croire à l'unité de Dieu dans toute la rigueur du mot, et n'admettre que la trinité platonicienne, c'est-à-dire la trinité d'attributs. Le primat des Gaules ajoutait que le Christ est un philanthrope qui faisait des miracles à l'aide du magnétisme, que Socrate, Platon et Napoléon sont de la même lignée, avec cette différence que Napoléon est un docteur guerrier et le Christ un docteur pacifique. Le primat rallia des disciples, et, par une transaction sans exemple dans les annales de l'hérésie, il donna sur l'ouvrage intitulé *Profession de foi de l'église française* et sur son Vatican nomade une hypothèque, en vertu de laquelle un riche propriétaire, qui avait pris des actions dans la réforme, s'engagea à fournir les fonds nécessaires à la propagation des doctrines religieuses, en se réservant une part dans la vente du livre que nous venons de citer et dans les recettes des temples. Pendant quatre ans, l'hérésie nouvelle rallia quelques curieux autour des sermons et des fêtes bizarres qu'elle avait substitués aux grandes solennités de l'église. En 1836, l'église française entonnait encore un chant de triomphe, et annonçait la chute inévitable et prochaine du catholicisme romain. En 1838, pour ranimer sa vie défaillante par des alliances nouvelles, elle publiait, par la plume de M. Châtel, *le Code de l'humanité*, et essayait dans ce livre de s'appuyer sur le *véritable socialisme*. Quatre ans plus tard, elle était descendue, pour n'en plus sortir, dans les limbes de l'oubli. C'est par un journal, *le Réformateur, écho de la religion et du siècle*, qu'elle s'était révélée au monde; c'est par un journal nouveau, *le Réformateur religieux*, que, douze ans plus tard, elle a fait ses adieux à la vie, comme si les journaux devaient servir aujourd'hui de linceuls à tous les rêveurs. Ceux qui ont pu s'intéresser quelques instans à cette malencontreuse hérésie et qui l'ont à son origine accueillie avec intérêt, parce qu'elle avait inscrit sur sa bannière les mots de liberté, de tolérance, se demanderont peut-être ce qu'est devenu *le primat des Gaules*. — Est-il allé en pèlerinage dans la ville sainte, pieds nus, comme au XIIe siècle, et ne vivant que des herbes arrachées le long des routes? Serait-il, comme les Mérovingiens détrônés, enseveli dans quelque sombre couvent? Serait-il à Rome aux genoux du saint-père? L'église a-t-elle accepté son acte de contrition? — Qu'on se rassure: M. Châtel, pour vivre tranquille, n'a pas même eu besoin de faire pénitence, et *la Littérature contemporaine* nous apprend que, vers 1845, le primat des Gaules était directeur d'un bureau de poste aux lettres qu'il tenait de la munificence de l'état.

En résumant, au paragraphe de la théologie orthodoxe, l'importance littéraire ou intellectuelle de cette théologie, nous avons dit, sans nous croire injuste à son égard, que, malgré le mouvement qui s'est opéré dans les idées religieuses, elle est restée complétement au-dessous de son rôle, et surtout audessous de son passé. Nous pouvons répéter la même remarque à propos des réformateurs qui se sont insurgés contre la tradition au nom du progrès. Les écrivains de l'école catholique moderne, en essayant de construire des monu-

(1) M. Châtel avait reçu la consécration épiscopale des mains de l'un des grands dignitaires de l'ordre du temple, qui exerçait alors à Paris la profession d'épicier.

mens chrétiens, n'ont fait, comme les architectes du moyen-âge, qu'adosser des masures au pied des cathédrales. Les réformateurs, à leur tour, ont dégradé l'édifice en voulant le restaurer, et cependant, malgré la nullité des uns et la témérité des autres, malgré la stérilité de la littérature religieuse de notre temps, le christianisme anime, soutient et console encore notre société vieillie. C'est qu'aujourd'hui il est assez respecté, même par ceux qui doutent, pour ne souffrir en rien des apologies maladroites de ceux qui se croient appelés à le protéger ou qui ont l'orgueil de le refaire. Qu'importent les livres des théologiens à la religion qui a donné l'Évangile?

IV.

Lorsque, des théologiens qui commentent les lois divines, nous passons aux jurisconsultes qui commentent les lois humaines, nous nous trouvons tout à coup sur un terrain nouveau. Le moyen-âge, qui tout à l'heure se représentait sans cesse sous toutes les formes, disparaît complétement, et la section relative à la jurisprudence est, sans contredit, de toutes les sections bibliographiques, celle qui, depuis un demi-siècle, a subi la transformation la plus complète. Tout est changé, jusqu'aux mots qui se lisent sur les titres des livres. On sent qu'une révolution profonde a passé là, qu'une société tout entière s'est abîmée dans un immense naufrage. Dans la science que nous venons de quitter, nous remontons à l'origine même des temps, et tout repose sur le souvenir : ici, l'antiquité ne nous est révélée que par quelques livres romains; nous arrivons sans transition de l'empereur Justinien à l'empereur Napoléon, et si la science moderne s'éclaire encore des lumières que les Cujas, les Domat, les Pothier, ont versées sur les lois, les jurisconsultes contemporains ne se rattachent pour ainsi dire à l'ancienne société que par les traditions de la raison et de la conscience. Nous avons vu la théologie en pleine décadence; nous trouvons au contraire, dans les études du droit, un mouvement actif, multiple et fécond. Dans ce pays qui eut toujours l'initiative des révolutions, il semble qu'on ait senti plus vivement, au sortir d'une révolution nouvelle, la nécessité de s'élever dans la connaissance des lois, et de soumettre, au fur et à mesure que la civilisation marche, tous les droits, tous les instincts à des règles égales pour tous, qui protégent également tous les intérêts.

Comme prolégomènes, nous rencontrons dans la bibliographie de la jurisprudence une certaine quantité de livres qui traitent de la science au point de vue de son organisation administrative, et qui ont surtout pour but de provoquer des réformes dans l'enseignement. Les législations étrangères, le droit romain, la philosophie du droit, science nouvelle en France et dont le point de départ est marqué par les travaux de MM. Lerminier et Jouffroy, l'ancien droit français, qui s'était perdu à la révolution de 89, ont donné depuis quinze ans un contingent de volumes fort nombreux. On a publié, annoté la plupart de nos anciens légistes, les monumens les plus précieux de notre droit municipal et coutumier. La curiosité est aujourd'hui si vivement excitée sur toutes les questions qui se rapportent au droit européen du moyen-âge, qu'un sujet ottoman attaché à l'ambassade de Constantinople près la cour de Prusse, Garabed-Artin-

Davoud-Oghlou, a publié à Berlin, en 1845, un livre français sur l'*Histoire de la législation des anciens Germains*.

Le droit moderne, né du code civil, a ouvert un champ plus vaste encore aux méditations des jurisconsultes; mais depuis vingt-cinq ans les études ont changé de direction. Au moment de la promulgation des codes, le principal travail fut de les expliquer par l'histoire de leur formation même, de les confronter avec la jurisprudence à laquelle ils succédaient. C'était alors l'exposition dogmatique qui dominait; aujourd'hui c'est l'analyse et la critique, et, comme un des grands bienfaits de la législation moderne est d'avoir rendu la justice expéditive, il s'ensuit que l'avocat et le juge ont avant tout besoin d'ouvrages où les recherches sont faciles et auxquels on n'adresse jamais une question sans recevoir de réponse. Les recueils de MM. Sirey, Dalloz et Ledru-Rollin sont devenus aujourd'hui pour la jurisprudence ce que les *sommes théologiques* étaient autrefois pour les casuistes et les prédicateurs. Les manuels se sont multipliés comme les grands recueils, et ces sortes d'ouvrages, qui donnent une moyenne de quatre-vingt-dix volumes par année, en présentant la science toute faite, répondent à cette ambition de savoir sans apprendre qui est aujourd'hui si commune.

Les études relatives au droit pénal et au droit administratif ont pris, comme toutes les autres parties de la science, un développement considérable. Dans la législation criminelle, les jurisconsultes ont donné la main aux philanthropes; dans la législation administrative, ils se sont alliés aux économistes et aux écrivains politiques. Cette dernière science, théoriquement formulée pour la première fois par M. de Cormenin et inaugurée dans l'enseignement en 1835, a produit depuis dix ans d'importans travaux, et elle est devenue la spécialité des maîtres des requêtes, des conseillers d'état et des employés supérieurs des divers ministères.

Les plaidoyers, qui formaient dans les œuvres des anciens jurisconsultes une section importante, ne comptent guère aujourd'hui comme productions littéraires. Malgré la popularité qui entoure le nom de quelques avocats, leur parole n'a d'autre écho que le journalisme, écho fugitif comme elle. Les grands recueils de plaidoiries ont à peu près disparu. Cela tient sans aucun doute au dédain que certains praticiens affichent pour les études littéraires, et surtout aux habitudes d'improvisation dévorante qui ont envahi le barreau, habitudes imposées d'ailleurs aux avocats en renom par la force même des choses et le train des affaires. Ici, en effet, comme dans la médecine, comme dans la littérature, c'est souvent au début qu'il faut chercher les études les plus sérieuses et les succès les mieux mérités; mais, les succès obtenus, on s'en repose sur la faveur du public, et la réputation, qui a bien aussi ses hasards et qui fait tout affluer vers le même homme, les cliens vers l'homme de loi, les éditeurs vers l'homme de lettres, les directeurs de théâtre vers les dramaturges, la réputation, qui donne la fortune, devient, à un certain moment, un obstacle invincible au travail sérieux. On s'étonne que les journalistes, les romanciers, les écrivains dramatiques, puissent résister à la production accélérée qu'ils s'imposent comme un labeur quotidien. A plus forte raison doit-on s'étonner que les avocats résistent au régime épuisant d'incessante loquacité auquel ils sont soumis (1).

(1) L'indication suivante peut faire juger de la prodigieuse activité des hommes qui se

Grace à la publicité donnée par la presse aux affaires portées devant les tribunaux, il est encore, dans la bibliographie du droit, une section importante très goûtée du public, et qu'on peut appeler la littérature judiciaire. Cette littérature offre, sur le mouvement des idées, des indications qui sont véritablement du domaine de l'histoire; consultons par exemple, de 1832 à 1834, les dossiers des procédures politiques. A cette date, chaque année donne au moins deux cent cinquante pièces. Ici des vicaires, devenus capitaines de la garde nationale, plaident contre leurs évêques pour avoir droit de prendre femme; là des saint-simoniens proclament la commandite matrimoniale et l'avénement du *dieu père et mère* communiant avec les hommes par l'amour céleste, et calmant ou réchauffant tour à tour, par l'entremise de la femme, les passions surexcitées ou engourdies. Les légitimistes et les républicains sont côte à côte au banc des accusés. *La Tribune* en est à son quatre-vingt-sixième procès. Journalistes, membres des sociétés secrètes, soldats de l'émeute, écrivains et prolétaires, viennent tour à tour à la barre défendre leur cause et leurs doctrines, avec quelle violence, on s'en souvient, et s'abriter sous le patronage des noms les plus redoutables de 93. Pour un grand nombre de ceux qui sont en cause, il s'agit d'accusations capitales, et, en présence de ces associations, de ces pamphlets, de ces réquisitoires menaçans, de ces plaidoyers passionnés, on se demande comment un gouvernement pressé par tant de dangers pourra se tenir debout. Consultons de nouveau, après dix ans, le dossier des procédures politiques. Dix ans, c'est un long espace dans la vie d'un homme; c'est un espace encore plus long dans la vie d'un peuple comme le nôtre. Cette armée du républicanisme, qui comptait de si vaillans soldats, s'est dispersée tout entière. Parmi ses chefs, quelques-uns se sont réfugiés dans l'étude, et ce n'est plus dans la bibliographie de la politique, mais dans celle de la littérature, de la poésie, du roman même, qu'il faut chercher leurs noms. Les complots contre la sûreté de l'état ont fait place à de simples délits de presse, et, au lieu de ces causes retentissantes qui, en 1832, 1833 et 1834, tenaient en émoi le pays entier, nous trouvons en 1845, dans les procédures qui se rattachent à des questions d'intérêt public, quatre brochures sur le péage des ponts de Paris. Aujourd'hui une nouvelle espèce de causes semble se produire; le gouvernement n'a plus à se défendre contre ceux qui l'attaquent, mais contre ceux qui le servent et le compromettent.

La littérature, comme la politique, a des dossiers nombreux dans la procédure contemporaine. Cliente assidue des avoués, elle a laissé les huissiers faire irruption dans son domaine, et de nombreux débats entre les écrivains et les éditeurs ont initié le public, en le scandalisant parfois, à tous les secrets de ce qu'on appelle *la boutique*. On a publié, dans le XVIII[e] siècle, un livre piquant, *les Querelles littéraires;* on pourrait publier aujourd'hui, comme appendice, *les Procès des gens de lettres*. L'histoire de la lutte des vanités se compléterait ainsi par l'histoire de la lutte des intérêts.

sont fait un nom dans le barreau. Les mémoires imprimés de M. Dupin forment une collection de 20 volumes in-4°; ses consultations manuscrites 21 volumes in-folio; les notes et extraits ayant servi à ses plaidoiries 15 volumes, et le registre qu'il a tenu par ordre de dates et de numéros de toutes les causes dans lesquelles il a plaidé porte à plus de quatre mille le nombre de ces causes.

Quant aux causes criminelles, le dossier de ces affaires constitue maintenant une littérature à part, qu'on peut désigner sous le nom de littérature de la cour d'assises, laquelle forme, avec le drame et le roman, une trilogie où le public va s'approvisionner d'émotions et de larmes. Ces affaires sont reproduites d'abord par les journaux judiciaires et les journaux politiques. Les éditeurs s'en emparent ensuite pour les faire paraître de nouveau sous la forme de volume, et plus le crime est grand, plus la spéculation est avantageuse. Dans tous les temps, sans doute, les causes de ce genre ont occupé le public, et le nom de la Brinvilliers montre qu'on arrive à la popularité par la scélératesse. A d'autres époques du moins les scélérats n'éveillaient que la curiosité et n'inspiraient que les faiseurs de complaintes; aujourd'hui ils excitent l'intérêt, surtout quand ils donnent une théorie sociale de l'assassinat, ou qu'ils poétisent l'empoisonnement par une mise en scène romanesque. On sollicite alors des autographes de *leur bienveillance*. Les libraires éditent leurs lettres et leurs volumes; ces volumes, que chacun peut nommer à notre place, trouvent des lecteurs empressés, et le pilori est encore un piédestal. Qu'avant de monter sur l'échafaud ou de voir la porte de la prison se refermer à jamais sur eux les grands coupables laissent pour adieu un défi ou une insulte à la société qui les tue ou les jette jusqu'à la mort dans la cellule pénitentiaire, c'est le dernier privilége de la libre défense; mais que ceux qui sont dans le droit chemin de la vie, que des femmes fidèles à l'honneur souillent leur pensée par ces lectures impures ou sanglantes; que la presse oublie, pour reproduire des drames odieux, les grands intérêts du pays; qu'on trouve dans une même année vingt livres différens sur un même crime; que le théâtre évoque sur ses planches ceux que la cour d'assises vient de voir sur ses bancs, c'est ce qu'on a peine à comprendre, c'est surtout ce qu'on est affligé d'avoir à constater.

V.

A la suite des théologiens qui expliquent Dieu et commentent les lois divines, à la suite des jurisconsultes qui interprètent le code, nous trouvons les philosophes qui enseignent ou du moins qui devraient enseigner les lois de la morale et l'amour de la sagesse. Le premier fait qu'on ait à noter en étudiant la bibliographie philosophique, c'est la différence qui existe à dix ans de distance dans la moyenne annuelle du nombre des livres. L'histoire de la philosophie contemporaine se divise en effet en deux périodes distinctes, qu'on peut appeler l'une la période de stagnation ou l'état de paix, l'autre la période d'activité ou l'état de guerre. La période de stagnation commence en 1830 et se prolonge jusqu'en 1838; la période d'activité s'étend de 1838 à 1845, et se continue même encore aujourd'hui, ce qui surprend quand on songe avec quelle rapidité les choses changent et se succèdent à l'époque où nous vivons.

Dans les années qui suivent la révolution de juillet, la philosophie semble disparaître brusquement de la scène active du monde; elle vit toujours, mais pour elle-même, s'enfermant dans l'école, s'occupant de son organisation, évitant les grands problèmes, discutant avant tout sur la méthode, le programme, les conditions de la science, recrutant des élèves plutôt que des disciples, cherchant à se connaître elle-même, n'y réussissant pas toujours, et se demandant parfois,

ainsi qu'on l'a dit : « Suis-je possible, et comment suis-je possible? » Durant cette période stagnante, les chefs les plus illustres se retirent sous leur tente et laissent dormir leurs armes. La moyenne des livres philosophiques est réduite à vingt ouvrages par année, volumes ou brochures; aucun système ne se produit; mais, vers 1838, une réaction s'opère. L'agitation commence dans les idées quand la société s'apaise. Au moment même où les économistes célèbrent l'avénement de l'industrie, les idéologues proclament l'avénement de la métaphysique, et, comme les théologiens et les poètes, ils annoncent qu'ils viennent arrêter l'humanité sur la pente de l'abîme. Sauver le monde et le gouverner, c'est aujourd'hui l'ambition universelle.

Au moyen-âge, sous Louis XIV et dans le XVIII[e] siècle même, un système suffisait à plusieurs générations, et, suivant les temps, on était scotiste, thomiste, réaliste, nominaliste, cartésien, sensualiste, athée. Aujourd'hui les distinctions sont moins faciles à établir, car on ne sait pas toujours nettement ce qu'on est, et quelquefois même on cherche à paraître ce qu'on n'est pas. On peut cependant ranger en trois catégories les philosophes contemporains, en mentionnant seulement pour mémoire l'école sensualiste, triomphante sous l'empire et vaincue dès les premières années de la restauration. Aujourd'hui nous trouvons : 1° l'école théologique ou catholique, 2° l'école révolutionnaire ou socialiste, 3° l'école éclectique ou spiritualiste rationnelle, qu'on peut appeler aussi conservatrice. Entraînées par la force des choses sur le terrain de la réalité, ces trois écoles convergent toutes, par des voies différentes, vers la politique et correspondent aux trois opinions qui divisent la société.

L'école théologique, qui a pour chefs de Maistre et de Bonald, s'appuie uniquement sur l'autorité de l'église. Partie de la révélation pour aboutir à l'absolutisme (nous verrons tout à l'heure M. Buchez partir de la révélation pour aboutir à la démocratie), alliée du pouvoir de 1815 à1830, cette école perd, à la révolution de juillet, le caractère semi-officiel de philosophie de l'état, qu'elle cède à l'éclectisme, tout en continuant d'animer de son souffle la littérature catholique. Depuis vingt ans, à côté de ses illustres chefs, elle ne présente en ligne aucun homme nouveau et marquant, et ne produit que des ouvrages qui vont grossir, sans profit pour la science, la *Bibliothèque des bons livres*. Au lieu de faire servir la raison et la philosophie à l'exposition ou à la défense de la foi, comme l'avaient fait tous les pères, elle se sert de la foi pour attaquer la philosophie et la raison : elle arrive ainsi à la négation complète de la science au nom de laquelle elle parle (1).

L'école révolutionnaire, qui aboutit à la démocratie, se place en dehors de toutes les traditions scientifiques. Elle ne relève ni de Descartes, ni de Hegel, mais de la convention mitigée par l'évangile des millénaires, du saint-simonisme, du journal *l'Avenir*, et par ses représentans divers elle confine aux utopies du XVIII[e] siècle et aux hérésies politiques du moyen-âge. Cette école, qui se

(1) Le clergé semble depuis long-temps s'être volontairement condamné, en fait de philosophie, à l'insignifiance. *Celebriora tantum systemata exposui, nullum propagare volui*, telle est la devise du manuel qui sert aujourd'hui à l'enseignement d'une grande partie des séminaires de France. Ce manuel n'en a pas moins obtenu sept éditions en huit ans, et un nombre au moins égal d'éditions en Chine, où il sert à l'instruction des néophytes du céleste empire.

partage en plusieurs branches, remonte aux dernières années de la restauration, mais à cette date elle sommeille pour ainsi dire entre les bras du saint-simonisme; après la révolution de juillet, elle s'absorbe dans la politique, et ce n'est que vers 1838, au moment où commence la guerre dans les sciences spéculatives, qu'elle apparaît à l'état de système. MM. Auguste Comte, Pierre Leroux, de Lamennais et Buchez en sont les principaux représentans.

Après avoir travaillé au *Producteur*, journal saint-simonien, qui fut accusé par Benjamin Constant de *papisme industriel*, et au *Catéchisme des industriels*, journal fouriériste, M. Comte, esprit vigoureux et hardi jusqu'à la témérité, a résumé ses doctrines dans le *Cours de philosophie positive* dont le premier volume parut en 1839. Le principal sujet de ses méditations est la loi du développement de la perfectibilité humaine; son système s'appelle système de physique sociale, et il est fondé sur *la combinaison des indications de la science physiologique avec les révélations de l'histoire collective du genre humain.*

M. Pierre Leroux, qui prit une part active à l'apostolat saint-simonien, étudie, comme M. Comte, la théorie du progrès, et, dans son livre *de l'Humanité*, il l'applique aux destinées de ce monde. Suivant lui, l'humanité avance sans cesse; il n'y a ni catastrophe, ni décadence, ni fatalité physique. C'était aussi l'avis du docteur Pangloss; mais que deviennent les bénéfices du progrès continu par rapport aux générations mortes et à celles qui mourront bientôt? Qu'importent aux Grecs ou aux Gaulois nos découvertes modernes? que nous importent, à nous, les découvertes des hommes qui vivront dans dix siècles? Pangloss n'était qu'optimiste et ne cherchait pas si loin. L'auteur du livre *de l'Humanité* a prévu l'objection. Comment y répondre? Pour montrer que notre civilisation, nos sciences profitent aux peuples disparus depuis deux mille ans, que nous profiterons nous-mêmes des progrès de ceux qui nous suivront sur cette terre, il n'y avait guère qu'un moyen, c'était d'évoquer les morts. M. Leroux les a évoqués, et, suivant lui, nous ne sommes que des ressuscités, de Pangloss nous arrivons droit à Pythagore; mais si réellement, comme veut le prouver M. Pierre Leroux, l'humanité avance sans cesse, comment se fait-il que dans ses systèmes il recule jusqu'à la métempsycose?

M. Buchez, comme M. Comte, comme M. Leroux, a traversé le saint-simonisme. En 1833, il posa les bases de son système dans l'*Introduction à la science de l'histoire* et dans le journal hebdomadaire *l'Européen*. L'introduction et les préfaces de l'*Histoire parlementaire de la révolution française* en continuèrent l'exposition. Enfin, en 1839, M. Buchez en donna le dernier mot dans l'*Essai complet d'un traité de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès*. L'idée qui domine dans ce livre, c'est que l'humanité accomplit progressivement une fonction morale, que la tâche actuelle et future des nations européennes est de faire passer dans les institutions politiques et sociales les principes de la morale chrétienne, et que cette mission est surtout dévolue à la France, dont la nationalité même a été fondée sur le catholicisme, et qui en a pris l'initiative par la révolution. Le peuple français devient de la sorte, dans l'histoire idéale de l'humanité, une contrefaçon du peuple de Dieu, et M. Buchez, fondateur de l'une des sociétés politiques qui combattirent avec le plus de courage les principes ultra-catholiques de la restauration, se rencontre avec M. Lacordaire, fondateur des dominicains modernes.

L'année 1839 avait vu paraître les travaux de M. Comte et de M. Buchez. En 1840, M. de Lamennais rentra dans la lice par l'*Esquisse d'une philosophie*, apportant tout à la fois dans ce livre les allures du théologien et celles de l'écrivain démocratique. Écrite avec grandeur et toujours majestueuse, l'*Esquisse* excita un certain mouvement de curiosité, parce qu'on espérait y trouver le résultat des luttes de l'auteur et voir si son insurrection contre la papauté devait profiter soit à la philosophie, soit à la religion, soit à la démocratie. On n'avait plus à y chercher la foi, on y chercha la démonstration; mais il se trouva que la théorie scientifique, dégagée du faste de l'exposition, reposait sur cette pensée caduque, que le consentement universel est le véritable criterium. De quelque nom qu'ils fussent signés, aucun des livres de l'école qui nous occupe n'a excité une de ces émotions sérieuses qui provoquent les révolutions dans les sciences spéculatives. MM. Comte, Leroux, Lamennais, sont restés isolés dans leurs systèmes. M. Buchez seul a rallié, sous le nom de *buchésistes* ou de *buchésiens*, car on dit les deux, un certain nombre de disciples qui ont soutenu dans leurs livres les idées du maître.

L'école éclectique, qui date de 1817, a pour chef M. Cousin, et pour aïeux directs MM. Royer-Collard et La Romiguière. Maladroitement contrariée dans son enseignement par la restauration, envers laquelle elle n'était ni très hostile ni très agressive à son début, elle devint d'autant plus populaire qu'elle se jeta plus avant dans l'opposition, et en 1828 elle avait rallié en France la majorité des esprits. 1830 vit son avénement aux affaires, et depuis cette époque elle a régné en souveraine absolue dans l'enseignement; elle a siégé en majorité à l'Institut, et la première elle a donné l'exemple d'une philosophie arrivée à une position hautement gouvernementale. Spiritualiste, mais non mystique, respectueuse envers les vérités révélées, mais indépendante dans ses investigations, tolérante en politique comme en philosophie, un peu timide en toutes choses, demandant aux gouvernemens leurs sympathies pour les peuples contrairement à l'école théologique qui ne leur demande que des rigueurs, acceptant la vie comme une épreuve et non comme une expiation, l'école éclectique transporta la psychologie dans l'histoire, confronta chaque système avec les faits de conscience, et, en cherchant à apprécier à leur juste valeur la *sensation* et la *révélation*, elle s'efforça de déduire une théorie qui éclairât ou complétât les systèmes entre lesquels elle se plaçait comme médiatrice. L'éclectisme, qui s'est révélé surtout par les concours, les thèses, les mémoires académiques, semble avoir depuis long-temps renoncé aux travaux dogmatiques pour la critique et l'érudition. Il a exhumé l'antiquité, le moyen-âge; il s'est fait, dans les bibliothèques d'élite, l'éditeur de tous les penseurs du XVIIe et du XVIIIe siècle, enfin il nous a initiés à la philosophie écossaise, à la philosophie allemande. Grace à ses recherches, à ses investigations, nous savons aujourd'hui les opinions que les hommes de tous les temps ont émises sur les problèmes éternels; mais peut-être aussi cette immense exhibition de systèmes nous a-t-elle rendus quelque peu sceptiques, et, en voyant ainsi ce qu'ont pensé les philosophes anciens et modernes, on finit par ne plus savoir ce qu'on doit penser soi-même, et par malheur l'éclectisme, qui le sait sans doute, ne le dit pas toujours.

Soumises dans leurs théories à d'incessantes variations, les sciences spéculatives ont aussi subi dans les diverses branches qu'elles embrassent le caprice de

la mode. La théodicée, qui formait autrefois comme la base de tout l'édifice, a été très négligée dans ces derniers temps. On ne la retrouve guère que dans les livres destinés à l'enseignement ecclésiastique, où elle est restée à peu près ce qu'elle était au temps de Descartes et de Fénelon. La psychologie a pris sa place dans la plupart des livres contemporains, comme si l'homme avait plus à cœur aujourd'hui de se connaître lui-même que de remonter par la pensée jusqu'à son auteur. La logique s'est réfugiée dans les manuels; l'ontologie a tenté à diverses reprises, mais sans grand succès, de germer sur notre sol, et, en dernière analyse, il semble qu'à chaque nouveau progrès des sciences mathématiques et des sciences naturelles, la pure abstraction perde de son autorité. La philosophie française tend avant tout à devenir une science contingente; elle se détourne des utopies pour marcher droit aux applications; elle renonce à ce qu'elle ne peut expliquer pour s'attacher à ce qu'elle peut connaître; elle élève le niveau des autres sciences en leur apportant une méthode, et, en s'alliant avec elles, elle devient la philosophie du droit, la philosophie de l'histoire, la philosophie de l'art et même *la philosophie du budget*. Dédaignée du public, ce philosophe sans le savoir, quand elle se présente devant lui comme un rêve abstrait et insaisissable, la philosophie trouve toujours la foule attentive quand elle lui parle des espérances éternelles de l'homme, de ses devoirs envers lui-même et la société. Il suffit de compter les éditions des moralistes pour s'assurer de l'exactitude de cette remarque, qui du reste n'a point le mérite de la nouveauté. Marc-Aurèle et Plutarque figurent dans nos catalogues à côté de Montaigne, de Vauvenargues, de Franklin, de Silvio Pellico, de de Gérando et de Droz. Pellico a eu au moins trente éditions, de Gérando sept ou huit, et plusieurs sociétés d'ouvriers typographes ont consacré les loisirs du dimanche et du lundi à réimprimer Franklin. C'est là une heureuse compensation de la popularité de tant de romans qui n'ont d'autre attrait que le scandale; c'est là un fait qui montre suffisamment qu'on peut se faire écouter du public, lorsqu'au lieu de lui parler au nom de ses passions ou de ses vices, on lui parle au nom de ses devoirs, un fait qui montre surtout combien sont durables et solides les succès des ouvrages qui s'adressent à de nobles sentimens, en face de ces succès bruyamment usurpés qui ne s'adressent qu'à une sorte de curiosité dépravée et maladive. Quel que soit l'égoïsme ou l'effronterie d'une époque, l'honnêteté sera toujours, pour les livres comme pour les hommes, l'instrument le plus puissant d'une fortune solide et durable. Un mauvais livre, soutenu par le scandale, appuyé par la réclame et la critique, peut, pendant quelques semaines, se vendre à grand nombre, mais la vogue est vite épuisée. Sans l'appui de la critique et de l'annonce, un bon livre peut rester quelque temps inconnu, mais tôt ou tard arrive l'instant où il sort de son ombre pour conquérir une place honorable que personne ne songe à lui disputer. C'est dans la bibliographie l'histoire des bons traités de morale, c'est dans le monde l'histoire des honnêtes gens et des fripons.

VIII.

Améliorer l'homme, le préparer à l'accomplissement de ses devoirs envers lui-même et les autres, lui donner par le développement du sentiment moral une

plus grande somme de bonheur, telle est ou telle doit être la mission des écrivains dont nous venons de nous occuper. Utiliser par l'industrie toutes les forces de la nature, assurer le bien-être de chacun par le travail et l'ordre régulier de la vie, la puissance du pays par la richesse, la stabilité du gouvernement par la satisfaction de tous les intérêts, tel est le but des économistes. Science nouvelle, entrevue par le XVIe siècle avant d'avoir été nommée, l'économie politique a pris dans ces derniers temps un développement immense; elle a ses journaux, ses encyclopédies, ses manuels, ses chaires de facultés, son histoire. Long-temps abandonnée aux philanthropes, aux rêveurs, perdue dans les discussions purement théoriques, elle a suivi la marche de toutes les sciences contemporaines; elle est entrée franchement dans la voie de l'expérience, et aujourd'hui elle va droit aux applications.

Comme la philosophie, l'économie politique se divise en trois écoles : l'école catholique, l'école utilitaire administrative, l'école révolutionnaire. L'école catholique, qui a pour chefs MM. de Coux et de Villeneuve-Bargemont, donne le dévouement pour base aux rapports sociaux. Elle veut conduire l'homme au bien-être par l'accomplissement du devoir, lui imposer le travail comme une épreuve qui, dignement supportée, trouve sa récompense dès cette vie, et, en s'appuyant sur la charité, elle emprunte à son principe même une incontestable élévation. L'école utilitaire administrative, représentée par des industriels, des professeurs du haut enseignement, des membres des deux chambres et du conseil d'état, remonte, d'une part aux économistes du XVIIIe siècle, de l'autre aux écrivains de l'école anglaise. L'école révolutionnaire, qui se rattache directement aux millénaires, aux illuminés, à ces utopistes du moyen-âge dont Campanella était l'un des messies, s'est partagée depuis quinze ans en une infinité de branches, et elle a parlé tour à tour au nom de Saint-Simon, de Fourier, au nom des humanitaires et des communistes. L'école catholique et l'école utilitaire administrative, tout en cherchant le progrès, acceptent l'ordre établi dans la société, et donnent pour point de départ à leurs théories les instincts, les passions, les vices même de l'homme. L'école révolutionnaire, au contraire, fait table rase de tout ce qui est; elle ne cherche point à amoindrir le mal, mais à le supprimer, et elle crée, pour ainsi dire, un monde nouveau.

Quel que soit le système auquel ils appartiennent, les économistes ont été depuis quinze ans d'une fécondité inépuisable. Chaque question nouvelle qui s'est présentée a été l'objet de nombreuses brochures qui se sont produites comme par explosion. Les prisons, l'esclavage, le paupérisme et l'éducation publique ont surtout appelé l'attention.

La question des prisons fleurit principalement de 1834 à 1840. Le titre de réformateur des bagnes ou des maisons de réclusion constitue une profession libérale comme celle d'avocat, gouvernementale comme celle de préfet. On voyage aux frais de l'état pour visiter les détenus, comme Anacharsis voyageait à ses frais pour visiter les sages de la Grèce. Quinze volumes ou brochures paraissent chaque année sur ce sujet, et, dans le nombre, nous trouvons les *Idées d'un forçat libéré sur la réforme pénitentiaire;* mais tout à coup, après huit ou dix ans de discussions et d'essais, on s'aperçoit qu'il est difficile d'imposer le repentir, qu'il vaut mieux prévenir la chute que de tenter la rédemption, et que les voleurs et les forçats ne réalisent pas toutes les espérances qu'on avait conçues. Les

écrivains se tournent alors vers d'autres problèmes, en laissant à la législature du pays le soin de chercher et de donner la solution. La question de l'esclavage, qui produit chaque année une dizaine de livres ou brochures, a été débattue avec une ardeur qu'on n'apporte que dans la défense des grands principes moraux ou politiques. Catholiques, protestans, radicaux, conservateurs, tout le monde aujourd'hui est abolitioniste; mais le débat n'est pas encore vidé, tant est puissante la résistance passive des intérêts mis aux prises avec la morale.

Quant à la question du paupérisme, elle a traversé en peu d'années des phases bien diverses. Dans les derniers temps de la restauration, le débat roule tout entier sur l'extinction de la mendicité, et la société cherche moins à soulager la misère qu'à se défendre contre elle, ou à l'oublier en la rejetant dans l'ombre. A la révolution de juillet, une réaction s'opère par la politique. Le parti républicain s'empare du paupérisme, qu'il transforme en prolétariat pour s'en faire une arme utile à la cause qu'il sert. Les ouvriers prennent la plume et se mèlent à la lutte. Les tailleurs, les cordonniers et les typographes, qui formaient alors les corps de métiers révolutionnaires, marchent à l'extrême avant-garde; on publie des brochures sur la *fédération de tous les ouvriers de France*, et les *Révélations des garçons boulangers* sur la misère des travailleurs. Vers 1835, la polémique est amortie et même suspendue par les nombreuses défaites du parti républicain; vers 1840, elle reprend avec une ardeur nouvelle, et se bifurque en quelque sorte dans le parti populaire lui-même en deux écoles aboutissant, l'une au communisme, l'autre à l'association des intérêts entre l'ouvrier et le maître. Cette dernière école a pour organe le journal *l'Atelier*, fondé en 1840, et rédigé par un jury qui se composait à cette date de cinq typographes, d'un sculpteur sur bois, d'un tailleur, d'un serrurier, de deux teneurs de livres, d'un chapelier, d'un fondeur, d'un dessinateur, d'un charpentier et d'un mécanicien. Comparé aux publications du même genre faites en 1832, 1833 et 1834, *l'Atelier* marque un véritable progrès dans les idées des classes laborieuses. Ce journal trouvera sans doute des contradicteurs en ce qui touche ses théories d'association en vertu desquelles le maître serait tenu de fournir aux ouvriers les instrumens du travail et de partager avec eux les bénéfices; mais on ne peut que louer la manière élevée dont il traite les questions morales, le soin avec lequel il cherche à nourrir chez le travailleur le sentiment de sa dignité, la haine du vice, à déraciner l'habitude du lundi, et surtout sa constante opposition aux doctrines communistes. En voyant ainsi les classes laborieuses proclamer leur avénement dans l'économie sociale, les esprits sérieux ont compris que le seul moyen de régulariser ce mouvement et de le rendre pacifique et profitable pour tous, c'était de s'y mêler. Le paupérisme, l'organisation du travail, sont aujourd'hui l'objet favori des études économiques, et l'année 1845 a vu naître sur ce sujet 26 ouvrages.

Exploitée par les partis après l'avoir été par les philanthropes, la question de l'instruction publique, comme celle de l'organisation du travail, a subi depuis vingt ans plus d'une vicissitude. Sous la restauration, l'attention se tourne vers l'instruction primaire, qui alors était regardée comme la meilleure sauvegarde des libertés publiques, comme le plus sûr remède contre la misère. On combat pour l'enseignement mutuel comme aujourd'hui pour la liberté absolue. La loi de 1833 réalise en partie les vœux des philanthropes et des libéraux; mais, après

quelques années d'expérience, les amis les plus zélés de la diffusion des lumières déclarent, les uns comme M. Villermé, que « l'instruction seule ne réprime pas plus les mauvais penchans qu'elle ne les développe; » les autres comme M. Naville, « qu'entre les moyens préventifs de la misère, on avait au premier rang placé l'instruction, mais que les faits n'avaient pas répondu aux espérances que l'on était porté à concevoir. » Il faut donc chercher de nouveaux remèdes contre le vice ou la faim, et, tout en perfectionnant les méthodes, on laisse aujourd'hui l'instruction primaire poursuivre obscurément ses modestes destinées pour s'occuper de l'enseignement supérieur (1); mais ici encore la polémique s'est déplacée sans cesse. La croisade commence dans le journal *l'Avenir*, rédigé par M. de Lamennais; vient ensuite la *Société des droits de l'homme*, qui, en 1833, réclame l'organisation de l'éducation publique, en se plaçant au point de vue de la convention nationale, en combinant Rousseau et La Chalotais. Jusqu'en 1839, il n'est aucunement question d'instruction religieuse; mais alors le tocsin retentit tout à coup dans toutes les paroisses. On venait de découvrir dans l'université l'impiété et le panthéisme; l'incendie s'alluma comme une traînée de poudre. Les jésuites ou plutôt le fantôme de leur ordre reparut à l'horizon. Des comités s'organisèrent, des pétitions furent signées, quelques-unes même par des abbés qui échangeaient leur nom véritable contre le titre de père de famille. Le nombre des pamphlets et des brochures, qui était de vingt-deux en 1843, dépassa cinquante en 1845; on eût dit qu'une révolution nouvelle allait sortir de la lutte. Après sept ans de combat, il en sortit un projet de loi, et les livres éclos de cette polémique sont aussi loin de nous déjà que les pamphlets du jansénisme, dont ils sont d'ailleurs dignes de tous points. Le dernier mot de la querelle cependant n'est pas dit encore. Quel qu'en soit le résultat, elle aura eu l'avantage de rappeler l'attention sur des problèmes dont on s'était détourné depuis long-temps. On a laissé aux évêques la spécialité du panthéisme en se demandant toutefois si l'enseignement universitaire, tel qu'il est aujourd'hui constitué, répond à tous les besoins de notre époque, et la lutte, déplacée de nouveau par les esprits sérieux, semble devoir porter désormais sur l'enseignement professionnel et agricole. La déclaration de guerre est partie cette fois de l'Académie des sciences, et M. Blanqui s'en est fait le héraut.

On le voit d'après ce qui vient d'être dit, l'économie politique mérite à plus d'un titre d'être comptée au premier rang des sciences progressives. Alliée à la philanthropie et à la morale, elle poursuit en même temps la solution des problèmes les plus importans qui se rattachent à l'organisation financière, industrielle, agricole, coloniale et administrative du pays (2). Depuis 1830, elle a reçu

(1) Les ouvrages destinés aux écoles primaires forment l'une des branches les plus actives et les plus importantes de la librairie. En effet, sans compter les salles d'asile, fondées en 1801 par Mme de Pastoret et popularisées plus tard par M. Cochin, sans compter les ouvroirs, les colonies agricoles, les classes d'adultes, il existe en France près de 60,000 écoles publiques ou privées, fréquentées par 3,300,000 élèves environ, et le progrès est si rapide de ce côté, que, de 1840 à 1843 seulement, il a été établi 4,093 écoles nouvelles. On comprend qu'avec un public aussi nombreux la consommation soit grande. Les ***cacographies***, les ***cours de thèmes français*** et les ***traités d'analyse*** se sont élevés à 90 en 1835 et à 66 en 1845.

(2) En 1842, nous trouvons 18 ouvrages ou brochures sur l'Algérie; nous en trouvons

par la recomposition de l'Académie des sciences morales une consécration définitive. Dans les questions purement morales comme dans celles qui touchent aux intérêts matériels, les économistes contemporains se sont presque toujours appuyés sur la statistique; cette science, exclusivement consacrée dans l'origine aux calculs de la population et de la richesse des états, touche maintenant à toutes les études positives. Elle est représentée à l'Institut par une section spéciale, et dans la province même elle est cultivée par plusieurs sociétés. L'influence des professions sur la santé et la moralité, l'instruction publique, le commerce, l'alimentation des populations urbaines et rurales, l'agriculture, sont tour à tour l'objet de ses travaux. La statistique est descendue sans cesse du général au particulier, et, comme toutes les sciences que nous rencontrons sur la route du progrès, en s'étendant elle a été forcée de se spécialiser (1). MM. Charles Dupin, Schnitzler, Jomard, Benoiston de Chateauneuf, Moreau de Jonnès, ont puissamment contribué aux progrès de la statistique; mais les publications les plus importantes auxquelles elle a donné lieu émanent du gouvernement. On doit citer en première ligne les *Rapports sur l'administration de la justice criminelle, civile et commerciale, les Archives statistiques du ministère des travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce*, les *Comptes-rendus* annuels de l'administration des mines sur les travaux métallurgiques de la France, les *Tableaux du commerce extérieur* publiés par l'administration des douanes. Les conseils-généraux, comme les ministères, s'occupent de faire dresser, sous le titre d'*Annuaires*, des statistiques destinées à reproduire les faits qui intéressent les départemens. Il est à regretter que de nombreuses erreurs se soient glissées et se glissent tous les jours dans les documens de cette nature, et surtout que ces erreurs tiennent à l'ignorance et à la légèreté. On voit figurer, par exemple, dans les statistiques commerciales, des produits exotiques qui ne sont point cotés dans le tableau des importations, et l'on trouve, dans une statistique agricole, un taureau pour 30,000 vaches à lait. Si nos statistiques étaient mieux faites, mieux étudiées, si les documens partiels étaient recueillis par des hommes plus compétens et plus pénétrés de l'importance de leurs devoirs, l'administration supérieure, mieux renseignée à son tour sur les faits, n'aurait point à regretter, comme en 1846, à propos de l'approvisionnement du territoire et des produits de la récolte, des affirmations faites de bonne foi et cruellement démenties par les faits à quelques mois de distance. Quoi qu'il en soit de ces erreurs, d'immenses matériaux ont été recueillis depuis vingt ans, et il semble que le temps soit venu de réunir, en les complétant, ceux que nous avons acquis, de les rassembler quand ils sont

54 sur les chemins de fer en 1845; en 1843, 39 sur la question des sucres. La question vinicole, l'impôt sur le sel, l'introduction des bestiaux étrangers, etc., donnent un contingent de publications à peu près égal. Les questions économiques tiennent, après les questions politiques, le premier rang dans les discussions de la presse quotidienne. Enfin l'économie politique compte dans la presse périodique plusieurs organes spéciaux.

(1) Nous indiquerons, comme spécimen des travaux spéciaux auxquels se sont livrés les statisticiens, les recherches de M. de Montferrand sur la *longévité des académiciens*. Il résulte de ces recherches que les membres de l'Académie dans le XVIII[e] siècle avaient moyennement trente-cinq ans de vie probable, tandis qu'aujourd'hui la moyenne de leur âge est de soixante-neuf ans.

dispersés, de leur donner la vie quand ils sont enfouis et morts dans des livres étrangers au public, de les soumettre à un arrangement sévère et à un plan commun, d'apporter dans l'inventaire général de nos richesses pour chaque fraction du territoire cette exactitude minutieuse avec laquelle la carte du dépôt de la guerre reproduit la configuration et les moindres accidens du sol, et d'en former enfin comme une encyclopédie de la France que les études accomplies rendent possible, et que rendent opportune les goûts, les instincts et les préoccupations de notre temps.

L'école économique révolutionnaire ou socialiste se présente depuis quinze ans divisée en trois sectes : le saint-simonisme, le fouriérisme et le communisme. Nous avons vu, à l'occasion de M. l'abbé Châtel, quelle était aujourd'hui la destinée d'une hérésie religieuse. Le saint-simonisme nous montrera quelle est la destinée d'une hérésie sociale.

On sait que Saint-Simon, après avoir amassé dans des spéculations hardies une fortune immense, qu'il perdit bientôt dans des spéculations nouvelles, se fit économiste au moment de sa ruine. La comédie dont les derniers actes devaient se jouer en 1834 commença sous l'empire par un divorce. Le réformateur avait épousé une femme aimable, digne de toute son affection, et qu'il aimait tendrement; mais, comme il entrait dans ses vues d'abolir le mariage, ou du moins de ne l'admettre qu'à l'état transitoire, il écrivit un jour à celle qui portait son nom que, « malgré la tendresse et l'estime que lui inspiraient sa personne et son caractère, les pensées étroites et vulgaires dans lesquelles elle avait été élevée et qui la dominaient encore ne lui permettaient pas de s'élancer avec lui au-dessus de toutes les lignes connues; qu'il était donc obligé de demander le divorce, le premier homme de ce monde ne pouvant avoir pour épouse que la première femme. » Le divorce fut prononcé, et Saint-Simon, détaché dès-lors de tout sentiment vulgaire, déposa ses théories dans des livres qui restèrent long-temps concentrés entre les mains d'un petit nombre de disciples. Les vues nouvelles que ces livres contenaient sur l'industrie firent irruption dans le public par *le Producteur,* dont le premier numéro parut le 1er octobre 1825. Malgré son journal, la secte vécut sans éclat pendant six ans; mais à peine la révolution de juillet était-elle accomplie que le saint-simonisme déploya sa bannière, se fit faire un costume bleu, laissa croître sa barbe et annonça qu'il venait changer le monde. Pendant la seule année 1833, qui fut appelée *l'année de la mère,* on vit paraître vingt-huit brochures adressées *aux femmes juives, à la prostituée, aux femmes de tous les peuples et de toutes les religions.* On remplaça la trinité chrétienne par un *dieu père et mère,* l'épouse mère de famille par la *femme libre,* et Paris par *la ville nouvelle.* Le public, qui se laisse toujours séduire par les excentricités, assista pendant quelque temps, comme à un spectacle, aux exercices religieux, aux concerts et aux travaux des saint-simoniens, qui avaient, on se le rappelle, choisi Ménilmontant pour champ d'asile; mais il devait en être de ce sanctuaire de Ménilmontant comme du phalanstère de Condé-sur-Vègre. L'hérésie pénétra dans la nouvelle église. M. Bazard, qui était marié, repoussa la communauté des femmes, l'une des théories favorites de la secte, et fit schisme contre *le père.* Vers le même temps, l'auteur de l'*Appel d'une femme au peuple sur l'affranchissement de la femme,*

Mme Claire Demar, terminait sa vie par un suicide. Le public réfléchit, s'attrista, s'effraya de ces attaques contre la famille, de cette mort violente d'une jeune femme qu'un enthousiasme irréfléchi pour des théories téméraires avait jetée dans le désespoir. *Le père* lui-même, renonçant à propager sa doctrine en France, donna ordre à ses enfans de se disperser aux quatre coins du globe. Les plus aventureux se mirent en route. *Le père* alla offrir au vice-roi d'Égypte ses talens d'ingénieur pour le barrage du Nil, qui ne fut point barré, et le percement de l'isthme de Suez, qui ne fut point percé. Quelques années plus tard, les jeunes missionnaires se retrouvaient tous à Paris, convertis à cette civilisation qu'ils avaient si rudement attaquée : c'est là l'inévitable dénouement de nos hérésies sociales; mais, plus heureux que M. l'abbé Châtel, qui n'eut qu'un bureau de poste, ils ont avantageusement remplacé leurs fonctions de dieux et de messies par des fonctions plus positives et surtout mieux rétribuées. Les sectateurs du *dieu père et mère* sont rentrés dans le giron de l'église et de l'administration; nous en savons même qui sont marguilliers, nous pourrions citer la paroisse.

L'histoire du fouriérisme n'est ni moins instructive ni moins piquante que celle du saint-simonisme. Comme Saint-Simon, Fourier vivait sous l'empire. Son premier livre, la *Théorie des quatre mouvemens*, parut à Lyon en 1808; mais ce ne fut qu'en 1824, au moment où s'organisait aussi le saint-simonisme, qu'il rallia quelques disciples. La révolution de juillet, qui donna carrière à tous les rêveurs, surexcita les espérances de la secte phalanstérienne, et elle commença une propagande active par les journaux, les brochures, les tournées en province et les réunions gastronomiques. Le premier de ses journaux, *la Réforme industrielle*, fut dirigé par Fourier lui-même et s'éteignit après deux ans, comme *le Producteur* et *le Globe* des saint-simoniens, comme *le Réformateur* de M. Châtel. *La Phalange*, fondée en 1836, mourut en 1842, pour faire place à *la Démocratie pacifique*, qui est aujourd'hui l'évangile de l'école. A côté des journaux, on compte, outre une édition des œuvres complètes de Fourier, une soixante d'ouvrages, dont les plus importans sont dus à M. Victor Considérant, le principal publiciste, le grand théoricien et le libraire de l'école. Une vingtaine d'écrivains environ, parmi lesquels deux dames, ont travaillé pour la littérature phalanstérienne, et cette littérature a aujourd'hui un dépôt spécial à Paris : c'est *la librairie sociétaire*, *qui se charge en outre au comptant*, comme dit le catalogue, *de la commission pour tous les ouvrages publiés en dehors d'elle*. Nous ne demanderons pas aux phalanstériens quelles sont les applications pratiques, les améliorations positives qui sont sorties de leurs théories; ils nous répondraient comme le *père* des saint-simoniens aux jurés : Que l'étroite portée de notre esprit bourgeois ne nous permet pas de comprendre. Nous leur demanderons seulement : Qu'avez-vous fait des doctrines du maître, de sa verve, de son style souvent éclatant, de sa colère sincère, et surtout de sa profonde originalité? Qu'est devenue cette cosmogonie fantastique que l'ardent rêveur défendait avec la passion d'un illuminé? Où sont, dans vos brochures, ses bayadères et ses sœurs de la Miséricorde, personnel indispensable de tout phalanstère? Vous avez sacrifié la cosmogonie à la science; les danseuses des bals publics ont détrôné, dans vos feuilletons, les bayadères. Quand vous célébrez l'anniversaire de la naissance de Fourier, vous remplacez les merveilles de la gastrosophie, les jeux culinaires de l'humanité, par de modestes dîners à cinq

francs par tête. Vous voilà presque d'accord avec les civilisés; il ne vous reste plus que l'organisation du travail par groupes et par séries! Mais qui fera mouvoir les séries et les groupes quand on aura supprimé l'essor des passions, la religion du plaisir? Ici encore, on le voit, les novateurs, en se plaçant en dehors du progrès rationnel, en dehors de l'expérience et de l'observation, seul point de départ de tout progrès, sont fatalement ramenés dans le sein même de la société qu'ils voulaient détruire. Fourier n'était au fond qu'un magicien, un mystique égaré dans une époque industrielle. On a voulu à toute force en faire un économiste, et la science s'est vengée en brisant la baguette du sorcier.

Saint-Simon parlait au nom de l'art et de la théocratie industrielle; Fourier, au nom de l'harmonie mystérieuse des nombres et des lois de l'attraction. Les communistes à leur tour parlent au nom de la fraternité évangélique et de la démocratie. Le communisme, qui se montre pour la première fois en France au XIIe siècle, sous la forme d'hérésie religieuse, avec Valdo et les pauvres de Lyon, s'arme avec les Jacques, s'allie au XVIe siècle avec les philosophes, et reste comme eux dans les nuages de l'abstraction; puis il disparaît pendant deux siècles pour ressusciter avec Babeuf dans les jours les plus troublés de la révolution française. Oublié sous l'empire, sous la restauration et dans les premières années de la révolution de juillet, il relève sa bannière vers 1836, et, depuis cette époque, il a mis en circulation une quarantaine de livres ou de brochures, et fondé ou plutôt essayé de fonder quelques journaux. Parmi les livres, on distingue ceux de MM. Cabet et Proudhon, qui sont les grands théoriciens de l'école, et qui défendent, l'un le communisme *icarien*, fondé sur le principe de l'association, l'autre le *babouvisme*, fondé sur les théories de la loi agraire. Les journaux, au nombre de quatre, ont été publiés à Paris et à Lyon, qui sont, avec Saint-Étienne, les centres principaux de la secte. Ces journaux sont à Lyon *le Travail*, à Paris *la Fraternité*, *l'Humanitaire*, qui n'a eu que quelques numéros, et *le Populaire*, sur lequel le parti catholique a vainement tenté de mettre la main, en offrant les fonds du cautionnement exigé pour la publication hebdomadaire, à la seule condition que le journal prendrait une teinte religieuse. Malgré la modicité du prix, les diverses feuilles que nous venons de citer n'ont jamais eu qu'une publicité fort restreinte. Pouvaient-elles espérer, en effet, trouver des lecteurs parmi les hommes sérieux, quand l'un de leurs rédacteurs en chef, poursuivi pour délit de presse, déclarait devant les tribunaux ne savoir ni lire, ni écrire?

Le communisme, comme les doctrines de Saint-Simon et de Fourier, n'est point resté concentré dans un petit cercle d'écrivains et de penseurs. Il a rallié de nombreux adeptes parmi les classes ouvrières, où il s'est partagé en diverses sectes désignées sous les noms de *communistes égalitaires*, *communionistes*, *communitaires*, *communistes-matérialistes*, *chiénistes*, *communautistes*, *solidair-unis*, *fraternitaires*. De la France, il s'est étendu rapidement dans la haute Italie, en Prusse, où il s'est constitué, sous le nom de *Jeune Allemagne*, en une vaste société secrète, en Suisse, principalement dans les cantons allemands, où il a recruté pour disciples cette espèce de prolétaires qu'on désigne sous le nom de *Heimathlosen*, c'est-à-dire gens qui n'ont ni feu ni lieu. On se rappelle aussi qu'au moment des troubles du chartisme, les communistes français se sont mis en relation avec les chartistes anglais, et leur ont offert le secours

de leurs bras, si l'agitation sortait du *meeting* pour descendre dans la rue. Enfin, en 1835, le communisme fut implanté en Belgique par Jacob Kats, qui organisa, sous le nom de *Fraternité*, une association qui rappelait par la forme les sociétés de rhétorique de la vieille Flandre. Tour à tour tisserand, maître d'école, cabaretier et en même temps auteur dramatique, comédien, orateur et pamphlétaire, Kats prêchait son socialisme dans un estaminet de Bruxelles, où il avait établi un théâtre. Il y donnait en flamand des pièces de sa façon, où paraissaient des *paysans éclairés*, qui répétaient en dialogues populaires les *Paroles d'un croyant*.

Si nous comparons maintenant dans leur marche et leurs résultats l'école conservatrice progressiste et l'école révolutionnaire, nous voyons dans la première les idées se produire sans éclat et presque inaperçues, passer des livres dans les journaux, arriver lentement jusqu'au public, et, après sept ou huit ans de discussion, se transformer en projets de loi et se réaliser dans la pratique. Dans l'école révolutionnaire, au contraire, on procède toujours par saccades. Chaque système rallie autour de lui d'autant plus de disciples, excite dans certains esprits un enthousiasme d'autant plus grand, qu'il est plus échevelé et plus impraticable. Il faut huit ou dix ans à une idée juste pour se faire accepter, il faut six mois aux utopistes les plus excentriques pour se faire une école; mais l'idée juste se retranche toujours, après une première défaite, pour livrer de nouveau bataille et prendre sa revanche. L'utopie, au contraire, une fois entamée sur un point, croule et ne reparaît qu'à de longs intervalles pour crouler encore. Le bon sens public ne s'enthousiasme jamais; s'il se laisse passivement dominer par la vérité, il est toujours prompt à se révolter contre les témérités et les rêves. C'est là, dans toutes les questions de réforme, ce qui caractérise la société au milieu de laquelle nous vivons. Elle cherche et veut le progrès, mais en restreignant autant qu'elle le peut les chances du hasard. En économie politique, comme dans toutes les sciences, elle marche et avance en s'appuyant sur la méthode expérimentale, et, malgré l'égoïsme et la corruption dont on l'accuse, elle interroge au nom de la morale, au nom des sentimens éternels, ceux qui lui parlent au nom des intérêts. — Vous attaquez, vous supprimez la famille, — telle est l'objection contre laquelle sont venus se briser tour à tour les saint-simoniens et Fourier, contre laquelle se brisera le communisme. — Vous attaquez la patrie, — telle est l'objection contre laquelle se briseront les humanitaires.

Certes, nous ne voulons ni dissimuler ni excuser les vices de la société au sein de laquelle nous vivons; mais il nous semble qu'il est fort difficile de résoudre en un seul jour et par des théories préconçues tous les problèmes qui naissent du choc des intérêts et des passions, et, si le principal travail de notre époque consiste à signaler le mal, c'est au temps et à l'expérience qu'il faut s'en rapporter pour le remède. Afin de calmer les impatiences des réformateurs, tout en reconnaissant en bien des points la légitimité de leurs plaintes, il faut interroger l'histoire, qui compte les années en mesurant le progrès. N'oublions pas qu'il y a huit siècles entre la chute de l'esclavage antique et l'émancipation des communes, qui donne à la bourgeoisie le droit de travailler et de posséder pour elle-même, et six siècles encore entre cette émancipation et la révolution française, qui détruit au profit de tous le monopole des maîtrises, des jurandes et des priviléges. N'oublions pas surtout le bien qui s'est fait de notre temps même dans l'intérêt des

classes souffrantes. Les salles d'asile, les crèches, les ouvroirs, les caisses d'épargne, les caisses de secours et de prévoyance, les écoles d'apprentissage, les hôpitaux, les enfans trouvés, les maisons de refuge destinées comme celles du moyen-âge à recevoir les vieillards des divers métiers, le patronage des jeunes détenus, la création d'hospices payans, l'amélioration des hospices gratuits, ont été l'objet d'un nombre considérable de publications. On ne s'est pas contenté d'écrire ou de discuter des systèmes, on a toujours fait succéder la pratique à la théorie, quand il s'agissait de soulager des misères réelles. La bienfaisance publique, organisée aujourd'hui comme une grande puissance de l'état, est devenue un terrain neutre sur lequel se rencontrent tous les partis. Les théories égoïstes de l'école de Malthus sont vaincues dans les livres mêmes des économistes par les principes de la charité chrétienne, et l'on ne saurait dire tout ce qui se fait de bien aujourd'hui par les riches comme par les pauvres, principalement à Paris. On peut consulter à ce sujet le recueil périodique *les Annales de la Charité;* on y verra que l'égoïsme qu'on a trop souvent avec raison reproché à notre époque n'a pas desséché toutes les ames. Un érudit qui sait le moyen-âge dans les moindres détails de ses mœurs et de ses institutions, M. Monteil, a dit que l'histoire des hôpitaux de France serait bonne à traiter et qu'elle serait aussi très bonne à lire; nous dirons à notre tour aux socialistes et aux statisticiens, qui calomnient souvent la société en lui présentant sans cesse des listes de voleurs et de filles perdues, qu'ils auraient un beau livre à faire en prenant pour sujet la charité dans la France du XIXe siècle, car sans aucun doute, nous sommes heureux de le dire ici, nous avons vaincu nos aïeux dans l'art de soulager les misères publiques et privées. La charité chrétienne, qui fit au moyen-âge tant de choses admirables, sans rien perdre de son ardeur, a profité du progrès des sciences économiques et administratives pour s'organiser elle-même comme un des pouvoirs de l'état, et, dans aucune des circonstances pénibles que nous avons traversées depuis quinze ans, elle n'a manqué à sa mission; elle a même donné plus qu'on n'eût été en droit de lui demander.

CHARLES LOUANDRE.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LE BUDGET

ET

LA SITUATION FINANCIÈRE.

Deux circonstances rendent très difficile le maniement des finances d'un grand état : l'abondance et la pénurie. L'une, de sa nature passagère, trompe les esprits médiocres et désarme devant des exigences qui pèsent sur l'avenir. L'autre, qu'elle soit absolue ou relative, qu'elle provienne d'événemens inévitables ou de la faute des gouvernans, exige toujours des efforts pénibles, auxquels préparent mal les habitudes politiques et administratives des époques de calme et de nonchalance. La première de ces épreuves, nous venons de la subir sans avoir à nous glorifier des résultats de notre conduite. La seconde nous menace. Serons-nous à l'avenir plus habiles ou mieux inspirés? Jusqu'à présent, rien encore n'a été fait ou tenté. L'accroissement des bons du trésor, la négociation d'un emprunt, sont des expédiens incapables de remédier au mal permanent ou d'écarter les périls futurs. Il semble que, frappés du coup qui les avait atteints au milieu de leur quiétude, le gouvernement et les chambres aient voulu se reconnaître avant d'agir. Toutes les questions décisives ont été ajournées, et c'est à la prochaine session qu'est imposé le fardeau de rétablir un équilibre dé-

truit, de relever le crédit, de remanier les impôts, enfin de replacer les finances de la France dans un état normal. La tâche reste entière.

Malgré 237 millions d'accroissement naturel des revenus depuis 1840, les déficit des budgets ordinaires, à dater de la même époque, monteront, à la fin de 1848, à 518 millions, et auront absorbé, à peu de chose près, toutes les réserves de l'amortissement disponibles depuis 1842. L'emprunt de 450 millions, négocié en 1841 et en 1844, sera presque totalement épuisé à la même époque sans que les travaux auxquels il devait subvenir soient complétement achevés. Tous les autres travaux du budget extraordinaire, travaux civils, militaires ou maritimes, sont donc tombés à la charge de la dette flottante, c'est-à-dire ont été votés, entrepris, et doivent être payés sans qu'aucune ressource leur ait été préalablement affectée. La dette flottante, qui supportait déjà le poids de 256 millions des déficit antérieurs à 1840, était, au 1er janvier 1847, de 452 millions; elle atteindrait à la fin de 1848 le chiffre de plus de 800 millions, si le nouvel emprunt ne venait pas la dégager; sans l'écoulement d'une partie de cette dette dans la dette fondée, elle aurait presque doublé en deux ans. L'émission des bons du trésor, qui montait à 55 millions au 1er janvier de cette année, s'est élevée à près de 200 millions en quatre mois. Avant la fin de la session, il a fallu demander l'autorisation de la porter à 275 millions. L'intérêt de ces mêmes bons s'est accru en six mois de 2 à 2 et demi, 3, 3 et demi, 4, 4 et demi, et 5 p. 100. On a diminué la valeur des coupures, rapproché la date des échéances, pour attirer tous les capitaux, les plus petits comme les plus timides. Enfin, bien que M. Lacave-Laplagne eût déclaré en mars dernier qu'un emprunt serait inutile avant nombre d'années, pressé par une nécessité impérieuse, M. Dumon, trois mois après, a demandé l'autorisation de contracter un emprunt de 350 millions, et il annonce l'adjudication de la portion la plus considérable au moment où l'argent est le plus cher pour le gouvernement et pour les particuliers, lorsque les communes et les départemens viennent d'être autorisés à faire eux-mêmes des emprunts, quand les compagnies de chemins de fer obtiennent à si grand'peine des versemens nouveaux de leurs actionnaires, et pendant que la situation financière d'un pays voisin déprime toutes les valeurs. Le déficit s'est précipité sur nous comme une avalanche, grossissant à chaque pas, renversant tous les paradoxes financiers, et s'accroissant tous les mois de 10 à 15 millions. Ce mystère peut s'expliquer en deux mots. Les travaux publics devaient s'effectuer au moyen des réserves de l'amortissement; ces réserves ont toutes été employées à couvrir les déficit du budget ordinaire, et, le budget extraordinaire étant dépourvu de ressources, on a doublé la dépense.

Quand les affaires vont mal, chacun cherche à dégager sa responsabilité. On accuse toutes choses et tout le monde. Il semble que personne

n'ait agi, n'ait gouverné, et que le hasard conduise de droit les sociétés humaines. L'argument de l'impuissance est peu rassurant pour l'avenir, et quelle est donc la valeur de ces deux justifications si souvent présentées aux chambres sous des formes différentes pendant la dernière session? Le budget de 1845 était en équilibre, la mauvaise récolte est de 1846 : c'est donc à elle qu'on doit attribuer les découverts du budget ordinaire. Les électeurs exigeaient que leurs représentans obtinssent des chemins de fer; les députés les demandaient aux ministres, ceux-ci les accordaient. Tout le monde est coupable, et personne ne saurait être responsable du développement des dépenses du budget extraordinaire.

Il est vrai, l'exercice 1845 a été définitivement réglé en équilibre, et les découverts des budgets suivans sont les conséquences des inondations et de la mauvaise récolte, à une condition toutefois : si le chiffre des budgets présentés depuis 1845 est semblable à celui de cet exercice, la mauvaise récolte a causé le déficit; dans le cas contraire, si les dépenses ordinaires et prévues ont subi un notable accroissement, on doit surtout accuser l'imprévoyance des pouvoirs publics. Le projet de budget pour 1848, budget ordinaire, qui ne comprend ni les crédits supplémentaires et extraordinaires, ni les travaux publics, était de 92 millions supérieur au budget de 1845. Ce rapprochement à lui seul décide la question. L'accroissement du budget ordinaire a dépassé la valeur des dépenses causées par l'intempérie des saisons. Que durant trois ans seulement le chiffre du budget de 1845 eût été maintenu, l'état général de nos finances ne se serait pas ressenti du fléau des inondations et de la mauvaise récolte.

A partir de 1840, aucun budget ne fut présenté ou réalisé avec un véritable équilibre; seulement, grace à l'accroissement inespéré des recettes, des produits plus abondans vinrent réparer une partie de nos fautes à mesure que nous les commettions, et dissimulèrent nos premières imprudences. Il s'ensuivit une sorte d'obscurité dans les conditions de l'équilibre de nos budgets. Déroutés dans toutes leurs prévisions par la progression inouie des recettes, les économes de profession eux-mêmes ont déserté la cause de l'équilibre ou modéré leurs efforts. Pour me servir des expressions de M. Lacave-Laplagne, on pensait que de l'argent il y en avait tant, qu'on ne saurait qu'en faire. Le gouvernement finit par croire qu'à la faveur de son système politique, on pouvait augmenter impunément les dépenses. Aujourd'hui le voile est déchiré; un temps d'arrêt de deux ans dans l'accroissement des recettes, dans le développement des caisses d'épargne, ramène forcément au sentiment de la vérité financière : il faut payer un arriéré considérable, et, pour s'être trop long-temps bercé d'illusions, on a perdu le moment opportun de négocier un emprunt.

C'est chose commode d'attribuer le déficit à la mauvaise récolte, au hasard, à la fortune; il y a ensuite une habileté non moins grande à accuser les chambres, le corps électoral et tout le monde. Certes, la responsabilité politique et morale du gouvernement ne serait pas affaiblie parce que les dépenses auraient été sanctionnées par les chambres ou sollicitées par elles. Lui-même ne les a-t-il pas toutes proposées ou acceptées? Mais admettons cet argument, si peu constitutionnel qu'il puisse être. Pour apprécier la part réelle de chacun des pouvoirs publics dans l'excitation à la prodigalité, il est nécessaire d'établir une distinction essentielle entre les deux budgets ordinaire et extraordinaire. Sous le rapport du déficit actuel et du manque d'équilibre futur, ces deux budgets réagissent l'un sur l'autre; si les réserves de l'amortissement sont employées à éteindre les découverts du budget ordinaire, elles ne peuvent servir de ressource au budget extraordinaire. Quand les travaux publics sont soldés au moyen d'un emprunt, en dette fondée ou en dette flottante, le budget ordinaire paie les intérêts, et, les travaux achevés, l'entretien tombe à sa charge. Financièrement, il n'existe qu'un budget, comme il n'y a qu'un trésor et qu'un déficit; mais les deux budgets diffèrent à l'égard de la nature des dépenses auxquelles les allocations de leurs divers chapitres doivent subvenir.

Je ne crois pas que, depuis 1840, l'initiative des chambres ou des commissions ait accru le budget ordinaire de 25 millions, et la somme des réductions opérées dans l'enceinte législative pendant la même période monte à un chiffre triple ou quadruple de celui-là. Sans doute les commissions de finance auraient pu aller plus loin qu'elles ne l'ont fait; je ne prétends pas les justifier, bien que la tâche d'opérer des retranchemens sur le budget soit ardue et n'ait rien de commun avec une opération de chiffres. Sur quoi faire porter les réductions, si ce n'est sur les grands services publics? Comment ces réductions sont-elles possibles, utiles, sinon en vertu de changemens d'organisation? Réduire d'une manière importante le chiffre du budget de l'état, c'est modifier dans plusieurs parties l'organisation des services publics. En l'absence d'enquêtes parlementaires, aucune grande économie ne saurait être réalisée sans le concours actif et volontaire du gouvernement. Quand les commissions se hasardent à donner des conseils d'exécution, elles ont bientôt lieu de s'en repentir. La réorganisation des administrations centrales, demandée dans une intention d'économie à la chambre des députés, a tiercé la dépense. Les essais de réforme dans l'administration de la marine, exigés par les commissions financières, aboutissent, jusqu'à présent, à une énorme augmentation du personnel bureaucratique. Une commission du budget peut-elle réduire l'effectif normal de l'armée, cet effectif est toujours dépassé par des crédits supplémentaires votés l'année précédente à la faveur de quelques circon-

stances passagères. Peut-elle modérer celui de l'Algérie, l'expédition de la Kabylie, entreprise malgré le vœu évident des chambres, nécessite pour l'avenir un accroissement de forces. Est-il facile de retrancher sur les frais du matériel de la marine, quand les comptes de 1846 nous apprennent que, tout l'argent dépensé, la moitié des constructions promises n'a pas été réalisée, et lorsque, malgré l'augmentation annuelle des allocations, notre matériel naval continue à subir une décroissance progressive?

On le voit, il faudrait, pour arriver à des économies sur ces objets, les seuls où l'on pût en opérer de considérables, que les moyens de réduction n'eussent pas été, pour ainsi dire, paralysés à l'avance. Il faudrait que, loin de défendre pied à pied contre les chambres toutes les augmentations de crédits, comme si chambres et gouvernement avaient des intérêts contraires, le pouvoir fût le premier à opérer de larges réductions par la suppression des abus et des vices d'organisation. Telle n'est pas sa pente naturelle. Les conseils sont insuffisans, les votes seuls auraient de l'efficacité; mais des votes financiers importans deviennent des votes politiques, et ici des considérations d'un autre ordre font taire, chez la majorité, la raison financière. Les commissions de budget, composées d'hommes sincèrement économes et politiquement timides, se réduisent de leur plein gré à la tâche ingrate d'une vérification de chiffres, à l'occupation mesquine d'arrêter çà et là quelques menus accroissemens de dépenses. Elles perdent tout crédit devant les chambres par la médiocrité des résultats qu'elles apportent, et le plus souvent leurs faibles économies n'obtiennent pas le suffrage de l'assemblée. Le travail de la commission des crédits supplémentaires et extraordinaires est encore plus stérile : il consiste à régulariser des dépenses effectuées et à sanctionner des dépenses en faveur desquelles on a soin de faire valoir toujours les plus grands intérêts publics. Lors du vote de ces crédits, presque aucune réduction ne peut être proposée sans entraîner un blâme direct de la conduite des ministres ou une question de cabinet. Cette année, M. Guizot demandait un crédit de 850,000 fr. dépensés à l'avance, l'année dernière, sur un chapitre doté seulement de 150,000 francs, et, pendant que l'escadre qui devait porter des renforts à Taïti doublait le cap Horn, les chambres avaient à discuter si un accroissement de 2 millions était bien nécessaire au moment même de la pacification de nos établissemens océaniens.

A l'égard des lois spéciales, les chambres pourraient se montrer sévères sans craindre de troubler l'harmonie politique; le seul inconvénient serait de déplaire : c'est déjà beaucoup dans le temps où nous vivons. Aussi les députés, bien que cela paraisse peu au milieu des séances publiques, sont pleins de complaisance et de courtoisie les uns

envers les autres. Les intéressés ont toute chance d'être nommés dans les commissions. S'agit-il de travaux militaires, on choisit des militaires; de travaux civils, les représentans des départemens où ils doivent s'effectuer. Si la situation des finances trouble quelques membres à l'humeur chagrine, le ministre des finances se rend dans le sein de la commission, et, par des calculs généraux qu'une commission spéciale n'est pas en mesure d'apprécier, calme les appréhensions. Parmi les nombreuses imperfections du règlement de la chambre des députés, la plus grande me paraît être l'éparpillement des lois de finances entre plusieurs commissions. Les dépenses sont toujours plus ou moins utiles, seulement elles peuvent n'être pas nécessaires. Comme elles flattent un goût, une passion ou une faiblesse dominante, l'appréciation des lois qui les proposent, séparée de celle des ressources, doit nécessairement pousser à la prodigalité; l'équilibre devient une simple théorie, et le déficit, qu'aucune autorité ne constate, semble être un argument d'opposition. Mieux en état d'apprécier l'ensemble, la commission du budget elle-même sait qu'elle n'agit que sur des apparences, et que tous ses calculs seront illusoires. L'année suivante, des crédits supplémentaires et extraordinaires, des lois spéciales, viendront renverser l'échafaudage de ses chiffres et de ses raisonnemens. Le travail d'une commission financière unique aurait une tout autre efficacité. Sur elle pèserait une responsabilité entière; elle réglerait en même temps les ressources et toutes les dépenses. Ses réductions porteraient sur des objets plus importans; elles seraient plus considérables et d'avance sanctionnées.

Si le gouvernement est moralement responsable de presque toutes les augmentations du budget ordinaire, subies plutôt que consenties par les chambres, personne ne peut contester la part qu'ont prise au développement des travaux publics extraordinaires la chambre entière et les députés individuellement : doit-on leur en faire un reproche d'une manière générale et absolue? Je ne le pense pas, sans accepter néanmoins ce qu'a dit M. le ministre des finances dans la séance de la chambre des pairs du 7 août dernier; il a appelé le vote de la loi de 1842 une « résolution magnanime. » Cette expression peut paraître étrange dans la bouche d'un ministre des finances à l'égard d'une loi qui, pour une dépense de 600 millions, n'établissait aucune ressource préalable. C'était, en vérité, se montrer magnanime à bon marché pour soi-même et fort chèrement pour ses successeurs. Un ou deux autres actes héroïques de ce genre, et les finances sont à jamais perdues. De nombreuses critiques pourraient sans doute être élevées sur le mode d'exécution et les conditions de tracés des chemins de fer, sur les variations de systèmes et sur ces intermittences de panique et d'engouement dont la chambre nous a donné si souvent le spectacle depuis quelques années. Est-il

moins vrai que, si les députés ont assailli les portes du ministère des travaux publics, c'est parce que, primitivement, le système des tronçons simultanés a été présenté, et celui des lignes successives écarté par le gouvernement? Le principe de la justice distributive, c'est-à-dire celui d'un traitement égal dans des conditions différentes, remplaça le principe de l'intérêt public. Toutes les demandes des localités furent excitées et ainsi justifiées. L'administration des travaux publics, en faisant jalonner toutes les vallées et toutes les plaines, échauffa les imaginations; elle eut encore le soin de présenter ses projets de lois à la fin des sessions, quand le zèle s'affaiblit périodiquement, et les groupa de façon à susciter dans le sein de l'assemblée des coalitions d'intérêts. Soit : la chambre des députés a poussé exagérément aux travaux publics. La chambre des pairs manifestait des dispositions contraires, et, au nom de l'intérêt politique, elle a été entraînée par le gouvernement. Je n'hésite néanmoins pas à le dire : les dépenses qu'on doit le plus regretter ne sont pas les dépenses productives, et, malgré toutes les fautes d'exécution, si la loi de 1842 avait, ainsi que l'a fait la loi de 1841, préparé des moyens financiers réels et sans danger, au lieu de ses deux ressources, dont l'une était illusoire et devait être employée ailleurs, — les réserves de l'amortissement, — dont l'autre était aussi précaire qu'illimitée, — la dette flottante, — les reproches seraient mal venus. D'ailleurs une seule chose pouvait arrêter l'impulsion des chambres, la connaissance exacte de l'état du trésor. Contre les demandes de travaux utiles, il n'existe qu'un frein, la nécessité financière. Lisez les discours de M. Lacave-Laplagne, ses exposés de motifs du budget, des crédits supplémentaires et des comptes : vous verrez que la chambre des députés, bien qu'elle ait eu des torts, n'est pas aussi coupable qu'on essaie de le lui persuader et qu'elle veut bien se le persuader elle-même. Pourquoi l'ancien ministre des finances n'a-t-il pas défendu l'argent du trésor avec la dixième partie de l'opiniâtreté qu'il a mise à maintenir ses chiffres erronés? Pourquoi a-t-il craint d'exposer la vérité tout entière? Serait-ce encore ici l'intérêt politique qui a dominé l'intérêt financier et nous a placés sous le coup de graves embarras pour le présent et pour l'avenir?

Aucun état, pas même la France, ne peut supporter, sans s'exposer à perdre sa liberté d'action, une dette flottante disproportionnée et une émission de bons royaux inconsidérée. Une masse énorme de bons royaux exigibles en capital à courtes échéances placerait chaque jour le trésor à la merci des prêteurs et pourrait créer dans l'avenir de fâcheuses complications. En bonne finance, la dette flottante devrait se composer presque uniquement de ces fonds publics et privés dont l'état est le banquier nécessaire, qui s'alimentent d'eux-mêmes et se renouvellent naturellement. Les bons royaux sont un moyen de service, une

avance prise sur le crédit, en un mot le papier de ce grand banquier qui s'appelle le trésor, et l'émission de ces bons ne saurait sans inconvéniens être étendue au-delà des limites des nécessités courantes ou imprévues; la prodiguer, dans les temps de sécurité et de calme, de manière à rencontrer devant soi, aux jours de crise et d'embarras, des créanciers au lieu de prêteurs, est une imprudence encore aggravée par les conséquences de notre législation sur les réserves de l'amortissement de la rente 5 pour 100, sans parler de celle des caisses d'épargne. Aujourd'hui les réserves de l'amortissement sont employées à couvrir des dépenses habituelles, et elles suffisent à peine à éteindre les découverts du budget ordinaire. Que le 5 pour 100 tombe au-dessous du pair, il faudra ramener ces réserves à leur destination légale. Cette ressource nous manquerait au moment où les dépenses augmenteraient, où les revenus subiraient une diminution. Comment parer à ce danger, si la dette flottante est déjà surchargée et si le simple renouvellement des bons royaux est à lui seul une difficulté? On le sait, la dette fondée, celle dont les intérêts seuls sont exigibles, une fois assise et classée, a pour unique inconvénient de grever plus ou moins les générations futures. La dette flottante, celle exigible en capital, si commode à contracter, si facile à dissimuler, qui se prête si bien à toutes les prodigalités, quand elle dépasse les limites raisonnables, est une entrave pour le gouvernement, une cause de perturbation toujours imminente dans les conditions générales du crédit. Qu'importe? dit-on. Nous ne sommes pas bien exposés : si nous avons les bons du trésor, nous avons aussi le 3 pour 100; avec ces deux expédiens, l'état des finances ne doit inquiéter aucun ami du repos. La dette flottante trop chargée, on la fait dégorger dans le 3 pour 100 par le moyen d'un petit emprunt; puis, lorsque la dette flottante sera de nouveau grossie, on fera un nouvel emprunt, et toujours ainsi. Cette théorie, on la pratique. Voyez où elle conduit.

Le déficit n'est pas fixe; il progresse mois par mois, jour par jour. La dette flottante en aurait supporté tout le poids et atteindrait les proportions ci-dessus indiquées, si, dans la crainte de contracter l'emprunt à un taux trop bas, le ministre des finances en avait retardé la négociation. Dans cette situation à laquelle on veut aujourd'hui échapper, et qui nous menace toujours pour l'avenir, les affaires d'un pays sont nécessairement exposées à des éventualités contraires à sa grandeur et à sa sûreté.

La stagnation prolongée du crédit n'est pas le seul danger à craindre. Que le ministre soit un jour contraint d'élever à plus de 5 pour 100 l'intérêt des bons royaux, c'est un nouveau renchérissement de l'argent, une violente perturbation pour le commerce et l'industrie. Ce serait malheureusement une grande erreur de penser que l'adjudication de

l'emprunt dissipe tous nos embarras. Deux hypothèses sont à prévoir. Si l'adjudication a lieu fort au-dessous du cours actuel des rentes, il n'y aurait pas seulement pour l'état une perte de plusieurs millions : toutes les valeurs, rentes anciennes, actions de chemins de fer et autres, éprouveraient une dépréciation notable. L'agiotage s'emparerait du fonds nouveau, en retarderait le classement, et la possibilité d'émettre un nouvel emprunt serait pour long-temps reculée.

Je veux admettre l'hypothèse la plus favorable. L'emprunt est négocié à un bon prix, et cette heureuse opération rétablit la sécurité, favorise les transactions. 350 millions étaient le montant du déficit probable des deux années 1847 et 1848. Malgré l'emprunt de 250 millions, s'il était réalisé à cette époque, nous nous trouverions au 1er janvier 1849 avec une dette flottante chargée de 100 millions de plus qu'au 1er janvier 1847. Mais l'emprunt ne pourra être réalisé qu'en novembre 1849, et le fardeau à supporter par la dette flottante ne sera pas moindre pendant toute la durée des versemens à effectuer que celui qui, au milieu de cette année même, paraissait si exorbitant. Une fois le dernier versement échu, le classement de l'emprunt n'aura pas encore eu lieu; il sera impossible ou difficile d'emprunter immédiatement, et comme le déficit continuera sa marche ascensionnelle, la dette flottante nous débordera de nouveau. La mesure annoncée dans *le Moniteur* du 9 de ce mois, qui consisterait à retirer de la dette flottante 100 millions des caisses d'épargne, est parfaitement illusoire. Dans quelque catégorie d'emprunts qu'on les range, ces 100 millions ne seront pas moins dus et exigibles en capital. Le chiffre nominal de l'ensemble de la dette flottante n'a aucune importance; tout le danger consiste dans une trop grande émission de bons royaux, dans la nécessité de les accroître et de les renouveler à tout prix, et dans les circonstances impossibles à prévoir. Aussi rien ne me paraît plus grave que le déficit annuel, permanent de nos budgets, le déficit passé à l'état normal, accepté comme un fait et presque considéré comme une théorie.

L'habitude de dépenser chaque année au-delà des ressources ne mérite pas de s'appeler une politique, un système; c'est tout simplement une pratique vicieuse, un entraînement de la faiblesse, le fait d'un temps où les intérêts particuliers étouffent l'intérêt général. Sans doute on peut marcher quelque temps sans apercevoir les cruelles conséquences du manque d'équilibre budgétaire. De brillans résultats viennent même au commencement dissimuler les fautes et engagent à les renouveler. Rien cependant de plus corrupteur en soi, de plus mauvais pour un gouvernement comme pour les simples particuliers que le dédain constant de la règle, le mépris des axiomes du bon sens, la com-

plaisance pour tous les désirs et toutes les fantaisies. Cette inconduite, si je puis m'exprimer ainsi, atteint et énerve tous les élémens sociaux, la moralité publique, l'honnêteté privée, l'administration, autant que les finances. Le plus fâcheux, c'est que les caractères s'abaissent à ce jeu commode et dangereux; *difficile* et *impossible* deviennent deux mots synonymes; tout obstacle paraît insurmontable quand arrive le moment d'agir.

De 1840 à 1848, les découverts des budgets ordinaires auront dévoré, outre les accroissemens de recettes, 518 millions, prélevés sur les réserves de l'amortissement, et, en admettant les circonstances les plus favorables, porter, abstraction faite des excédans de recettes, le déficit annuel du budget ordinaire à 40 millions est une évaluation modérée. L'emprunt de 450 millions va être complétement absorbé par les dépenses des travaux auxquels il était affecté, l'emprunt de 350 millions que le ministre des finances a été autorisé à contracter couvrira seulement le déficit des deux années 1847 et 1848, et nous avons dépensé ou nous dépenserons, pour travaux extraordinaires, dans chacune des années 1846, 1847 et 1848, plus de 160 millions. Voilà donc, à moins que la conduite ne change ou que les travaux déjà votés et entrepris ne soient extrêmement ralentis, d'un côté 40 millions, de l'autre 160 millions, en tout 200 millions de dépenses dépassant le produit de l'impôt. Cette situation s'atténue par 17 ou 18 millions que doivent verser, pendant un certain nombre d'années, diverses compagnies de chemins de fer, et par 83 millions, montant des réserves de l'amortissement en 1848. Restent 100 millions de déficit probable pour chaque année à venir. Il serait déraisonnable de calculer, comme on se le permet dans tous les rapports de finances et exposés de motifs, les accroissemens légaux des réserves de l'amortissement, et de les considérer comme un développement de ressources futures. Depuis que ces réserves sont dépensées en travaux publics ou en paiemens de découverts, nécessairement elles ne rachètent plus de rentes; l'accroissement supposé de ces réserves ne donne lieu qu'à une opération fictive et aboutit à charger chaque année davantage le budget ordinaire au profit du budget extraordinaire; ce qui devient une ressource pour celui-ci est une charge équivalente pour celui-là. Maintenant le gouvernement évalue à 40 millions la perte qu'entraînerait pour le trésor la réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, qu'il s'est engagé à opérer dans la prochaine session. Si le ministère maintient ses promesses, et si ses évaluations ne sont pas exagérées, le déficit qui nous menace monterait à 140 millions. Comment le compenser ou comment y résister? Une pareille question est la plus difficile qu'aient à résoudre un ministère et des chambres. Il ne s'agit pas de parfiler des argumens, de flatter les intérêts ou les opinions d'une majo-

rité, ni même de prononcer des discours éloquens. Le déficit est là; il faut trouver le moyen de rétablir l'équilibre ou se reconnaître impuissant.

J'ai entendu dire à beaucoup de personnes : Ne prenons aucune grande mesure, ne précipitons rien; soyons modérés, même dans le bien. L'équilibre du budget ordinaire se rétablira de lui-même, grace à l'accroissement des recettes. On ramènera les dépenses des travaux publics au montant de la valeur des réserves de l'amortissement, et, quant à la réduction des impôts, le gouvernement manquera à ses engagemens, ou il présentera un plan de finances, établira des impôts somptuaires, restaurera les anciens droits sur les boissons. Quelques-uns vont même jusqu'à parler d'*income-tax*. Ce système est tout simplement impossible à exécuter, impossible financièrement, moralement et politiquement. Peut-on déclarer que, pendant nombre d'années, la France demeurera stationnaire, sans amélioration matérielle ou morale? Veut-on vivre uniquement sur l'enthousiasme inspiré par la création de nouveaux impôts?

L'accroissement naturel des recettes, fût-il de 40 millions par an, ne saurait arrêter le déficit. D'abord, il entraîne nécessairement une augmentation proportionnée dans les frais de perception; puis, chaque jour des besoins nouveaux ne se font-ils pas sentir? En supposant que l'effectif de l'armée d'Afrique ne sera pas dépassé, le budget de cette possession se développe avec la colonisation civile, qui est encore dans l'enfance, et en même temps que les institutions qu'elle réclame. Renoncerez-vous au système pénitentiaire, au projet de loi sur l'instruction primaire, aux correspondances transatlantiques, à l'abolition de l'esclavage, à tous les progrès que le parti conservateur affirme désirer autant que l'opposition? Il est dérisoire de prétendre rétablir l'équilibre par l'augmentation des recettes et la suspension de toutes nouvelles dépenses.

Rien de plus aisé encore que d'énoncer cette opinion : les travaux publics extraordinaires ne doivent pas dépasser le montant des réserves de l'amortissement; aucun ouvrage nouveau ne sera entrepris avant la fin de 1854. Mais diminuer de moitié les travaux publics est un expédient difficile à pratiquer, de plus détestable, et n'entreprendre aucun travail nouveau est chose tout-à-fait impossible. Laisserez-vous sur tous les points du territoire des chemins de fer inachevés? Après l'expérience douloureuse de l'année que nous venons de traverser, le chemin de Marseille à Lyon se terminera-t-il à Avignon? Les chemins de Strasbourg et de l'ouest, dont l'importance politique différente a été signalée avec tant de raison, devront-ils attendre, pour être achevés, que l'accroissement des recettes ait rétabli l'équilibre du budget ordinaire et rendu disponibles les réserves de l'amortissement? Oubliez-vous l'état

de nos côtes, celui des ports de l'Algérie? Le port de Cherbourg à lui seul exigera une augmentation de dépense de 30 ou 40 millions au-delà des prévisions.

Quant à un plan de finance efficace, sommes-nous bien fondés à l'attendre quand on a montré jusqu'à ce jour tant de répugnance à réduire les dépenses improductives, quand la présentation du projet de loi sur l'emprunt a été tenue secrète pendant toute la discussion du budget, afin qu'un désir d'économie trop ardent ne s'emparât pas de la chambre des députés? Le souvenir de la tentative d'union douanière avec la Belgique, arrêtée à la première menace de M. Fulchiron, ne permet pas d'attacher une bien grande importance à toutes les promesses de refonte générale des impôts. Peut-être apportera-t-on quelques impôts somptuaires peu productifs, et l'annulation des 13 millions de rentes rachetées 3 pour 100 sera sans doute proposée. Ce procédé n'aurait rien de contraire aux habitudes administratives actuelles, et ne démentirait pas le passé. La destruction d'une ressource future sera présentée comme une économie. Jugez de l'efficacité de la mesure : les intérêts des emprunts contractés dans ces deux années en absorberont à eux seuls le bénéfice. Selon toutes les probabilités, le déficit continuera sa marche ascensionnelle: quelle sera donc notre situation financière au commencement de 1849? Je l'ai déjà dit, beaucoup plus grave qu'en 1847 : la dette flottante sera plus chargée, et nous ne pourrons pas emprunter. La responsabilité du ministère sera bien grande, s'il manque aux engagemens formels contractés par lui dans la dernière session; il a promis la réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, et fait espérer le rétablissement de l'équilibre dans des termes précis. Voici les expressions mêmes de l'exposé des motifs du projet de loi sur l'emprunt de 350 millions : « Nous aurons l'honneur de vous apporter dans votre prochaine session des propositions qui, en réalisant les vœux des chambres, assurent entre les recettes et les dépenses de notre budget l'équilibre si nécessaire et si désiré. » Il ne convient pas de juger à l'avance un plan de finance hypothétique. Le difficile en pareille matière n'est pas de promettre, c'est de tenir sa promesse. Quoi qu'il en soit, l'engagement de M. Dumon constate la nécessité d'un changement de conduite. A quelles conditions peut-il être réalisé?

Malgré tout ce que ce mot a de dur, d'exagéré dans un certain sens, qu'il me soit permis de m'en servir : le bilan de l'état doit être, dans la prochaine session, déposé devant les chambres et le public. Pour faire voter des économies pénibles, qui blesseront des intérêts; pour obtenir des réductions auxquelles s'opposent les sentimens politiques de telle ou telle partie de la chambre; pour avoir le droit de retarder d'un

jour l'accomplissement de votes unanimes ou d'accroître les charges, il faut dire la vérité tout entière, exposer sans ménagement nos fautes et nos embarras. Ce serait une chose bien coupable de compromettre l'avenir pour sauver la réputation du passé. Si tous les gens de bien, à quelque opinion politique qu'ils appartiennent, ne sont pas alarmés, ne sentent pas que le premier des intérêts publics est aujourd'hui le rétablissement des finances, ne rencontrent pas cette opinion universellement répandue autour d'eux, avec quelle force luttera-t-on contre la coalition inévitable des intérêts privés, contre l'indifférence de l'égoïsme et l'engourdissement de l'ignorance? D'autres conditions doivent encore être remplies pour que la grande œuvre du rétablissement de nos finances soit menée à bonne fin. Comment voulez-vous qu'un député vote pour la diminution d'une dépense à laquelle lui ou ses commettans attachent un grand prix, consente à ne pas affaiblir certains impôts, participe à la création de nouvelles charges, si des réductions considérables ne sont pas en même temps proposées sur des objets que ne protégent pas à un égal degré l'intérêt public et le vœu national, si les abus et les dilapidations ne sont pas poursuivis avec la dernière rigueur, si l'inertie administrative continue d'accroître inutilement des dépenses qui doivent avant tout être ramenées à une juste et honorable mesure? Qu'on ne pense pas non plus trouver plus de facilités dans l'emploi de demi-moyens et par la proposition de mesures incomplètes. L'équilibre apparent ne tentera personne, ne stimulera aucune conscience, et il est plus facile d'obtenir de grands sacrifices pour un but élevé, d'une nécessité incontestable, dominant toutes les autres considérations, que des sacrifices moindres pour un but médiocre.

Une question se présente naturellement à l'esprit. Sur quelle partie du budget doivent peser les réductions? Laissons de côté pour un instant les difficultés; la réponse ne saurait être douteuse, sur les dépenses improductives, sur le budget ordinaire. Sans doute les travaux du budget extraordinaire peuvent être modérés dans quelques-unes de leurs parties, ils doivent être distingués et classés; mais la politique qui les écarterait ou les réduirait en bloc, la fureur de l'équilibre qui viendrait aveuglément arrêter les espérances de l'avenir, mériteraient à un autre titre autant de reproches que le gaspillage. Les intérêts économiques du pays combattent ici ses intérêts financiers. C'est, du reste, un lieu commun, faux dans son exagération, de dire que la gêne actuelle provient uniquement des travaux publics. Dans le discours à la chambre des pairs précédemment cité, M. Dumon rappelait avec raison qu'en 1842, lors de la discussion de la loi des chemins de fer, on comptait subvenir aux dépenses des travaux publics extraordinaires, non-seulement au moyen des réserves de l'amortissement, mais aussi

à l'aide de l'accroissement progressif des recettes. Le budget ordinaire a dévoré les accroissemens de recettes, en même temps que les réserves de l'amortissement. Voilà la cause principale, première, du déficit actuel et du déficit permanent, de cette maladie vive et chronique qui altère nos finances. La conduite la plus raisonnable, enseignée par les faits, commandée par les intérêts économiques du pays, serait de se placer par un effort énergique dans les conditions prévues lors du vote de la loi de 1842, et de faire porter les plus fortes réductions sur le budget ordinaire. On dit que cela n'est pas possible; l'a-t-on essayé? l'a-t-on voulu? Nullement. On n'a donc pas le droit d'arguer de cette prétendue impossibilité.

Personne ne soutiendra de bonne foi que, depuis neuf ans, les dépenses du budget ordinaire aient dû inévitablement s'élever de plus de 237 millions par an. La France n'est pas tellement changée depuis quelques années, que l'administration, suffisant à tous les besoins avant 1840, exige en 1848 un accroissement d'un sixième. Dans cette *Revue* même (1), M. Michel Chevalier faisait récemment ce curieux rapprochement. L'armée coûte annuellement aujourd'hui 100 millions au-delà de ce qu'elle a consommé pendant chacune des trois années qui se sont écoulées entre la paix d'Amiens et la bataille d'Austerlitz, et j'ai eu l'honneur de rappeler à la tribune que, dans certaines années, notre matériel naval en décroissance avait dévoré une somme égale à celle qui avait suffi pour entretenir la nombreuse et brillante marine britannique. On pourrait multiplier les comparaisons de ce genre; dès qu'on se reporte à quelques années en arrière, on a peine à comprendre comment toutes ces augmentations insensibles de dépenses votées une à une, pour ainsi dire, goutte à goutte, sont enfin parvenues à créer la surcharge actuelle.

Je n'entrerai dans aucun détail; je me garderai bien de céder aux exigences de ceux qui, tout en s'inquiétant fort peu de rétablir l'ordre dans les finances, veulent ne rien entreprendre, si toutes les réductions possibles ne sont pas précisées à l'avance. Ils savent très bien qu'au-delà de 25 ou 30 millions, aucune réduction ne peut être faite sur les chiffres du budget ordinaire, tels qu'on nous les présente; les dépenses sont les conséquences de la conduite; de même que les fautes administratives se résument en définitive dans le déficit financier, de même on ne peut combler ce déficit que par des réformes administratives.

Je prends deux exemples : l'Algérie et la marine. Dans les dépenses civiles de l'Algérie, est-ce par la réduction des allocations, qui, une fois le système admis, restreindrait le développement de la colonisation, que

(1) Voyez la livraison du 1er juin 1847.

l'on peut opérer des économies, ou bien par le perfectionnement d'une organisation dont les rouages multipliés arrêtent l'activité et le mouvement sans offrir des garanties suffisantes? La question de l'effectif à conserver en Afrique est-elle dans le chiffre du budget ou dans les expéditions, qui, comme celle de la Kabylie et celles poussées trop avant vers le sud, nous affaiblissent en augmentant les dépenses? La prétendue réforme du département de la marine a respecté la plus grande partie des abus et toutes les superfluités de cette administration; on s'est contenté d'ajouter des rouages nouveaux et onéreux à une vieille machine déjà surchargée, tandis que, par la simplification, on aurait évidemment atteint un but meilleur, opéré des économies et produit davantage.

Pour la marine seulement, un ministre habile et possédant cette qualité si rare, la volonté, obtiendrait une atténuation de 15 à 20 millions, sans que la force essentielle de notre établissement naval fût atteinte. Également, la dépense totale des colonies a doublé depuis quinze ans; osez dire qu'il n'y a pas moyen de diminuer les dépenses. Taïti nous a déjà coûté, directement ou indirectement, 27 millions, le quadruple des dépenses occasionnées à l'Angleterre par la possession de la Nouvelle-Zélande; 3,700,000 francs ont été votés pour l'instruction des esclaves, et les comptes-rendus officiels prouvent que douze enfans seulement ont été menés aux écoles gratuites. Une meilleure direction imprimée aux agens, une seule dépêche, aurait infiniment mieux servi l'humanité que cette dépense de 3,700,000 francs.

En examinant un à un le budget de chaque département ministériel, on trouverait des faits analogues. Ceux-là suffisent pour démontrer ces deux vérités, à savoir que des économies sont possibles sur le budget ordinaire, et qu'exiger pour les réaliser que l'on produise le tableau des retranchemens à effectuer au budget, c'est tout simplement montrer qu'on ne veut pas améliorer la situation; d'ailleurs, il n'est pas de plans de réductions sur le chiffre du budget qui puissent être séduisans en eux-mêmes; ces plans exigeront toujours des sacrifices pénibles, heurteront des sentimens ou des intérêts, et produire inconsidérément ses idées personnelles serait grossir le nombre des adversaires de la bonne conduite et aller contre son but. Le vrai et le seul moyen de défendre la cause de l'équilibre, c'est de constater le déficit et d'en montrer les dangers. Il est certes temps encore de les conjurer; nos embarras proviennent, non de l'appauvrissement des recettes, mais de dépenses exagérées, non de ces événemens que ne saurait diriger la prudence humaine, mais de fautes administratives. On doit craindre surtout pour l'avenir l'effet des mêmes causes qui ont agi dans le passé. Le péril est bien plus dans l'état des esprits que dans l'état des

finances. Je me rassure toutefois en pensant que bientôt le danger deviendra évident à tous les yeux, et qu'alors on consentira à adopter des mesures efficaces. Dans une lettre écrite au général Lafayette par le général Washington, au moment où chacun des états américains paraissait prêt à rompre le lien fédéral et où l'individualisme s'emparait de tous les esprits, le fondateur militaire et politique de la liberté américaine disait avec confiance : « Les peuples libres ne savent pas prévoir le danger, mais, une fois qu'il est arrivé, ils ont plus de ressources et de volonté que les autres pour le surmonter. »

En toute circonstance aujourd'hui, on s'efforce de cacher les fautes de la conduite sous quelque idée générale, brillante ou spécieuse. Le déficit, lui aussi, a l'honneur de posséder une théorie, et l'on oppose la théorie du crédit au vieux principe de l'équilibre budgétaire. Voici comment cette nouveauté se défend et prétend se justifier. Depuis 1815, le produit des contributions a toujours été croissant, progressivement croissant; l'augmentation des dépenses ordinaires n'empire donc pas la situation financière, si toutefois l'accroissement des dépenses se règle sur celui des recettes, et les travaux publics étant de leur nature productifs, concourant puissamment au développement du revenu, il n'y a aucune imprudence à subvenir aux dépenses qu'ils entraînent par le moyen d'emprunts. Avec cette théorie, la situation des budgets devient d'une médiocre importance; l'état du crédit, le plus ou moins de facilité pour emprunter, sont les seuls points à considérer. Les déficit s'appellent des *découverts*, les emprunts périodiques sont une chose naturelle, raisonnable et prévue, et, dans les idées d'équilibre entre les recettes et les dépenses, on ne voit que des opinions surannées, mesquines, ridiculement timides. Chose étrange, ce système financier à toute vapeur est celui des plus prudens en politique et des apôtres de l'intérêt matériel. Il est permis de croire que des raisons de parti ne sont pas plus étrangères à l'invention de la théorie qu'elles ne l'ont été aux faits qu'elle doit servir à justifier. Cette question rappelle à certains égards la vieille controverse financière entre la constitution de la banque de France et l'ancienne constitution de la banque d'Angleterre, avec cette circonstance aggravante que l'intérêt politique n'agit pas sur le gouvernement des banques, et qu'ici il vient renverser toutes les combinaisons, toutes les prévisions d'un optimisme systématique.

La théorie qui veut qu'on subvienne aux dépenses de l'état, dans les temps calmes et ordinaires, par le moyen du crédit, est fausse en elle-même, parce qu'elle n'admet que les chances favorables et rejette toutes les éventualités fâcheuses; en escomptant l'accroissement futur des revenus, elle entre un peu dans cette voie qui, à l'assemblée des notables de 1787, s'appelait la voie déplorable des anticipations. Un incon-

vénient plus grand encore, c'est qu'elle est destinée à être perpétuellement faussée dans l'application, et cela par les raisons mêmes qui l'ont fait inventer. L'intérêt politique a deux exigences contradictoires; il veut à la fois qu'on dépense beaucoup et qu'on emprunte le plus rarement possible; on craint d'alarmer l'opinion, de troubler la Bourse par des appels trop fréquens au crédit. Inévitablement, on est toujours devancé par les événemens, comme nous le sommes aujourd'hui, et, une fois cette situation faite, le système devient inadmissible et d'une exécution périlleuse; ainsi l'emprunt que M. Dumon a été autorisé à contracter comblera uniquement le déficit de l'année actuelle et de l'année prochaine; il ne sera pas classé avant la fin de 1850. Il faudrait cependant, dans l'application raisonnable de la théorie des emprunts, emprunter de nouveau au commencement de 1849. Ce n'est pas tout : une partie des chemins de fer est livrée aux compagnies; elles aussi doivent emprunter : viendrez-vous leur faire concurrence, les placer dans des conditions de crédit détestables ou impossibles? Ce ne serait pas l'acte d'un gouvernement d'adjuger d'une main à des compagnies de grandes entreprises, et de leur enlever de l'autre le moyen de les effectuer. Les faits actuels, il faut que tout le monde le reconnaisse, donnent complète raison aux défenseurs de l'équilibre rigoureux entre les recettes et les dépenses, et nous sommes pour l'avenir condamnés à bien faire.

JULES DE LASTEYRIE.

SCÈNES DE LA VIE ORIENTALE.

LES AKKALS. — L'ANTI-LIBAN.

I. — LE PAQUEBOT.

Il faut s'attendre, sur les navires arabes et grecs, à ces traversées capricieuses qui renouvellent les destins errans d'Ulysse et de Télémaque; le moindre coup de vent les emporte à tous les coins de la Méditerranée : aussi l'Européen qui veut aller d'un point à l'autre des côtes de Syrie est-il forcé d'attendre le passage du paquebot anglais qui fait seul le service des *échelles* de la Palestine. Tous les mois, un simple brick, qui n'est pas même un *vapeur,* remonte et descend ces échelons de cités illustres qui s'appelaient Béryte, Sidon, Tyr, Ptolémaïs et Césarée, et qui n'ont conservé ni leurs noms ni même leurs ruines. A ces reines des mers et du commerce dont elle est l'unique héritière, l'Angleterre ne fait pas seulement l'honneur d'un *steamboat.* Cependant les divisions sociales si chères à cette nation libre sont strictement observées sur le pont, comme s'il s'agissait d'un vaisseau de premier ordre. Les *first places* sont interdites aux passagers inférieurs, c'est-à-dire à ceux dont la bourse est le moins garnie, et cette disposition étonne parfois les Orientaux quand ils voient des marchands aux places d'honneur, tandis que des cheiks, des schérifs ou même des émirs se trouvent confondus avec les soldats et les valets. En général, la chaleur est trop

grande pour que l'on couche dans les cabinets, et chaque voyageur, — apportant son lit sur son dos comme le paralytique de l'Évangile, — choisit une place sur le pont pour le sommeil et pour la sieste; le reste du temps, il se tient accroupi sur son matelas ou sur sa natte, le dos appuyé contre le bordage et fumant sa pipe ou son narguilé. Les Francs seuls passent la journée à se promener sur le pont, à la grande surprise des Levantins, qui ne comprennent rien à cette agitation d'écureuil. Il est difficile d'arpenter ainsi le plancher sans accrocher les jambes de quelque Turc ou Bédouin, qui fait un soubresaut farouche, porte la main à son poignard et lâche des imprécations, se promettant de vous retrouver ailleurs. Les musulmans qui voyagent avec leur sérail, et qui n'ont pas assez payé pour obtenir un cabinet séparé, sont obligés de laisser leurs femmes dans une sorte de parc formé à l'arrière par des balustrades, et où elles se pressent comme des agneaux. Quelquefois le mal de mer les gagne, et il faut alors que chaque époux s'occupe d'aller chercher ses femmes, de les faire descendre et de les ramener ensuite au bercail. Rien n'égale la patience d'un Turc pour ces mille soins de famille qu'il faut accomplir sous l'œil railleur des infidèles. C'est lui-même qui, matin et soir, s'en va remplir à la tonne commune les vases de cuivre destinés aux ablutions religieuses, qui renouvelle l'eau des narguilés, soigne les enfans incommodés du roulis, — toujours pour soustraire le plus possible ses femmes ou ses esclaves au contact dangereux des Francs. Ces précautions n'ont pas lieu sur les vaisseaux où il ne se trouve que des passagers levantins. Ces derniers, bien qu'ils soient de religions diverses, observent entre eux une sorte d'étiquette, surtout en ce qui se rapporte aux femmes.

L'heure du déjeuner sonna pendant que le missionnaire anglais, embarqué avec moi pour Acre, me faisait remarquer un point de la côte qu'on suppose être le lieu même où Jonas s'élança du ventre de la baleine. Une petite mosquée indique la piété des musulmans pour cette tradition biblique, et à ce propos j'avais entamé avec le révérend une de ces discussions religieuses qui ne sont plus de mode en Europe, mais qui naissent si naturellement entre voyageurs dans ces pays où l'on sent que la religion est tout.

— Au fond, lui disais-je, le Coran n'est qu'un résumé de l'Ancien et du Nouveau Testament rédigé en d'autres termes et augmenté de quelques prescriptions particulières au climat. Les musulmans honorent le Christ comme prophète, sinon comme Dieu; ils révèrent la *Kadra Myriam* (la Vierge Marie), et aussi nos anges, nos prophètes et nos saints; d'où vient donc l'immense préjugé qui les sépare encore des chrétiens et qui rend toujours entre eux les relations mal assurées?

— Je n'accepte pas cela pour ma croyance, disait le révérend, et je pense que les protestans et les Turcs finiront un jour par s'entendre.

Il se formera quelque secte intermédiaire, une sorte de christianisme oriental...

— Ou d'islamisme anglican, lui dis-je. Mais pourquoi le catholicisme n'opérerait-il pas cette fusion?

— C'est qu'aux yeux des Orientaux les catholiques sont idolâtres. Vous avez beau leur expliquer que vous ne rendez pas un culte à la figure peinte ou sculptée, mais à la personne divine qu'elle représente; que vous *honorez*, mais que vous n'adorez pas les anges et les saints: ils ne comprennent pas cette distinction. Et d'ailleurs, quel peuple idolâtre a jamais adoré le bois ou le métal lui-même? Vous êtes donc pour eux à la fois des idolâtres et des polythéistes, tandis que les diverses communions protestantes.....

Notre discussion, que je résume ici, continuait encore après le déjeuner, et ces dernières paroles avaient frappé l'oreille d'un petit homme à l'œil vif, à la barbe noire, vêtu d'un caban grec dont le capuchon, relevé sur sa tête, dissimulait la coiffure, seul indice en Orient des conditions et des nationalités.

Nous ne restâmes pas long-temps dans l'indécision.

— Eh! sainte Vierge! s'écria-t-il, les protestans n'y feront pas plus que les autres. Les *Turcs* seront toujours les *Turcs!* (Il prononçait *Tures.*)

L'interruption indiscrète et l'accent provençal de ce personnage ne me rendirent pas insensible au plaisir de rencontrer un compatriote. Je me tournai donc de son côté, et je lui répondis quelques paroles auxquelles il répliqua avec volubilité.

— Non, monsieur, il n'y a rien à faire avec le *Ture* (Turc); heureusement, c'est un peuple qui s'en va!... Monsieur, je fus ces derniers temps à Constantinople; je me disais : Où sont les *Tures?*... Il n'y en a plus!

Le paradoxe se réunissait à la prononciation pour signaler de plus en plus un enfant de la Canebière. Seulement ce mot *Ture,* qui revenait à tout moment, m'agaçait un peu.

— Vous allez loin, répliquai-je; j'ai moi-même vu déjà un assez bon nombre de Turcs...

J'affectais de dire ce mot en appuyant sur la désinence; le Provençal n'acceptait pas cette leçon.

— Vous croyez que ce sont des *Tures* que vous avez vus? disait-il en prononçant la syllabe d'une voix encore plus flûtée; ce ne sont pas de vrais *Tures;* j'entends le *Ture* Osmanli; tous les musulmans ne sont pas des *Tures!*

Après tout, un méridional trouve sa prononciation excellente et celle d'un Parisien fort ridicule; je m'habituais à celle de mon voisin mieux qu'à son paradoxe. — Êtes-vous bien sûr, lui dis-je, que cela soit ainsi?

— Eh! monsieur, j'arrive de Constantinople; ce sont tous là des

Grecs, des Arméniens, des Italiens, des gens de Marseille. Tous les Turcs que l'on peut trouver, on en fait des cadis, des ulémas, des pachas, ou bien on les envoie en Europe pour les faire voir... Que voulez-vous? tous leurs enfans meurent; c'est une race qui s'en va!

— Mais, dis-je, ils savent encore assez bien garder leurs provinces cependant.

— Eh! monsieur, qu'est-ce qui les maintient? C'est l'Europe, ce sont les gouvernemens qui ne veulent rien changer à ce qui existe, qui craignent les révolutions, les guerres, et dont chacun veut empêcher que l'autre prenne la part la plus forte; c'est pourquoi ils restent en échec à se regarder le blanc des yeux, et pendant ce temps ce sont les populations qui en souffrent! On vous parle des armées du sultan; qu'y voyez-vous? Des Albanais, des Bosniaques, des Circassiens, des Curdes; les marins, ce sont des Grecs; les officiers seuls sont de race turque. On les met en campagne; tout cela se sauve au premier coup de canon, ainsi que nous avons vu maintes fois,.... à moins que les Anglais ne soient là pour leur tenir la baïonnette au dos, comme dans les affaires de Syrie.

Je me tournai du côté du missionnaire anglais, mais il s'était éloigné de nous et se promenait sur l'arrière.

— Monsieur, me dit le Marseillais en me prenant le bras, qu'est-ce que vous croyez que les diplomates feront quand les rayas viendront leur dire : « Voilà le malheur qui nous arrive; il n'y a plus un seul Turc dans tout l'empire; nous ne savons que faire, nous vous apportons les clés de tout! »

L'audace de cette supposition me fit rire de tout mon cœur. Le Marseillais continua imperturbablement :

— L'Europe dira : « Il doit y en avoir encore quelque part, cherchons bien!... Est-ce possible? Plus de pachas, plus de vizirs, plus de muchirs, plus de nazirs.... Cela va déranger toutes les relations diplomatiques. A qui s'adresser? Comment ferons-nous pour continuer à payer les drogmans? »

— Ce sera embarrassant en effet.

— Le pape, de son côté, dira : « Eh! mon Dieu! comment faire? Qu'est-ce qui va donc garder le saint sépulcre à présent? Voilà qu'il n'y a plus de Turcs!... »

Ce tableau, plein d'exagération sans doute, me frappait par quelques traits de vérité. Que le nombre des Turcs ait diminué beaucoup, cela n'est pas douteux; les races d'hommes s'altèrent et se perdent sous certaines influences, comme celles des animaux. Déjà depuis long-temps la principale force de l'empire turc reposait dans l'énergie de milices étrangères d'origine à la race d'Othman, telles que les mamelouks et les janissaires. Aujourd'hui c'est à l'aide de quelques légions d'Albanais

que la Porte maintient sous la loi du croissant vingt millions de Grecs, de catholiques et d'Arméniens. Le pourrait-elle encore sans l'appui moral de la diplomatie européenne et sans les secours armés de l'Angleterre? Quand on songe que cette Syrie dont les canons anglais ont bombardé tous les ports en 1840, et cela au profit des Turcs, est la même terre où toute l'Europe féodale s'est ruée pendant six siècles, et que nos religions d'état tiennent pour sacrée, on peut croire que le sentiment religieux est tombé bien bas en Europe. Les Anglais n'ont pas même eu l'idée de réserver aux chrétiens l'héritage envahi de Richard Cœur-de-Lion.

Je voulais communiquer ces réflexions au révérend; mais, quand je revins près de lui, il m'accueillit d'un air très froid. Je compris qu'étant aux premières places, il trouvait inconvenant que je me fusse entretenu avec quelqu'un des secondes. Désormais je n'avais plus droit à faire partie de sa société; il regrettait sans doute amèrement d'avoir entamé quelques relations avec un homme qui ne se conduisait pas en *gentleman*. Peut-être m'avait-il pardonné, à cause de mon costume levantin, de ne point porter de gants jaunes et de bottes vernies, mais se prêter à la conversation du premier venu, c'était décidément — *improper!* — Il ne me reparla plus.

II. — LE POPE ET SA FEMME.

N'ayant désormais rien à ménager, je voulus jouir entièrement de la compagnie du Marseillais, qui, vu les occasions rares d'amusement qu'on peut rencontrer sur un paquebot anglais, devenait un compagnon précieux. Cet homme avait beaucoup voyagé, beaucoup vu; son commerce le forçait à s'arrêter d'échelle en échelle, et le conduisait naturellement à entamer des relations avec tout le monde. — L'Anglais ne veut plus causer, me dit-il, c'est peut-être qu'il a le mal de mer (il prononçait *merre*). Ah! oui, le voilà qui fait un plongeon dans la cajute. Il a trop déjeuné peut-être.....

Il s'arrêta et reprit après un éclat de rire :

— C'est comme un député de chez nous, qui aimait fort les grosses pièces. Un jour, dans un plat de grives, on te lui campe une chouette (il prononçait *souette*). « Ah! dit-il, en voilà une qui est grosse! » Quand il eut fini, nous lui apprîmes ce que c'était qu'il avait mangé.... Monsieur! cela lui fit un effet comme le roulis; c'est très indigeste, la chouette!

Décidément mon Provençal n'appartenait pas à la meilleure compagnie, mais j'avais passé le Rubicon. La limite qui sépare les *first places* des *second places* était dépassée, — je n'appartenais plus au monde *comme il faut;* il fallait se résigner à ce destin. Peut-être, hélas! le révérend qui m'avait si imprudemment admis dans son intimité me com-

paraît-il en lui-même aux anges déchus de Milton. J'avouerai que je n'en conçus pas de longs regrets; l'avant du paquebot était infiniment plus amusant que l'arrière. Les haillons les plus pittoresques, les types de race les plus variés se pressaient sur des nattes, sur des matelas, sur des tapis troués, rayonnans de l'éclat de ce soleil splendide qui les couvrait d'un manteau d'or. L'œil étincelant, les dents blanches, le rire insouciant des montagnards, l'attitude patriarcale des pauvres familles curdes, çà et là groupées à l'ombre des voiles, comme sous les tentes du désert, l'imposante gravité de certains émirs ou schérifs, plus riches d'ancêtres que de piastres, et qui, comme don Quichotte, semblaient se dire : — Partout où je m'assieds, je suis à la place d'honneur, — tout cela sans doute valait bien la compagnie de quelques touristes taciturnes et d'un certain nombre de Turcs cérémonieux.

Le Marseillais m'avait conduit en causant jusqu'à une place où il avait étendu son matelas auprès d'un autre occupé par un prêtre grec et sa femme qui faisaient le pèlerinage de Jérusalem. C'étaient deux vieillards de fort bonne humeur, qui avaient lié déjà une étroite amitié avec le Marseillais. Ces gens possédaient un corbeau qui sautelait sur leurs genoux et sur leurs pieds et partageait leur maigre déjeuner. Le Marseillais me fit asseoir près de lui et tira d'une caisse un énorme saucisson et une bouteille de forme européenne.

— Si vous n'aviez pas déjeuné tout à l'heure, me dit-il, je vous offrirais de ceci; mais vous pouvez bien en goûter : c'est du saucisson d'Arles, monsieur! cela rendrait l'appétit à un mort!.. Voyez ce qu'ils vous ont donné à manger aux premières, toutes leurs conserves de rosbeef et de légumes qu'ils tiennent dans des boîtes de fer-blanc.... si cela vaut une bonne rondelle de saucisson, que la larme en coule sur le couteau!... Vous pouvez traverser le désert avec cela dans votre poche, et vous ferez encore bien des politesses aux Arabes, qui vous diront qu'ils n'ont jamais rien mangé de meilleur!

Le Marseillais, pour prouver son assertion, découpa deux tranches et les offrit au pope grec et à sa femme, qui ne manquèrent pas de faire honneur à ce régal. — Par exemple, cela pousse toujours à boire, reprit-il... Voilà du vin de la Camargue qui vaut mieux que le vin de Chypre, s'entend comme ordinaire... Mais il faudrait une tasse; moi, quand je suis seul, je bois à même la bouteille.

Le pope tira de dessous ses habits une sorte de coupe en argent couverte d'ornemens repoussés d'un travail ancien, et qui portait à l'intérieur des traces de dorure; — peut-être était-ce un calice d'église; — le sang de la grappe perlait joyeusement dans le vermeil. Il y avait si long-temps que je n'avais bu de vin rouge, et j'ajouterai même de vin français, que je vidai la tasse sans faire de façons. Le pope et sa femme n'en étaient pas à faire connaissance avec le vin du Marseillais.

— Voyez-vous ces braves gens-là, me dit celui-ci, ils ont peut-être à eux deux un siècle et demi, et ils ont voulu voir la Terre-Sainte avant de mourir. Ils vont célébrer la cinquantaine de leur mariage à Jérusalem; ils avaient des enfans, qui sont morts, ils n'ont plus à présent que ce corbeau; eh bien! c'est égal, ils s'en vont remercier le bon Dieu!

Le pope, qui comprenait que nous parlions de lui, souriait d'un air bienveillant sous son toquet noir; la bonne vieille, dans ses longues draperies bleues de laine, me faisait songer au type austère de Rebecca.

La marche du paquebot s'était ralentie, et quelques passagers debout se montraient un point blanchâtre sur le rivage; nous étions arrivés devant le port de Seyda, l'ancienne Sidon. — La montagne d'Élie (*Mar-Elias*), sainte pour les Turcs comme pour les chrétiens et les Druses, se dessinait à gauche de la ville, et la masse imposante du khan français ne tarda pas à attirer nos yeux. Les murs et les tours portent les traces du bombardement anglais de 1840, qui a démantelé toutes les villes maritimes du Liban. De plus, tous leurs ports, depuis Tripoli jusqu'à Saint-Jean-d'Acre, avaient été, comme on sait, comblés jadis d'après les ordres de Fakardin, prince des Druses, afin d'empêcher la descente des troupes turques, de sorte que ces villes illustres ne sont que ruines et désolation. La nature pourtant ne s'associe pas à ces efforts si long-temps renouvelés des malédictions bibliques. Elle se plaît toujours à encadrer ces débris d'une verdure délicieuse. Les jardins de Sidon fleurissent encore comme au temps du culte d'Astarté. La ville moderne est bâtie à un mille de l'ancienne, dont les ruines entourent un mamelon surmonté d'une tour carrée du moyen-âge, autre ruine elle-même.

Beaucoup de passagers descendaient à Seyda, et, comme le paquebot s'y arrêtait pour quelques heures, je me fis mettre à terre ainsi que le Marseillais. Le pope et sa femme débarquèrent aussi, ne pouvant plus supporter la mer et ayant résolu de continuer par terre leur pèlerinage. Nous longeons dans un caïque les arches du pont maritime qui joint à la ville le fort bâti sur un îlot, nous passons au milieu des frêles tartanes qui seules trouvent assez de fond pour s'abriter dans le port, et nous abordons à une ancienne jetée dont les pierres énormes sont en partie semées dans les flots. La vague écume sur ces débris, et l'on ne peut débarquer à pied sec qu'en se faisant porter par des *hamals* presque nus. Nous rions un peu de l'embarras des deux Anglaises, compagnes du missionnaire, qui se tordent dans les bras de ces tritons cuivrés, aussi blondes, mais plus vêtues que les néréides du Triomphe de Galatée. — Le corbeau commensal du pauvre ménage grec bat des ailes et pousse des cris; une tourbe de jeunes drôles, qui se sont fait des *machlahs* rayés avec des sacs en poils de chameaux, se précipite sur les bagages; quelques-uns se proposent comme cicérones en hurlant deux

ou trois mots français. L'œil se repose avec plaisir sur des bateaux chargés d'oranges, de figues et d'énormes raisins de la terre promise; plus loin une odeur pénétrante d'épiceries, de salaisons et de fritures signale le voisinage des boutiques. En effet, on passe entre les bâtimens de la marine et ceux de la douane, et l'on se trouve dans une rue bordée d'étalages qui aboutit à la porte du khan français. Nous voilà sur nos terres. Le drapeau tricolore flotte sur l'édifice, qui est le plus considérable de Seyda. La vaste cour carrée, ombragée d'acacias avec un grand bassin au centre, est entourée de deux rangées de galeries qui correspondent en bas à des magasins, en haut à des chambres occupées par des négocians. On m'indique le logement consulaire situé dans l'angle gauche, et, pendant que j'y monte, le Marseillais se rend avec le pope au couvent des franciscains, qui occupe le bâtiment du fond. C'est une ville que ce khan français; nous n'en avons pas de plus important dans toute la Syrie. Malheureusement notre commerce n'est plus en rapport avec les proportions de son comptoir.

Je causais tranquillement avec M. Conti, notre vice-consul, lorsque le Marseillais nous arriva tout animé, se plaignant des franciscains et les accablant d'épithètes voltairiennes. Ils avaient refusé de recevoir le pope et sa femme. — C'est, dit M. Conti, qu'ils ne logent personne qui ne leur ait été adressé avec une lettre de recommandation.

— Eh bien! c'est fort commode, dit le Marseillais, mais je les connais tous les moines, ce sont là leurs manières; quand ils voient venir de pauvres diables, ils ont toujours la même chose à dire. Les gens à leur aise donnent huit piastres (2 fr.) par jour dans chaque couvent; on ne les taxe pas, mais c'est le prix, et avec cela ils sont sûrs d'être bien accueillis partout.

— Mais on recommande aussi de pauvres pèlerins, dit M. Conti, et les pères les accueillent gratuitement.

— Sans doute, et puis, au bout de trois jours, on les met à la porte, dit le Marseillais. Et combien en reçoivent-ils de ces pauvres-là par année? Vous savez bien qu'en France on n'accorde de passeport pour l'Orient qu'aux gens qui prouvent qu'ils ont de quoi faire le voyage.

— Ceci est très exact, dis-je à M. Conti, et rentre dans les maximes d'égalité applicables à tous les Français... quand ils ont de l'argent dans leur poche.

— Vous savez sans doute, répondit-il, que, d'après les capitulations avec la Porte, les consuls sont forcés de *rapatrier* ceux de leurs nationaux qui manqueraient de ressources pour retourner en Europe. C'est une grosse dépense pour l'état.

— Ainsi, dis-je, plus de croisades volontaires, plus de pèlerinages possibles, et nous avons une religion d'état!

— Tout cela, s'écria le Marseillais, ne nous donne pas un logement pour ce pauvre prêtre et sa femme.

— Je le recommanderais bien, dit M. Conti, mais vous comprenez que dans tous les cas un couvent catholique ne peut pas recevoir un prêtre grec avec sa femme. Il y a ici un couvent grec où ils peuvent aller.

— Eh! que voulez-vous? dit le Marseillais, c'est encore une affaire pire. Ces pauvres gens sont des Grecs schismatiques; dans toutes les religions, plus les croyances se rapprochent et plus les croyans se détestent, arrangez cela. Ma foi, je vais frapper à la porte d'un Turc. Ils ont cela de bon, au moins, qu'ils donnent l'hospitalité à tout le monde.

M. Conti eut beaucoup de peine à retenir le Marseillais; il voulut bien se charger lui-même d'héberger le pope, sa femme et le corbeau, qui s'unissait à l'inquiétude de ses maîtres en poussant des couacs plaintifs.

C'est un homme excellent que notre consul et aussi un savant orientaliste; il m'a fait voir deux ouvrages traduits de manuscrits qui lui avaient été prêtés par un Druse. On voit ainsi que la doctrine n'est plus tenue aussi secrète qu'autrefois. Sachant que ce sujet m'intéressait, M. Conti voulut bien en causer longuement avec moi pendant le dîner. Nous allâmes ensuite voir les ruines, auxquelles on arrive à travers des jardins délicieux, qui sont les plus beaux de toute la côte de Syrie. Quant aux ruines situées au nord, elles ne sont plus que fragmens et poussière : les seuls fondemens d'une muraille paraissent remonter à l'époque phénicienne, le reste est du moyen-âge; on sait que saint Louis fit reconstruire la ville et réparer un château carré, anciennement construit par les Ptolémées. La citerne d'Élie, le sépulcre de Zabulon et quelques grottes sépulcrales avec des restes de pilastres et de peintures complètent le tableau de tout ce que Seyda doit au passé.

M. Conti nous a fait voir, en revenant, une maison située au bord de la mer, qui fut habitée par Bonaparte à l'époque de la campagne de Syrie. La tenture en papier peint, ornée d'attributs guerriers, a été posée à son intention, et deux bibliothèques surmontées de vases chinois renfermaient les livres et les plans que consultait assidûment le héros. On sait qu'il s'était avancé jusqu'à Seyda pour établir des relations avec les émirs du Liban. Un traité secret mettait à sa solde six mille Maronites et six mille Druses destinés à arrêter l'armée du pacha de Damas marchant sur Acre. Malheureusement les intrigues des souverains de l'Europe et d'une partie des couvens hostiles aux idées de la révolution arrêtèrent l'élan des populations; les princes du Liban, toujours politiques, subordonnaient leur concours officiel au résultat du siége de Saint-Jean-d'Acre. Au reste, des milliers de combattans indigènes s'étaient réunis déjà à l'armée française en haine des Turcs;

mais le nombre n'y pouvait rien faire en cette circonstance. Les équipages de siége que l'on attendait furent saisis par la flotte anglaise, qui parvint à jeter dans Acre ses ingénieurs et ses canonniers. Ce fut un Français nommé Phelippeaux, ancien condisciple de Napoléon, qui, comme on sait, dirigea la défense. Une vieille haine d'écolier a peut-être décidé du sort d'un monde!

III. — UN DÉJEUNER A SAINT-JEAN-D'ACRE.

Le paquebot avait remis à la voile; la chaîne du Liban s'abaissait et reculait de plus en plus à mesure que nous approchions d'Acre; la plage devenait sablonneuse et se dépouillait de verdure. Cependant nous ne tardâmes pas à apercevoir le port de *Sour*, l'ancienne Tyr, où l'on ne s'arrêta que pour prendre quelques passagers. La ville est beaucoup moins importante encore que Seyda. Elle est bâtie sur le rivage, et l'îlot où s'élevait Tyr à l'époque du siége qu'en fit Alexandre n'est plus couvert que de jardins et de pâturages. La jetée que fit construire le conquérant, tout empâtée par les sables, ne montre plus les traces du travail humain, c'est un isthme d'un quart de lieue simplement. Mais, si l'antiquité ne se révèle plus sur ces bords que par des débris de colonnes rouges et grises, l'âge chrétien a laissé des vestiges plus imposans. On distingue encore les fondations de l'ancienne cathédrale, bâtie dans le goût syrien, qui se divisait en trois nefs semi-circulaires séparées par des pilastres, et où fut le tombeau de Frédéric Barberousse, noyé près de Tyr, dans le Kasamy. Les fameux puits d'eau vive de Ras-El-Aïn, célébrés dans la Bible, et qui sont de véritables *puits artésiens*, dont on attribue la création à Salomon, existent encore à une lieue de la ville, et l'aqueduc qui en amenait les eaux à Tyr découpe toujours sur le ciel plusieurs de ses arches immenses. Voilà tout ce que Tyr a conservé; ses vases transparens, sa pourpre éclatante, ses bois précieux étaient jadis renommés par toute la terre. Ces riches exportations ont fait place à un petit commerce de grains récoltés par les Métualis, et vendus par les Grecs, très nombreux dans la ville.

La nuit tombait lorsque nous entrâmes dans le port de Saint-Jean-d'Acre. Il était trop tard pour débarquer; mais, à la clarté si nette des étoiles, tous les détails du golfe, gracieusement arrondi entre Acre et Kaïffa, se dessinaient à l'aide du contraste de la terre et des eaux. Au-delà d'un horizon de quelques lieues se découpent les cimes de l'Anti-Liban qui s'abaissent à gauche, tandis qu'à droite se lève et s'étage en croupes hardies la chaîne du Carmel, qui s'étend vers la Galilée. La ville endormie ne se révélait encore que par ses murs à créneaux, ses tours carrées et les dômes d'étain de sa mosquée, indiquée de loin par

un seul minaret. A part ce détail musulman, on peut rêver encore la cité féodale des templiers, le dernier rempart des croisades.

Le jour vint dissiper cette illusion en trahissant l'amas de ruines informes qui résultent de tant de siéges et de bombardemens accomplis jusqu'à ces dernières années. Au point du jour, le Marseillais m'avait réveillé pour me montrer l'étoile du matin levée sur le village de Nazareth, distant seulement de huit lieues. On ne peut échapper à l'émotion d'un tel souvenir. Je proposai au Marseillais de faire ce petit voyage.

— C'est dommage, dit-il, qu'il ne s'y trouve plus la maison de la Vierge; mais vous savez que les anges l'ont transportée en une nuit à Lorette, près de Venise. Ici on en montre la place, voilà tout. Ce n'est pas la peine d'y aller pour voir qu'il n'y a plus rien!

Au reste, je songeais surtout pour le moment à faire ma visite au pacha. Le Marseillais, par son expérience des mœurs turques, pouvait me donner des conseils quant à la manière de me présenter, et je lui appris comment j'avais fait à Paris la connaissance de Méhmet-Pacha.

— Pensez-vous qu'il me reconnaîtra? lui dis-je.

— Eh! sans doute, répondit-il; seulement il faut reprendre le costume européen, sans cela vous seriez obligé de prendre votre tour d'audience, et il ne serait peut-être pas pour aujourd'hui.

Je suivis ce conseil, gardant toutefois le tarbouch, à cause de mes cheveux rasés à l'orientale.

— Je connais bien votre pacha, disait le Marseillais pendant que je changeais de costume. On l'appelle à Constantinople *Guezluk*, ce qui veut dire l'homme aux lunettes.

— C'est juste, dis-je, il portait des lunettes quand je l'ai connu.

— Eh bien! voyez ce que c'est chez les Turcs : ce sobriquet est devenu son nom, et cela restera dans sa famille; on appellera son fils *Guezluk-Oglou*, ainsi de tous ses descendans. La plupart des noms turcs ont des origines semblables. Cela indique d'ordinaire que, l'homme s'étant élevé par son mérite, ses enfans acceptent l'héritage d'un surnom souvent ironique, car il rappelle ou un ridicule, ou un défaut corporel, ou l'idée d'un métier que le personnage exerçait avant son élévation.

— C'est encore, dis-je, un des principes de l'égalité musulmane. On s'honore par l'humilité. N'est-ce pas aussi un principe chrétien?

— Écoutez, dit le Marseillais, puisque le pacha est votre ami, il faut que vous fassiez quelque chose pour moi. Dites-lui que j'ai à lui vendre une pendule à musique qui exécute tous les opéras italiens. Il y a dessus des oiseaux qui battent des ailes et qui chantent. C'est une petite merveille. Ils aiment cela, les Turcs!

Nous ne tardâmes pas à être mis à terre, et j'en eus bientôt assez de

parcourir des rues étroites et poudreuses en attendant l'heure convenable pour me présenter au pacha. A part le bazar voûté en ogive et la mosquée de Djezzar-Pacha, fraîchement restaurée, il reste peu de chose à voir dans la ville; il faudrait une vocation d'architecte pour relever les plans des églises et des couvens de l'époque des croisades. L'emplacement est encore marqué par les fondations; une galerie qui longe le port est seule restée debout, comme débris du palais des grands-maîtres de Saint-Jean de Jérusalem.

Le pacha demeurait hors de la ville, dans un kiosque d'été situé près des jardins d'Abdallah, au bout d'un aqueduc qui traverse la plaine. — En voyant dans la cour les chevaux et les esclaves des visiteurs, je reconnus que le Marseillais avait eu raison de me faire changer de costume. Avec l'habit levantin, je devais paraître un mince personnage; avec l'habit noir, tous les regards se fixaient sur moi.

Sous le péristyle, au bas de l'escalier, était un amas immense de babouches, laissées à mesure par les entrans. Le tchiboutji qui me reçut voulait me faire ôter mes bottes; mais je m'y refusai, ce qui donna une haute opinion de mon importance. Aussi ne restai-je qu'un instant dans la salle d'attente. On avait, du reste, remis au pacha la lettre dont j'étais chargé, et il donna ordre de me faire entrer, bien que ce ne fût pas mon tour.

Ici, l'accueil devint plus cérémonieux. Je m'attendais déjà à une réception européenne; mais le pacha se borna à me faire asseoir près de lui sur un divan qui entourait une partie de la salle. Il affecta de ne parler qu'italien, bien que je l'eusse entendu parler français à Paris, et m'ayant adressé la phrase obligée : « Ton *kef* est-il bon? » c'est-à-dire te trouves-tu bien? il me fit apporter le chibouk et le café. Notre conversation s'alimenta encore de lieux communs. Puis le pacha me répéta : « Ton kef est-il bon? » et fit servir une autre tasse de café. J'avais couru les rues d'Acre toute la matinée et traversé la plaine sans rencontrer la moindre *trattoria;* j'avais refusé même un morceau de pain et de saucisson d'Arles offerts par le Marseillais, comptant un peu sur l'hospitalité musulmane; mais le moyen de faire fonds sur l'amitié des grands! La conversation se prolongeait sans que le pacha m'offrît autre chose que du café sans sucre et de la fumée de tabac. Il répéta une troisième fois : « Ton kef est-il bon? » Je me levai pour prendre congé. En ce moment-là, midi sonna à une pendule placée au-dessus de ma tête, elle commença un air; une seconde sonna presque aussitôt et commença un air différent; une troisième et une quatrième débutèrent à leur tour, et il en résulta le charivari que l'on peut penser. Si habitué que je fusse aux singularités des Turcs, je ne pouvais comprendre que l'on réunît tant de pendules dans la même salle. Le pacha paraissait enchanté de cette harmonie et fier sans doute de montrer à

un Européen son amour du progrès. Je songeais en moi-même à la commission dont le Marseillais m'avait chargé. La négociation me paraissait d'autant plus difficile, que les quatre pendules occupaient chacune symétriquement une des faces de la salle. Où placer la cinquième? Je n'en parlai pas.

Ce n'était pas le moment non plus de parler de l'affaire du scheik druse prisonnier à Beyrouth. Je gardai ce point délicat pour une autre visite, où le pacha m'accueillerait peut-être moins froidement. Je me retirai en prétextant des affaires à la ville. Lorsque je fus dans la cour, un officier vint me prévenir que le pacha avait ordonné à deux *cavas* de m'accompagner partout où je voudrais aller. Je ne m'exagérai pas la portée de cette attention, qui se résout d'ordinaire en un fort *bakchis* à donner auxdits estafiers.

Lorsque nous fûmes entrés dans la ville, je demandai à l'un deux où l'on pouvait aller déjeuner. Ils se regardèrent avec des yeux très étonnés en se disant que ce n'était pas l'heure. Comme j'insistais, ils me demandèrent une *colonnate* (piastre d'Espagne) pour acheter des poules et du riz. Où auraient-ils fait cuire cela? Dans un corps-de-garde? Cela me parut une œuvre chère et compliquée. Enfin ils eurent l'idée de me mener au consulat français; mais j'appris là que notre agent résidait de l'autre côté du golfe, sur le revers du mont Carmel. A Saint-Jean-d'Acre, comme dans les villes du Liban, les Européens ont des habitations dans les montagnes à des hauteurs où cessent l'impression des grandes chaleurs et l'effet des vents brûlans de la plaine. — Je ne me sentis pas le courage d'aller demander à déjeuner si au-dessus du niveau de la mer. Quant à me présenter au couvent, je savais qu'on ne m'y aurait pas reçu sans lettres de recommandation. Je ne comptais donc plus que sur la rencontre du Marseillais, lequel probablement devait se trouver au bazar.

En effet, il était en train de vendre à un marchand grec un assortiment de ces anciennes montres de nos pères, en forme d'oignons, que les Turcs préfèrent aux montres plates. Les plus grosses sont les plus chères; — les œufs de Nuremberg sont hors de prix. Nos vieux fusils d'Europe trouvent aussi leur placement dans tout l'Orient, car on n'y veut que des fusils à pierre. — Voilà mon commerce, me dit le Marseillais; j'achète en France toutes ces anciennes choses bon marché, et je les revends ici le plus cher possible. Les vieilles parures de pierres fines, les vieux cachemires, voilà qui se vend aussi fort bien. Cela est venu de l'Orient et cela y retourne. En France, on ne sait pas le prix des belles choses; tout dépend de la mode. Tenez, la meilleure spéculation, c'est d'acheter en France les armes turques, les chibouks, les bouquins d'ambre et toutes les curiosités orientales rapportées en divers temps par les voyageurs, et puis de venir les revendre dans ces

pays-ci. Quand je vois des Européens acheter ici des étoffes, des costumes, des armes, je dis en moi-même : Pauvre dupe! cela te coûterait moins à Paris chez un marchand de bric-à-brac!

— Mon cher, lui dis-je, il ne s'agit pas de tout cela; avez-vous encore un morceau de votre saucisson d'Arles?

— Hé! je crois bien, cela dure long-temps. Je comprends votre affaire; vous n'avez pas déjeuné; c'est bien. Nous allons entrer chez un *cafédji;* on ira vous chercher du pain.

Le plus triste, c'est qu'il n'y avait dans la ville que de ce pain sans levain, cuit sur des plaques de tôle, qui ressemble à de la galette ou à des crêpes de carnaval. Je n'ai jamais supporté cette indigeste nourriture qu'à condition d'en manger fort peu et de me rattraper sur les autres comestibles. Avec le saucisson, cela était plus difficile; je fis donc un pauvre déjeuner.

Nous offrîmes du saucisson aux cavas, mais ces derniers le refusèrent par un scrupule de religion. — Les malheureux! disait le Marseillais, ils s'imaginent que c'est du porc; ils ne savent pas que le saucisson d'Arles se fait avec de la chair de mulet....

IV. — AVENTURE D'UN MARSEILLAIS.

L'heure de la sieste était arrivée depuis long-temps; tout le monde dormait, et les deux cavas, pensant que nous allions en faire autant, s'étaient étendus sur les bancs du café. J'avais bien envie de laisser là ce cortége incommode et d'aller faire mon *kef* hors de la ville sous des ombrages; mais le Marseillais me dit que ce ne serait pas convenable, et que nous ne rencontrerions pas plus d'ombre et plus de fraîcheur au dehors qu'entre les gros murs du bazar où nous nous trouvions. Nous nous mîmes donc à causer pour passer le temps. Je lui racontai ma position, mes projets; l'idée que j'avais conçue de me fixer en Syrie, d'y épouser une femme du pays, et, ne pouvant pas choisir une musulmane, à moins de changer de religion, comment j'avais été conduit à me préoccuper d'une jeune fille druse qui me convenait sous tous les rapports. — Il y a des momens où l'on sent le besoin, comme le barbier du roi Midas, de déposer ses secrets n'importe où. Le Marseillais, homme léger, ne méritait peut-être pas tant de confiance; mais, au fond, c'était un bon diable, et il m'en donna la preuve par l'intérêt que ma situation lui inspira.

— Je vous avouerai, lui dis-je, qu'ayant connu le pacha à l'époque de son séjour à Paris, j'avais espéré de sa part une réception moins cérémonieuse; je fondais même quelque espérance sur des services que cette circonstance m'aurait permis de rendre au cheik druse, père de

la jolie fille dont je vous ai parlé.... Et maintenant je ne sais trop ce que j'en puis attendre.

— Plaisantez-vous? me dit le Marseillais, vous allez vous donner tant de peine pour une petite fille des montagnes? Eh! quelle idée vous faites-vous de ces Druses? Un cheik druse, eh bien! qu'est-ce que c'est près d'un Européen, d'un Français qui est du beau monde? Voilà dernièrement le fils d'un consul anglais, M. Parker, qui a épousé une de ces femmes-là, une *Ansarienne* du pays de Tripoli; personne de sa famille ne veut plus le voir! C'était aussi la fille d'un cheik pourtant.

— Oh! les Ansariens ne sont pas les Druses.

— Voyez-vous, ce sont là des caprices de jeune homme! Moi je suis resté long-temps à Tripoli, je faisais des affaires avec un de mes compatriotes qui avait établi une filature de soie dans la montagne; il connaissait bien tous ces gens-là; ce sont des peuples où les hommes, les femmes mènent une vie bien singulière.

Je me mis à rire, sachant bien qu'il ne s'agissait là que de sectes qui n'ont qu'un rapport d'origine avec les Druses, et je priai le Marseillais de me conter ce qu'il savait.

— Ce sont *des drôles*, me dit-il à l'oreille avec cette expression comique des méridionaux, qui entendent par ce terme quelque chose de particulièrement égrillard.

— C'est possible, dis-je, mais la jeune fille dont je vous parle n'appartient pas à des sectes pareilles où peuvent exister quelques pratiques dégénérées du culte primitif des Druses. C'est ce qu'on appelle une savante, une akkalé.

— Eh oui! c'est bien cela; ceux que j'ai vus nomment leurs prêtresses *akklats;* c'est le même mot varié par la prononciation locale. Eh bien! ces prêtresses, savez-vous à quoi elles s'emploient? On les fait monter sur la sainte table pour représenter la *Quadra* (la Vierge). Bien entendu qu'elles sont là dans la tenue la plus simple, sans robes ni rien sur elles, et le prêtre fait la prière en disant qu'il faut adorer l'image de la maternité. C'est comme une messe; seulement il y a sur l'autel un grand vase de vin dont il boit, et qu'il fait passer ensuite à tous les les assistans.

— Croyez-vous, dis-je, à ces bourdes, inventées par les gens des autres cultes?

— Si j'y crois? J'y crois si bien que j'ai vu, moi, dans le district de Kadmous, le jour de la fête de la Nativité, tous les hommes qui rencontraient des femmes sur les chemins se prosterner devant elles et embrasser leurs genoux.

— Eh bien! ce sont des restes de l'ancienne idolâtrie d'Astarté, qui se sont mélangés avec les idées chrétiennes.

— Et que dites-vous de leur manière de célébrer l'Épiphanie?

— La fête des Rois?

— Oui; mais pour eux cette fête est aussi le commencement de l'année. Ce jour-là, les *akkals* (initiés), hommes et femmes, se réunissent dans leurs *khaloués*, ce qu'ils appellent leurs temples, et il y a un moment de l'office où l'on éteint toutes les lumières, et je vous laisse à penser ce qu'il peut arriver de beau.

— Je ne crois à rien de tout cela; on en a dit autant d'ailleurs des *agapes* des premiers chrétiens. Et quel est l'Européen qui a pu voir de pareilles cérémonies, puisque les initiés seuls peuvent entrer dans ces temples?

— Qui? Eh! tenez, simplement mon compatriote de Tripoli, le filateur de soie, qui faisait des affaires avec un de ces akkals; celui-ci lui devait de l'argent; mon ami lui dit : — Je te tiens quitte, si tu veux t'arranger pour me conduire à une de ces assemblées. — L'autre fit bien des difficultés, disant que, s'ils étaient découverts, on les poignarderait tous les deux. N'importe; quand un Marseillais a mis une chose dans sa tête, il faut qu'elle aboutisse. Ils prennent rendez-vous le jour de la fête; l'akkal avait expliqué d'avance à mon ami toutes les momeries qu'il fallait faire, et, avec le costume, sachant bien la langue, il ne risquait pas grand'chose. Les voilà qui arrivent devant un de ces khaloués; c'est comme un tombeau de santon, une chapelle carrée avec un petit dôme, entourée d'arbres et adossée aux rochers. Vous en avez pu voir dans la montagne.

— J'en ai vu.

— Mais il y a toujours aux environs des gens armés pour empêcher les curieux d'approcher aux heures des prières.

— Et ensuite?

— Ensuite, ils ont attendu le lever d'une étoile qu'ils appellent *Sochra;* c'est l'étoile de Vénus. Ils lui ont fait une prière.

— C'est encore un reste, sans doute, de l'adoration d'Astarté.

— Attendez. Ils se sont mis ensuite à compter les étoiles filantes. Quand cela est arrivé à un certain nombre, ils en ont tiré des augures, et puis, les trouvant favorables, ils sont entrés tous dans le temple et ont commencé la cérémonie. Pendant les prières, les femmes entraient une à une, et, au moment du sacrifice, les lumières se sont éteintes.

— Et qu'est devenu le Marseillais?

— On lui avait dit ce qu'il fallait faire, parce qu'il n'y a pas là à choisir; c'est comme un mariage qui se ferait les yeux fermés...

— Eh bien! c'est leur manière de se marier, voilà tout, et, du moment qu'il y a consécration, l'énormité du fait me semble beaucoup diminuée; c'est même une coutume très favorable aux femmes laides.

— Vous ne comprenez pas! Ils sont mariés en outre, et chacun est

tenu d'amener sa femme. Le grand cheik lui-même, qu'ils appellent le *mékaddam*, ne peut se refuser à cette pratique égalitaire.

— Je commence à être inquiet du sort de votre ami.

— Mon ami se trouvait dans le ravissement du lot qui lui était échu... Il se dit : — Quel dommage de ne pas savoir qui l'on a aimé un instant! Les idées de ces gens-là sont absurdes...

— Ils veulent sans doute que personne ne sache au juste quel est son père; c'est pousser un peu loin la doctrine de l'égalité. L'Orient est plus avancé que nous dans le communisme.

— Mon ami, reprit le Marseillais, eut une idée bien ingénieuse; il coupa un morceau de la robe de la femme qui était près de lui, se disant : Demain matin, au grand jour, je saurai à qui j'ai eu affaire.

— Oh! oh!

— Monsieur, continua le Marseillais, quand ce fut au point du jour, chacun sortit sans rien dire, après que les officians eurent appelé la bénédiction du bon Dieu,... ou, qui sait, peut-être du diable, sur la postérité de tous ces mariages. Voilà mon ami qui se met à guetter les femmes, dont chacune avait repris son voile. Il reconnaît bientôt celle à qui il manquait un morceau de sa robe. Il la suit jusqu'à sa maison sans avoir l'air de rien, et puis il entre un peu plus tard chez elle comme quelqu'un qui passe... Il demande à boire : cela ne se refuse jamais dans la montagne, et voilà qu'il se trouve entouré d'enfans et de petits enfans... Cette femme était une vieille!

— Une vieille!

— Oui, monsieur! et vous jugez si mon ami fut content de son expédition...

— Pourquoi vouloir tout approfondir? Ne valait-il pas mieux conserver l'illusion? Les mystères antiques ont eu une légende plus gracieuse, celle de Psyché.

— Vous croyez que c'est une fable que je vous conte; mais tout le monde sait cette histoire à Tripoli. Maintenant, que dites-vous de ces paroissiens-là et de leurs cérémonies?

— Votre imagination va trop loin, dis-je au Marseillais; la coutume dont vous parlez n'a lieu que dans une secte repoussée de toutes les autres. Il serait aussi injuste d'attribuer de pareilles mœurs aux Ansariens et aux Druses que de faire rentrer dans le christianisme certaines folies analogues attribuées aux anabaptistes ou aux vaudois.

Notre discussion continua quelque temps ainsi. L'erreur de mon compagnon me contrariait dans les sympathies que je m'étais formées à l'égard des populations du Liban, et je ne négligeai rien pour le détromper, tout en accueillant les renseignemens précieux que m'apportaient ses propres observations.

La plupart des voyageurs ne saisissent que les détails bizarres de la

vie et des coutumes de certains peuples. Le sens général leur échappe et ne peut s'acquérir en effet que par des études profondes. Combien je m'applaudissais d'avoir pris d'avance une connaissance exacte de l'histoire et des doctrines religieuses de tant de populations du Liban, dont le caractère m'inspirait de l'estime! Dans le désir que j'avais de me fixer au milieu d'elles, de pareilles données ne m'étaient pas indifférentes, et j'en avais besoin pour résister à la plupart des préjugés européens.

En général, nous ne nous intéressons en Syrie qu'aux Maronites, catholiques comme nous, et tout au plus encore aux Grecs, aux Arméniens et aux Juifs, dont les idées s'éloignent moins des nôtres que celles des musulmans; nous ne songeons pas qu'il existe une série de croyances intermédiaires capables de se rattacher aux principes de civilisation du nord, que l'islamisme repoussera toujours.

La Syrie est certainement le seul point de l'Orient où l'Europe puisse poser solidement le pied et peut-être établir des colonies florissantes, ainsi que le fit l'ancienne Grèce. Partout ailleurs il faudrait refouler les populations arabes ou craindre constamment leur rébellion, comme il arrive en Algérie. Une moitié au moins des populations syriennes se compose soit de chrétiens, soit de races hostiles à la domination musulmane. Il faudrait même ajouter à ce nombre une grande partie des Arabes du désert, qui, comme les Persans, appartiennent à la secte d'Ali.

V. — LE DINER DU PACHA.

La journée était avancée, et la fraîcheur amenée par la brise maritime mettait fin au sommeil des gens de la ville. Nous sortîmes du café et je commençais à m'inquiéter du dîner; mais les cavas, dont je ne comprenais qu'imparfaitement le baragouin plus turc qu'arabe, me répétaient toujours *ti sabir*, comme des Levantins de Molière.

— Demandez-leur donc ce que je dois savoir, dis-je enfin au Marseillais.

— Ils disent qu'il est temps de retourner chez le pacha.

— Pourquoi faire?

— Pour dîner avec lui.

— Ma foi, dis-je, je n'y comptais plus; le pacha ne m'avait pas invité.

— Du moment qu'il vous faisait accompagner, cela allait de soi-même.

— Mais, dans ces pays-ci, le dîner a lieu ordinairement vers midi.

— Non pas chez les Turcs, dont le repas principal se fait au coucher du soleil, après la prière.

Je pris congé du Marseillais et je retournai au kiosque du pacha. En

traversant la plaine couverte d'herbes sauvages brûlées par le soleil, j'admirais l'emplacement de l'ancienne ville, si puissante et si magnifique, aujourd'hui réduite à cette langue de terre informe qui s'avance dans les flots et où se sont accumulés les débris de trois bombardemens terribles depuis cinquante ans. On heurte à tout moment du pied dans la plaine des débris de bombes et des boulets dont le sol est criblé.

En rentrant au pavillon où j'avais été reçu le matin, je ne vis plus d'amas de chaussures au bas de l'escalier, plus de visiteurs encombrant le *mabahim* (pièce d'entrée); on me fit seulement traverser la salle aux pendules, et je trouvai dans la pièce suivante le pacha qui fumait, assis sur l'appui de la fenêtre, et qui, se levant sans façon, me donna une poignée de main à la française. « Comment cela va-t-il? Vous êtes-vous bien promené dans notre belle ville? me dit-il en français, avez-vous tout vu? » Son accueil était si différent de celui du matin, que je ne pus m'empêcher d'en faire paraître quelque surprise.

— Ah! pardon, me dit-il, si je vous ai reçu ce matin *en pacha*. Ces braves gens qui se trouvaient dans la salle d'audience ne m'auraient point pardonné de manquer à l'étiquette en faveur d'un *Frangi*. A Constantinople, tout le monde comprendrait cela; mais ici nous sommes *en province*.

Après avoir appuyé sur ce dernier mot, Méhmet-Pacha voulut bien m'apprendre qu'il avait habité long-temps Metz en Lorraine comme élève de l'école préparatoire d'artillerie. Ce détail me mit tout-à-fait à mon aise en me fournissant l'occasion de lui parler de quelques-uns de mes amis qui avaient été ses camarades. Pendant cet entretien, le coup de canon du port annonçant le coucher du soleil retentit du côté de la ville. Un grand bruit de tambours et de fifres annonça l'heure de la prière aux Albanais répandus dans les cours. Le pacha me quitta un instant, sans doute pour aller remplir ses devoirs religieux; ensuite il revint et me dit : — Nous allons dîner à l'européenne.

En effet, on apporta des chaises et une table haute, au lieu de retourner un tabouret et de poser dessus un plateau de métal et des coussins autour, comme cela se fait d'ordinaire. Je sentis tout ce qu'il y avait d'obligeant dans le procédé du pacha, — et toutefois, je l'avouerai, je n'aime pas ces coutumes de l'Europe envahissant peu à peu l'Orient; je me plaignis au pacha d'être traité par lui en touriste vulgaire.

— Vous venez bien me voir en habit noir!... me dit-il.

La réplique était juste; pourtant je sentais bien que j'avais eu raison. Quoi que l'on fasse, et si loin que l'on puisse aller dans la bienveillance d'un Turc, il ne faut pas croire qu'il puisse y avoir fusion entre notre façon de vivre et la sienne. Les coutumes européennes qu'il adopte dans certains cas deviennent une sorte de terrain neutre où il nous accueille sans se livrer lui-même; il consent à imiter nos mœurs comme

il use de notre langue, mais à l'égard de nous seulement. Il ressemble à ce personnage de ballet qui est moitié paysan et moitié seigneur; il montre à l'Europe le côté *gentleman*, il est toujours un pur *Osmanli* pour l'Asie. Les préjugés des populations font d'ailleurs de cette politique une nécessité.

Au demeurant, je retrouvai dans Méhmet-Pacha un très excellent homme, plein de politesse et d'affabilité, attristé vivement de la situation que les puissances font à la Turquie, en ne lui permettant ni de vivre ni de mourir. Il me racontait comment il venait de quitter la haute position de pacha de Topana à Constantinople, par ennui des tracasseries consulaires. — Imaginez, me disait-il, une grande ville où cent mille individus échappent à l'action de la justice locale; il n'y a pas là un voleur, un assassin, un débauché qui ne parvienne à se mettre sous la protection d'un consulat quelconque. Ce sont vingt polices qui s'annulent l'une par l'autre, et c'est le pacha qui est responsable pourtant!... Ici nous ne sommes guère plus heureux, au milieu de sept à huit peuples différens qui ont leurs cheiks, leurs cadis et leurs émirs. Nous consentons à les laisser tranquilles dans leurs montagnes, pourvu qu'ils paient le tribut.... Eh bien! il y a trois ans que nous n'en avons pas reçu un para!

Je vis que ce n'était pas encore l'instant de parler en faveur du cheik druse prisonnier à Beyrouth, et je portai la conversation sur un autre sujet. Après le dîner, j'espérais que Méhmet suivrait au moins l'ancienne coutume, en me régalant d'une danse d'almées, car je savais bien qu'il ne pousserait pas la courtoisie française jusqu'à me présenter à ses femmes; mais je devais subir l'Europe jusqu'au bout. Nous descendîmes à une salle de billard où il fallut faire des carambolages jusqu'à une heure du matin. Je me laissai gagner tant que je pus, — aux grands éclats de rire du pacha, qui se rappelait avec joie ses amusemens de l'école de Metz.

— Un Français, un Français qui se laisse battre! s'écriait-il.

— Je conviens, disais-je, que Saint-Jean-d'Acre n'est pas favorable à nos armes; mais ici vous combattez seul, et l'ancien pacha d'Acre avait les canons de l'Angleterre.

Nous nous séparâmes enfin. On me conduisit dans une salle très grande éclairée par un cierge, placé à terre au milieu, dans un chandelier énorme. Ceci rentrait dans les coutumes locales. Les esclaves me firent un lit avec des coussins disposés à terre sur lesquels on étendit des draps cousus d'un seul côté avec les couvertures; je fus en outre gratifié d'un grand bonnet de nuit en soie jaune matelassée qui avait des côtes comme un melon.

VI. — CONCLUSION. — (A TIMOTHÉE O'NEIL).

J'interromps ici mon itinéraire, je veux dire ce relevé, jour par jour, heure par heure, d'impressions locales qui n'ont de mérite qu'une minutieuse réalité. Il y a des momens où la vie multiplie ses pulsations en dépit des lois du temps, comme une horloge folle dont la chaîne est brisée, d'autres où tout se traîne en sensations inappréciables ou peu dignes d'être notées. Te parlerai-je de mes pérégrinations dans la montagne, parmi des lieux qui n'offriraient qu'une topographie aride, au milieu d'hommes dont la physionomie ne peut être saisie qu'à la longue et dont l'attitude grave, la vie uniforme, prêtent beaucoup moins au pittoresque que les populations bruyantes et contrastées des villes? Il me semble, depuis quelque temps, que je vis dans un siècle d'autrefois ressuscité par magie; l'âge féodal m'entoure avec ses institutions immobiles comme la pierre du donjon qui les a gardées. — Apres montagnes, noirs abîmes où les feux de midi découpent des cercles de brume, fleuves et torrens, illustres comme des ruines, qui roulez encore les colonnes des temples et les idoles brisées des dieux; neiges éternelles qui couronnez des monts dont le pied s'allonge dans les champs de braise du désert; — horizons lointains des vallées que la mer emplit à moitié de ses flots bleus; forêts odorantes de cèdre et de cinnamome; rochers sublimes où retentit la cloche des ermitages; fontaines célébrées par la muse biblique où les jeunes filles se pressent le soir, portant sur le front leurs urnes élancées; oui, vous êtes pour l'Européen la terre paternelle et sainte, vous êtes encore la patrie. Laissons Damas, la ville arabe, s'épanouir au bord du désert et saluer le soleil levant du haut de ses minarets; mais le Liban et le Carmel sont l'héritage des croisades! il faut qu'ils appartiennent sinon à la croix seule, du moins à ce que la croix symbolise, — à la liberté.

Je résume pour toi les changemens qui se sont accumulés depuis quelques mois dans mes destinées errantes. —Tu sais avec quelle bonté le pacha d'Acre m'avait accueilli à mon passage. Je lui ai fait enfin la confidence entière du projet que j'avais formé d'épouser la fille du cheik Eschérazy, et de l'aide que j'attendais de lui en cette occasion. Il s'est mis à rire d'abord avec l'entraînement naïf des Orientaux en me disant : — Ah çà ! vous y tenez décidément? — Absolument, répondis-je. Voyez-vous, on peut bien dire cela à un musulman; il y a dans cette affaire un enchaînement de fatalités. C'est en Égypte qu'on m'a donné l'idée du mariage : la chose y paraît si simple, si douce, si facile, si dégagée de toutes les entraves qui nuisent en Europe à cette institution, que j'en ai accepté et couvé amoureusement l'idée; mais je suis difficile, je l'avoue, et puis, sans doute, beaucoup d'Européens ne se font là-dessus aucun scrupule... cependant cet achat de filles à leurs parens m'a tou-

jours semblé quelque chose de révoltant. Les Cophtes, les Grecs qui font de tels marchés avec les Européens, savent bien que ces mariages n'ont rien de sérieux, malgré une prétendue consécration religieuse... J'ai hésité, j'ai réfléchi, j'ai fini par acheter une esclave avec le prix que j'aurais mis à une épouse. Mais on ne touche guère impunément aux mœurs d'un monde dont on n'est pas; cette femme, je ne puis ni la renvoyer, ni la vendre, ni l'abandonner sans scrupule, ni même l'épouser sans folie. Pourtant c'est une chaîne à mon pied, c'est moi qui suis l'esclave, c'est la fatalité qui me retient ici, vous le voyez bien!

— N'est-ce que cela? dit le pacha, donnez-la-moi... pour un cheval, pour ce que vous voudrez, sinon pour de l'argent; nous n'avons pas les mêmes idées que vous, nous autres.

— Pour la liberté du cheik Eschérazy, lui dis-je: au moins, ce serait un noble prix.

— Non, dit-il, une grace ne se vend pas.

— Eh bien! vous voyez, je retombe dans mes incertitudes. Je ne suis pas le premier Franc qui ait acheté une esclave; ordinairement on laisse la pauvre fille dans un couvent, elle fait une conversion éclatante dont l'honneur rejaillit sur son maître et sur les pères qui l'ont instruite; puis elle se fait religieuse ou devient ce qu'elle peut, c'est-à-dire souvent très malheureuse. Ce serait pour moi un remords épouvantable.

— Et que voulez-vous faire?

— Épouser la jeune fille dont je vous ai parlé, et à qui je donnerai l'esclave comme présent de noces, comme douaire; elles sont amies, elles vivront ensemble. Je vous dirai de plus que c'est l'esclave elle-même qui m'a donné cette idée. La réalisation dépend de vous.

Je t'expose sans ordre les raisonnemens que je fis pour exciter et mettre à profit la bienveillance du pacha. — Je ne puis presque rien, me dit-il enfin; le pachalik d'Acre n'est plus ce qu'il était jadis; on l'a partagé en trois gouvernemens, et je n'ai sur celui de Beyrouth qu'une autorité nominale. Supposons de plus que je parvienne à faire mettre en liberté le cheik, il acceptera ce bienfait sans reconnaissance... Vous ne connaissez pas ces gens-là! J'avouerai que ce cheik mérite quelques égards. A l'époque des derniers troubles, sa femme a été tuée par les Albanais. Le ressentiment l'a conduit à des imprudences et le rend dangereux encore. S'il veut promettre de rester tranquille à l'avenir, on verra.

J'appuyai de tout mon pouvoir sur cette bonne disposition, et j'obtins une lettre pour le gouverneur de Beyrouth, Essad-Pacha. Ce dernier, auprès duquel l'Arménien, mon ancien compagnon de route, m'a été de quelque utilité, a consenti à envoyer son prisonnier au kaïmakan druse, en réduisant son affaire, compliquée précédemment de rébellion, à un simple refus d'impôts pour lequel il deviendra facile de prendre des arrangemens.

Tu vois que les pachas eux-mêmes ne peuvent pas tout dans ce pays, sans quoi l'extrême bonté de Méhmet pour moi eût aplani tous les obstacles. Peut-être aussi a-t-il voulu m'obliger plus délicatement en déguisant son intervention près des fonctionnaires inférieurs. Le fait est que je n'ai eu qu'à me présenter de sa part au kaïmakan pour en être admirablement accueilli; le cheik avait été déjà transféré à Deir-Khamar, résidence actuelle de ce personnage, héritier pour une part de l'ancienne autorité de l'émir Béchir. Il y a, comme tu sais, aujourd'hui un kaïmakan (gouverneur) pour les Druses et un autre pour les Maronites; c'est un pouvoir mixte qui dépend au fond de l'autorité turque, mais dont l'institution ménage l'amour-propre national de ces peuples et leur prétention à se gouverner par eux-mêmes.

Tout le monde a décrit Deïr-Khamar et son amas de maisons à toits plats s'échelonnant sur un mont abrupt comme l'escalier d'une Babel ruinée. Beit-Eddin, l'antique résidence des émirs de la montagne, occupe un autre pic qui semble toucher celui-là, mais qu'une vallée profonde en sépare. Si de Deïr-Khamar vous regardez Beit-Eddin, vous croyez voir un château de fées; ses arcades ogivales, ses terrasses hardies, ses colonnades, ses pavillons et ses tourelles offrent un mélange de tous les styles plus éblouissant comme masse que satisfaisant dans les détails. Ce palais est bien le symbole de la politique des émirs qui l'habitaient. Il est païen par ses colonnes et ses peintures, chrétien par ses tours et ses ogives, musulman par ses dômes et ses kiosques; il contient le temple, l'église et la mosquée, enchevêtrés dans ses constructions. A la fois palais, donjon et sérail, il ne lui reste plus aujourd'hui qu'une portion habitée, c'est la prison.

C'est là qu'on avait provisoirement logé le cheik Eschérazy, heureux du moins de n'être plus sous la main d'une justice étrangère. Dormir sous les voûtes du vieux palais de ses princes, c'était un adoucissement sans doute; — on lui avait permis de garder près de lui sa fille, autre faveur qu'il n'avait pu obtenir à Beyrouth. Toutefois le kaïmakan, étant responsable du prisonnier ou de la dette, le faisait garder étroitement.

J'obtins la permission de visiter le cheik, comme je l'avais fait à Beyrouth; ayant pris un logement à Deïr-Khamar, je n'avais à traverser que la vallée intermédiaire pour gagner l'immense terrasse du palais, d'où, parmi les cimes des montagnes, on voit au loin resplendir un pan bleu de la mer. Les galeries sonores, les salles désertes, naguère pleines de pages, d'esclaves et de soldats, me faisaient penser à ces châteaux de Walter Scott que la chute des Stuarts a dépouillés de leurs splendeurs royales. La majesté des scènes de la nature ne parlait pas moins hautement à mon esprit. — Je sentis qu'il fallait franchement m'expliquer avec le cheik et ne pas lui dissimuler les raisons que j'avais

ces de chercher à lui être utile. Rien n'est pire que l'effusion d'une reconnaissance qui n'est pas méritée.

Aux premières ouvertures que j'en fis avec grand embarras, il se frappa le front du doigt.

— *Enté medjnoun* (es-tu fou)? me dit-il.

— *Medjnoun*, dis-je, c'est le surnom d'un amoureux célèbre, et je suis loin de le repousser.

— Aurais-tu vu ma fille? s'écria-t-il.

L'expression de son regard était telle dans ce moment, que je songeai involontairement à une histoire que le pacha d'Acre m'avait contée en me parlant des Druses. Le souvenir n'en était pas gracieux assurément. Un kyaya lui avait raconté ceci : « J'étais endormi, lorsqu'à minuit j'entends heurter à la porte; je vois entrer un Druse portant un sac sur ses épaules. — Qu'apportez-vous là? lui dis-je. — Ma sœur avait une intrigue, et je l'ai tuée. Ce sac renferme son *tantour* (corne d'orfèvrerie que les femmes druses portent sur la tête). — Mais il y a deux tantours dans le sac? — C'est que j'ai tué aussi la mère, qui avait connaissance du fait. Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu très haut. Le Druse avait apporté ces bijoux de ses victimes pour apaiser la justice turque. Le kyaya le fit arrêter et lui dit : — Va dormir, je te parlerai demain. Le lendemain, il lui dit : — Je suppose que tu n'as pas dormi? — Au contraire, lui dit l'autre. Depuis un an que je soupçonnais ce déshonneur, j'avais perdu le sommeil; je l'ai retrouvé cette nuit. »

Ce souvenir me revint comme un éclair; il n'y avait pas à balancer. Je n'avais rien à craindre pour moi sans doute; mais ce prisonnier avait sa fille près de lui : ne pouvait-il pas la soupçonner d'autre chose encore que d'avoir été vue sans voile? Je lui expliquai mes visites chez Mme Carlès, bien justifiées, certes, par le séjour qu'y faisait mon esclave, l'amitié que cette dernière avait pour sa fille, le hasard qui me l'avait fait rencontrer; je glissai sur la question du voile qui pouvait s'être dérangé par hasard... Je pense, dans tous les cas, qu'il ne put douter de ma sincérité. Chez tous les peuples du monde, ajoutai-je, on demande une fille en mariage à son père, et je ne vois pas la raison de votre surprise. Vous pouvez penser, par les relations que j'ai dans ce pays, que ma position n'est pas inférieure à la vôtre. Pour ce qui est de la religion, je n'accepterais pas d'en changer pour le plus beau mariage de la terre; mais je connais la vôtre, je sais qu'elle est très tolérante et qu'elle admet toutes les formes possibles de cultes et toutes les révélations connues comme des manifestations diverses, mais également saintes, de la divinité. Je partage pleinement ces idées, et, sans cesser d'être chrétien, je crois pouvoir...

— Eh, malheureux! s'écria le cheik, c'est impossible : *la plume est brisée, l'encre est sèche, le livre est fermé!*

— Que voulez-vous dire?

— Ce sont les paroles mêmes de notre loi. Personne ne peut plus entrer dans notre communion.

— Je pensais que l'initiation était ouverte à tous.

— Aux *djahels* (ignorans) qui sont de notre peuple, et qui s'élèvent par l'étude et par la vertu, mais non pas aux étrangers, car notre peuple est seul élu de Dieu.

— Cependant vous ne condamnez pas les autres.

— Pas plus que l'oiseau ne condamne l'animal qui se traîne à terre. La parole vous a été prêchée et vous ne l'avez pas écoutée.

— En quel temps?

— Du temps de *Hamza*, le prophète de notre seigneur Hakem.

— Mais avons-nous pu l'entendre?

— Sans doute, car il a envoyé des missionnaires (*days*) dans toutes les *îles* (régions).

— Et quelle est notre faute? nous n'étions pas nés.

— Vous existiez dans d'autres corps, mais vous aviez le même esprit. Cet esprit immortel comme le nôtre est resté fermé à la parole divine. Il a montré par là sa nature inférieure. Tout est dit pour l'éternité.

On n'étonne pas facilement un garçon qui a fait sa philosophie en Allemagne, et qui a lu — dans le texte original — la *Symbolique* de Kreutzer. Je concédai volontiers au digne akkal sa doctrine de transmigration, et je lui dis, partant de ce point :

— Lorsque les *days* ont semé la parole dans le monde, vers l'an 1000 de l'ère chrétienne, ils ont fait des prosélytes, n'est-ce pas, ailleurs que dans ces montagnes? Qui te prouve que je ne descends pas de ceux-là? Veux-tu que je te dise où croît la plante nommée *aliledj* (plante symbolique)?

— L'a-t-on semée dans ton pays?

— Elle ne croît que dans le cœur des fidèles unitaires pour qui Hakem est le vrai Dieu.

— C'est bien la phrase sacramentelle; mais tu peux avoir appris ces paroles de quelque renégat.

— Veux-tu que je te récite le catéchisme druse tout entier?

— Les Francs nous ont volé beaucoup de nos livres, et la science acquise par les infidèles ne peut provenir que des mauvais esprits. Si tu es l'un des Druses des autres *îles*, tu dois avoir ta pierre noire (*horse*). Montre-la, nous te reconnaîtrons.

— Tu la verras plus tard, lui dis-je... mais au fond je ne savais de quoi il voulait parler. Je rompis l'entretien pour cette fois-là, et, lui promettant de le revenir voir, je retournai à Deïr-Khamar.

Je demandai le soir même au kaïmakan, comme par une simple curiosité d'étranger, ce que c'était que le *horse;* il ne fit pas difficulté de me dire que c'était une pierre taillée en forme d'animal que tous

les Druses portent sur eux comme signe de reconnaissance, et qui, trouvée sur quelques morts, avait donné l'opinion qu'ils adoraient un veau, chose aussi absurde que de croire les chrétiens adorateurs de l'agneau ou du pigeon symbolique. Ces pierres, qu'à l'époque de la propagande primitive on distribuait à tous les fidèles, se transmettaient de père en fils.

Il me suffisait donc d'en trouver une pour convaincre l'akkal que je descendais de quelque ancien fidèle; mais ce mensonge me répugnait. Le kaïmakan, plus éclairé par sa position et plus ouvert aux idées de l'Europe que ses compatriotes, me donna des détails qui m'éclairèrent tout à coup. Mon ami, j'ai tout compris, tout deviné en un instant; mon rêve absurde devient ma vie, l'impossible s'est réalisé!

Cherche bien, accumule les suppositions les plus baroques, ou plutôt jette ta langue aux chiens, comme dit M[me] de Sévigné. Apprends maintenant une chose dont je n'avais moi-même jusqu'ici qu'une vague idée. Les akkals druses sont les francs-maçons de l'Orient.

Il ne faut pas d'autres raisons pour expliquer l'ancienne prétention des Druses de descendre de certains chevaliers des croisades. Ce que leur grand émir Fakardin déclarait à la cour des Médicis en invoquant l'appui de l'Europe contre les Turcs, ce qui se trouve si souvent rappelé dans les lettres-patentes de Henri IV et de Louis XIV en faveur des peuples du Liban, est véritable au moins en partie. Pendant les deux siècles qu'a duré l'occupation du Liban par les chevaliers du temple, ces derniers y avaient jeté les bases d'une institution profonde. Dans leur besoin de dominer des nations de races et de religions différentes, il est évident que ce sont eux qui ont établi ce système d'affiliations maçonniques, tout empreint au reste des coutumes locales. — Les idées orientales qui, par suite, pénétrèrent dans leur ordre ont été cause en partie des accusations d'hérésie qu'ils subirent en Europe. La franc-maçonnerie a, comme tu sais, hérité de la doctrine des templiers; voilà le rapport établi, voilà pourquoi les Druses parlent de leurs coreligionnaires d'Europe, dispersés dans divers pays, et principalement dans les montagnes d'Écosse (*djebel-el-Scouzia*). Ils entendent par là les compagnons et maîtres *écossais*, ainsi que les rose-croix, dont le grade correspond à celui d'ancien templier (1).

Mais tu sais que je suis moi-même l'un des *enfans de la veuve*, un *louveteau* (fils de maître), que j'ai été nourri dans l'horreur du meurtre d'Adoniram et dans l'admiration du saint Temple, dont les colonnes ont

(1) Les missionnaires anglais appuient beaucoup sur cette circonstance pour établir parmi les Druses l'influence de leur pays. Ils leur font croire que le *rite écossais* est particulier à l'Angleterre. On peut s'assurer que la maçonnerie française a la première compris ces rapports, puisqu'elle fonda à l'époque de la révolution les loges des *Druses réunis*, des *Commandeurs du Liban*, etc.

été des cèdres du mont Liban. Sérieusement, la maçonnerie est bien dégénérée parmi nous : — tu vois pourtant que cela peut servir en voyage. Bref, je ne suis plus pour les Druses un infidèle, je suis un *muta-daressin*, un étudiant. Dans la maçonnerie, cela correspondrait au grade d'apprenti ; il faut ensuite devenir compagnon (*réfik*), puis maître (*day*); l'akkal serait pour nous le rose-croix ou ce qu'on appelle chevalier *kaddosch*. Tout le reste a des rapports intimes avec nos loges; je t'en abrège les détails.

Tu vois maintenant ce qui a dû arriver. J'ai produit mes titres, ayant heureusement dans mes papiers un de ces beaux diplômes maçonniques pleins de signes cabalistiques familiers aux Orientaux. Quand le cheik m'a demandé de nouveau ma pierre noire, je lui ai dit que les templiers français, ayant été brûlés, n'avaient pu transmettre leurs pierres aux francs-maçons, qui sont devenus leurs successeurs spirituels. — Il faudrait s'assurer de ce fait, qui n'est que probable; — cette pierre doit être le *bahomet* (petite idole), dont il est question dans le procès des templiers.

A ce point de vue, mon mariage devient de la haute politique. Il s'agit peut-être de renouer les liens qui attachaient autrefois les Druses à la France. Ces braves gens se plaignent de voir notre protection ne s'étendre que sur les catholiques, tandis qu'autrefois les rois de France les comprenaient dans leurs sympathies comme descendans des croisés et *pour ainsi dire* chrétiens (1). Les agens anglais profitent de cette situation pour faire valoir leur appui, et de là les luttes des deux peuples rivaux, druses et maronites, unis autrefois sous les mêmes princes.

Le kaïmakan a permis enfin au cheik Eschérazy de retourner dans son pays et ne lui a pas caché que c'était à mes sollicitations près du pacha d'Acre qu'il devait ce résultat. Le cheik m'a dit : Si tu as voulu te rendre utile, tu n'as fait que le devoir de chacun; si tu y avais un intérêt, pourquoi te remercierais-je?

Sa doctrine m'étonne sur quelques points, cependant elle est noble et pure, quand on sait bien se l'expliquer. Les akkals ne reconnaissent ni vertus ni crimes. L'homme honnête n'a point de mérite, seulement il s'élève dans l'échelle des êtres comme le vicieux s'abaisse. La transmigration amène le châtiment ou la récompense.

On ne dit pas d'un Druse qu'il est mort, mais qu'il s'est transmigré.

Les Druses ne font pas l'aumône, parce que l'aumône, selon eux, dégrade celui qui l'accepte. Ils exercent seulement l'hospitalité, à titre d'échange dans cette vie ou dans une autre.

(1) Si frivoles que soient ces pages, elles contiennent une donnée vraie. On peut se rappeler la pétition collective que les Druses et les Maronites ont adressée récemment à la chambre des députés.

Ils se font une loi de la vengeance; toute injustice doit être punie; le pardon dégrade celui qui le subit.

On s'élève chez eux non par l'humilité, mais par la science; il faut se rendre le plus possible semblable à Dieu.

La prière n'est pas obligatoire; elle n'est d'aucun secours pour racheter une faute.

C'est à l'homme de réparer le mal qu'il a fait, non qu'il ait mal agi peut-être, mais parce que le mal par la force des choses retomberait un jour sur lui.

L'institution des akkals a quelque chose de celle des lettrés de la Chine. Les nobles (*schérifs*) sont obligés de subir les épreuves de l'initiation; les paysans (*salems*) deviennent leurs égaux ou leurs supérieurs s'ils les atteignent ou les surpassent par cette voie. Le cheik Eschérazy était un de ces derniers.

Je lui ai présenté l'esclave en lui disant : — Voici la servante de ta fille. Il l'a regardée avec intérêt, l'a trouvée belle, et depuis ce temps-là les deux femmes restent ensemble.

Nous sommes partis de Beit-Eddin tous quatre sur des mulets; nous avons traversé la plaine de Bekàa, l'ancienne Syrie creuse, et, après avoir gagné Zaklé, nous sommes arrivés à Balbek dans l'Anti-Liban. J'ai rêvé quelques heures au milieu de ces magnifiques ruines, qu'on ne peut plus dépeindre après Volney et Lamartine. Nous avons gagné bientôt la chaîne montueuse qui avoisine le Hauran. C'est là que nous nous sommes arrêtés dans un village où se cultivent la vigne et le mûrier, à une journée de Damas. Le cheik m'a conduit à son humble maison, dont le toit plat est traversé et soutenu par un acacia (l'arbre d'Hiram). A de certaines heures, cette maison s'emplit d'enfans : c'est une école. Tel est le plus beau titre de la demeure d'un akkal.

Tu comprends que je n'ai pas à te décrire ce qui se passe entre moi et ma fiancée. En Orient, les femmes vivent ensemble et les hommes ensemble, à moins de cas particuliers. Seulement cette aimable personne m'a donné une tulipe rouge et a planté dans le jardin un petit acacia qui doit croître avec nos amours. C'est un usage du pays.

Et maintenant j'étudie pour arriver à la dignité de *réfik* (compagnon), où j'espère atteindre dans peu. Le mariage est fixé pour cette époque.

Je fais de temps en temps une excursion à Balbek. J'y ai rencontré, chez l'évêque maronite, le père Planchet, qui se trouvait en tournée. Il n'a pas trop blâmé ma résolution, mais il m'a dit que mon mariage n'en serait pas un. — Élevé dans des idées philosophiques, je me préoccupe fort peu de cette opinion d'un jésuite. Pourtant n'y aurait-il pas moyen d'amener dans le Liban la mode des *mariages mixtes?* J'y réfléchirai.

GÉRARD DE NERVAL.

LES

PAYSANS DE L'AUTRICHE.

I. — *Galizien und die Robotfrage* (La Gallicie et la Question des corvées). — Leipzig, 1846.

II. — *Statistik des Koenigreichs Ungarn* (Statistique du royaume de Hongrie), par Fenyès. — Pesth, 1844-1847.

III. — *Magazinu istoricu pentru Dacia* (Magasin historique pour la Dacie), par Laurianu et Balcesco. — Bucharest, 1847.

IV. — *Organische Verwaltung der Provinz Boehmen* (Lois organiques de la Bohême), par Schopf. — Prague, 1847.

V. — *L'Autriche et son Avenir*, Paris, 1847.

On sait quelle est, depuis cinquante ans, la pensée première de l'Autriche. C'est à ériger l'immobilité en système et à la pratiquer, pour ainsi dire, avec énergie que ses hommes d'état se sont principalement appliqués. On les a vus, dans les circonstances les plus difficiles, lutter avec succès hors de l'empire contre le développement du droit constitutionnel, et au dedans contre le droit des nationalités, ou même contre le droit civil des classes laborieuses accablées sous le fardeau héréditaire des priviléges féodaux. Partout, durant ce demi-siècle, si fécond cependant pour la liberté du monde, leurs actes se sont réglés sur cet esprit de résistance accepté par eux comme un dogme politique.

Avant eux, il est vrai, Marie-Thérèse et Joseph II venaient de porter un dernier coup au servage pour y substituer la sujétion (*Unterthanigkeit*). L'empire en était encore tout ému et tout surpris, car c'était là une bien grande nouveauté pour cette lente politique de la maison d'Autriche, et, en essayant de faire marcher de front la centralisation et la liberté civile, Joseph II avait semé bien des craintes et provoqué bien des répulsions. Après un effort si peu ordinaire et

une commotion si alarmante, le calme n'était-il pas nécessaire et le repos permis? Des jacobins, comme on disait alors, pouvaient seuls désirer davantage, et il suffisait que les révolutions se fussent emparées de la cause du progrès pour que la première des monarchies absolues se crût obligée par honneur et par prudence à comprimer dans son germe toute idée d'un droit nouveau. C'est en raisonnant ainsi que l'Autriche a pu traiter comme un *délire* (1) les vœux de l'Allemagne et de la Hongrie pour des institutions plus libres; c'est pour cela aussi que, seule parmi les grandes puissances, elle a voulu rester étrangère à la restauration de la nationalité hellénique; c'est pour cela enfin qu'elle a refusé d'entendre les représentations de plusieurs de ses états provinciaux en faveur des classes corvéables, et qu'elle a retardé de toutes ses forces les améliorations sociales là où elles s'imposaient par des moyens constitutionnels, comme en Hongrie.

Aujourd'hui cependant la politique autrichienne n'a-t-elle pas dévié un peu de son principe? Le système de l'immobilité n'aurait-il pas perdu un peu de sa rigueur première? N'aurait-il pas fini par sentir sa propre impuissance au milieu d'événemens nouveaux qui déconcertent les vieux calculs? Autrement, que signifient ces concessions par lesquelles on répond aux exigences des nationalités naissantes, telles que l'illyrisme et le roumanisme? Pourquoi les diètes générales de la Hongrie et de la Transylvanie ne rencontrent-elles plus tout-à-fait les mêmes entraves? Pourquoi quelques diètes provinciales, par exemple celle de la Basse-Autriche et celle de la Bohême, élèvent-elles sans danger la voix plus haut que de coutume (2)? Pourquoi surtout en est-on venu récemment à cette résolution très grave qui autorise les paysans des provinces non constitutionnelles (3) à racheter leurs redevances en nature et les fait passer de la condition de sujets et de tenanciers à celle de propriétaires? N'est-ce pas là sortir des traditions, et qu'est-il donc survenu? Une chose bien simple : le temps a marché, les besoins et les idées ont devancé les lois; ils ont échappé à la contrainte, et, ne trouvant point à se constituer pacifiquement, ils ont créé des situations dangereuses, suscité même des conflits sanglans et imposé au pouvoir une politique nouvelle.

De toutes les nécessités que subit aujourd'hui le gouvernement de l'Autriche, celle d'une réforme de la propriété au profit des classes laborieuses n'est ni la moins grave ni la moins pressante. On conçoit que les nationalités, réveillées

(1) Le mot est de François II aux Hongrois : *Totus mundus delirat, vult constitutiones habere.*

(2) Un écrit qui date de quelques années, mais dont la seconde partie a paru récemment, *l'Autriche et son Avenir,* a surtout pour objet de montrer la nécessité d'une réorganisation des institutions provinciales comme moyen de salut pour l'empire. Dans son livre sur les *Lois organiques de la Bohême,* M. Schopf s'est proposé un but semblable.

(3) Par provinces non constitutionnelles, nous entendons celles qui dépendent immédiatement de l'administration autrichienne et qui possèdent seulement des états provinciaux, c'est-à-dire toute l'Autriche, moins la Hongrie et la Transylvanie. Ce royaume et cette principauté ont des états-généraux, et l'empereur y est simplement roi constitutionnel, avec un pouvoir très fort, sans doute, mais pourtant limité. La chancellerie a donc pu ordonner, de sa pleine autorité, la réforme de la législation féodale dans l'archiduché, la Moravie, la Bohême, la Styrie, l'Illyrie, la Gallicie, sauf à faire pour la forme approuver cette innovation par les diètes provinciales; mais, si l'empereur tient à ce qu'elle soit étendue à la Hongrie et à la Transylvanie, il faut qu'il en soumette d'abord la proposition aux diètes hongroise et transylvaine, qui ont le droit de l'examiner et de la rejeter.

à peine et occupées encore à s'étudier, prennent leur temps et montrent de la patience dans la poursuite de leur but, on conçoit de même que les partisans des constitutions provinciales se résignent à attendre quelques années encore l'accomplissement d'une réforme politique; mais la guerre sociale dont la Gallicie a naguère été le théâtre a révélé, par des signes trop certains, le danger imminent qui résulte pour l'empire entier d'une législation dont l'effet est de mettre d'un côté tous les droits avec toute la richesse, de l'autre toutes les souffrances et tous les devoirs. Qui empêcherait cette jacquerie de se reproduire partout où existent les maux qui l'ont fait éclater une première fois? Et comment ne pas voir que des misères semblables à celles de la Gallicie pèsent sur toutes les provinces gouvernées par le même régime féodal?

Cette question, si grave que l'on ne saurait la négliger sans péril, pouvait recevoir deux solutions. L'une eût été radicale : c'est celle que nous avons adoptée en 89, c'est l'abolition pure et simple des corvées et des redevances; mais, ne serait-ce point ici le cas de le dire? les gouvernemens réguliers ne font point de ces choses-là. L'autre, plus pacifique, quoique plus lente et moins équitable, est le rachat sagement entendu des obligations qui grèvent la propriété. C'est ce procédé légal qu'a choisi la chancellerie de Vienne. En adoptant ce dernier moyen, on avait cependant une condition impérieuse à remplir : il fallait, pour que la mesure du rachat répondît aux griefs et aux besoins des populations, qu'elle fût étendue avec un soin égal à toutes les provinces où les classes agricoles ne sont point encore émancipées; il fallait qu'elle fût secondée par le bon vouloir de l'administration, par la protection attentive de la justice et par l'établissement d'institutions de crédit qui rendissent plus faciles ces sortes de transactions entre les sujets et les seigneurs; il fallait enfin qu'elle aboutît à une refonte de la législation civile et de l'ordre administratif pour les personnes et les terres qui seraient affranchies. Sinon, beaucoup de maux subsisteraient et beaucoup de réclamations violentes pourraient encore troubler la paix publique. Par malheur, on n'est pas encore allé jusque-là.

Cependant, au sein de ce vaste empire qui a su demeurer immobile tandis que tout changeait autour de lui, des forces, des intérêts nouveaux se sont développés sur tous les points, et ont imprimé au pouvoir une secousse qui l'entraîne dans le mouvement universel de l'Europe d'aujourd'hui. A côté des questions nationales qui agitent et passionnent les Illyriens, les Magyars, les Roumains, les Bohêmes, des questions sociales ont surgi, et elles ont fait une explosion si violente, que les hommes d'état ne songent plus à les étouffer, mais à les diriger pour les résoudre. Ce n'est pas le seul trait curieux de la physionomie de l'Autriche moderne, mais c'est pour un moment le point culminant de sa situation politique. Cette situation, il faut le dire, a trouvé enfin chez ceux qui étaient appelés à la modifier le sentiment vrai de leurs devoirs. Dans l'ordre social, c'est le gouvernement lui-même qui consent à se faire réformateur; dans l'ordre politique, s'il n'agit pas directement, il n'ose plus combattre les tendances libérales qui se manifestent au sein des diètes. Étudiée sous ces deux aspects, l'attitude de l'Autriche est également significative; elle témoigne d'un désir tardif, mais sans doute sincère, de sacrifier, dans certaines questions brûlantes, le culte aveugle et obstiné de la tradition à des nécessités politiques et sociales qui ne peuvent plus être méconnues sans danger. Pour faire apprécier l'importance

des mesures prises en vue des difficultés actuelles, il suffira de rappeler quelles lois régissaient la propriété dans les diverses parties de l'empire avant les derniers événemens de la Gallicie, et de montrer, avec les conséquences de cette législation, les plaies douloureuses qu'il s'agit aujourd'hui de guérir.

I. — LA LÉGISLATION.

Le mal date de loin, et la cause en est plus ancienne que l'Autriche elle-même. Cette puissance est une confédération de peuples très divers sous un gouvernement absolu qui, malgré sa force, a dû dans tous les temps respecter leur originalité nationale. Or, chacune de ces races, avec son caractère primitif, a eu aussi un développement à part, une histoire individuelle, enfin des mœurs et des lois conformes à son génie et aux événemens qu'elle a traversés. Depuis les tribus de Zingares qui vivent en communauté dans des habitations souterraines ou bien sous la tente dans les forêts de la Transylvanie, sans aucune notion de la propriété immobilière, jusqu'au cultivateur libre de la Lombardie, du Tyrol et du rivage de l'Adriatique (*Küsten-Land*), l'empire présente toutes les formes imaginables de la société civile. C'est le système féodal qui domine dans tout le pays habité originairement par les Slaves, Polonais, Illyriens ou Bohêmes. A une époque plus reculée et dont les poètes ont gardé le souvenir, la propriété était ici communale; l'état seul possédait. Les cultivateurs étaient tenanciers d'une partie du sol divisée entre eux par portions égales; ils exploitaient l'autre pour le compte de la communauté et de ceux qui concouraient à l'administrer ou à la défendre. A défaut des invasions et de la conquête, le temps eût détruit ces formes essentielles des primitives associations; mais l'établissement des Romains en Dacie, en Pannonie, en Illyrie, l'arrivée des Huns ou Magyars sur les bords du Danube, la domination germanique, les ont promptement bouleversées et transformées. L'esclavage ou tout au moins le servage a succédé à ces démocraties naissantes, et l'histoire des populations agricoles de ces contrées n'a plus été que l'histoire de leur oppression et de leurs souffrances.

Aux XIIIe, XIVe et XVe siècles, ces souffrances étaient intolérables, bien que le christianisme eût adouci les mœurs. Fréquemment, les paysans, accablés, exaspérés, protestaient par l'insurrection contre la violence; mais leurs sanglantes prises d'armes obtenaient aussi peu de succès que leurs humbles suppliques. Quelquefois même, comme on le vit au XIVe siècle en Hongrie, après la révolte infructueuse de Docza, les paysans perdaient dans la défaite le peu de droits que l'on avait bien voulu accorder à leur obéissance. Au XVIIIe siècle, le progrès des idées et le danger d'une guerre sociale arrachèrent quelques concessions à Marie-Thérèse, notamment le *code des cultivateurs* (*urbarium*), donné en 1767 à la Hongrie, et un *règlement provisoire* (*puncta regulativa*), accordé à la Transylvanie en 1769. Joseph II voulut continuer cette œuvre en la systématisant. Une nouvelle révolte fort semblable à celle dont la Gallicie vient d'être le théâtre, et conduite par un Roumain ou Valaque de la Transylvanie, Hora, poussait l'impétueux réformateur dans cette voie; elle l'aidait par l'effroi que causait aux nobles cette guerre aux châteaux, qui tendait aussi à l'extermination des Magyars (1); mais la volonté souveraine de Joseph II se brisa contre le provin-

(1) Cette insurrection des paysans de la Transylvanie a été dénaturée par beaucoup

cialisme et la nationalité. Il rêvait la liberté civile, et il laissa subsister la sujétion.

Jusqu'en l'année 1846, la propriété corvéable est restée dans le même état, excepté en Hongrie où elle a gagné un peu aux libres débats des assemblées publiques (1). Ainsi, en Hongrie, les charges du cultivateur sont moins pesantes qu'en Gallicie, en Bohême ou en Transylvanie; l'organisation judiciaire y est aussi beaucoup plus équitable, la liberté du paysan plus étendue et mieux garantie; en un mot, les propriétés et les personnes y sont plus près d'une émancipation définitive et complète. Toutefois les principes constitutifs de la loi sont les mêmes partout. *Terræ quam subditus colit proprietas ad dominum terrestrem spectat;* le seigneur est seul propriétaire; le sujet est simplement tenancier, il ne peut être plus; il n'a qu'un droit de possession, c'est le fondement du code hongrois lui-même. A côté de ce principe qui stérilise le travail, il en est un autre qui en aggrave les conséquences : c'est le principe de la juridiction domaniale. Le seigneur est juge entre sujets, même en Hongrie; il fait plus encore en Gallicie et ailleurs, il juge dans sa propre cause, il administre, il exerce le droit de police pour le compte de l'état. Enfin, si en Hongrie le paysan peut émigrer, acheter, vendre, tester, se marier sans autorisation et à sa guise, il ne le peut pas dans les autres provinces. Il n'est plus précisément enchaîné à la glèbe, mais il n'a pas la faculté de se déplacer ni de contracter librement d'engagemens; c'est un mineur que la législation tient sous une tutelle permanente, souvent aveugle, toujours orgueilleuse et naturellement égoïste.

Le sol est divisé en terres libres et en terres corvéables. Les terres libres sont les anciennes terres communales, dont la noblesse s'est attribué la propriété dans les pays où le pouvoir royal est resté faible, comme en Pologne, ou qu'elle a reçues des rois à titre de bénéfice héréditaire dans les pays où la royauté a été plus forte, comme en Hongrie. Les terres corvéables sont l'ancienne portion congrue affectée à chaque individu dans la commune pour les besoins de la famille. Comme elles furent primitivement divisées en parts égales, elles le sont encore aujourd'hui, malgré les révolutions que tout l'ancien ordre de choses a subies.

Chaque village contient un certain nombre de fermes d'une même étendue, appelées en latin de Hongrie *integræ sessiones*. Cependant ces fermes ne demeurent point toujours entières aux mains de la même famille; l'accroissement de la population ne le permet pas. Il y a donc des divisions et des subdivisions, mais réglées elles-mêmes par la loi ou par la coutume, qui en tient lieu. La moitié, le quart, le huitième, telle est la progression décroissante que suit le partage des fermes entières. En Hongrie, un même paysan peut posséder quatre fermes dans les villages qui en comptent au-delà de cent vingt; il ne peut guère en posséder qu'une en Gallicie et dans les provinces occidentales. Ces fermes comprennent, suivant la qualité des terres, de seize arpens à cinquante environ.

d'historiens. Plusieurs ont fait de Hora un Magyar ennemi du joug de l'Autriche. C'était un Roumain, et dans son ambition, qui fut grande, il ne voulait pas moins que la restauration de la nationalité roumaine, sous le nom de royaume de Dacie.

(1) En prenant possession des provinces illyriennes, la France y porta le régime de l'égalité civile, qui disparut aussi avec son drapeau. En 1814, l'Autriche se hâta d'y rétablir le régime féodal.

La classe des fermiers qui dans l'Autriche occidentale parviennent à posséder une ferme complète est peu nombreuse, et au bas de l'échelle se trouve une population très considérable de simples locataires (*inquilini*), qui n'ont qu'une cabane entourée d'un verger. Voilà les cadres au sein desquels s'agite cette masse de travailleurs, condamnés depuis des siècles à un labeur toujours le même et sans issue. Il en est peu toutefois qui soient absolument privés de toute ressource. Le grand nombre des terres qui sont encore incultes dans ces contrées si long-temps désolées par la guerre, permet aux propriétaires de distribuer de nouvelles fermes à de nouveaux cultivateurs. Le domaine y gagne de lourdes redevances et d'importantes corvées : pour une concession qui lui coûte peu, il s'assure ainsi des prestations et une main-d'œuvre qui peuvent ajouter beaucoup à ses revenus.

Les obligations du paysan sont proportionnelles à l'étendue de sa terre. En Gallicie, pour une ferme complète, il ne doit pas moins de trois jours de travail par semaine avec six bœufs et deux hommes, c'est-à-dire cent cinquante-six jours par année. En Hongrie, il n'est tenu qu'à cent huit journées d'un seul homme; mais les prestations en nature y sont un peu plus considérables, car, outre les petits impôts qui varient d'une province à l'autre et la dîme des produits levée partout par le clergé, les seigneurs hongrois prennent de plus un neuvième sur les céréales. Heureux encore les paysans s'ils étaient libres de toute obligation, après qu'ils se sont acquittés avec la noblesse et avec l'église! Mais l'état réclame aussi sa part, et il la veut d'autant plus grande qu'il a moins à prendre sur les classes privilégiées. En Gallicie, en Bohême, dans toutes les provinces non constitutionnelles, les nobles sont sujets à l'impôt; mais la plus forte part, on le comprend, pèse sur les petits. En Hongrie et en Transylvanie, où les nobles ne sont point imposés, les petits paient pour tous à la fois. Ainsi du recrutement, dont la noblesse est partout exempte. Les paysans seuls sont astreints au service militaire, car on ne peut prendre aujourd'hui au sérieux les devoirs de la noblesse hongroise dans les cas de levée en masse, depuis long-temps fort rares. Faut-il rappeler mille autres impôts vexatoires, comme le logement des troupes, le salaire du maître d'école, du garde champêtre, l'entretien des chemins, des ponts, des églises, de tous les édifices communaux? Il est clair que les charges publiques retombent exclusivement ou peu s'en faut sur les classes laborieuses. Certes, ce n'est pas à l'état que l'on doit en faire un reproche : ses droits sont bons; mais en est-il de même de ceux de la noblesse (1)?

Telle est la loi de la propriété en Autriche. Combien n'est-elle pas éloignée aujourd'hui de cet esprit de fraternité dont parlent les traditions, et combien n'est-il pas naturel qu'elle ait conduit les peuples à ces tristes résultats à travers la confusion des âges et la lutte des intérêts aveugles et brutaux! Écoutez cependant des écrivains polonais qui ont donné avec une véritable profondeur la for-

(1) Parmi les documens que l'on peut consulter sur cette partie de la législation de l'Autriche, nous citerons l'estimable statistique de Springer, qui est déjà ancienne. Les questions locales ont été traitées dans des publications spéciales et plus récentes. L'état de la Gallicie a été approfondi dans une brochure intitulée *la Gallicie et la Question des corvées;* celui de la Hongrie dans la *Statistique* de Fenyès; celui de la Transylvanie dans le *Magasin historique pour la Dacie,* publication périodique qui paraît en Valachie.

mule des civilisations slaves (1). Cette législation, que nous jugeons, nous, avec nos idées occidentales, comme désastreuse et contraire à toute évolution de l'activité sociale, eux ils l'aiment encore par un côté; ils la regrettent au moment même où elle disparaît pour faire place à un droit nouveau. Ils gémissent amèrement sur les transformations qui ont dépouillé la commune slave de son esprit primitif, ils déplorent surtout l'avénement d'un droit étranger aux civilisations slaves, l'application du code civil français à une partie de la Pologne, l'émancipation de la terre corvéable dans le duché de Posen, car tous les vieux liens de la communauté antique sont ainsi rompus. Le paysan est libre de posséder, mais il est libre aussi de vendre. N'étant point accoutumé à la prévoyance, il vend, et voici que la plaie de l'Occident et des sociétés modernes, le prolétariat, fait invasion dans les pays slaves sous le manteau de cette liberté funeste. Qui aura soin du prolétaire? Qui l'arrachera à l'indigence, au vagabondage, lorsque le propriétaire, en perdant son droit de tutelle, en aura aussi oublié les devoirs? — Ainsi parlent les défenseurs de la théorie de l'instinct en matière de propriété; mais où tendent, en définitive, leurs raisonnemens, si ce n'est à un communisme poétique qui n'est pas moins impraticable que tous les autres et qui aboutit fatalement à l'immobilité sociale? Ces écrivains se taisent d'ailleurs sur les moyens de sortir de la crise actuelle pour arriver au but qu'ils laissent à peine entrevoir derrière le voile de leurs formules, quelquefois trop peu expliquées. C'est une raison de plus pour nous autres Occidentaux, corrompus, comme ils disent, par le rationalisme et le latinisme, de voir dans l'affranchissement de la propriété par le droit moderne, au prix du prolétariat même, un bienfait de premier ordre, une grande réparation, un progrès décisif pour la civilisation. Assurément les philosophes slaves donnent ici aux réformateurs contemporains des avertissemens salutaires, en leur révélant les inconvéniens de l'individualisme et de la concurrence, qui accompagnent la liberté; mais la condition du prolétaire le plus misérable dans les pays d'égalité civile est-elle plus triste que celle de la grande majorité des paysans corvéables de l'Autriche? Qu'on en juge.

II. — CONSÉQUENCES MORALES ET MATÉRIELLES DU SYSTÈME FÉODAL EN AUTRICHE.

Le système féodal n'a pas seulement entravé les progrès sociaux, il a créé des maux très profonds et de très grandes perplexités politiques dans toutes les provinces de l'empire; mais aucune n'a reçu de coups plus terribles que la Gallicie. C'est un lugubre exemple offert aux méditations de toute l'Europe orientale. Il est vrai que nulle part, si ce n'est dans les pays d'esclavage ou de servage, la loi n'a été plus ingrate envers les classes laborieuses et n'a armé les classes nobles d'un pouvoir plus étendu et plus injuste. Il est vrai aussi que l'administration centrale, redoutant l'essor d'une nationalité vaincue, mais frémissante, s'est donné peu de peine pour lui fournir des moyens de prospérité qui eussent pu devenir des instrumens de lutte et d'insurrection. Il serait sévère de dire qu'on s'est appliqué à la précipiter vers sa ruine, mais on ne l'a point re-

(1) Nous voulons parler de M. Mickiewicz, qui, sous une forme un peu mystique, a développé une théorie très savante de l'instinct, ou, si l'on veut, de la raison instinctive par opposition à la raison réfléchie.

tenue quand elle penchait de ce côté. Un pays qui possédait tous les élémens de la richesse est ainsi resté stérile, et une indigence effrayante y régnait, avant même que de nouveaux malheurs y eussent appelé le deuil et la famine.

Que de misères accumulées dans ces villages d'un aspect si pauvre et si repoussant! Des huttes étroites et sombres, formées de tronçons d'arbres grossièrement attachés ensemble par des liens d'osier et recouverts d'argile et de paille, tout cela jeté pêle-mêle autour d'une église en ruine à quelque distance du domaine, voilà pour l'extérieur. Entrez sous l'humble toit : hommes et bestiaux y couchent pêle-mêle en hiver sur la même paille. Rarement vous y trouvez un lit de camp, quelques siéges en bois, quelques ustensiles de ménage. Rien de plus triste que ce spectacle de la famille au foyer, si ce n'est cette foule de travailleurs en haillons que les officiers domaniaux chassent devant eux comme un vil troupeau, le matin, dès le lever du soleil, pour les conduire à la corvée. Si leurs vêtemens en lambeaux attestent leur indigence, leurs visages soucieux et abattus témoignent plus vivement encore de leur découragement. Il est facile de voir que les souffrances morales ne sont pas ici les moins grandes.

Cependant ces malheureux avaient toujours, jusqu'à la dernière insurrection, supporté avec patience les excessives rigueurs du sort et de la loi, et l'on pourrait citer plus d'une preuve touchante de leur résignation. En voici un exemple pris au hasard entre mille autres. De pauvres habitans d'un village situé dans le cercle de Zloczow avaient pour seigneur un comte autrichien établi en Gallicie. Celui-ci, depuis trente ans, était dans l'habitude d'exiger et d'obtenir d'eux un surcroît de corvées entièrement illégales, et un jour, pour vaincre leurs refus, il avait dû requérir l'assistance du commissaire du cercle. Ce fonctionnaire se présenta avec un escadron de dragons pour escorte. Les anciens du village, chargés de parler au nom de la communauté, dirent qu'ils se plaignaient vainement depuis beaucoup d'années d'un abus de pouvoir, et qu'ils demandaient humblement pour cette fois d'être autorisés à quitter leurs fermes avec leurs familles et à chercher un autre seigneur. Le commissaire, pour toute réponse, les fit étendre l'un après l'autre dans la position du coupable auquel on va appliquer la peine du bâton. Le plus jeune comptait soixante-dix ans. Ils se soumirent, et ils reçurent six coups de *stock*, en récitant pieusement les litanies. L'exécution devait continuer et le nombre des coups augmenter de vingt à chaque victime, on procède ainsi par gradation dans cette sorte de torture souvent mortelle; mais les vieillards ne pouvaient pas subir cette nouvelle épreuve : ils se résignèrent, se reconnurent coupables et retournèrent tristement à leur tâche (1).

L'histoire moderne de la propriété en Gallicie abonde en faits de ce genre. Ce n'est pas que la loi et l'humanité aient toujours sommeillé. On a pu constater plus d'une fois de bons sentimens, des idées généreuses chez les seigneurs; dans les dernières années, on les a vus eux-mêmes prendre l'initiative des projets de réforme et proposer à la chancellerie de Vienne d'accorder aux cultivateurs une partie des concessions rendues nécessaires par l'esprit du temps (2). Enfin,

(1) On peut consulter à cet égard un écrit qui a pour titre : *du Gouvernement paternel de l'Autriche*. Malgré la regrettable précipitation dont il porte les traces trop visibles, il contient quelques renseignemens utiles.

(2) Cette proposition a été faite à la diète de 1842 et n'a pas cessé d'être renouvelée depuis. Malheureusement les pouvoirs de cette diète sont à peu près illusoires, malgré les

on a vu aussi le gouvernement, dans plusieurs questions d'appel, rendre justice aux paysans et leur donner raison contre les prétentions des propriétaires, surtout dans les villages où les paysans sont de race allemande et les propriétaires de race polonaise. Toutefois, on peut le dire, ces procédés plus humains, cette conduite plus équitable, n'ont été, de part et d'autre, que des exceptions, et les causes nombreuses d'irritation amoncelées par le temps dans les cœurs ont dû produire à la fin une situation intolérable et mettre le pays en présence d'une guerre sociale.

En effet, au mois de janvier de l'année 1846, l'exaspération était au comble, et comme toutes les charges, même les charges publiques, semblaient aux esprits égarés dépendre exclusivement du caprice des seigneurs, c'est sur la noblesse que toutes les haines étaient concentrées. Les bruits les plus étranges circulaient de village en village, et de sombres pressentimens y répandaient la terreur. Pourtant on n'allait point jusqu'à songer à cet acte insensé de vengeance qui devait avoir lieu un mois plus tard. Les paysans, au lieu de menacer, en étaient encore à redouter un péril nouveau et prochain. On le croirait à peine, ils s'attendaient à être bientôt attaqués et massacrés par leurs maîtres, et des villages entiers, malgré les rigueurs de l'hiver, campaient la nuit dans les bois (1). Les imaginations effrayées ajoutaient à ces récits lugubres les contes les plus invraisemblables. La corvée était abolie depuis sept ans par un acte impérial, et les propriétaires avaient tenu ce bienfait secret pour prolonger à leur profit l'effet de lois devenues odieuses. Tout cela, croyait-on, était entièrement contraire aux intentions généreuses de l'empereur. Évidemment il ne le savait pas; car, s'il l'avait su... On affirma bientôt que l'empereur n'ignorait plus rien, que son chagrin était extrême, et enfin que, dans sa munificence sans égale, il venait de joindre à l'abolition déjà ancienne de la corvée l'abolition des commandemens de Dieu! Ces bruits, ces terreurs, ces espérances, concouraient avec cette regrettable insurrection politique dont on connaît l'issue. Les paysans ne doutèrent pas que ce ne fût le signal de l'extermination générale dont ils se croyaient menacés; ils y répondirent aveuglément et cruellement par ces massacres qui ont frappé près de deux mille têtes.

La plaie faite au pays par une longue oppression suivie de si terribles épreuves est si profonde, que la nouvelle loi pour le rachat des corvées est à peu près inutile aujourd'hui à la Gallicie. Que feront les seigneurs privés de la main-d'œuvre gratuite, eux qui sont en général ruinés par l'usure et sans capitaux? Et comment parviendront-ils à se racheter, tous ces paysans qui ne possèdent point une ferme assez étendue pour en céder au domaine seigneurial la partie équivalente à leurs obligations? En est-il un grand nombre à qui leurs épargnes permettent de se libérer en numéraire? Enfin, avec l'attitude hostile des deux classes, avec ces vengeances mal éteintes d'un côté, avec ces terreurs et aussi ces rancunes bien naturelles de l'autre, que de maux peuvent encore naître

stipulations des traités, qui ont voulu garantir à ce pays des institutions nationales. Les suppliques des membres, timidement faites et peu écoutées, n'ont point eu de succès. Il a fallu le terrible enseignement des faits pour montrer combien elles avaient de justesse et d'à-propos.

(1) Un témoin oculaire l'affirme dans une brochure singulièrement empreinte de couleur locale et intitulée *la Vérité sur les événemens de la Gallicie*.

de ces transactions, et combien de douleurs privées peut encore coûter cette réforme, si bonne et si modérée qu'elle soit! Aussi n'a-t-elle guère provoqué jusqu'à présent que des craintes et des expressions de mécontentement. Au nom de leurs blessures encore ouvertes, les seigneurs demandent qu'on les ménage et qu'on leur vienne en aide pour amortir le coup dont leurs biens vont être frappés après leurs personnes; au nom de leur force qu'ils ont si cruellement éprouvée et de leurs droits dont ils ont pris si vite le sentiment, les paysans déclarent à ceux qui ont profité de leur égarement qu'ils ne se croient point récompensés, qu'ils n'attendent pas moins que l'abolition pleine et entière des priviléges seigneuriaux et l'affranchissement complet des propriétés et des personnes. Et, pendant que l'administration hésite et ajourne l'application de la loi en face de tant de griefs qui s'élèvent des deux côtés, la faim règne avec le désespoir parmi les populations toujours inquiètes; les travaux restent suspendus, et la famine paraît devoir se prolonger ainsi pendant plusieurs années. Les uns se résignent et meurent patiemment sous leur toit ou sur leur fumier; les autres, croyant échapper à la misère par le brigandage, infestent les grands chemins et paralysent le peu d'activité qui survit dans le pays. Tel est le fruit du système féodal en Gallicie. Voilà ce que les Polonais et ce que l'Autriche en ont recueilli : conséquences funestes pour tous, et auxquelles ils ne peuvent désormais échapper les uns et les autres que par beaucoup d'abnégation et de sagesse.

Si la législation est la même dans les provinces occidentales de l'Autriche, c'est-à-dire dans la Bohême, la Moravie, l'archiduché, la Styrie, la Carniole et la Carinthie, du moins, hâtons-nous de le dire, elle n'a point produit là d'aussi tristes complications. Entre les paysans galliciens et ceux de l'Autriche occidentale, le contraste est saisissant, non point seulement parce que la physionomie des hommes porte, dans les provinces que nous venons de nommer, l'empreinte d'une civilisation plus avancée et de mœurs plus douces, mais parce que le sol même, les villages, les villes, la classe entière des habitans de la campagne, y présentent les nombreux témoignagnes d'une culture plus avancée, et, en quelques endroits, d'une prospérité naissante. Pourquoi cette différence en faveur des provinces occidentales? La raison en est simple, c'est que l'administration vaut mieux ici que les lois. L'Autriche s'est appliquée évidemment à donner à ces populations tous les moyens de bien-être matériel compatibles avec le système de la propriété féodale. Rien ne lui a coûté : elle a fourni au travail toutes les facilités qu'il peut désirer en dehors de la liberté; elle n'a épargné ni les canaux, ni les routes, ni les voies de fer, ni les institutions de crédit. Enfin elle a protégé avec intelligence, encouragé avec une résolution ferme toutes les grandes opérations financières qui ont eu pour objet l'intérêt de cette partie de l'empire. Les populations ont donc ici moins de motifs violens de vouloir et d'exiger le progrès; elles n'ont point la puissante raison de la nudité et de la faim. Cependant, si la gêne matérielle les presse moins, une culture intellectuelle plus avancée leur crée des besoins nouveaux, qu'il faudra songer tôt ou tard à satisfaire. Ces populations, plus heureuses que celles de la Gallicie, ont eu des écoles de village; elles ont eu aussi plus de loisirs pour songer aux biens sociaux; elles ont enfin respiré de plus près l'air des pays libres; en un mot, elles ont plus de raisons morales de désirer une émancipation complète. Assurément elles en prennent à leur aise; elles n'y vont point avec l'ardeur impétueuse des peuples résolus. Ce-

pendant on se tromperait si l'on espérait les détourner de leur but politique en les conviant à une vie plus facile, plus abondante, plus dégagée aussi de tout lien moral et plus molle. Tout au plus cela réussirait-il parmi les populations assoupies de l'archiduché; mais en Styrie, en Illyrie, en Bohême, en Moravie, la nationalité s'est éveillée, et les esprits ont donné des gages certains de leur énergie politique. La noblesse bohême ou illyrienne a elle-même à poursuivre le progrès social un intérêt assez grand, et cela est une garantie de succès pour le gouvernement, s'il veut mener jusqu'au bout son œuvre; ce serait une difficulté et un danger de plus, s'il s'arrêtait en chemin. Un grand nombre de paysans, surtout dans l'archiduché, ont déjà profité de la nouvelle loi, et sont passés aujourd'hui dans la classe des propriétaires; leur ambition grandira avec leur condition.

Lorsque de là les regards se portent sur les pays constitutionnels de l'empire, la Transylvanie, la Hongrie, la Croatie, on retrouve de nouvelles souffrances. Sous une législation plus libérale que celle de l'archiduché et de la Bohême, la principauté de Transylvanie est dans un état voisin peut-être de celui de la Gallicie, et, bien que les deux royaumes annexés de Hongrie et de Croatie jouissent en cela d'un sort un peu moins fâcheux, ils sont fort éloignés de l'aisance. La faute n'en est point à l'Autriche toute seule; elle en partage la responsabilité avec les diètes et les pouvoirs locaux de ces pays, dont les attributions ne laissent pas d'être étendues.

En Transylvanie, depuis l'octroi du *règlement provisoire* en 1769 jusqu'à la diète actuellement assemblée à Clausenbourg, la noblesse, sauf quelques essais de réforme timidement tentés en 1790 et en 1811, est demeurée stationnaire. D'ailleurs la différence des races entre les paysans et les seigneurs a créé là des difficultés d'un genre spécial, parce qu'au mépris du maître pour le sujet se joint encore le mépris très violent du vainqueur pour le vaincu. La Transylvanie est pleine des souvenirs de cette lutte inique des races magyare et saxonne contre la race infortunée des Roumains ou Valaques, et les tribus encore plus infortunées des Zingares ou Bohémiens. Les Roumains, qui sont à eux seuls plus nombreux que toutes les autres populations de la principauté réunies, composent, avec plusieurs milliers de Zingares sédentaires, la classe des cultivateurs (1). Les uns et les autres sont considérés comme des sortes de parias, et mènent la vie la plus pénible au sein d'une affreuse indigence. Sous leur humble toit, les paysans roumains, drapés dans leurs pittoresques haillons, vivent, comme ceux de la Gallicie, pêle-mêle avec les bestiaux. Leur mobilier se borne à quelques vaisseaux en bois ou en terre qui servent à pétrir ou à cuire le pain de maïs (*mammaliga*), nourriture quotidienne du paysan transylvain (2). Dans les jours de

(1) On compte aussi, parmi les paysans de la Transylvanie, quelques milliers d'Arméniens qui sont venus s'y établir au XVIIe siècle; mais les descendans de ces familles émigrées sont aujourd'hui peu nombreux, et dès maintenant leur caractère national est fort affaibli par le contact des autres races.

(2) Le vase dans lequel les femmes préparent d'ordinaire la farine, avant de la mettre sur le feu, a encore une autre destination, que l'on ne devinerait certes pas. Comme il est d'une longueur raisonnable et taillé en forme de carène, c'est le berceau où l'on couche les enfans, à moins pourtant que la mère ne les tienne enveloppés dans sa chemise en lambeaux et pressés contre son sein.

froid excessif, tout le luxe de la pauvre famille consiste à faire grand feu, et le soir chacun s'endort en cercle autour du foyer, les pieds dans les cendres.

La condition des Zingares présente quelques traits particuliers qui n'appartiennent qu'à eux. Il n'est point ici question de ceux de leur race qui, voués à la vie errante, sont occupés dans les forêts à de petits ouvrages en bois ou colportent les produits de leur industrie de hasard, voiturant par les grands chemins tout leur mobilier et couchant sous la tente ou en plein air. Il s'agit de ceux-là qui, renonçant au vagabondage et sortant de l'état de nature, ont pris domicile et sont entrés dans la classe des paysans. Le plus souvent ils ne possèdent pas même la cabane ni les haillons du sujet roumain. Ils habitent sous terre, dans des trous recouverts de paille ou de fagots et d'argile, et fermés par des portes d'osier. Ils s'établissent de préférence sur le penchant de quelque monticule un peu isolé. Parfois, au détour d'un grand chemin, pendant que vos regards cherchent quelque horizon nouveau, tout à coup, à quelques pas, sur le flanc d'un rocher, des têtes humaines apparaissent comme des spectres sortant de tombeaux délabrés. Ce sont des paysans zingares que le bruit de vos pas attire, et qui viennent faire un appel à votre charité, un peu à la façon du mendiant de *Gil Blas*. Dans ces trous infects, les enfans des deux sexes sont élevés à peu près jusqu'à l'âge de puberté dans la nudité la plus entière et dans une liberté toute primitive.

Pour être juste, il ne faut point rejeter sur la législation et les propriétaires toute la responsabilité d'un si profond dénûment. Les Zingares ne manquent point d'industrie ni d'activité; néanmoins, par suite d'une corruption invétérée, ils ne savent employer que pour le mal les ressources d'un esprit inventif et alerte. Il semble que cette race soit faite pour vivre en dehors de la société, dans la pratique des métiers illicites : c'est son penchant et son bonheur, et sa hideuse indigence, ses habitations souterraines ne lui répugnent point, pourvu qu'elle y trouve un peu de liberté dans l'isolement (1). Ces fâcheuses habitudes ne doivent pas cependant décourager le législateur. Parce que de bonnes intentions auront échoué, parce que des esprits généreux auront perdu leur peine à des essais sans doute inintelligens de moralisation, il ne s'ensuit pas que les seigneurs transylvains aient conquis le droit d'ériger, à l'égard de ces malheureuses populations, le mépris et la cruauté en système.

Les paysans roumains méritent encore moins d'être traités avec cette coupable indifférence. Ceux-ci, loin d'avoir rien fait pour s'attirer le sort auquel on les a réduits, sont le plus noble peuple de la principauté, les Welches de l'Orient, les fils de Rome, et c'est de leur sang que sont sortis les hommes qui ont le plus honoré ces contrées, ne fût-ce que Mathias Corvin. Cette race pleine d'une séve aujourd'hui ravivée commence à comprendre ou du moins à sentir sa force, et ne demande qu'à en trouver l'emploi. Jusqu'à présent elle n'a pas fait preuve d'un goût fort prononcé pour le travail; mais faut-il s'en étonner? Faut-il attribuer au génie même de cette population une paresse qui n'est que

(1) Il y a quelques années, un propriétaire bien intentionné fit bâtir des maisons pour un certain nombre de Zingares de ses sujets qui vivaient ainsi dans des bouges inabordables creusés sous terre. Ils s'en réjouirent grandement et fêtèrent de tout leur cœur le maître qui leur voulait tant de bien; puis, une fois leurs cabanes achevées, ils y logèrent leurs bestiaux, et pour eux-mêmes ils restèrent dans leurs trous.

le triste résultat de la condition humiliante dans laquelle elle a toujours vécu, des entraves qui gênent ses libres allures, et de l'absence de toute sécurité pour le fruit de son labeur? Les Roumains de la Transylvanie ne sont pas laborieux, parce qu'ils ne sont pas libres; leur goût pour le repos n'a pas d'autre raison. En leur refusant les moyens de sortir de cette apathie sociale, les propriétaires magyars ou saxons ont agi sans doute en vue des dangers politiques dont ils sont menacés par le développement de la nationalité roumaine en Transylvanie, en Hongrie, en Bucovine, et, hors de l'empire, en Bessarabie et en Moldo-Valachie. Toutefois, si le réveil du roumanisme est un fait auquel il peut leur être pénible de céder, c'est aussi une nécessité contre laquelle il ne serait nullement sage de lutter plus long-temps. Qu'ils se rappellent la révolte de Hora, ses sanglans exploits, ses tentatives audacieuses. Résister aveuglément, ce serait tout risquer. La diète de cette année même, satisfaite d'avoir diminué de quelques jours le nombre des corvées, n'a pas encore admis le droit de propriété pour les paysans; mais le parti libéral en a déjà parlé avec éloquence, et il n'épargnera aucun effort pour le faire triompher. Ce sera, pour les seigneurs magyars comme pour les bourgeois saxons, à la fois un sacrifice de nationalité et un sacrifice d'intérêt matériel; mais, sans ce double sacrifice, ils ne sauveraient rien de leur nationalité ni de leurs grandes existences.

Dans les deux royaumes de Hongrie et de Croatie, la misère ne présente point cet appareil hideux, cette nudité effrayante qu'elle étale partout en Transylvanie. Il s'en faut pourtant que l'état matériel du pays soit ce qu'il pourrait être sous des lois et une administration plus douces. La Hongrie est une terre généreuse; elle produit les céréales en abondance et presque sans culture; elle possède les vignobles les plus riches du monde après les nôtres et la plupart des matières premières de l'industrie européenne. Les idées libérales y ont même pénétré; mais, enchaînés par une loi encore très oppressive malgré ses récens progrès, les Hongrois n'ont su féconder ni les richesses matérielles ni les ressources morales mises à leur disposition. L'orgueil aristocratique s'est renfermé, jusqu'à ce jour, dans le refus obstiné de l'impôt foncier, dont tout le poids a été supporté par le peuple, et les travaux d'utilité publique, les voies de communication, sont demeurés dans l'enfance. Le sol accorde tout ce qu'on lui demande; malheureusement les transports et les charrois sont ou impossibles ou coûteux à l'excès. Sans doute les voies fluviales du Danube, de la Theiss, de la Drave et de la Save, ont pris, dans les dernières années, des développemens très rapides et très productifs. Les Magyars, prompts à s'enthousiasmer pour les grandes entreprises, s'occupent aujourd'hui bruyamment des chemins de fer, qui, dans leur pensée, doivent relier Pesth à Presbourg, à la Transylvanie et à l'Adriatique; mais ils ne songent nullement à rendre praticables les routes importantes qui conduisent de Pesth à Kachau, dans les comitats du nord, ou encore à Semlin, sur la frontière turque. Par le mauvais temps, c'est pitié de voir, le long des chemins, les bœufs ou les chevaux traînant à grand'peine un chariot peu chargé que plusieurs paysans soutiennent alternativement, afin d'empêcher qu'il ne verse, arrêtés d'ailleurs à chaque pas pour enlever la boue qui gêne et appesantit le mouvement des roues. Fort souvent les ponts sont en ruine, et il y a péril à les passer de nuit. Dans les villages et quelquefois même dans certains quartiers des grandes villes de l'intérieur, comme Pesth, Debreczin, Neuzatz, Vesprin, les rues ne sont pas

mieux entretenues, et il arrive que, pour les traverser, on est obligé de prendre un cheval. C'est véritablement en voyant ces chemins fangeux, ces routes impraticables, qu'on s'explique le goût des Hongrois pour l'équitation. Vivre à cheval est presque une nécessité pour le paysan des comitats, et c'est pour cela aussi sans doute que, dans les campagnes, les hommes et les femmes elles-mêmes portent ces hautes et lourdes bottes à l'écuyère qu'ils s'efforcent de poétiser en y attachant l'éperon traditionnel.

Quant à la législation, les hommes qui ont travaillé si courageusement à l'améliorer ne se dissimulent pas combien elle est encore imparfaite. Ils voudraient la dépouiller entièrement de son caractère féodal, et ils ont devancé de leurs vœux les réformes entreprises aujourd'hui par l'Autriche. Dans les diètes précédentes, ils ont déjà demandé à plusieurs reprises que le paysan fût déclaré propriétaire de sa ferme, et que la noblesse abdiquât à cet égard toute prétention. C'eût été l'abolition radicale des corvées. En prenant à cœur cette question, les libéraux hongrois n'obéissaient point exclusivement à une idée de justice. Des souvenirs historiques toujours douloureux, des espérances politiques fort séduisantes, appelaient de ce côté toute leur sollicitude. Ces souvenirs remontent un peu haut : ce sont les souvenirs mêmes du désastreux combat de Mohacz, qui entraîna, comme on sait, la ruine de la Hongrie. Peu d'années auparavant, la jacquerie de George Docza avait été éteinte dans des flots de sang, et toute la classe agricole avait été ramenée violemment au servage absolu. La défaite de Mohacz fut regardée comme une punition divine; les plaintes lamentables des paysans étaient montées jusqu'à Dieu; elles avaient appelé sa vengeance. Ainsi parlaient les états de 1547 dans le préambule d'une loi qui venait apporter quelques réparations tardives à cette iniquité funeste, et le sentiment exprimé par eux est resté dans les esprits comme digne d'être à jamais médité. Il serait facile d'en retrouver les traces dans les débats animés et parfois éloquens auxquels la réforme a donné lieu dans les diètes de 1832, 1836 et 1840. C'est sous l'impression d'une idée tout-à-fait analogue qu'un membre de la seconde chambre, rappelant les guerres de l'Autriche contre la France, lançait à la face de l'aristocratie conservatrice les accusations d'impuissance militaire, et célébrait avec le poète la mâle énergie des générations rustiques, *rusticorum mascula militum proles*.

Cet espoir d'une ère meilleure, cette ambition de revivre, qui possèdent aujourd'hui les imaginations en Hongrie, ne commandent-ils pas d'entourer de tous les soins la classe en qui réside principalement la vie nationale dans son énergie et dans sa vérité? Lui donner du bien-être et des droits, n'est-ce pas fortifier la nationalité? n'est-ce pas semer pour récolter? Ainsi pensent les Magyars et les Illyriens de la Croatie et de la Slavonie, les uns et les autres dans leur intérêt distinct. En effet, dans cette question de propriété, il faut dès à présent tenir compte de la question nationale, qui occasionne chaque jour de très grandes souffrances sur tous les points où la différence des races vient compliquer les rapports de paysan à seigneur. Dans le centre de la Hongrie, depuis la Drave jusqu'au pied des Carpathes, la population des campagnes est en très grande majorité magyare comme l'aristocratie; mais dans le nord et le long de la frontière de la Moravie et de la Gallicie, sur une largeur d'environ trente lieues, les paysans sont en

général Slovaques, et dans l'est, le long de la frontière transylvaine, depuis les pays slovaques jusqu'au Danube, ils sont Roumains. Ceux-ci se rattachent au mouvement du romanisme en Transylvanie et en Moldo-Valachie, ceux-là au slavisme de la Bohême; enfin les uns et les autres nourrissent contre les Magyars une haine invétérée, que la propagande ne peut manquer d'envenimer de jour en jour. La prétention imprudente que les Magyars ont affichée de dénationaliser toutes les populations soumises ou annexées au royaume a soulevé chez les Slovaques et chez les Roumains une répulsion aussi vive que chez les Illyriens croates, bien qu'elle ne soit pas parvenue à se formuler aussi clairement. Faute de libertés locales et de droits municipaux, elle n'a pas pu se constituer, se faire entendre et respecter politiquement comme l'illyrisme; en revanche, elle a pris un caractère très prononcé d'inquiétude sociale, et, sitôt que l'on prête l'oreille aux sourds murmures des paysans slovaques ou roumains, il est impossible de ne pas remarquer que leurs principaux griefs se résument dans l'accusation d'*aristocratie*. Tandis que les savans de ces deux races se plaignent comme nationalité méprisée, les cultivateurs se plaignent comme paysans, et, avant de voir dans la classe des propriétaires des hommes d'une race ennemie, ils y voient des maîtres injustes dont ils redoutent tous les caprices. Ainsi marche le mouvement national dans ces contrées, et telle est la force avec laquelle il se développe en ce sens, que les seigneurs magyars sont obligés, sous peine des plus grands périls, de faire de franches concessions à ces nécessités sociales. S'ils n'y sont point conduits assez promptement par les sentimens libéraux dont ils ont souvent fait preuve, ils y seront entraînés par des conjonctures qui pourront devenir fatales.

On voit à quel état de misère et d'anarchie la législation féodale a réduit la moitié de l'empire autrichien. En Gallicie, le gouvernement impérial rencontre des difficultés de nature à paralyser les volontés les plus fermes et à rendre pour long-temps inutile le bienfait de la réforme. En Transylvanie et dans une portion de la Hongrie, une haine violente, se compliquant par la division des races, pourrait, si l'on n'y prenait garde, amener, en dépit même des bonnes intentions de la noblesse, des luttes peut-être encore plus graves que celles de la Gallicie. La législation de la propriété a fait tout le mal dans la province polonaise, et si, en Transylvanie et en Hongrie, elle partage ce triste avantage avec la question des races, elle peut aussi hâter l'explosion et la rendre terrible. On chercherait vainement dans cette confusion déplorable les traces de cette fraternité que la poésie slave nous montre attachée à la commune primitive; on y chercherait vainement cette tutelle intelligente qu'elle croit encore possible dans la commune moderne. Vainement aussi l'on voudrait nous convaincre que cette tutelle, sous laquelle la fraternité disparaît si rapidement, vaut la liberté de posséder avec toutes ses chances de bien et de mal; vainement surtout l'on voudrait nous faire croire que les paysans s'en accommoderaient. Sujets, fils de serfs et petits-fils d'esclaves, ils n'ont point gardé le souvenir de la communauté antique. Entre le passé et le présent, ils ne voient et ne connaissent que les malheurs héréditaires de leur caste, et le droit qu'ils veulent, c'est un droit moderne, c'est la propriété individuelle et franche, c'est le travail libre et la possibilité de s'enrichir au risque du prolétariat même. Les théo-

riciens seuls ont donc pu, par un amour exagéré des antiquités slaves, songer à la communauté primitive; mais les paysans, quoi qu'on en dise, préfèrent la liberté du code civil à la fraternité du clan.

III. — CONCLUSION.

L'Autriche a compris les devoirs que lui impose l'état de ses populations agricoles : elle est aujourd'hui en marche vers l'égalité civile; les mesures récemment adoptées dans les provinces occidentales, le mouvement libéral qui se prononce chaque jour davantage en Hongrie, ne permettent plus d'en douter. D'où viendrait la résistance à des réformes sociales devenues indispensables et qui ne sont plus entièrement à l'état de projets? De la noblesse ou du clergé? Mais, d'une part, les inconvéniens si graves du *statu quo* pèsent d'abord sur ces deux classes, et d'autre part, dans toutes les provinces non constitutionnelles, leur autorité est nulle ou du moins très bornée.

Afin de mieux échapper à toute influence, le pouvoir absolu s'est entouré d'une caste de fonctionnaires qui ne représentent que sa propre pensée. Humbles, mais impassibles devant les classes nobles, sans éprouver pour cela plus de penchant pour les classes inférieures, leur dévouement à l'ordre de choses, c'est le dévouement du prêtre à l'autel. On a trouvé le secret de les désintéresser dans les affaires du monde. Cependant, pour qu'ils vivent sans trouble et sans ennui, il faut que le dieu soit respecté, et leur unique objet, c'est de le faire adorer des grands comme des petits. La porte de ces fonctions qui font la vie facile et sûre, quelquefois même brillante, ne s'ouvre que rarement à la haute noblesse. Certes, une fois entré, on n'est point sans avoir des chances d'arriver même aux plus hautes dignités nobiliaires; mais pour entrer, c'est une mauvaise recommandation d'être prince. Si des princes d'un nom illustre ont plus d'une fois obtenu des situations élevées, ces hautes fonctions ainsi accordées avaient en réalité plus d'éclat que de solidité; elles étaient plutôt ruineuses que lucratives, toujours contrôlées d'ailleurs par quelque homme nouveau placé sur le second plan, moins honoré, mais plus écouté. En un mot, la noblesse de race n'est rien et ne conduit à rien politiquement, si ce n'est à figurer dans ces diètes provinciales qui essaient en ce moment de se reconstituer, qui peut-être y parviendront, mais seulement à une époque encore éloignée.

Moralement, le clergé exerce plus d'autorité, et il a sur les masses ignorantes mille moyens d'action qui semblent imposer au gouvernement la nécessité de compter avec l'église; mais on s'est pourvu contre ce danger de l'influence ecclésiastique en la subordonnant rigoureusement à celle de l'état, et, loin que la puissance cléricale veuille contrarier les calculs de la pensée dirigeante, il n'est pas de meilleur instrument d'administration et de police. Au reste, le clergé de l'Autriche, séculier ou régulier, dans les fonctions les plus humbles ou les plus hautes, ne se montre guère ambitieux. Ce n'est pas qu'il professe du mépris pour les choses de ce bas monde, tout au contraire; seulement il a plus de penchant pour le bien-être que pour l'ascétisme évangélique, et sacrifie volontiers aux distractions mondaines la poursuite des honneurs et de l'influence. Le clergé ne peut donc pas plus que la noblesse entraver le gouvernement dans ses tentatives de sage réforme.

Il s'agit, on l'entend bien, du clergé et de la noblesse des provinces occidentales et non pas des prêtres et des seigneurs de la Hongrie, de la Croatie et de la Transylvanie. Ceux-ci vivent et agissent dans des conditions bien différentes. Ils sont en partie maîtres chez eux, obligés seulement de céder aux mouvemens de l'opinion publique manifestée par le jeu régulier ou irrégulier des institutions. Or, au milieu de l'étrange remuement d'hommes et de choses qui s'accomplit chaque année dans ces pays, l'opinion s'éclaire et s'élève avec une rapidité merveilleuse. En outre, une mesure libérale proposée par l'empereur et roi en vertu de son droit d'initiative ne risque guère d'y rencontrer d'opposition, car la noblesse et le clergé hongrois se piquent de générosité et ne veulent point être devancés, sans doute par orgueil national. Les Esterhazy, les Batthianyi, les Krasalkowicz, les Szechényi, les Apponyi, les Draschkowicz, les puissans archevêques ou évêques catholiques de Gran, d'Erlau, d'Agram, les courageux évêques grecs de la Syrmie et de la Transylvanie, rivaliseront d'ardeur avec le prince de Metternich sitôt qu'il voudra bien leur désigner une grande affaire à entreprendre. Les magnats et les députés illyriens, qui ont jusqu'ici voté dans la diète de Presbourg contre les lois libérales avec le gouvernement, parce qu'ils avaient besoin de son appui dans leur lutte contre les Magyars, voteront bien plus volontiers avec lui, quand il aura pris l'initiative d'une proposition libérale. Ceux des seigneurs magyars qui sont maintenant pour la réforme voteront par conviction; ceux qui sont encore pour la conservation et l'immobilité voteront par amour-propre. Il en sera de même sans doute dans la Transylvanie, bien qu'il y ait là beaucoup plus à faire. Ainsi la chancellerie de Vienne pourra tout ce qu'elle saura vouloir.

Au-dessus de ces questions d'intelligence, de droiture, de puissance, plane une grande question politique : quelle sera la conséquence, quels seront les avantages politiques de l'émancipation des paysans? Il en est un d'abord qui vaut toute la peine et tous les sacrifices dont on l'aura payé : c'est l'éloignement d'un péril actuel, pressant, capable de jeter l'empire dans une série de perturbations effroyables. Cependant quelques esprits se plaisent à en espérer d'autres, qui sont, à vrai dire, beaucoup moins probables. Malgré les expériences infructueuses de Joseph II, malgré la nature et l'histoire, malgré les tendances nouvelles des différentes nationalités réunies sous le sceptre impérial, il existe, parmi les hommes d'état de l'Autriche, des optimistes qui croient encore à une centralisation possible et qui voient précisément dans l'uniformité de la loi civile pour les classes agricoles un pas vers l'unité, qui donne la cohésion et la durée. Ils établissent leurs calculs sur un fait qui, à la vérité, semble au premier abord de nature à les favoriser dans le présent. Ils comptent que, par les droits accordés ou promis aux paysans de l'empire, on assurera au gouvernement leur reconnaissance et leur appui, et que l'on aura dans leur concours affectueux une force toujours prête pour paralyser les ambitions des nationalités. Peut-être ceux qui raisonnent ainsi n'ont-ils point assez examiné le rôle que jouent dès cet instant les populations rurales dans le mouvement illyrien, magyare, roumain ou bohême. En général, leurs regards ne s'étendent point au-delà du cercle de leur nationalité et du territoire où l'on parle leur langue. Dans presque tout l'empire, les populations sont divisées, sinon ennemies : il n'y a d'exception que pour les Slaves du nord par rapport à ceux du midi, parce que le slavisme et

l'instinct de la nature leur ont montré là des passions et des intérêts fraternels. Quant aux Magyars, ils se tiennent profondément isolés, et si les Roumains ont une sympathie au dehors, c'est, comme les Illyriens eux-mêmes, pour ceux de leur race qui sont sujets de l'empire ottoman. La race allemande ne doit point se le dissimuler, elle n'est point recherchée parmi les paysans des autres races, et les plus grands bienfaits ne parviendraient point à vaincre des répulsions nées du caractère et du tempérament national de chacun de ces peuples. La nature, qui les entraîne ainsi d'un côté, l'emportera toujours sur la reconnaissance qui les ferait un moment incliner de l'autre, et la politique restera impuissante contre les fatalités historiques et la destinée des races.

Si donc on peut attendre des réformes actuellement commencées une plus grande sécurité, un bien-être plus grand pour l'empire, il ne faut point cependant rêver une assimilation tentée en vain par Joseph II et devenue bien plus difficile aujourd'hui. Oui assurément, les paysans qui ne se sentiront plus opprimés respecteront mieux la paix publique, ils supporteront avec plus de patience les charges que les besoins du trésor et de l'armée font peser sur eux; mais les fonctionnaires qui recueillent l'impôt seront toujours et plus que jamais dans la nécessité de parler le polonais en Gallicie, le tcheck en Bohême et en Moravie, le slovaque, l'illyrien, le magyare, le roumain en Hongrie. Les officiers seront toujours tenus d'apprendre ces mêmes idiomes pour se faire entendre de leurs soldats; il y aura toujours des régimens magyars, illyriens, polonais, bohêmes, roumains, qui ne comprendront point la langue de leurs chefs, et qui ne pourront se comprendre entre eux. Enfin les Allemands perdront chaque jour plus de terrain dans les provinces à demi germanisées, comme la Styrie et la Moravie, et les Slaves, qui forment à eux seuls la moitié des populations de l'empire, influeront chaque jour davantage sur sa politique. Les intérêts sociaux du pays auront donc été satisfaits, mais les intérêts nationaux, qui ont également leur gravité, ne le seront pas encore. Alors les théoriciens, qui réclament aujourd'hui la réorganisation des diètes provinciales, élèveront aussi la voix et se mêleront au débat, dès maintenant passionné, de ces questions nouvelles. Quelques-uns prétendront dominer ce mouvement, le tempérer du moins en le régularisant par un système de fédéralisme constitutionnel; mais creuser un lit au torrent, c'est lui ôter de son impétuosité pour ajouter à sa puissance, et tel sera inévitablement l'effet du fédéralisme pour les nationalités.

Ainsi, l'Autriche, même après la réforme complète du droit féodal, aura encore en perspective des éventualités fort sérieuses, qui tiendront sans cesse en éveil la prudence et l'énergie de ses hommes d'état, et le prince de Metternich ou ses héritiers, continuateurs de l'œuvre sociale de Joseph II, ne réussiront pas plus que lui à établir la centralisation et l'unité dans l'empire. Toutefois, quelque jugement qu'il y ait à porter sur les faits ultérieurs, accordons dès à présent à la réforme entreprise des éloges mérités, et sachons gré au ministre qui a personnifié si long-temps l'immobilité systématique en Europe d'avoir signalé, par une concession à l'esprit moderne, les dernières années d'une vie politique toute remplie par la résistance.

H. Desprez.

DU

BANQUET DE PLATON

ET DE

L'AMOUR PLATONIQUE

JUSQU'A LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE. [1]

Il n'y a dans la poésie antique, ni dans Homère, ni dans les tragiques grecs, ni dans Plaute et Térence, ni dans Horace ou Ovide, rien qui ressemble à cet amour tantôt mystique et enthousiaste, tantôt guerrier et chevaleresque, qui est un des traits caractéristiques des littératures modernes. Ne croyez point cependant qu'on ne retrouve pas dans l'antiquité la trace de ce genre d'amour : seulement il ne faut pas le chercher dans la poésie, mais dans la philosophie. Le *Banquet* de Platon est le modèle et la théorie de cet amour mystique et chevaleresque qui a

(1) Ce morceau est détaché d'un ensemble d'études qui formeront un cours complet de littérature dramatique. Le premier volume de ce cours a déjà paru; le second doit bientôt paraître, et continuera dignement un ouvrage dont le charme et l'intérêt sérieux n'ont plus besoin d'être signalés.

surtout fleuri dans les temps modernes; mais ne confondons pas ici la théorie avec la cause. A voir l'analogie qui existe entre les sentimens du *Banquet* de Platon et des poètes ou des romanciers du XVIe ou du XVIIe siècle, on serait tenté de penser que l'amour mystique et chevaleresque est né de l'étude et de l'imitation du *Banquet*. Il n'en est rien. L'amour mystique et chevaleresque est surtout né des idées chrétiennes et des idées guerrières du moyen-âge. La religion et la chevalerie sont les deux causes principales de ce genre d'amour; mais il doit beaucoup aussi au *Banquet* de Platon, car c'est là qu'il a trouvé sa théorie. Il était un sentiment; en lisant le *Banquet*, il est devenu une science. La science à son tour s'est répandue et accréditée à l'aide du sentiment. Le *Banquet* de Platon a été plus heureusement mis en action par les chrétiens et par les chevaliers, qui le connaissaient à peine, que par les philosophes païens, qui l'étudiaient sans cesse, et la pensée de Platon, qui a eu beaucoup de commentateurs dans le paganisme, n'a eu ses plus nobles disciples et ses plus généreux initiés que dans le christianisme.

Le *Banquet* est une suite de dissertations sur l'amour, faites à tour de rôle par les convives réunis autour de la table du jeune Agathon, et ces convives sont Socrate, Phèdre, Pausanias, Éryximaque, Aristophane et Alcibiade. Ils aiment mieux, comme étant entre gens d'esprit, la conversation que le repas : ils se décident donc à boire modérément, à renvoyer la joueuse de flûte qui assistait ordinairement aux repas des anciens, et à causer de l'amour : « car c'est une chose étrange, dit Éryximaque, que, de tant de poètes qui ont fait des hymnes et des cantiques en l'honneur de la plupart des dieux, aucun n'ait fait l'éloge de l'Amour, qui est pourtant un si grand dieu (1). » Puisque la poésie n'a pas chanté l'amour et n'en a pas exprimé les effets, c'est à la philosophie de réparer cet oubli : nouveau témoignage de l'indifférence que la poésie antique avait eue jusqu'alors pour cette passion de l'amour qui tient une si grande place dans la poésie moderne. « Que chacun donc, continue Éryximaque, prononce un discours à la louange de l'amour. » Phèdre commence, et, dès le commencement de son discours, se trouvent ces belles paroles qui semblent avoir enfanté, pour ainsi dire, toute une littérature : « Il n'y a ni naissance, ni honneur, ni richesses, rien enfin qui soit capable, comme l'amour, d'inspirer à l'homme ce qu'il faut pour se bien conduire : je veux dire la honte du mal et l'émulation du bien, et, sans ces deux choses, il est impossible que ni un particulier ni un état fasse jamais rien de beau ni de grand. J'ose même dire que, si un homme qui aime avait ou commis une mauvaise action ou enduré un outrage sans le repousser, il n'y aurait ni père, ni parent,

(1) *OEuvres de Platon*, trad. par M. Cousin, 1831, t. VI, p. 246.

ni personne au monde devant qui il eût tant de honte de paraître que devant ce qu'il aime. Il en est de même de celui qui est aimé : il n'est jamais si confus que lorsqu'il est surpris en quelque faute par son amant, de sorte que, si par quelque enchantement un état ou une armée pouvait n'être composée que d'amans et d'amies, il n'y aurait point de peuple qui portât plus haut l'horreur du vice et l'émulation de la vertu. Des hommes aussi unis, quoiqu'en petit nombre, pourraient presque vaincre le monde entier, car il n'y a personne par qui un amant n'aimât mieux être vu abandonnant son rang ou jetant ses armes que par ce qu'il aime, et qui n'aimât mieux mourir mille fois que de subir cette honte, à plus forte raison que d'abandonner ce qu'il aime et de le laisser dans le péril. Il n'y a point d'homme si timide que l'amour n'enflammât de courage et dont il ne fît alors un héros, et ce que dit Homère, que les dieux inspirent de l'audace à certains guerriers, on peut le dire plus justement de l'amour par rapport à ceux qui aiment. »

Est-ce un Athénien qui parle ainsi ou quelqu'un des chevaliers de la Table Ronde? Je n'en sais rien en vérité, tant les langages se ressemblent! Écoutez, en effet, cette conversation entre Gyron-le-Courtois, un des chevaliers de la Table Ronde, et la dame de Maloane, chevauchant ensemble à travers une épaisse forêt (1). La dame de Maloane venait d'être délivrée par Gyron-le-Courtois des entreprises d'un chevalier félon, et elle était émue d'une tendre reconnaissance. Gyron, de son côté, aimait fort la dame de Maloane; mais il la respectait autant qu'il l'aimait, parce qu'elle était la femme du chevalier Danayn, son vaillant ami. Avec de pareils sentimens, ils allaient par le bois se taisant et se regardant; mais « la dame de Maloane, qu'amour tenoit en ses lacs si durement qu'elle ne pouvoit plus son penser céler, si commença à dire à Gyron ces paroles en grand doute : Sire (ainsi Dieu vous donne bonne aventure), quelle est la chose de ce monde qui plus tôt mène un chevalier à faire prouesse et valeur?

« — Dame, dit Gyron, n'en doutez point, c'est amour. Amour est si haute chose et a si merveilleux pouvoir, qu'elle feroit, au besoin, d'un homme couart un preux et hardi chevalier.

« — En nom de Dieu, sire, selon ce que vous me dites, il m'est avis qu'amour est trop puissante chose.

« — Dame, reprit-il, ainsi m'aide Dieu, vous dites la vérité pure. Or, sachez que jamais en jour de ma vie je n'eusse été tel chevalier, comme messire Lac vient de l'éprouver, n'eût été la grant' force qui est en amour..... Oui, dame, si n'eût été la très grant' force d'amour,

(1) Voyez le roman de *Gyron-le-Courtois* dans la *Bibliothèque des Romans*, octobre 1776, tome Ier.

je n'eusse pu faire en ce tournoi ce que vous vîtes; et si je fis là aucune chose dont je doive avoir los et prix, j'en dois savoir gré à amour et à ma dame que j'aime. Nulle autre chose au monde je n'en dois remercier. »

C'est ainsi que les romans de chevalerie sont, sans que leurs auteurs s'en doutent, un perpétuel et gracieux commentaire du *Banquet* de Platon.

A côté de cet amour qui inspire les grands sentimens et les belles actions, et si bien célébré par le Phèdre du *Banquet*, il est un autre amour que le jeune Agathon chante à son tour dans un hymne digne d'Anacréon et digne aussi de Socrate qui l'entend, tant la philosophie s'y mêle naturellement à la poésie : c'est l'amour tel qu'il est dans l'Olympe païen, ou plutôt tel qu'il est sorti du ciseau de Praxitèle, car les dieux du paganisme doivent beaucoup à la sculpture grecque : c'est elle qui leur a donné cette forme gracieuse et charmante qui fait qu'ils ont gardé l'immortalité des beaux-arts après avoir perdu l'immortalité divine. Seulement, sous le ciseau du sculpteur, l'idée ou le sentiment que représentait chaque divinité s'effaçait, pour ainsi dire, dans la beauté de la forme : le corps éclipsait l'ame. Dans le discours d'Agathon, au contraire, qui est un artiste, mais qui est aussi un philosophe, la pensée se dégage de la forme sans rien perdre cependant de la grace de cette forme. Le dieu s'idéalise, et cependant il garde une réalité charmante : « L'amour, dit Agathon, plane et se repose sur tout ce qu'il y a de plus tendre; car c'est dans les ames des dieux et des hommes qu'il fait sa demeure. Et encore n'est-ce pas dans toutes les ames indistinctement : rencontre-t-il un cœur dur, il passe et ne s'arrête que dans un cœur tendre. Or, s'il ne touche jamais de son pied ou du reste de son corps que la partie la plus délicate des êtres les plus délicats, ne faut-il pas qu'il soit doué lui-même de la délicatesse la plus exquise? Il est donc le plus jeune et le plus délicat des dieux. J'ajoute qu'il est d'une essence toute subtile; autrement il ne pourrait pénétrer partout, se glisser inaperçu dans tous les cœurs et en sortir de la même manière. Et qui ne reconnaîtrait une subtile essence à la grace qui, de l'aveu commun, distingue l'amour? Amour et laideur sont partout en guerre. Jamais l'amour ne se fixe dans rien de flétri, corps ou ame; mais où il trouve des fleurs et des parfums, c'est là qu'il se plaît et qu'il s'arrête. »

Quel heureux mélange du langage des sens et du langage de l'ame! Comme tout est pensée et comme tout est image! Comme tout ce qui est forme devient une idée délicate et fine! Comme tout ce qui est idée devient une forme gracieuse et belle! Tel est l'art de Platon : il sait faire sortir l'idée de la forme; il sait expliquer le sens divin de ces beaux corps que la Grèce adorait dans ses temples. Ah! j'admire le sculpteur

qui voit dans le bloc de marbre la statue qui y est captive, et qui l'en fait sortir d'un coup de son ciseau; mais j'admire encore plus le philosophe qui sut le premier voir dans les marbres de Phidias et de Praxitèle l'idée divine qui y était captive aussi, et qui, délivrant le dieu de sa prison, l'a montré à tous les yeux, non plus seulement dans la splendeur de sa beauté matérielle, mais dans la splendeur de sa beauté morale.

En développant ainsi le sens de la sculpture grecque, Platon n'a pas altéré par de vaines subtilités la signification des marbres de Phidias. Le philosophe a continué l'œuvre du statuaire, et, quand il a mené l'art de la forme humaine vers l'idée divine, il n'a fait que le pousser sur la route que l'art avait ouverte. N'oublions pas, en effet, ce que l'art grec avait fait des dieux qui lui étaient venus de l'Asie. Je les vois encore ces dieux bizarres et monstrueux, avec leurs difformités pleines d'allégories mystérieuses, je les vois monter sur les vaisseaux de Cécrops ou de Danaüs et aborder aux rivages de la Grèce; mais, dès qu'ils ont touché cette terre merveilleuse, peu à peu leurs formes s'épurent, leurs traits s'embellissent. Que sont devenus, dieux de l'antique Égypte, vos bras raides et immobiles, vos jambes attachées l'une à l'autre, vos corps accroupis sur leurs siéges de porphyre et dont ils semblent ne point pouvoir se séparer? Vos gestes se sont assouplis, vos pieds marchent, vos bras s'arrondissent, vos mains s'ouvrent, vos lèvres parlent, vos yeux voient; vous n'êtes plus de hideuses images et d'étranges symboles faits pour effrayer la terre plutôt que pour l'instruire. En passant du domaine de l'allégorie, qui est savante, compliquée et difforme, dans le domaine de l'art, qui vise à la simplicité et à la beauté, les dieux ont pris la forme des plus beaux d'entre les humains, et c'est dans cette beauté humaine qu'ils ont trouvé la divinité, car ils ont charmé et élevé l'ame qui les contemple. Et, la philosophie venant après l'art, Platon, après Phidias, a révélé à l'homme le sens vraiment divin de cette beauté. Ne me parlez donc plus des cent mamelles de la Diane d'Éphèse, enveloppée dans sa gaîne mystique; vain emblème qui, pour révéler la fécondité de la nature, ne vaut pas la beauté de la Vénus génératrice qu'a sculptée la statuaire et qu'a chantée la poésie. Ne me parlez pas des cent bras des Titans, pauvre image de la force, auprès du mouvement de sourcils que Phidias a donné à son Jupiter olympien pour remuer le monde. L'allégorie orientale tourmentait et défigurait la forme pour lui donner un sens; l'art grec la spiritualise par la beauté, et, à mesure que la matière s'épure en s'embellissant, elle parle à l'ame un langage que celle-ci entend mieux.

Ce travail du génie de Platon pour aller du beau au bon ne se fait voir nulle part plus clairement que dans la transformation morale qu'il ait subir à l'idée de l'amour, tel surtout qu'était l'amour chez les Grecs.

Ici j'hésite à parler et j'hésite à me taire : que dire, sinon s'écrier, en prenant le chaste et brûlant langage de Racine :

Dans quels égaremens l'amour jeta la Grèce!

Mais, plus cet amour nous semble étrange en ses égaremens, plus il est beau de le voir se purifier entre les mains de Platon. Oublions qu'Alcibiade assiste au banquet; oublions que Platon prend l'amour tel qu'il est dans la Grèce, et ne voyons qu'où il le conduit. Quelle merveilleuse analyse et comme il prend tour à tour tous les instincts de l'amour pour les spiritualiser! Comme il les arrache à la terre pour les élever au ciel! Ne craignez qu'il en néglige un seul comme trop grossier et indigne de la philosophie : il sait l'art de les transformer. Oui, l'objet de l'amour est la génération; mais qu'est-ce que la génération elle-même, si ce n'est la perpétuité de la nature humaine? C'est par là que l'humanité dure et s'immortalise sur la terre (1), mettant ce qui naît à la place de ce qui meurt, effaçant les vieillards qui tombent sous les jeunes gens qui fleurissent. « Et ne nous étonnons plus que tous les êtres attachent tant de prix à leurs rejetons, puisque l'ardeur de l'amour dont chacun est tourmenté sans cesse a pour but l'immortalité. »

Ce besoin d'immortalité que Platon découvre dans les instincts de l'amour et qui les ennoblit, c'est la beauté surtout qui l'excite. Mais quoi! qu'est-ce que la beauté? Est-ce seulement la beauté des corps, celle que donnent et qu'emportent les années? Non. Si Platon est trop Grec pour dédaigner la beauté des corps, il est trop philosophe pour ne priser que celle-là : aussi, arrachant bientôt ses convives aux idées de leur temps et de leur âge, Socrate (car c'est lui qui parle) élève leurs regards de la beauté des formes à la beauté des sentimens, de la beauté des sentimens à la beauté des idées, jusqu'à ce qu'ils atteignent à l'idée suprême du beau. La beauté du corps n'est que le premier degré de cette échelle du beau qui commence sur la terre et qui aboutit aux cieux, et, à mesure que nous montons ces degrés divins, l'idée du beau qui monte devant nous et qui nous appelle se transfigure et se purifie. Voyez comme elle se dépouille peu à peu des enveloppes périssables du corps, du sexe, de l'âge, du pays, différences illusoires et fugitives qui trompent les yeux du vulgaire et lui cachent l'éternelle unité du beau. A cette hauteur, la beauté de l'ame est tout, celle des formes n'est plus rien. Heureux donc celui qui, instruit des vrais mystères de l'amour, s'élève, dans ses contemplations, jusqu'au sommet merveilleux où réside la beauté souveraine, celle qui n'a ni naissance, ni fin, qui ne connaît ni l'accroissement, ni la décadence, qui n'a point de formes ni de

(1) Pages 307 à 310.

visage, qui n'est pas même telle pensée ou telle science particulière, qui ne change et qui ne varie point, et d'où sortent, comme d'une source inépuisable, toutes les idées du beau ici-bas, sans que jamais l'éternelle et souveraine beauté s'appauvrisse en prêtant son image à la terre, ou s'enrichisse en la retirant! Heureux qui, voyant face à face et sous sa forme unique cette beauté divine, attache ses yeux et ses désirs à sa contemplation et à son commerce! Heureux enfin qui enfante avec elle la vertu et la vérité, qui sont les filles de la beauté! car celui-là vraiment n'est plus un homme, il est immortel, il est Dieu (1).

Voilà comment, dans un repas, la tête couronnée de fleurs et la coupe à la main, Socrate révélait cette religion nouvelle de l'amour et de la beauté immatériels? Aussi ne suis-je pas étonné que l'antiquité ne l'ait pas comprise. Il semble même que ce soit à dessein que Platon, dans son *Banquet*, ait montré, après Socrate et cette révélation de sa doctrine, Alcibiade arrivant à moitié ivre, la tête ornée d'une épaisse couronne de violettes et de lierre et de nombreuses bandelettes, et derrière Alcibiade une troupe de buveurs plus ivres encore que lui et plus gais, qui viennent troubler l'entretien et étouffer la voix du philosophe. Ce dénoûment est une sorte d'emblème. La société païenne, avec la licence de ses mœurs, n'était pas capable de pratiquer, même dans sa littérature, les leçons du philosophe. La doctrine de l'amour platonique resta donc dans la philosophie, et fut commentée par les philosophes sans passer

(1) Pages 310 à 318. — Je rapproche de Platon le passage suivant de Gerson dans son sermon sur saint Bernard :

« Voici donc que, sur cette terre de pèlerinage, j'appelais mon ame à contempler, par la porte des sens, et le ciel, et la terre, et la mer et toutes les merveilles des beautés qu'elle renferment : beauté des formes dans les corps, grace à leur proportion régulière et au charme des couleurs et de la lumière; beauté des sons et des chants; beauté dans ce qui touche, dans ce qui se goûte, dans ce qui se sent et se respire, charmes infinis qui attirent et séduisent le cœur. Et je disais : Vois, mon ame, voilà tes amours, voilà les fleurs de ta guirlande, voilà les fruits de ta couronne; ne gémis donc plus, ne dis plus que tu languis d'amour. Mais mon ame se détournait de ces délices, elle dédaignait les beautés que lui offraient les sens, elle ne sentait que dégoût pour tant d'objets charmans, elle méprisait tout autre amour que l'amour qu'elle sentait pour toi, ô mon Dieu! — Fière comme on est quand on aime, il n'y avait que toi qu'elle daignât aimer, ô toi qui es toute puissance, toute sagesse et toute beauté! Qu'y a-t-il, me disait-elle, ô homme! qu'y a-t-il pour toi et pour moi dans toute cette beauté des choses matérielles? Est-ce à nous d'aimer des délices qui nous sont communes avec les animaux? Que les créatures soient belles et brillantes, j'y consens; mais combien est plus grande la beauté et l'éclat de celui qui les a faites! Si une image, une ombre, une forme, une odeur, peut ainsi nous attirer, de quelle force et avec quel empire doit nous entraîner à lui le principe d'où émanent toutes ces choses, Dieu enfin, dont l'amour ne laisse ni amertume, ni regrets! C'est lui que je cherche et que j'appelle. Quand viendra-t-il? Dites, filles de Jérusalem, dites à mon bien-aimé, si vous l'apercevez, dites-lui que je languis d'amour. » (*Œuvres de Gerson*, tome IV, p. 742.)

dans la poésie épique ou dramatique. Il fallait, pour qu'elle eût son efficacité, d'autres mœurs et d'autres idées.

L'histoire de l'influence de l'amour platonique a, depuis l'ère chrétienne jusqu'au XVIIe siècle, trois phases diverses que je dois indiquer rapidement. Je désigne ces trois phases par quelques grands noms : 1° les pères de l'église; 2° Dante et Pétrarque; 3° enfin les platoniciens en Italie au XVe siècle.

Les pères de l'église ont eu presque tous pour Platon une grande prédilection. Saint Augustin disait qu'en changeant bien peu de chose les platoniciens seraient chrétiens (1). En effet, la doctrine de Platon sur l'amour et sur la beauté conduit naturellement à l'amour de Dieu. Cette beauté souveraine et immortelle, cette beauté qui est toujours une et toujours la même, qu'est-ce autre chose que Dieu? Et cette manière de s'élever du fini à l'infini, ce dépouillement de tout ce qui est passager et périssable, n'est-ce pas une doctrine toute chrétienne? Ces pieuses extases de l'amour en face de la beauté éternelle, ces enfantemens de la vertu et de la vérité une fois que l'ame est entrée en commerce avec Dieu, tout cela, qui est de Platon, est aussi des pères et des docteurs de l'église. Le mysticisme, c'est-à-dire la transformation chrétienne du platonicisme, prend place dans la théologie. Il y a, de saint Augustin jusqu'au XVIIe siècle, une chaîne et une tradition continues d'idées mystiques dont l'origine remonte à Platon : saint Denis l'aréopagiste, qui crée et qui organise la hiérarchie du monde mystique, mène à Scot Érigène (2); Scot Érigène, qui pousse imprudemment le mysticisme vers la philosophie, mène à saint Bernard, qui le ramène à la foi chrétienne; saint Bernard mène à Gerson, Gerson à sainte Thérèse, en passant par l'*Imitation* dont Gerson mérite d'être l'auteur, et sainte Thérèse enfin à Fénelon, qui croit affermir et embellir la foi chrétienne en la faisant résider dans l'amour. Que de fois, en ouvrant au hasard un de ces auteurs, ne croit-on pas lire un commentaire du *Banquet?* Le langage est souvent bizarre, prétentieux, obscur; cependant la beauté de

(1) Quand on lit le passage de saint Augustin, on voit que ce peu est tout. Saint Augustin dit que, si les platoniciens avaient été éclairés par la lumière de la révélation, ils n'auraient eu que bien peu de chose à changer à leur doctrine pour la conformer au christianisme; mais, entre le platonicisme et le christianisme, il y a toujours, selon saint Augustin, l'intervalle de la révélation. Si le platonicisme prépare au christianisme, il n'y supplée pas. « Si hanc vitam illi viri (Platon et ses disciples) nobiscum rursùs agere potuissent, viderent profectò cujus autoritate faciliùs consuleretur hominibus, et paucis mutatis verbis et sententiis, christiani fierent, sicut plerique recentiorum nostrorumque temporum platonici fuerunt. » (*OEuvres de saint Augustin*, édition Gaume, t. Ier, p. 1212, *De verâ religione*, chap. 7.)

(2) « Extasim facit amor; amatores suo statu demovet; sui juris esse non sinit, sed in ea quæ amant penitùs transfert. » (Saint Denis l'aréopag., *De divinis nominibus*, ch. 4.)

l'idée primitive, et l'enthousiasme chrétien qui s'est heureusement emparé de la doctrine platonicienne, se sentent même sous le style diffus de la scholastique, comme le soleil se sent sous le brouillard (1).

J'ai suffisamment indiqué les ressemblances entre la doctrine de Platon et le mysticisme chrétien. Je dois maintenant noter les différences; il y en a deux qui sont caractéristiques :

La première est le dédain, et j'allais dire la haine, que le mysticisme chrétien a pour l'amour terrestre. Platon s'en sert comme d'un acheminement à l'amour du beau; le christianisme le tient pour un obstacle qu'il faut rompre. Dans Platon, la beauté des choses d'ici-bas attire nos premiers hommages; mais elle nous enseigne en même temps à les porter plus haut. Le christianisme n'admet pas cette halte dangereuse que Platon nous fait faire dans l'amour terrestre : il craint que nous ne soyons tentés de nous arrêter en chemin; il nous pousse donc, dès le commencement, du côté de Dieu, et oppose hardiment l'amour divin à l'amour terrestre. De quelques vertus que la doctrine platonicienne veuille parer l'amour humain, cet amour est un péché, voilà son nom dans la doctrine chrétienne; il faut donc le fuir. A cette haine de l'amour je reconnais la doctrine qui prêche la virginité.

Ainsi, entre la doctrine chrétienne et la doctrine platonicienne il y a une différence dans la méthode, puisque Platon prend l'amour humain comme un des degrés de l'amour du beau suprême, et que le christianisme le prend, au contraire, comme une entrave. Il y a aussi une différence dans le but proposé à l'amour.

Le beau que Platon nous enseigne à aimer est une idée qui touche à Dieu, car c'est l'idée du beau infini, et tout ce qui est infini touche à Dieu. Cependant cette idée du beau infini, à la comparer avec Dieu tel que le christianisme nous enseigne à l'aimer, a quelque chose de vague et de confus. Elle est pure; mais, à mesure même qu'elle s'épure de degrés en degrés, il semble qu'elle s'évapore. Elle a ce qu'il faut pour charmer l'imagination et pour l'élever, elle est la meilleure des inspirations littéraires; mais, pour attirer l'ame, pour la posséder par l'amour, elle manque un peu de réalité. Elle ne la touche pas comme le Dieu notre père qui est au ciel; elle ne se l'attache pas comme le Dieu fait

(1) Écoutez comment parle Gerson dans son traité de la pratique et de la théologie mystique : « Tout ce qu'il y a dans l'homme de spirituel et de divin est séparé, à l'aide de l'amour vivifiant, de tout ce qu'il y a de terrestre et de corporel. C'est ainsi que se fait la division de l'esprit et du corps, c'est-à-dire de la spiritualité et de la sensualité; c'est ainsi que l'or se distingue du plomb; et, comme Dieu est pur esprit, et que la ressemblance des choses est la cause de leur union, on voit comment l'esprit de raison, ainsi purifié et dépouillé de ses souillures, s'unit à l'esprit de Dieu, parce qu'il devient semblable à cet esprit. »

homme qui est mort pour nous sur la croix. L'objet que le christianisme donne à l'amour a donc plus de prise sur notre ame, il est plus précis, et n'oublions pas de remarquer que, dans Platon, l'objet de l'amour n'a de réalité que dans les degrés inférieurs de l'échelle du beau, ce qui est un écueil. Dans le christianisme, au contraire, la réalité est au sommet de l'échelle, et l'ame est naturellement attirée en haut. Platon spiritualise l'amour, mais il l'a rendu un peu vague et un peu subtil; le christianisme a rendu à l'amour la réalité qu'il doit avoir, en lui donnant Dieu même pour objet et pour but.

Telle est, sous l'influence des pères de l'église, la transformation qu'a reçue la doctrine de Platon sur l'amour; elle a été une des sources du mysticisme chrétien : l'amour du beau est devenu l'amour de Dieu. Cependant le mysticisme, s'il peut, dans les ames ardentes, s'approprier les affections du cœur humain et les satisfaire en les épurant, n'est pas à la portée de tous les hommes, il ne peut pas remplacer partout l'amour. Aussi l'amour ne fut-il pas vaincu, et il résista au mysticisme par ses bons comme par ses mauvais instincts. Que la débauche et le libertinage aient résisté aux efforts du christianisme, je n'en suis pas étonné, et je ne veux ni ne dois m'occuper de cette lutte éternelle de la chair contre l'esprit; mais l'amour résista aussi à l'aide des bons instincts que Platon avait découverts; il voulut rester une source de grands et nobles sentimens, sans pour cela devenir l'amour de Dieu; il prétendit qu'il pouvait être humain et pur, aimer les créations de Dieu sans s'aller perdre dans les souillures du vice; il crut enfin qu'il pouvait se reposer sans danger sur quelques-uns des degrés inférieurs de l'échelle du beau. Seulement il ne prit pas l'échelle d'aussi bas que l'avait fait Platon; Platon était Grec et partait de l'amour grec. Dante et Pétrarque, qui restaurèrent au XIVe siècle la doctrine de l'amour platonique, étaient chrétiens; ils partirent de l'amour tel que le connaissait la société chrétienne et chevaleresque au milieu de laquelle ils vivaient.

Dante et Pétrarque sont, dans la littérature moderne, les vrais créateurs de ce genre d'amour romanesque et subtil qu'on appelle l'amour platonique. L'attrait naturel de la beauté et les pensées de bonheur et même de vertu qui s'y rattachent dans l'ame humaine, voilà les deux élémens du personnage de Béatrice tel que Dante l'a divinisé dans son poème; Béatrice est à la fois une femme et une idée. Telle est aussi la Laure de Pétrarque. Selon le caractère et le génie des poètes, la femme ou l'idée domine dans ces personnages qui représentent l'inspiration, mais il y a toujours dans les Béatrices et les Laures les deux élémens que j'ai indiqués, une femme et une idée.

Quelle est l'origine de ces femmes mystérieuses qui sont à la fois les anges gardiens et les muses des poètes? Dans le *Banquet*, Socrate prétend tenir la doctrine sur l'amour de Diotime, une femme de Mantinée,

qui était, dit-il, savante en amour et sur beaucoup d'autres choses. « Ce fut elle qui prescrivit aux Athéniens les sacrifices qui suspendirent dix ans une peste dont ils étaient menacés. » Diotime est une sibylle et une prophétesse; mais elle n'a rien de Laure ou de Béatrice, car elle n'est pas aimée. Laure et Béatrice n'inspirent que ceux qui les aiment. Diotime n'est donc pas de la famille de ces gracieuses inspiratrices des poètes. Je trouve, dans un ouvrage singulier du premier siècle de l'ère chrétienne, *le Pasteur d'Hermas*, un personnage qui me paraît ressembler de plus près que la Diotime de Platon à Béatrice et à Laure.

Le Pasteur d'Hermas est un recueil de visions, d'allégories et de préceptes de morale. Hermas ne parcourt pas, comme Dante, l'enfer, le purgatoire et le paradis; mais il a des apparitions merveilleuses. Entre toutes ses visions, celle que je veux remarquer est celle d'une femme qu'il avait aimée autrefois quand il était jeune, et qu'il avait aimée comme une sœur. Il raconte que, quelques jours avant sa première vision, il avait retrouvé à Rome cette bien-aimée de son adolescence, et que, la voyant si belle encore et d'aussi bonnes mœurs, il avait pensé qu'il aurait été heureux de l'avoir épousée; pensée répréhensible, car Hermas est marié, mais qui est naturelle au cœur de l'homme, tant est grand le charme de ces premières et naïves affections de la jeunesse que rien n'a désenchantées parce que rien non plus ne les a éprouvées. Ne nous étonnons donc pas de ce regret involontaire d'Hermas. D'ailleurs, il nous dit, dans une de ses visions suivantes, que sa femme était médisante et acariâtre. Aussi pensait-il, se promenant dans la campagne, à celle qu'il avait aimée et qui n'était pas sa femme, quand il se sentit tout à coup pris de sommeil, et, pendant son sommeil, l'esprit de Dieu l'emporta dans un désert affreux, plein de rochers et de torrens. Mais sans doute l'idée de celle qu'il avait aimée et qu'il avait retrouvée ne l'abandonnait pas, car, le ciel s'étant entr'ouvert, il la vit qui le saluait du haut du ciel. « Je la regardai, et je lui dis : Que faites-vous là? Elle me répondit : — Je suis venue ici pour accuser tes péchés devant le Seigneur. Le Seigneur s'est irrité, parce que tu as péché contre moi. — Et quand, lui dis-je, et en quel lieu ai-je péché contre vous, dans mes paroles ou dans mes actions? Ne vous ai-je pas toujours respectée comme ma sœur? Elle me dit en souriant : — Un mauvais désir est entré dans ton cœur. Ne crois-tu pas que ce soit un péché pour un homme juste?... Prie donc le Seigneur pour qu'il te pardonne! Et, après qu'elle eut ainsi parlé, le ciel se ferma. »

C'est après cette apparition de sa bien-aimée de jeunesse qu'Hermas a ses autres visions plus graves et plus mystiques; mais qui ne sent que c'est l'émotion de l'amour, si je puis parler ainsi dans un pareil sujet,

qui a éveillé l'imagination du croyant? Qui ne sent que cette femme, qui est venue se plaindre à Dieu du péché d'Hermas contre elle, mais qui ne le lui reproche qu'en souriant et qui l'avertit que Dieu le lui pardonnera; qui ne sent que cette femme, qui tient de la sainte des premiers chrétiens et de la dame des preux chevaliers, mérite bien mieux que la Diotime de Socrate d'être l'aïeule et la devancière de la Béatrice de Dante?

Dante, au surplus, a voulu nous faire connaître le sens caché de cet amour mystique et romanesque qu'il ressentait pour Béatrice; et, dans sa *Vita Nova*, il raconte comment est né son amour et comment il s'est développé. Cet amour de Dante pour Béatrice n'a ni histoire ni aventures, ou plutôt c'est l'histoire d'une idée, car c'est à peine si Béatrice l'a vu, loin qu'elle l'ait aimé. Quant à lui, il était encore enfant quand il a vu Béatrice, qui était de son âge. Elle était belle, grave, sérieuse, et sa beauté a charmé l'ame de Dante; il l'a aimée comme la plus gracieuse image du beau et du bon sur la terre. Et ne nous y trompons pas : qui que nous soyons ici-bas, nous avons tous senti, aux premières heures de la jeunesse, au moment où notre ame et nos sens s'épanouissaient au souffle d'une vie nouvelle, nous avons tous senti ce besoin d'aimer le bon sous l'image du beau, et tous aussi, comme Dante, nous en avons trouvé l'image quelque part; tous nous avons eu notre Béatrice, mais nous n'avons pas tous su profiter de notre trouvaille; peut-être aussi n'avons-nous pas eu le bonheur qu'a eu Dante. Béatrice en effet ne fut jamais ni sa femme ni son amie; elle mourut jeune, et elle resta dans la mémoire du poète comme une image d'innocence et de beauté que rien ne vint jamais ternir. Aussi, comme les souvenirs lui en sont gracieux et doux! comme il aime à raconter ce roman intérieur de son ame et les aventures de cette *vie nouvelle* qui s'est accomplie tout entière dans son cœur, sans que le monde en ait jamais rien su ni rien deviné! Oserai-je citer une de ces aventures et remarquer en passant combien aux ames vraiment passionnées il faut peu de fracas d'action pour avoir beaucoup d'émotions? « Un jour, dit Dante parlant de Béatrice, je la vis vêtue de blanc entre deux dames belles aussi, mais un peu moins jeunes qu'elle. Elle suivait une rue, et moi je m'arrêtai tout tremblant. Ses yeux se tournèrent vers l'endroit où j'étais, et, avec une bonté ineffable, elle m'adressa un salut plein de décence... L'heure où son gracieux salut arriva jusqu'à moi était, je l'ai remarqué, la neuvième heure du jour; et, comme c'était la première fois que ses paroles venaient à mon oreille, elles me furent si douces que, presque enivré, je quittai la foule, et, courant chercher un lieu solitaire, je me mis à penser à elle (1). »

(1) *La Vie nouvelle*, traduction de M. Delécluze.

Il est des amans qui se laissent volontiers arracher le secret du nom de leur maîtresse; ils en font confidence à table, entre amis qui boivent, et qui promettent d'être discrets. « Vous voulez, dit Horace (1), que je boive encore cette coupe pleine d'un vieux falerne? Soit, à condition que le frère de la belle Mégilla nous dira quelle est la dame qui a percé son ame des traits d'amour... Il hésite : je ne boirai qu'à ce prix. Allons, beau jeune homme, quel que soit l'objet de votre amour, vous n'avez point à en rougir, j'en suis sûr, et votre passion est aussi pure que votre cœur. Faites-moi votre confidence, je serai discret..... Ah! malheureux, dans quel gouffre tu es tombé! Tu méritais mieux. » Voilà, à Rome, au temps d'Horace, les confidences amoureuses. Dans Florence, avec un amant comme Dante et avec une maîtresse comme Béatrice, les choses se passent autrement. Les amis de Dante voyaient bien qu'il était amoureux, et ils lui demandaient aussi, comme dans Horace : « Pour qui l'amour te fait-il ainsi souffrir ?—Je les regardais en souriant et ne leur répondais rien. Un jour, il arriva que la dame de mon cœur se trouva dans un lieu où se chantaient les hymnes de la reine du ciel. J'y étais, et de ma place je regardais celle qui faisait ma joie. Entre elle et moi était assise une dame belle et gracieuse, qui tourna souvent ses yeux vers moi, étonnée de mes regards qui paraissaient s'arrêter sur elle. Plusieurs s'aperçurent de ces mouvemens, et on les remarqua si bien, qu'en sortant de ma place j'entendais dire près de moi : Voyez comme cette dame le fait souffrir d'amour! c'est pour elle qu'il est malade. Ils la nommèrent, et je vis qu'il s'agissait de cette dame qui était placée au milieu de la ligne qui partait de la beauté de Béatrice et venait aboutir à mes yeux. Alors je me rassurai, voyant que mon secret n'était pas découvert, et je pensai même à me servir de cette dame pour mieux cacher la vérité. Je fis si bien en peu de temps, que tous ceux qui parlaient de moi croyaient savoir quelle était celle que j'aimais. »

Cependant, ayant le droit désormais de paraître amoureux sans craindre de trahir son secret, il se mit à faire des vers d'amour, comme c'était la mode du temps, adressant aux poètes et aux amans de Florence des défis poétiques, leur demandant de lui expliquer tantôt un songe, tantôt une énigme, leur contant ses rêveries, dont il s'applaudissait de voir qu'aucun d'eux ne pût comprendre le sens, mais que quelques-uns raillaient gaiement. Tel était Dante de Maiano, un de ses amis et de ses parens, qui, répondant à un de ces galans défis de Dante, lui conseillait simplement, pour dissiper ses vapeurs, d'aller prendre un bain et de consulter les médecins.

Loin de vouloir suivre les conseils de son parent et de chercher à

(1) Livre Ier, ode XXII, *Natis in usum.*

guérir de son amour, Dante s'y abandonnait chaque jour davantage comme à sa meilleure et à sa plus sûre inspiration. L'amour de Béatrice semblait peu à peu se confondre avec l'amour de Dieu, et Dante prenait, pour exprimer ses sentimens amoureux, le langage de la foi et souvent même de la théologie : « ..... Je veux expliquer, dit-il, quels vertueux effets produisait sur moi le salut qu'elle m'adressait. Quand je la voyais venir de quelque côté, plein de l'espérance de recevoir son gracieux salut, je ne me souvenais plus que j'eusse des ennemis; je me sentais enflammé du feu de la charité, et j'aurais pardonné sans peine à quiconque m'eût offensé. Si dans cet instant quelqu'un m'eût interrogé, je n'aurais su que lui parler d'amour. »

Voilà comment, dans le Dante, l'amour inspirait l'homme, le rendant charitable, miséricordieux, lui faisant oublier qu'il avait des ennemis ou les lui faisant aimer : quelle victoire remportée sur cette ame destinée aux haines et aux colères de la guerre civile!

Béatrice et Laure sont toutes deux de la même famille; mais l'amour de Pétrarque pour Laure est moins grave et moins élevé que celui de Dante pour Béatrice. Cet amour est plus littéraire, si je puis parler ainsi; il inspire le génie du poète plus que l'ame de l'auteur, il touche de plus près à l'amour platonique tel que nous le trouverons dans les romans et dans les tragédies du XVIIe siècle. Dans le Dante, enfin, l'amour se sent du théologien; dans Pétrarque, il se sent surtout du littérateur.

Ce n'est pas que Pétrarque, dans le commentaire qu'il a fait aussi lui-même de son amour, n'ait voulu également nous représenter cet amour comme lui inspirant la sagesse et la piété. Cependant, entre les récits mystiques de *la Vie nouvelle* de Dante et les réflexions dévotes des *Dialogues du mépris du monde* par Pétrarque, il y a une grande différence. J'entends bien Pétrarque dire à saint Augustin, qu'il a pris pour son interlocuteur, que «jamais rien de honteux ni de bas ne s'est mêlé à sa passion et qu'on ne peut blâmer que ses excès : si vos yeux, ajoute-t-il, pouvaient voir mon amour comme ils peuvent voir les traits de Laure, vous le verriez aussi pur que sa beauté. Que dis-je? C'est à Laure que je dois tout ce que je suis : jamais je ne serais parvenu à la moindre renommée, si son amour n'avait fait fleurir dans mon ame les germes de vertu que la nature y avait semés. C'est elle qui arracha ma jeunesse à la souillure du vice, c'est elle qui me donna mon essor vers le ciel, c'est elle qui me fit aimer Dieu. Par elle je devins vertueux, car l'amour métamorphose les amans et les rend semblables à ce qu'ils aiment. » Ces paroles sont un commentaire fidèle de la doctrine de Platon sur l'amour, et elles mettent Laure à côté de Béatrice; mais, à la fin du dialogue, Pétrarque, vaincu par les argumens de saint Augustin, renonce à son amour; il l'abjure comme une erreur, comme un péché; et voilà ce que Dante n'eût jamais fait, lui qui s'écrie, à la

fin de *la Vie nouvelle*, « qu'il espère qu'après sa mort son ame ira voir la gloire de la bienheureuse Béatrice, qui, dans le ciel, contemple face à face celui qui est béni à travers tous les siècles. » Dante, en effet, dans son amour, n'a rien dont il puisse se repentir. Béatrice surtout, étant morte jeune, est passée au ciel avec toute sa beauté et toute sa pureté, et il n'est resté d'elle sur la terre que le sentiment de tendre admiration que Dante lui a conservé. Laure, au contraire, moins heureuse que Béatrice, a vécu; elle a été mariée, elle a même vieilli ici-bas, nous dit Pétrarque, qui se vante de l'avoir aimée quand sa beauté était déjà passée, voulant montrer par là la chasteté de sa passion. Cependant ce commerce de Laure avec la terre, avec le temps et surtout avec le mariage, fait qu'elle est moins divine que Béatrice; son image est moins idéale, elle est plus femme. Aussi Pétrarque est-il forcé d'avouer que dans Laure il a aimé l'ame avec le corps. Son amour touche donc de près aux passions humaines, c'est-à-dire au péché. Saint Augustin, son interlocuteur, ne lui laisse à cet égard ni illusion ni relâche : il poursuit la passion de Pétrarque jusque dans ses replis les plus cachés, et, d'aveux en aveux, il l'amène à reconnaître qu'il a pris, pour arriver à l'amour de Dieu, la plus mauvaise route et surtout la plus longue, n'aimant dans le Créateur que l'artiste qui avait fait de Laure le type parfait de la beauté, comme si, au contraire, la beauté des corps n'était pas la moins élevée des formes de la beauté suprême (1).

Ainsi Pétrarque désavoue et réprouve l'amour platonique; il l'abjure, pressé par la sagacité pénétrante de l'interlocuteur ou plutôt du confesseur qu'il s'est choisi. Avouons-le, en effet, saint Augustin est bien choisi pour être le confident et le censeur d'un amant comme Pétrarque, amant subtil, qui veut être à la fois amoureux et vertueux. Or, c'est là une prétention que saint Augustin, avec la connaissance qu'il a du cœur humain et l'expérience que lui a donnée sa propre vie, ne peut pas souffrir dans son pénitent. Et ne croyez pas que ce soit seulement quand Pétrarque le fait parler que saint Augustin a cette science du cœur humain; ne croyez pas que l'amant prête au père de l'église : je dirais volontiers qu'entre Pétrarque et saint Augustin, celui qui sait le mieux l'amour, celui même qui a le mieux aimé, c'est saint Augustin. Je ne veux pas parler ici des *Confessions*, mais partout dans ses ouvrages éclate cette sagacité qui tient à la pratique des passions humaines. De là, au milieu même de ses plus graves sermons, et surtout quand il prêche l'amour de Dieu, des retours inattendus et charmans

(1) « ... Cum creatum omne, Creatoris amore diligendum sit, tu contrà, creaturæ captus illecebris, Creatorem non quomodo decuit amasti, sed miratus artificem fuisti, quasi nihil ex omnibus formosius creasset, cum tamen ultima pulchritudinum sit forma corporea. » (*De Contemptu mundi*, dialogus III.)

sur la jeunesse, sur l'amour, et qui semblent comme une page oubliée des *Confessions*. Je ne puis résister au plaisir d'en citer un exemple : « Eh quoi ! dit-il dans un de ses sermons sur les épîtres de saint Paul, si un amant s'habille autrement qu'il ne plaît à sa maîtresse, si, en le voyant, elle lui dit : « Je ne veux pas que vous ayez cette casaque « rouge, » il quitte sa casaque et ne la met plus; si en hiver elle lui dit : « Je vous aime en tunique, » il se met en tunique, aimant mieux grelotter de froid que de déplaire. Est-ce que sa maîtresse doit, s'il désobéit, le condamner à la prison ou lui faire donner la torture? Non : elle n'a qu'un mot pour se faire obéir et pour faire trembler son amant : « Je ne vous reverrai plus. » C'est avec ce mot qu'une maîtresse se fait redouter. Et si Dieu vous le dit, ce mot formidable, vous ne tremblerez pas! Ah ! oui, nous tremblerons beaucoup, mais seulement si nous aimons beaucoup (1). »

Voilà par quels traits saint Augustin est à la fois, selon moi, le plus sévère et le plus humain des prédicateurs; voilà comment il méritait que Pétrarque le prît pour le confident et le censeur de ses amours (2).

Nous avons vu comment, dans les pères de l'église et même dans saint Augustin, que fait parler Pétrarque, l'amour platonique s'était confondu avec l'amour de Dieu, les pères de l'église ne prenant pour ainsi dire la doctrine de Platon que lorsqu'elle touche à sa perfection. Nous avons vu comment, dans le Dante et dans Pétrarque, cette doctrine revenant vers les sentimens humains, l'amour était à la fois une idée et une femme; comment, dans Béatrice surtout, l'idée l'emportait sur la femme, tandis que dans Laure la femme l'emportait sur l'idée. Il nous reste à voir la troisième phase de la doctrine de l'amour platonique, dans l'école des platoniciens, en Italie, au XVe siècle.

L'amour, qui dans le Dante était une inspiration morale et religieuse, et dans Pétrarque une inspiration littéraire et poétique, devient dans l'école platonicienne du XVe siècle une doctrine érudite et savante qui s'attache avec une sorte de fanatisme aux idées de Platon sans vouloir y rien ajouter.

Pour mieux comprendre cet enthousiasme érudit, supposons que nous assistons à un de ces banquets solennels que Laurent de Médicis donnait à ses amis dans sa villa de Careggi, le jour de la naissance et

(1) Édition Gaume, t. V, p. 1126.

(2) Pétrarque, dans la préface de ses dialogues, fait un beau portrait de saint Augustin lui apparaissant tout à coup : « Religiosus aspectus, frons modesta, graves oculi, sobrius incessus, habitus sacer; sed romana facundia gloriosissimi patris Augustini quoddam satis apertum indicium præferebat. *Accedebat dulcior quidam majorque quam nescio quid hominis affectus.* » Ces derniers mots peignent heureusement une tendresse de sentimens qui est un des caractères principaux de saint Augustin.

de la mort de Platon, c'est-à-dire le 7 novembre, et dont Marsile Ficin nous a conservé le souvenir dans son commentaire de Platon.

Il y a neuf convives : c'est le nombre des muses, c'est le nombre aussi des convives du *Banquet* de Platon. Comme dans le *Banquet*, après s'être livrés modérément aux plaisirs de la table, on se met à disserter sur l'amour ou plutôt à commenter le *Banquet* de Platon. Ne vous attendez pas à trouver ici cette grace de la conversation socratique qui passe aisément de la familiarité la plus charmante à la plus haute gravité : l'érudition des platoniciens de Careggi n'a pas ces simples allures; elle est enthousiaste, et, ce qu'il y a de pis, un peu déclamatoire. « Non, dit Marsile Ficin qui commence l'entretien, ce n'est ni des philosophes Anaxagore, Damon ou Archelaüs, ni du rhéteur Prodicus, ni d'Aspasie, la maîtresse de l'éloquence grecque, ni du musicien Conus que Platon nous annonce qu'il avait appris la doctrine de l'amour. C'est de la prophétesse Diotime, c'est d'une femme inspirée par l'esprit divin qu'il avait reçu la science, disait-il, sans doute pour montrer qu'il n'y a que l'inspiration de la divinité qui puisse faire comprendre aux hommes ce que c'est que la vraie beauté, le véritable amour, tant est grande et sainte la faculté d'aimer. Loin donc de ce banquet divin, loin d'ici, profanes qui, vautrés dans la fange de la vie terrestre et vils esclaves de Bacchus et de Priape, ravalez aux plaisirs de la terre l'amour, cet esprit des cieux! Mais vous, chastes compagnons qui, livrés au culte de Diane et de Minerve, jouissez de la liberté des purs esprits et de la joie éternelle de l'ame, venez et écoutez avec un zèle respectueux les mystères divins que Diotime a révélés à Socrate. »

Ne nous laissons pas duper par ces grandes paroles : la doctrine de l'amour, telle que Platon l'avait conçue dans le *Banquet*, revient ici tout entière. Ce n'est plus l'amour de Dieu substitué à l'amour terrestre, comme dans les pères de l'église; ce n'est plus l'amour d'une dame servant, comme dans le Dante, dans Pétrarque et dans les héros de chevalerie, d'initiation aux bons et aux grands sentimens : c'est un amour plus philosophique à la fois et moins pur. Je m'explique : c'est l'amour tel que Platon l'avait reçu des mains de la société grecque et tel qu'il l'avait transformé, sans pouvoir ou sans vouloir le séparer entièrement de son commerce avec les sens, touchant encore à la terre par la forme, qui est la beauté ici-bas, au ciel par l'idée, qui est la beauté céleste. Cette doctrine, toute païenne à la fois et toute philosophique, est celle qui reparaît dans les platoniciens du xve siècle en Italie. Elle convient au génie italien; elle convient aussi, disons-le, aux mœurs de l'Italie du xve siècle. Elle convient au génie italien, parce qu'elle s'accorde admirablement avec le génie des arts et le culte du beau. Platon, en effet, dans son *Banquet*, n'a pas seulement créé une

doctrine nouvelle sur l'amour, il a créé aussi, si je puis le dire, la philosophie des arts. En montrant le rapport qui existe entre la beauté de la forme et la beauté de l'idée, et comment l'une peut mener l'autre, il a révélé le principe divin des arts; car, dans les arts comme dans l'amour, la beauté matérielle n'est bonne qu'à nous initier à la beauté morale : les vierges de Raphaël ne sont belles que pour être divines.

La doctrine platonicienne convenait aussi aux mœurs de l'Italie du XV[e] siècle. Comme elle ne dédaigne pas la beauté de la forme, elle est par ce côté plus indulgente aux sens, et elle comporte une sorte de relâchement qui, pour des philosophes, a le mérite de n'être pas une contradiction, puisque, lorsqu'ils aiment la beauté, ils sont censés en train d'aimer la vertu.

Ainsi, des deux caractères que la doctrine platonicienne avait pris dans les pères de l'église, l'amour de Dieu d'une part, et de l'autre le dédain et la crainte de l'amour humain, de ces deux caractères, l'un disparaît et l'autre diminue dans le platonicisme italien. L'amour humain n'est plus dédaigné et réprouvé; il redevient ce qu'il était dans Platon, un des degrés qui conduisent à l'amour de la beauté divine. Les platoniciens de Careggi, comme gens de bonne compagnie, répugnent à la débauche; mais ils respectent l'amour, et ils le chantent en vrais fils de Dante et de Pétrarque (1). En même temps, l'amour de Dieu perd peu à peu son caractère chrétien; il redevient aussi, comme dans Platon, l'amour du beau infini. Or, le beau infini touche à Dieu, mais ce n'est plus Dieu lui-même, et les platoniciens de l'Italie se faisaient gloire de ce retour aux idées de Platon; ils s'applaudissaient de l'esprit séculier et mondain que leur philosophie donnait à la littérature italienne, sans trop s'inquiéter si ce caractère tout séculier n'allait pas même jusqu'à devenir quelque peu païen.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Voyez les poésies de Laurent de Médicis; voyez aussi celles de Michel-Ange.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1847.

L'événement du jour est naturellement le changement de ministère en Espagne. Nous pouvons le résumer en quelques mots, en disant que le parti modéré est revenu au pouvoir, que la reine Christine est partie pour Madrid, où elle est probablement à cette heure, et que le général Serrano, nommé capitaine-général de Grenade, a quitté Madrid, la cour et la reine, pour aller à son poste.

La victoire du parti modéré et du général Narvaez était inattendue pour tout le monde, pour l'Espagne, pour la France, surtout pour l'Angleterre. Si nous ne nous trompons, l'ambassadeur de France à Londres a dû recevoir la nouvelle de la nomination du nouveau ministère espagnol au moment où il se trouvait à Broadlands, chez lord Palmerston. M. le duc de Broglie est un homme de trop bonnes mœurs pour avoir voulu troubler par ce malencontreux incident les loisirs champêtres de son hôte. Nous présumons que le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne aura eu connaissance par une voie plus indirecte d'un événement qui devait singulièrement déranger les calculs de sa politique.

Le fait est que la nomination du général Narvaez aux fonctions de premier ministre en Espagne a dû faire en Angleterre l'effet d'une surprise assez désagréable. Le ministère dont M. Salamanca était l'ame était un véritable ministère anglais. Quand le général Narvaez, en arrivant de Paris à Madrid, avait été si cavalièrement accueilli, c'est à Londres surtout qu'on en avait triomphé. M. Bulwer et M. Salamanca avaient fait place nette; il n'y avait plus qu'à s'y bien établir. Les journaux anglais n'avaient pas assez d'éloges pour la jeune

reine d'Espagne; ils célébraient à l'envi sa décision, et ce qu'ils appelaient sa maturité. Les *moderados* et les *afrancesados* avaient une leçon pour long-temps. La jeune reine commençait enfin à régner. Les belles choses que M. Salamanca allait faire! Il allait restaurer les finances, rétablir l'âge d'or, arrêter la contrebande française et ouvrir tous les ports de l'Espagne aux cotons anglais! Les dépêches de M. Bulwer devaient être fort curieuses à lire.

On paraissait, à Londres, si sûr du succès, qu'on affectait une certaine modestie dans le triomphe. Ainsi, nous avons vu le principal organe du gouvernement anglais déclarer dernièrement que personne ne songeait à contester les droits de M[me] la duchesse de Montpensier, que c'était une idée qui n'était jamais venue à aucun esprit sérieux. Tout ce qu'on voulait, c'était d'assurer la descendance directe de la reine; en d'autres termes, on se bornait au divorce. Mais, même pour ce simple objet, M. Salamanca ne suffisait pas; il n'était pas de force. Aussi pressait-on le général Espartero de profiter de l'amnistie, qui n'avait été faite que pour lui, et d'aller reprendre le pouvoir qui lui était offert à Madrid par le parti progressiste. Si nous sommes bien informés, le général Espartero aurait fait demander, il y a quelque temps, au gouvernement français, si, dans le cas où il voudrait retourner à Madrid, le libre passage par la France lui serait accordé. Le gouvernement français n'avait aucune objection à faire à une pareille demande; mais il paraîtrait que lord Palmerston aurait préféré que l'ancien régent s'en allât directement d'Angleterre en Espagne, craignant sans doute qu'il ne prît en passant par Paris la peste du modérantisme.

Du reste, le général Espartero n'avait lui-même, à ce qu'on assure, aucune envie de se risquer si tôt dans sa patrie. C'est une justice à lui rendre, lui seul paraît avoir jugé sainement la situation. Il connaissait l'Espagne mieux que ses patrons de Londres; il savait qu'il ne trouverait aucun appui dans l'armée actuelle, qu'en arrivant en Espagne il se verrait complétement isolé, et que pour lui c'était, selon le proverbe, aller se jeter dans la gueule du loup. Aussi a-t-il répondu aux reproches mal déguisés de pusillanimité qui lui étaient adressés en allant tout simplement se promener à Birmingham, comme autrefois il faisait ses campagnes en se mettant bien tranquillement au lit.

Nous le répétons, c'est lui qui a le mieux jugé la situation. Il a compris que ses amis se faisaient des illusions, qu'ils se perdraient par l'abus même qu'ils faisaient de leur triomphe momentané, et c'est en effet ce qui est arrivé. Il n'est pas besoin d'aller bien loin pour chercher la véritable cause de la révolution ministérielle qui a eu lieu à Madrid. La jeune reine a eu peur des progressistes; elle a eu peur de ces figures sinistres associées aux plus tristes souvenirs de son enfance. Comme ces élémens impurs qui, dans les jours d'orage, remontent des bas fonds à la surface, elle a vu reparaître ces hommes de désordre et de révolution qui avaient naguère battu son trône naissant avec les flots de la guerre civile et des discordes sanglantes, et, arrivée presque au bord de l'abîme, elle a ouvert les yeux.

Le plan des progressistes et du ministère de MM. Bulwer et Salamanca n'était plus un secret. Il était tout simplement de dissoudre les cortès actuelles, de faire voter par de nouvelles cortès le divorce de la reine, de faire déclarer la déchéance éventuelle de M[me] la duchesse de Montpensier, et de remarier la reine avec le fils de don Carlos. Nous ne savons pas si M. Bulwer allait plus loin que

ne le voulait son gouvernement, mais il était sur les lieux, et il croyait sans doute pouvoir jouer toute la partie.

Nous avons dit le but, nous avons une certaine répugnance à dire les moyens; mais enfin les manœuvres du parti progressiste et anglais à Madrid ont reçu une publicité que nous ne pouvons pas leur retirer. Il paraîtrait donc que MM. Salamanca et Bulwer n'auraient pas trouvé dans les entourages de la reine toute la docilité de caractère qu'ils y auraient désirée, et qu'ils auraient cherché à substituer aux influences existantes d'autres influences plus obéissantes et plus dévouées à leurs vues. On a prononcé des noms propres, plus ou moins propres. On a parlé d'un certain colonel, ancien officier de l'état-major d'Espartero, et qui, sans doute pour mieux garder l'incognito, était allé faire du tapage dans les bureaux d'un journal.

Toujours est-il que la manœuvre avait été assez bien menée pour avoir été sur le point de réussir. Le terrain avait été très adroitement miné, et le général Serrano lui-même ne savait pas jusqu'à quel point son influence était compromise. Il ne le sut que lorsqu'il lui fut dit directement qu'une séparation était devenue nécessaire. L'hostilité déclarée du parti progressiste le rejetait naturellement du côté du parti modéré; il avait des amis et des frères d'armes dans le ministère même de M. Salamanca; les relations ne furent pas difficiles à établir, et dans la soirée du 3 octobre, le général Narvaez, duc de Valence, était nommé président du conseil. On assure que, pendant la conférence dans laquelle furent signées les ordonnances, M. Bulwer et M. Escosura, ministre de l'intérieur, tentèrent vainement d'être reçus au palais. On ajoute que le colonel Gandara, après une entrevue avec M. Bulwer, chercha aussi à se faire admettre, et n'eut pas plus de succès. Quant à M. Salamanca, il avait une telle sécurité, qu'il était allé se promener à Aranjuez. Il ne revint que le soir pour aller au spectacle. Ce fut M. Ros de Olano, un des ministres, qui contresigna l'ordonnance royale appelant le duc de Valence à la présidence du conseil. M. Escosura se trouvait chez M. Ros, quand le général Narvaez s'y présenta; il prit l'éveil et alla prévenir MM. Salamanca, Goyena, Cortazar et Sotelo, puis tous quatre s'assemblèrent au ministère des affaires étrangères pour délibérer. Le général Narvaez, en grand uniforme, tomba au milieu de ce conseil, et y entra un peu comme Louis XIV dans le parlement. Il était trois heures du matin. Le général, avec beaucoup de sang-froid, annonça à M. Salamanca et à ses collègues que la reine l'avait chargé de composer un nouveau cabinet, et de leur demander leur démission. On dit que M. Salamanca et M. Escosura firent une certaine apparence de résistance, et que le dernier demanda qui avait contresigné les ordonnances, sur quoi M. Ros de Olano, qui accompagnait le duc de Valence, se montra et répondit : « C'est moi; » ce qui mit fin à toute nouvelle interrogation.

Ainsi s'est terminée cette crise bizarre, et assurément c'était la meilleure solution qu'elle pût recevoir. Depuis ce moment, la reine est, dit-on, très gaie; elle raille assez spirituellement ses anciens ministres. M. Salamanca, dans l'audience habituelle de congé qu'il a reçue, a été très froidement accueilli. Il reste maintenant à désirer ce que des intrigues fort peu honorables ont jusqu'à présent empêché, la réconciliation de la reine avec son mari. Il y a lieu d'espérer que ce rapprochement si désirable ne tardera pas à se faire. Au milieu des embûches et des obsessions dont elle était entourée, la jeune reine prononçait avec

larmes le nom de sa mère. La reine Christine est partie pour aller rejoindre sa fille; elle retourne à Madrid, rappelée par la reine et par le vœu unanime du conseil des ministres. Elle peut y rentrer sans craindre d'y rencontrer, entre elle et sa fille, un obstacle qui blesse sa dignité maternelle. Même après l'éloignement du ministère Salamanca, il restait encore une grande difficulté à vaincre pour amener la réunion de la reine et du roi. On la comprend sans que nous ayons besoin de la désigner plus clairement. Cette difficulté n'existe plus, et rien ne s'oppose désormais à ce que le roi rentre dans le palais devenu libre.

Le premier acte du nouveau président du conseil a été de convoquer les cortès pour le 19 novembre. C'est la meilleure réponse que pût faire le général Narvaez aux doutes conçus sur la sincérité de ses sympathies constitutionnelles et libérales. Il faut espérer qu'il persévérera dans cette voie. L'attitude calme, patiente et courageuse qu'il a eue pendant toute la durée de cette crise lui fait le plus grand honneur. La place n'était pas toujours sûre, et dans un pays comme l'Espagne, c'était jouer gros jeu que de rester.

Le parti modéré est revenu au pouvoir; sera-ce pour long-temps? C'est ce que personne ne peut dire. Dans tous les cas, ce qui vient de se passer en Espagne sera pour le jugement de l'Europe un spectacle instructif. Avec le retour du parti modéré, c'est-à-dire du parti auquel on donne le nom de français, l'harmonie est rétablie entre les pouvoirs publics, le scandale qui environnait la royauté disparaît, la cause même en est écartée, et de tristes différends domestiques sont près de s'apaiser, tandis que de l'autre côté tous les efforts, toutes les intrigues, toutes les manœuvres, tendaient à remplacer et à perpétuer le scandale, à envenimer les discordes et à bouleverser l'ordre établi par la constitution. Ce que nous voudrions bien savoir, c'est si l'Angleterre, la protestante et religieuse Angleterre, qui professe un si grand respect des vertus de famille, approuve la conduite de son représentant, et lui pardonne en faveur du but les moyens si éminemment moraux dont il s'est servi et auxquels il s'est associé.

En Italie, l'aspect des affaires tend à devenir plus calme. Le mouvement libéral se régularise insensiblement; les gouvernemens semblent avoir compris qu'il valait mieux le diriger en s'y associant que de l'exaspérer en y résistant. La nouvelle de l'évacuation de Ferrare, qui avait été donnée comme positive et avait été l'objet de commentaires précipités, n'était pas exacte. Nous espérons cependant qu'elle n'était que prématurée. L'attitude de résistance passive, de protestation vivante, qu'a prise le pape Pie IX, portera nécessairement ses fruits. En attendant, le pontife libéral poursuit avec calme et avec persévérance le cours de ses réformes. Celle qu'il vient d'entreprendre en dernier lieu est une des plus importantes et sera une des plus fécondes. C'est une sorte d'introduction de la société civile au cœur même de la société ecclésiastique. L'Italie, comme tous les pays très désorganisés, a plus besoin de réformes administratives que de réformes politiques. Désormais Rome et la campagne romaine seront, comme les autres départemens de l'état, représentées et administrées par un conseil délibérant et une magistrature administrative. Le conseil municipal, composé de cent membres, sera nommé la première fois par le souverain, et se renouvellera ensuite par tiers, tous les deux ans, par le vote de ses membres. La magistrature municipale, qui s'appellera le sénat de Rome, se composera d'un sénateur et de huit adjoints. Peut-être cette nouvelle organisa-

tion éprouvera-t-elle quelques difficultés à s'établir, la création des institutions devance peut-être un peu celle des hommes; mais enfin la base d'une administration laïque est jetée à Rome même, et c'est un grand pas. Le peuple de Rome a fait le 3 octobre une grande procession aux flambeaux à l'occasion du dernier *motu-proprio*. Quatre à cinq mille hommes, dans l'ordre le plus parfait, sont allés recevoir la bénédiction du saint-père avec leurs drapeaux. Le gouvernement s'était chargé d'armer à ses frais la garde civique; mais les populations préfèrent s'imposer à elles-mêmes cette charge, qui écraserait le trésor. De tous côtés, des souscriptions ont été ouvertes pour cet objet; ce sera pour le pays une taxe spontanée et volontaire de 15 à 16 millions, le quart du budget. On ne saurait assez rendre hommage au zèle déployé par la population romaine, mais surtout à la conduite pacifique, régulière et digne qu'elle garde au milieu même de son empressement.

En Toscane, le parti du progrès modéré a aussi le dessus. Le grand-duc a changé son ministère, et le choix de ses nouveaux conseillers prouve qu'il est disposé à accepter les conséquences des concessions qu'il a déjà faites à son peuple. Tant qu'il restait sous l'influence de conseillers comme M. Pauer et le président Bologna, on pouvait douter de la sincérité ou de la persévérance de ses bonnes intentions. Les noms du marquis Ridolfi et du comte Serristori répondent heureusement à ces inquiétudes. Ce que le parti libéral, en Toscane, doit d'abord s'attacher à obtenir, c'est un nouveau système municipal; ce sera tôt ou tard la base d'un système constitutionnel.

Les nouvelles du royaume des Deux-Siciles sont un tissu de contradictions. De ce côté, du reste, si nous avions les desseins plus que profonds qu'on nous prête, nous ne pourrions que désirer des bouleversemens. Un journal anglais fort sérieux n'a-t-il pas découvert dernièrement que si M. le duc d'Aumale s'en allait en Afrique, c'était pour se trouver avec cent mille hommes à portée de l'Italie méridionale et se tailler un royaume dans les domaines du roi de Naples! M. le duc de Montpensier roi d'Espagne, M. le prince de Joinville empereur du Brésil, M. le duc d'Aumale roi de Sicile! Après avoir si bien établi ses fils, le roi Louis-Philippe pouvait se reposer en paix. Nous ne voulons pas être aussi ridicules, nous ne voulons pas même dire que l'Angleterre jette des regards de convoitise sur la Sicile, quoiqu'on l'ait dit souvent; mais enfin l'Italie est-elle bien sûre du parfait désintéressement du gouvernement anglais? Le pape est-il persuadé, par exemple, que les affaires d'Espagne soient complétement étrangères à la résolution qu'a prise la cour de Londres d'envoyer un ambassadeur à la cour de Rome?

En Piémont, le revirement que nous appréhendions s'est produit. Le comte de Villamarina s'est démis de tous ses emplois; M. de la Marguerite reste au ministère. Ce fait n'a besoin d'aucun commentaire. Le roi Charles-Albert s'est bien pressé de détruire les espérances qu'on avait fondées sur lui.

En Grèce, les conséquences de la mort de M. Coletti ne se sont pas encore manifestées, mais elles ne peuvent tarder à se faire sentir. Cette mort est pour la Grèce elle-même une perte irréparable, pour la France un événement très regrettable, mais il faut savoir tirer même d'un malheur le meilleur parti possible. Or, le changement survenu dans le personnel du gouvernement hellénique aura peut-être pour effet de rendre plus facile la solution de plusieurs difficultés inté-

rieures et extérieures. M. Coletti, on peut le dire, avait fini par être trop fort; la prépondérance qu'il avait acquise était peut-être trop exclusive pour n'être pas un peu anormale. Ainsi les dernières élections lui avaient donné une législature dans laquelle il avait non pas seulement la majorité, mais l'unanimité. Il n'y avait pas d'opposition. En apparence, cela peut rendre le gouvernement plus facile; en réalité, cela le rend moins sûr. Un gouvernement constitutionnel implique nécessairement l'existence d'une minorité, d'une opposition. Quand la minorité n'est pas représentée dans les pouvoirs légaux et réguliers, elle cherche sa satisfaction dans une opposition extra-légale et extra-parlementaire. Les amis véritables de M. Coletti en étaient réduits à désirer pour lui moins de succès et moins de pouvoir. Le résultat des élections avait dépassé leurs désirs et leurs espérances, et peut-être serait-il devenu nécessaire d'avoir recours à un nouvel appel au pays uniquement pour trouver une opposition. La grande et légitime influence personnelle qui avait rallié autour d'elle toute la législature grecque a maintenant disparu, et il n'est pas probable qu'il s'en trouve une autre capable de lui succéder et de la remplacer. On peut donc s'attendre à voir s'opérer en Grèce une dislocation et par suite une classification nouvelle des partis. En même temps, la lutte qui y était directement établie entre les influences étrangères perdra de son activité et de son acrimonie, et nous devons dire qu'à notre avis ce ne sera pas un grand mal. Il y avait à Athènes des partis trop exclusivement français et trop exclusivement anglais, et l'antagonisme des deux influences y avait pris un caractère d'hostilité dont la Grèce elle-même aurait fini par souffrir. Du reste, dans cette lutte, le beau rôle était pour la France; la libéralité et le désintéressement étaient de son côté, et l'attitude de créancier et d'huissier qu'avait prise le gouvernement anglais était fort peu à son honneur. La nation grecque saura tôt ou tard faire la part des deux conduites; mais en ce moment il est peut-être à désirer que les deux gouvernemens profitent de l'occasion qui leur est offerte de se relâcher de leur mutuelle animosité. Tout le monde, à commencer par la Grèce, ne peut qu'y gagner.

La diète suisse s'était, on s'en souvient, ajournée au 18 octobre. Cette réunion nouvelle sera-t-elle le signal d'une guerre civile? On le dit beaucoup. Nous avouons cependant que nous en doutons encore. Nous avons entendu tant et tant de fois répéter qu'une explosion en Suisse était inévitable, infaillible, immédiate, et que le feu allait être mis le lendemain matin aux vingt-deux cantons, qu'à la fin nous nous sommes un peu blasés sur l'imminence de ce danger. En France, où l'on a l'habitude de passer assez vite de la parole à l'action, on a une certaine peine à comprendre que la diète suisse prenne régulièrement tous les ans plusieurs résolutions, et se dispense presque aussi régulièrement d'en exécuter aucune; mais il faut prendre les peuples comme ils sont. Combien de fois, par exemple, la diète n'a-t-elle pas voté la révision du pacte fédéral! Combien de fois n'a-t-elle pas nommé des commissions pour en préparer un nouveau! Chaque fois cependant il a été impossible de l'entendre, et, au milieu de ces controverses interminables, ce pauvre pacte, déchiré et lacéré tour à tour de tous côtés, a néanmoins continué sa marche, et il se soutient encore tant bien que mal.

De ce que la diète a voté cette année, avant de se séparer, la dissolution du *Sonderbund* ou de la ligue des sept cantons, on en conclut qu'elle est forcément

engagée à la mettre à exécution. C'est une erreur; elle en a la faculté, mais il reste encore à savoir si elle en usera. Les termes même de l'arrêté fédéral n'engagent point la majorité d'une manière irrévocable. Que dit cet arrêté? Que l'alliance séparée des sept cantons étant incompatible avec les dispositions du pacte fédéral, cette alliance est déclarée dissoute, et que la diète *se réserve*, *si les circonstances l'exigent*, de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter son arrêté.

La question actuelle de paix et de guerre sera donc résolue par les circonstances. Or, nous croyons que les circonstances sont encore de nature à faire réfléchir les cantons radicaux, qui sont impatiens de renouveler sur les cantons catholiques l'invasion des corps francs. Les souvenirs de cette malencontreuse expédition sont restés, après tout, fort peu populaires en Suisse. Il est vrai que, dans le cas présent, l'invasion des cantons de la ligue aurait un autre caractère, et serait, au moins en apparence, revêtue d'une sanction légale; mais quand il s'agira de marcher sur des concitoyens, sur des confédérés qui ne sont que sur la défensive, les contingens fédéraux y regarderont à deux fois. Ce qui prouverait au besoin que la guerre n'est pas en Suisse aussi populaire qu'on veut bien le dire, c'est que, dans les cantons radicaux, les gouvernemens n'ont pas osé faire appel au peuple. Ainsi, dans les cantons catholiques menacés par l'arrêté de la diète, dans Uri, Schwytz, Unterwald, Lucerne, Fribourg, Zug, le Valais, la *Landsgemeinde* a tenu ses assises, le peuple a été consulté, et il a répondu à la demande de ses gouvernans par une approbation complète et unanime. A Zurich, à Berne, à Schaffouse et dans le canton de Vaud, c'est en vain que les partisans de la paix ont aussi réclamé un appel au peuple; les gouvernemens ont reculé devant cette épreuve.

Que la supériorité apparente des forces soit du côté des radicaux et du parti de la guerre, c'est ce qu'il serait difficile de nier. Ainsi le contingent fédéral des douze et deux demi-cantons qui ont voté la dissolution de la ligue est de cinquante mille hommes, tandis que celui des sept cantons du *Sonderbund* n'est que de onze mille. Néanmoins il y a quelque chose qui compenserait jusqu'à un certain point cette inégalité de forces : c'est que d'un côté on n'est pas unanime pour attaquer, et que de l'autre on est unanime pour se défendre. Ainsi, dans les états catholiques et les états mixtes, il sera difficile d'armer les catholiques contre leurs coreligionnaires, et, si on n'envoie en expédition que les protestans, alors les catholiques, restés seuls gardiens du foyer et maîtres de la place, pourraient profiter du moment pour changer le gouvernement à l'intérieur. Genève même, malgré sa dernière révolution, et bien que dominée par le radicalisme, a aussi les mains liées, car les radicaux y ont besoin de la démocratie catholique pour faire contrepoids à l'aristocratie protestante.

C'est donc sur trois cantons, c'est-à-dire sur Berne, Zurich et Vaud, que retomberaient principalement les charges de la guerre; ce seraient eux qui auraient à faire exécuter l'arrêté de la diète. L'oseront-ils et le pourront-ils? Ils auraient affaire à des populations combattant *pro aris et focis*, ils s'engageraient dans une lutte où les femmes et les enfans prendraient les armes. Et la guerre elle-même serait-elle une solution? Non. Ce n'est pas le *Sonderbund* que la victoire des radicaux détruirait, c'est la confédération elle-même; car, en admettant pour un moment que le Valais, que Fribourg, que Lucerne, fussent

écrasés par des forces supérieures, l'invasion s'arrêterait toujours à l'entrée des montagnes des petits cantons primitifs. On se rappelle ce qu'il en a coûté en 1798 aux armées françaises pour réduire ces populations inexpugnables. Ce sont toujours les mêmes cœurs libres, les mêmes bras forts, animés encore du même amour de la patrie et de la religion. La guerre ne laisserait à ces cantons, les fondateurs de la Suisse, d'autre ressource que de se retirer de la confédération.

Toutes ces considérations pèseront d'un certain poids sur les résolutions de la diète, qui va se réunir dans trois jours à Berne. Le parti radical sait, d'ailleurs, qu'il ne peut compter, dans ses tentatives pour troubler la paix, sur aucune sympathie extérieure. Nous ne croyons pas que lord Minto, en passant par la Suisse pour aller à Rome, ait donné au parti de la guerre aucune espèce d'encouragement; nous sommes plutôt portés à penser le contraire. D'un autre côté, les gouvernemens de l'Europe se préoccuperaient nécessairement d'un état de choses qui serait de nature à altérer les relations créées par les traités, et les gouvernemens limitrophes de la Suisse auraient quelque raison de s'inquiéter plus que les autres et de manifester leurs inquiétudes par quelques mesures de précaution. Toutes ces causes réunies nous font encore douter, malgré toutes les apparences, qu'une guerre immédiate soit inévitable en Suisse.

En Angleterre, la crise financière, loin de diminuer, s'aggrave encore. De nouvelles faillites sont venues s'ajouter aux désastres déjà connus, et la banque resserre de plus en plus ses escomptes. Une des principales causes de ce malaise est dans l'excessive sévérité du bill de 1844, qui renferme l'action de la banque d'Angleterre dans des limites trop étroites, et il est probable que, dans la prochaine session du parlement, toutes les questions qui se rattachent au crédit seront reprises en sous-œuvre. Le bill de sir Robert Peel sera l'objet de vives attaques, et sera sans doute amendé sur quelques points. En attendant, les embarras de nos voisins augmentent : c'est une véritable panique. L'annonce de l'emprunt que vient d'ouvrir le gouvernement français a imprimé un nouveau mouvement de baisse à la bourse de Londres. Le *Morning Chronicle* ne va-t-il pas jusqu'à engager la banque d'Angleterre à refuser plus que jamais de faire des avances sur dépôt de fonds publics, dans la crainte que ces avances ne servent à prendre un intérêt dans l'emprunt français? C'est pousser loin, on en conviendra, l'isolement financier. On dirait que quelques organes de la presse anglaise éprouvent une sourde irritation, parce que notre situation économique, tout en ayant ses complications et ses difficultés, est en ce moment meilleure que celle de la Grande-Bretagne. Si nous indiquons en passant cette supériorité relative, nous ne nous faisons pas illusion sur ce que l'état de nos propres finances a de grave et de tendu. Le gouvernement a reconnu qu'il lui était impossible de se passer de l'emprunt; seulement il n'a émis que pour 250 millions de rentes, et il en a échelonné le versement sur vingt-cinq mois. 100 millions restent en réserve, tant pour les éventualités futures que pour l'amortissement. Certes on pourrait désirer pour l'ouverture et pour l'adjudication de l'emprunt un meilleur état de la place; cependant il ne faut pas non plus fermer les yeux sur tout ce qui peut contribuer à relever les affaires. Nous n'avons pas à craindre pour l'hiver prochain le malaise dont les classes laborieuses souffraient si vivement encore il y a quelques mois. L'industrie doit recevoir un heureux contrecoup des prospérités de l'agriculture.

Deux traités de commerce, qui ne sont pas sans importance, viennent d'être conclus, l'un avec la Perse, l'autre avec Naples. Jusque dans ces derniers temps, la France n'était pas en relations commerciales directes avec la Perse. Désormais, par la convention qu'a signée, le 24 juillet dernier, M. de Sartiges, notre envoyé à Téhéran, la France se trouvera, envers la Perse, dans les mêmes conditions que la Russie et la Grande-Bretagne, et elle profitera de tous les abaissemens de tarif qui pourront être dans l'avenir accordés à ces deux puissances. Il ne faut pas perdre de vue que les relations avec la Perse prendront un nouvel accroissement par suite de l'établissement des lignes de bateaux à vapeur qui sillonnent la Méditerranée, et qui se prolongent aujourd'hui jusqu'au port de Trébizonde. La nouvelle convention avec la cour de Naples est destinée à compléter les clauses du traité de commerce qui avait été conclu, il y a deux ans, le 14 juin 1845; elle statue que toutes les productions du sol et de l'industrie des deux pays seront soumises aux mêmes droits, jouiront des mêmes faveurs, et elle accorde les mêmes immunités aux navires des deux nations. Ces transactions, et d'autres encore qui se préparent, dénotent, dans le département des affaires étrangères, une intelligente activité. D'un autre côté, de nouveaux agens sont envoyés dans des postes importans. M. de Bacourt est nommé ambassadeur à la cour de Madrid, et M. de Billing remplace à Francfort M. de Chasseloup-Laubat. Le ministère a pensé que le moment où les affaires en Espagne revenaient aux mains du parti modéré était bien choisi pour donner un successeur à M. Bresson. Si Francfort n'est pas, à proprement parler, un terrain politique, c'est un poste auquel le séjour de la diète donne une signification particulière, et qui demande dans celui qui l'occupe une connaissance approfondie du droit public de l'Europe. Aussi, M. le baron de Billing, esprit appliqué et studieux, qui compte plus de vingt ans de services dans la diplomatie, y sera bien placé. Si la santé de M. de Varennes ne lui permettait pas de prolonger plus long-temps son séjour à Lisbonne, c'est M. le duc de Glucksberg qui serait nommé ministre plénipotentiaire auprès de la reine dona Maria.

Les événemens de l'Italie préoccupent l'opinion publique en Angleterre et en Allemagne par certains côtés assez caractérisés et assez spéciaux pour qu'il ne soit pas inutile d'examiner l'attitude qu'on a prise dans ces deux pays au sujet d'une si grave question. C'est encore une manière d'apprécier l'esprit d'un peuple que de voir le contre-coup qu'il reçoit des affaires mêmes dans lesquelles il n'est pas mêlé.

En Allemagne, il y a pour l'instant, à propos de l'Italie, deux sentimens qui se heurtent et se combattent de la façon la plus curieuse du monde : le sentiment libéral, qui cherche noise au régime absolu de l'Autriche et se réjouit ostensiblement des embarras qu'il rencontre de l'autre côté des Alpes; le sentiment allemand, qui ne peut pas admettre que ce ne soit toujours un grand service rendu à l'humanité de porter quelque part l'influence germanique, et qui regimbe à la seule pensée de voir reculer son drapeau.

Les libéraux accusent tout haut le cabinet de Vienne, ils lui montrent comme un modèle l'exemple de la Prusse, ils lui annoncent qu'il perdra la suprématie de l'Italie, comme il a perdu celle de l'Allemagne. Couverts contre la censure par l'éloge qu'ils font du cabinet de Berlin, ils rappellent à l'Autriche les contradictions de sa politique, qui sont pourtant, il faut le dire, les contradictions de

tous les princes allemands. Ils saisissent avec empressement cette occasion nouvelle de rappeler les promesses de 1813, si vite et si rudement démenties. — Le même *Observateur autrichien*, qui incriminait hier tous les mouvemens spontanés des peuples, qui parlait hier si dédaigneusement de l'opinion publique, en appelait aux peuples dans son numéro 23, de l'année 1813, comme aux alliés naturels des puissances armées, et ces puissances proclamaient à Kalisch que quiconque ne s'unirait point à elles « serait anéanti par la force de l'opinion. » Le même empereur François, qui disait en 1821 que le monde déraisonnait lorsqu'il demandait des constitutions, avait dit en 1815 : « La ferme volonté du monarque, c'est de voir l'esprit propre à chacune des différentes nations de l'empire s'enrichir et se développer librement par une éducation meilleure, par une plus grande franchise de la presse, par un plus haut enseignement, par un emploi plus large des trésors de la culture étrangère. » — On somme aujourd'hui l'Autriche de prouver l'usage qu'elle a fait de ces belles maximes dans ses rapports avec l'Italie. On reconnaît qu'elle a protégé les intérêts matériels, construit des chemins de fer, ouvert un port franc à Venise, utilement surveillé la grande industrie lombarde, plus utilement encore modéré l'ascendant du clergé; mais de ces aveux mêmes on tire parti pour montrer combien il sert peu de vouloir étouffer avec de pareilles satisfactions les besoins bien autrement vifs d'indépendance intellectuelle et morale. Qu'arrive-t-il en effet? Ce gouvernement protecteur est, au dire même des Allemands et d'après les statistiques allemandes, poursuivi par une aversion toujours croissante. D'où vient ce progrès trop cruellement significatif, sinon de ce que le ressentiment d'une injuste nullité politique a gagné d'en haut jusqu'aux rangs inférieurs, et produit partout la désaffection?

Il en est cependant, et ce ne sont pas les organes les moins fidèles de la vraie pensée allemande, il en est qui s'étonnent de cette désaffection et crient à l'ingratitude. L'Italie, disent-ils, a toujours été comme un champ clos où les gens du nord et du midi sont venus se battre; le duché de Milan est depuis trois cents ans dans la maison d'Autriche, et l'Autriche est une puissance allemande. Il ne faut pas la laisser dépouiller; il ne faut pas que les gibelins cèdent maintenant la place aux guelfes. Sans doute on ne peut refuser toute sympathie aux efforts du patriotisme italien; mais l'intérêt de l'Autriche, c'est un intérêt germanique : on doit prendre garde de l'affaiblir en défendant trop chaudement la cause des nationalités. La politique pratique doit réfréner les emportemens trop généreux de la politique historique. On aime l'Italie comme on aime la Pologne; il y a pourtant des fatalités supérieures à toutes les sympathies, et l'on sacrifierait son dernier homme et son dernier écu plutôt que de rendre jamais Posen à la nationalité polonaise, parce que Posen est indispensable pour couvrir la frontière prussienne. La puissance de l'Autriche en Italie n'est pas moins rigoureusement nécessaire pour protéger la frontière méridionale de l'Allemagne. Il y a plus : entre l'Allemagne entière et l'Autriche, la solidarité est indissoluble, et vouloir diminuer l'Autriche dans la région du Pô, c'est menacer l'Allemagne sur le Rhin. La France, qui a jadis elle-même si fort maltraité l'Italie, serait aujourd'hui toute prête à y rentrer pour venir ensuite peser sur les peuples germaniques de tout le poids que lui donnerait encore une fois l'hégémonie des peuples latins.

Nous relevons avec quelque intention dans la *Gazette de Brême* cette singu-

lière dialectique, à peu près reproduite par le *Correspondant de Nuremberg*. Nous nous en souviendrons à l'occasion, lorsque l'Allemagne recommencera d'une manière ou de l'autre ce grand bruit avec lequel elle aime à témoigner du sentiment de son unité nationale. Elle est encore fort occupée de réclamer au Danemark ses frères du Holstein et du Schleswig. Le Danemark n'a-t-il pas besoin de cette annexe pour se couvrir, tout comme la Prusse a besoin de Posen, et l'Autriche de Milan? L'argument vaut-il moins d'un côté que de l'autre? Hambourg vient de refuser très énergiquement d'accéder au système de droits différentiels proposé par la Prusse, pour fonder au profit du Zollverein un empire maritime semblable à celui que l'*acte de navigation* assura jadis à l'Angleterre. Hambourg, dont le port souffrirait naturellement de l'introduction d'un régime protecteur, ne s'est pas laissé prendre à ces ambitieuses visées, et de plus belle on lui jette la pierre : on l'accuse, dans toute la presse d'outre-Rhin, de trahir la patrie commune; on lui fait honte de n'avoir pas le cœur allemand; on élève aussi haut que possible le respect et l'empire de ce grand mot de nationalité. Hambourg, à moitié anglais, ne se croit pas plus obligé vis-à-vis du dogme de la nationalité allemande que les défenseurs de l'ascendant autrichien en Italie ne croient l'Autriche obligée vis-à-vis de la nationalité italienne. C'est là tout son crime. Il n'est pas de peuple qui, plus que le peuple allemand, ait prêché souvent et porté haut le droit des nations à garder toujours une existence distincte en vertu de la distinction des races et des langues; il n'en est pas qui ait violé davantage ce droit imprescriptible.

L'Angleterre juge les événemens d'Italie d'un point de vue moins étroit, et la manière dont la question y est posée fait plus d'honneur au progrès de l'esprit public. Le sentimentalisme germanique trouve de bonnes raisons pour ne pas être trop exigeant quand il s'agit de retenir les conquêtes de la force et de la diplomatie. Les préjugés religieux de l'Angleterre, les aveugles rancunes du protestantisme, s'effacent aussitôt que le commandent les grands intérêts de la politique européenne. Il semble que ceux qui gardent encore aujourd'hui d'une façon plus spéciale le beau nom de whigs doivent être récompensés par les événemens de l'inaltérable fidélité qu'ils ont toujours vouée aux doctrines libérales. Ce sont eux qui achèvent de rompre toutes les barrières que l'esprit de secte avait élevées autour de la constitution anglaise; ils vont introduire les Juifs dans le parlement, ils entrent en négociation directe avec le pape. Il ne faut pas s'y tromper, c'est encore un signe du temps, et nulle part ces signes ne sont aussi clairs que dans les modifications intérieures du régime de la Grande-Bretagne. La brèche faite à la constitution en 1829 et en 1831 s'élargit tous les jours. L'église établie, le plus solide pilier du vieil édifice aristocratique, perd de plus en plus sa raison d'être à mesure qu'elle se lie moins logiquement à tout l'ensemble des institutions. Qu'est-ce que sera dans l'état la papauté de la reine, quand, à côté de celle-là, l'état admettra lui-même qu'il puisse y avoir pour une autre église une autre papauté? Ce qui perpétue les régimes caducs, c'est l'opiniâtreté avec laquelle ils s'obstinent à ne pas reconnaître tout ce qui se fait dans le présent en dehors d'eux et contre eux. Une fois qu'ils pactisent avec les nouveaux principes, leur fin approche. Dans la stricte rigueur des lois anglaises, dans l'esprit de 1688, le pape n'existe pas pour le gouvernement britannique; il n'y a qu'un évêque de Rome, qui n'a pas encore reconnu la légitimité de la

couronne d'Angleterre, qui a jeté l'interdit et l'anathème sur les princes, sur le peuple et sur le clergé de la Grande-Bretagne. On peut rester en trève avec lui, on peut même l'aider par quelque intervention indirecte, comme on le secourut en 1797, mais on ne peut conclure d'alliance et de paix avec lui sans transgresser ouvertement les lois du royaume. *Nolumus leges Angliæ mutari.* C'est l'avis du *Standard*. Il est vrai que le journal tory trouve encore moyen d'arranger les choses pour rompre « cet exécrable projet de reconnaître l'autorité papale dans l'empire britannique; » le pape n'a qu'à « renoncer d'abord à cette autorité usurpée; » on verra ensuite à traiter avec lui!

Ce n'est là que l'impuissante rebellion de ce torysme inintelligent qui soulevait autrefois les masses au cri de *No popery!* Mais les masses aujourd'hui ne s'effraient plus si facilement; elles s'inquiètent assez peu de savoir si la bulle *In cœnâ Domini* est ou n'est pas retirée. Le simple bon sens leur montre que, l'état subsistant par lui-même en dehors de l'église, il importe peu qu'il y ait deux papes au lieu d'un, puisque l'un pas plus que l'autre n'aura maintenant d'autorité sur l'état. Ce fut une grande affaire quand, il y a quelques années, un prélat irlandais osa prendre le titre de son diocèse et ajouter à son nom celui d'une ville déjà occupée par un siége anglican. La hiérarchie catholique s'asseoit aujourd'hui en Angleterre même à côté de la hiérarchie anglicane, sous la direction suprême du docteur Wiseman. La plus belle grace que l'on fera peut-être à l'église officielle, ce sera d'appeler M. Wiseman évêque de Westminster et non pas évêque de Londres, comme son collègue protestant; mais il n'en sera pas moins un évêque anglais qui ne relèvera ni du parlement, ni de la reine. « Le pape, disait lord Clarendon, peut créer des évêques; mais il est coupable d'une impudente usurpation quand il donne des évêchés sur les domaines de sa majesté britannique. » Le temps est passé de ces pures maximes anglaises. Le *Times*, le journal anglais par excellence, parle sans trop de gène « du pouvoir de contrôle » que le saint-siége exerce dans le royaume (*a certain controlling power*). C'est admettre, en langage d'à présent, que l'Angleterre doit, encore à la façon d'à présent, payer le denier de saint Pierre. Le catholicisme gagne probablement à des concessions si publiques; mais il est un autre principe qui n'est ni catholique ni protestant, et qui gagne bien davantage encore à cette révolution : c'est le principe politique de la complète indépendance de l'état en présence des cultes qui peuvent se partager les individus.

La dernière victoire remportée par les troupes américaines dans le voisinage de Mexico sera-t-elle assez décisive pour amener la paix? La paix, également désirée des deux côtés, est par malheur aussi difficile à signer d'un côté que de l'autre. Le Mexique n'a point de soldats pour faire la guerre sur les champs de bataille, et il a une populace indisciplinée pour la demander dans les rues. Un ancien ministre américain à Mexico faisait dernièrement un pitoyable portrait de cette armée qui vient d'être si souvent battue. Des recruteurs vont à la chasse des Indiens dans les montagnes, et les amènent enchaînés dans la capitale; arrivés à la caserne, on les habille de toile ou de serge, puis on les exerce à marcher en colonnes dans les rues. Il n'y en a pas un sur dix qui, avant d'être enrégimenté, ait jamais vu un fusil; pas un sur cent qui l'ait manié : dans une bataille entre Santa-Anna et Bustamente, les coups de canon ne portaient pas, et les boulets tombaient au beau milieu des deux armées. Nous faisons la part

de l'exagération du patriotisme américain; mais, cette part faite, on comprend encore que de pareils soldats se défendent mal devant les tireurs du Tenessee, et cependant l'orgueil du sang espagnol se refuse à plier sous le joug des Yankees. Comme il n'y a rien au Mexique qui soit organisé, rien de constitué, le pays en masse ne saurait présenter de résistance; par la même raison, il ne saurait non plus accepter d'arrangement solide, et là où les individus échappent à toute contrainte, il n'y a point de fonds à faire sur une soumission générale; le gouvernement mexicain fuit, pour ainsi dire, sous la main de ses vainqueurs, parce qu'il est tout entier dans l'autorité personnelle de tel ou tel chef, qui peut l'emporter avec lui partout où il ira.

Les Américains, de leur côté, paient la guerre à très haut prix : ils veulent apparaître sur le territoire mexicain en ennemis civilisés. Vivres, logemens, transports, ils ne prennent rien sans indemniser régulièrement les populations vaincues : celles-ci se trouvent fort bien d'être défrayées par les envahisseurs eux-mêmes, au lieu d'être pillées, comme d'habitude, par la soldatesque nationale; mais les troupes américaines n'en sont pas moins obligées d'occuper militairement le pays, et, sans parler de la dépense, il y a dans la prolongation de ce système guerrier un danger sérieux pour la constitution républicaine des États-Unis. Les généraux prennent trop d'importance, et de bons esprits appréhendent que l'habitude de gouverner en pays conquis n'influe malheureusement sur ceux qui seront ensuite appelés, par leurs fonctions politiques, à gouverner leurs libres concitoyens. Les généraux en viennent maintenant à compter des partisans; on se demande, par exemple, avec une certaine anxiété, si le brave Taylor est pour les whigs, et comme le vieux *rough and ready* observe jusqu'ici un silence très avisé, les démocrates veulent à toute force qu'il leur appartienne. Ce serait un cruel retour si l'extension du régime militaire allait compromettre la pureté des institutions civiles, et les Mexicains seraient bien vengés du gouvernement de Washington s'ils lui léguaient dans leur défaite les inconvéniens du leur.

Il y a là très certainement plus d'une raison de vouloir la paix. Aussi paraît-il que les frais de la guerre seront l'objet du débat capital dans le prochain congrès, et il est sûr aujourd'hui que l'opposition whig, c'est-à-dire le parti pacifique, sera en majorité dans la chambre des représentans. Les élections de l'Alabama, de l'Indiana, du Kentucky et du Tenessee ont procuré aux whigs une majorité qui ne peut pas être moindre maintenant de six voix, et dans le sénat, le tiers-parti de M. Calhoun (*balance-party*) est tout-à-fait animé contre les emportemens belliqueux de M. Polk. Quoi qu'il en soit néanmoins, il n'est pas plus aisé de décider la paix à Washington qu'à Mexico, et l'obstination plus ou moins volontaire avec laquelle Santa-Anna la repousse correspond assez bien à l'empressement plus ou moins sincère avec lequel le cabinet américain la propose. Whigs et démocrates, dans toute l'étendue de l'Union, sont naturellement préoccupés des approches d'une nouvelle présidence. La future session sera probablement remplie par les efforts que tenteront mutuellement les deux partis pour s'arracher la popularité. La question de la paix avec Mexico sera d'un grand poids dans la balance. Si le gouvernement traite en l'absence du congrès, la majorité whig, aussitôt réunie, incriminera son traité. Si la majorité whig, devenue maîtresse des affaires, conclut elle-même la paix, les démocrates, tombés en mino-

rité dans les chambres, s'agiteront davantage encore pour prendre leur revanche dans le pays, et le pays, à vrai dire, semble tout disposé à la leur donner.

Il y a maintenant aux États-Unis une passion de conquête qui change toutes les habitudes politiques et morales de la jeune société américaine. Rien n'est piquant comme l'effort d'esprit de *frère Jonathan* pour accommoder ces avides ambitions du génie militaire avec les règles fondamentales de sa constitution républicaine et les préceptes bourgeois de son existence civile. Il ne s'agit plus seulement de garder le Nouveau-Mexique et les Californies; on veut acheter Cuba au gouvernement espagnol et enlever les îles Sandwich au protectorat anglais; on s'appuiera solidement ainsi sur le Pacifique en même temps que sur l'Atlantique. Voilà de grands projets, mais, à lire les journaux américains, on n'entend point cependant guerroyer pour l'amour de la gloire et des conquêtes; on ne penserait point à s'étendre, si l'on n'avait une mission à remplir, une mission providentielle à laquelle on doit toute fidélité. Il faut empêcher les états européens de prendre pied dans le Nouveau-Monde au préjudice des institutions républicaines; il faut porter partout ces institutions qui doivent réunir toutes les Amériques dans une communion fraternelle. Le général Kearney appelle déjà les habitans de la Californie du nom de concitoyens; les soldats américains ne sont que des propagandistes, des missionnaires armés. On va loin avec cette pointe d'hypocrisie puritaine.

Il est curieux de voir comment cet esprit conquérant sait faire son chemin sans jamais oublier les précautions et la prudence. Les îles Sandwich sont l'objet de bien des convoitises; mais nulle convoitise ne s'explique mieux que celle des Américains, qui trouveraient ainsi une admirable station à moitié chemin de la Chine. La concurrence jalouse de l'Angleterre et de la Russie a garanti l'indépendance provisoire de ces îles, si bien situées sur la grande route de l'Océan Pacifique. Cette indépendance a bientôt profité aux États-Unis. Les missionnaires méthodistes se sont installés à la cour du petit souverain des Sandwich; des milliers d'Américains sont déjà venus se mêler à la population indigène : ils ont planté du sucre, du café, du cacao, du tabac, cultivé le coton et la soie, et fait leur fortune en convertissant les idolâtres. De 1836 à 1841, trois cent cinquante-huit baleiniers des États-Unis ont abordé à Honolulu. La bonne moitié de toutes les importations provient de la grande république américaine, et la valeur de ses intérêts commerciaux dépasse là d'un cinquième celle des intérêts anglais. Comment chasser les Yankees d'une terre qu'ils ont déjà dans les mains, le jour où il leur plaira de proclamer toute la place qu'ils y tiennent? Mêmes procédés au sujet de Cuba. On parle aujourd'hui tout haut à Washington de l'annexion de Cuba comme on parlait de celle du Texas et de l'Orégon. Or, en 1825, les États-Unis avaient déjà saisi l'occasion d'une croisière française établie dans les environs de Cuba et de Porto-Rico, pour déclarer au gouvernement français qu'ils ne souffriraient point que Cuba dépendît d'une autre puissance européenne que l'Espagne. La question a bien marché depuis, et, l'hiver dernier, des créoles de la Havane et des citoyens américains ont à peu près publiquement disputé des moyens de joindre aux États-Unis la belle colonie espagnole. C'est un thème qui reste à l'ordre du jour, malgré la part que la guerre du Mexique prélève sur l'attention générale. Il n'est pas de gazette qui ne déclare que Cuba relève des

États-Unis par sa position géographique, par la nécessité, par le droit même. Il est vrai qu'on ne dit pas par quel droit. Sans doute ce serait une merveilleuse acquisition que cette île féconde qui touche à la pointe des Florides et ferme le golfe du Mexique, qui donne à l'Espagne dix millions de piastres par an, qui compte un million d'habitans, qui est égale à l'Angleterre en superficie et renferme tous les trésors de la nature minérale ou végétale! Les politiques de l'Union doivent cependant y songer beaucoup avant de se laisser entraîner à couvrir ainsi les anciens territoires espagnols du pavillon américain. Les Saxons des états du nord ont déjà quelque peine à s'entendre avec l'émigration irlandaise et allemande; peut-on prévoir quel nouveau ferment de discorde s'introduirait dans la république par l'accession toujours croissante des races indisciplinables du midi?

De l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation moderne, par M. André-Louis Mazzini (1). — Ce livre est un véritable anachronisme et semble avoir été écrit pour prouver une fois encore que toutes les émigrations se ressemblent, et que les exilés de Coblentz ne sont pas les seuls qui n'aient jamais rien appris, rien oublié. Il y a dix ans, il aurait eu un sens; aujourd'hui ce n'est plus qu'un plaidoyer portant à faux et dénué de toute signification. Pour qui l'auteur a-t-il voulu écrire? Est-ce pour l'étranger? A-t-il eu la prétention d'initier l'Europe au secret des destinées de sa patrie? Mais il n'est à présent plus permis à personne d'assimiler la révolution qui s'opère en Italie à celles qui l'ont précédée. On sait qu'il n'y a plus de carbonari au-delà des Alpes, que les sociétés secrètes ont cessé d'exister du jour où quelques hommes courageux eurent le bon sens de transporter sur la place publique et en plein soleil les conjurations qui se tramaient autrefois dans le mystère des comités. Enfin on n'ignore pas que la *jeune Italie* s'est fondue dans cette grande opinion nationale qui en deux ans a rallié toutes les classes de la population, a intéressé le peuple, jusqu'à présent inerte et indifférent, et est enfin arrivée au pouvoir à Rome et en Toscane. A qui donc M. Mazzini persuadera-t-il que « la *jeune Italie* est le seul parti qui puisse avoir un jour une grande influence sur les destinées futures du peuple italien? » S'il lui plaît de s'environner d'abstractions et de ne tenir aucun compte des faits qui se produisent à la face du monde, nous empêchera-t-il de constater que les principes et l'école qu'il combat ont plus fait pour l'Italie en quinze mois que le carbonarisme et les sociétés secrètes en trente années de luttes stériles et de dévouemens infructueux? Libre à lui de traiter avec dédain les *rêves* et les espérances de ce qu'il appelle le *parti réformiste*, et qui est maintenant la nation tout entière; pour nous, qui ne pouvons guère juger que des résultats, il nous semble que ces espérances et ces rêves n'ont pas laissé que de prendre une certaine apparence de réalité, et certes, pour que l'Europe finît par croire cette fois à un mouvement sérieux, il

(1) Deux volumes in-8°, à Paris, chez Amyot, 1847.

lui en a fallu fournir plus d'une preuve, car voilà long-temps qu'elle était habituée à ne donner plus qu'une attention dédaigneuse et une pitié distraite à ces tentatives désespérées, à ces convulsions impuissantes dont les révolutionnaires italiens lui offraient périodiquement le spectacle.

Que si M. Mazzini a eu la pensée d'écrire pour ses concitoyens, il eût été prudent à lui d'aller auparavant rafraîchir ses souvenirs, interroger les hommes d'aujourd'hui et voir de près les choses avant de porter sur les hommes et sur les choses des jugemens aussi absolus; mais il semble avoir laissé son pays aux insurrections de 1820 et de 1831, et être aussi étranger à ce qui s'y passe à cette heure que s'il sortait de la caverne d'Épiménide. Les faits ont beau se presser sous ses yeux, que lui importent les faits? Il les considère comme non avenus. Des réformes s'accomplissent, l'idée de nationalité s'éveille pour la première fois, un pape donne à son peuple des institutions libérales, illusions pures! Où est le principe de la généralité, le principe de l'unité et du progrès absolu? demande M. Mazzini. En vain vous vous agitez, en vain vous travaillez à dénouer peu à peu les liens qui vous enchaînaient au passé; vos soins sont superflus, votre labeur est inutile, puisque vous ne possédez pas la formule idéale. L'Italie ne sera jamais libre, ou elle le sera d'une manière complète, absolue, sans restrictions, sans limites. Ainsi le veut la logique. Oh! l'admirable chose que la logique, et voyez comme elle vient ici bien à point! « Il est, dit M. Mazzini, de toute impossibilité que le pape veuille faire un seul pas pour combattre la domination étrangère et rompre le pacte qui le soumet politiquement au cabinet de Vienne. » *E pure si muove*. Tandis que nous philosophons tout à notre aise et argumentons par A plus B, voici que la réalité et le fait brutal viennent mettre notre logique en déroute et nous jeter les plus ironiques démentis.

Est-ce à dire que le livre de M. Mazzini n'ait aucune valeur? Telle n'est point notre pensée. Nous trouvons dans la première partie, exposées avec une sagacité remarquable, les causes qui ont amené la situation actuelle de l'Italie. L'auteur en indique la filiation, il les examine et les apprécie successivement: après les prétentions impériales, les luttes intestines des républiques au moyen-âge; l'influence de la papauté et le contre-coup de la réforme. Tant que M. Mazzini se renferme dans l'étude du passé, nous n'avons pas d'objections à lui faire; mais, dès qu'il entre dans le domaine des événemens contemporains, le procédé d'argumentation qu'il s'obstine à appliquer à toutes les situations et à toutes les circonstances ne nous semble pas la marque d'un esprit politique. Le travail solitaire de la pensée agissant sur elle-même, en dehors des conditions du monde réel, conduit souvent et *logiquement* à l'absurde. On arrive, comme le dit M. Mazzini lui-même, à des « croyances roides et indomptables, » et la patrie, qui dans ces jours de crise n'a pas trop du concours de tous ses enfans, n'est-elle pas en droit de demander compte de leur inaction à ceux qui se croisent les bras sous prétexte que les réformes actuelles ne sont que des expédiens transitoires, tout en reconnaissant néanmoins que le développement *logique* de leurs principes ne peut être atteint avant plusieurs siècles?

Au reste, il ne serait pas difficile de mettre en maint passage M. Mazzini en contradiction avec lui-même, de le montrer, lui qui se pique de logique, tantôt admirateur excessif, tantôt détracteur de Pie IX, qu'il affirme quelque part n'être

qu'un sanfédiste déguisé. M. Mazzini sait-il bien l'immense risée qu'a soulevée en Italie cette assertion? Ailleurs il avoue que les idées démocratiques n'ont pu, en dépit des efforts du carbonarisme et de la *jeune Italie*, avoir la moindre influence sur l'esprit italien, essentiellement catholique et conservateur par excellence. En ce cas, pourquoi traiter de rêveurs et d'utopistes ceux qui s'efforcent de régénérer l'Italie en travaillant sur les élémens que la nature, le temps, les traditions, leur fournissent? Le rêve, l'utopie, c'est d'ajourner la solution du problème au temps où l'Italie ne sera plus catholique, et, tandis qu'elle lutte et se débat, de ne lui offrir d'autre perspective que le remède d'Éson.

En résumé, M. Mazzini ne nous semble pas savoir au juste ce qu'il veut. Sa pensée, que nous cherchons vainement à saisir au milieu des raisonnemens le plus souvent contradictoires dont il a rempli deux volumes, eût gagné à être présentée sous une forme plus concentrée; mais l'auteur déploie cette prolixité, véritablement fatigante, qui est, au reste, un défaut commun aux œuvres littéraires de ses compatriotes, et dont ils ne pourront manquer de se corriger lorsque la pratique et la discussion des affaires publiques les auront formés au langage de la politique.

— Nous avons rarement occasion de rendre justice aux travaux littéraires de la province. Parmi ces travaux, pour la plupart trop peu connus, il est un ordre d'études et de recherches qui méritent d'être particulièrement encouragées: nous voulons parler de ces essais d'histoire locale qui formeront quelque jour un ensemble de documens précieux et comme le complément indispensable des monumens plus vastes élevés à l'histoire générale du pays. Nous avons sous les yeux deux ouvrages qui méritent à plus d'un titre d'occuper un rang honorable parmi les publications historiques de nos départemens. Le premier est une étude sur *Rodolphe de Habsbourg* (1), dont la vie glorieuse est liée étroitement à l'histoire d'une partie de l'Alsace. L'auteur, M. Boyer, a voulu faire plus qu'une biographie, plus qu'un portrait, et son livre, textes et notes, témoigne de recherches patientes non-seulement sur Rodolphe de Habsbourg, mais sur toute une phase très intéressante de la vie féodale en Alsace. Ce n'est pas la vie féodale, c'est plus particulièrement la vie d'artiste qui est l'objet d'une autre étude intitulée *Gauthier le statuaire* (2), par M. A. Biechy. Ici l'érudition se produit sous la forme d'un roman plein de renseignemens curieux sur les associations de sculpteurs et d'architectes auxquelles on doit les grandes cathédrales des bords du Rhin. Il faut louer, dans l'un et l'autre de ces récits historiques, une connaissance intime et une habile interprétation des sources locales.

(1) Un vol. in-8°, publié à Colmar, chez Hoffmann.
(2) Un vol. in-12, Strasbourg, 1847.

V. DE MARS.

evée
pu,
ndre
par
for-
nps,
du
e et

Sa
s le
être
ité,
lit-
ger
au

de
dre
ous
n-
u-
ux
mi
ur
re
e,
es
é-
t-
er
n
r-
it
t